

## Pascal Delwit

Pascal Delwit est professeur de science politique à l'Université libre de Bruxelles (ULB), où il mène ses travaux au Centre d'étude de la vie politique (CEVIPOL). Auteur de nombreuses publications sur la vie politique en Belgique et en Europe, Pascal Delwit est régulièrement sollicité par les médias de la presse écrite et audiovisuelle pour présenter ses analyses sur ces thématiques.

PASCAL DELWIT

# PTB

NOUVELLE GAUCHE  
VIEILLE RECETTE

 **lucpire**  
éditions

© Éditions Luc Pire [Éditions Naimette sprl]  
26, rue César Franck – 4000 Liège  
[www.lucpire.be](http://www.lucpire.be)

Publié avec le soutien de la Faculté des Sciences sociales et politiques de l'ULB

Coordination éditoriale et graphisme : [nor]production  
[www.norproduction.eu](http://www.norproduction.eu)  
Photo de couverture arrière : © Ralitz Photography

ISBN : 978-2-87542-095-4  
Dépôt légal : D/2014/12.379/5

Droits de traduction et de reproduction réservés pour tous pays.  
Toute reproduction, même partielle, de cet ouvrage est strictement interdite.

 **lucpire**  
éditions

## Table des matières

Introduction	7
1. Jalons du <i>Mouvement communiste international</i> (MCI)	13
2. Le Parti communiste de Belgique (PCB-KPB)	37
3. Les dissidences maoïstes et marxistes-léninistes du PCB	47
4. À l'origine du PTB, la naissance d'Alle macht aan de arbeiders (AMADA)	53
5. Le marxisme-léninisme dans l'espace francophone : l'Union des communistes (marxistes-léninistes) de Belgique [UC(ml)B]	85
6. Le combat entre TPO-AMADA et l'UC(ml)B	97
7. TPO-AMADA : un positionnement théorique et international déterminant	105
8. Et le Parti du travail (PTB) advint	127
9. Feu le marxisme-léninisme en Europe ?	141
10. Le pas de deux dans la révision du <i>socialisme existant</i>	165

11. Le monde tremble sur ses bases : les événements de la place Tien an Men et la chute du mur de Berlin	171
12. « Retrouver » un parti marxiste-léniniste digne de ce nom : la <i>rectification</i> à « gauche »	195
13. « La » crise du PTB	221
14. Le cadrage théorique et politique vers le « nouveau » PTB	245
15. 2008, l'avènement d'un nouveau PTB ?	259
16. Une triple percée	309
17. Le PTB, un parti <i>nouveau</i> ?	321
Pour conclure : où va le PTB ?	371

## Introduction

Il n'aura pas échappé aux personnes un tant soit peu attentives à la vie politique et sociale belge que le Parti du travail de Belgique (PTB, Partij van de Arbeid, PVDA) a réussi une triple percée ces dernières années. Une percée médiatique d'abord. Longtemps boudé par la presse audiovisuelle et écrite, le Parti du travail dans l'espace francophone et le Partij van de Arbeid dans l'arène néerlandophone sont devenus des interlocuteurs invités aux débats dominicaux ou aux interviews politiques des matinales. De même le PTB est-il régulièrement cité dans la presse écrite, papier et en ligne. Une percée politique ensuite. Celle-ci est intimement liée au premier point, mais pas exclusivement. Le PTB-PVDA est depuis trois à quatre ans une formation dont *on* parle dans certains cénacles et qui sait faire parler d'elle. Cette ouverture politique est étroitement associée aussi à sa troisième percée, une progression électorale – modeste – au scrutin fédéral de 2010 et aux élections communales et provinciales d'octobre 2012.

Cette transformation est le fruit d'une volonté et d'une action politiques du parti lui-même. Elle est aussi la résultante

d'une dynamique médiatique et la conséquence d'un contexte socio-économique nouveau, depuis la crise financière de 2008 qui s'est muée en crise économique et sociale.

Cette configuration nouvelle peut paraître paradoxale. Le PTB est en effet très loin d'être un nouveau venu en politique. Son origine se situe dans une partie du mouvement étudiant flamand, qui revendique, de 1966 à 1968, l'unilinguisme de l'Université catholique à Louvain et le transfert de son aile francophone en Wallonie. Dans cette phase, une composante plus sociale et tiers-mondiste du mouvement se radicalise. Fortement influencée par le maoïsme et la Chine, cette sensibilité se mue en un petit syndicat étudiant, le Studentenvakbeweging (SVB) qui, en peu de temps, devient une organisation marxiste-léniniste à l'origine d'un nouveau mouvement politique.

Fondée en 1970 sous le nom d'Alle macht aan de arbeiders (AMADA), l'organisation s'élargit au spectre francophone quelques années plus tard et devient TPO-AMADA, Tout le pouvoir aux ouvriers-Alle macht aan de arbeiders. TPO-AMADA lui-même se transforme en 1979 en Parti du travail de Belgique-Partij van de arbeiders (PTB-PVDA), après avoir absorbé une partie des militants de la francophone Union des communistes (marxistes-léninistes) de Belgique.

Le PTB est l'une des rares organisations marxistes-léninistes d'origine maoïste à avoir survécu. Ce fut au prix d'une discipline idéologique et organisationnelle stricte et de crises récurrentes. En 2003, le Parti du travail vivra la plus importante d'entre elles. Elle mènera à l'exclusion de sa secrétaire générale, Nadine Rosa-Rosso, et de plusieurs cadres chevronnés. Dans la foulée, l'attachement à la pensée marxiste-léniniste et au modèle d'une classe ouvrière, acteur quasi exclusif de la révolution socialiste à venir, est réitéré. Mais en parallèle, le

PTB modifie sa tactique et entérine cette approche lors de son huitième congrès, en 2008.

À compter de ce moment, il opte pour une nouvelle présentation et communication sur la scène publique. Cette volonté et ce processus ne sont pas complètement neufs. Ils avaient été tentés en 1979 et initiés à nouveau en 1999. Mais ils prennent une dimension inédite par leur ampleur. Dans le parti, une double ligne est désormais opératoire, la ligne interne – la *cuisine* – où, dans l'entre-soi, l'avenir du marxisme-léninisme et de la révolution socialiste est débattu et rêvé, et une ligne externe – la *salle de restaurant* – où le PTB se donne à voir comme un *gentil parti social-démocrate* réformateur lors des élections ; un parti et une organisation de jeunesse – COMAC – portant une radicalité dans une société amorphe, dénonçant avec une nouvelle efficacité communicationnelle tantôt des inégalités ou des absurdités criantes, tantôt des situations dont la condamnation apparaît moins évidente d'un point de vue de gauche. Peu de Marx, Engels ou Lénine dans le propos, encore moins de Staline ou de Mao. Il s'agit de s'adapter à la presse, de nouer même certains « partenariats informels ». À l'heure de l'*exclusivité*, c'est de bonne guerre.

Dans un contexte social fait d'atonie et de tensions, de colère et de résignation, cette nouvelle stratégie communicationnelle associée à un nouveau regard sur la figure et le rôle de l'adhérent et agencée à un militantisme de tous les instants pour quelques centaines de militants, a payé. Le rayonnement du parti est incontestablement plus manifeste aujourd'hui qu'il ne l'était dans les années quatre-vingt ou nonante. Et à l'entame de la campagne pour le triple scrutin du 25 mai, le PTB a réussi à s'attirer les soutiens de plusieurs acteurs. Quelques personnalités d'abord : l'ancien parlementaire Ecolo Josy Dubié, la députée régionale

socialiste Sfia Bouarfa, l'ex-journaliste Hugues Le Paige (RTBF) ou encore la philosophe de l'ULB, Isabelle Stengers. Des acteurs collectifs ensuite : le Parti communiste et la Ligue communiste révolutionnaire, certes très modestes formations, seront néanmoins présents sur les listes du PTB-GO (Gauche d'ouverture). De même, la FGTB-Charleroi soutiendra-t-elle aussi le PTB-GO.

Sous l'angle éditorial, une double heure était ainsi venue : celle d'un premier bilan historique et celle d'une première analyse du parti dans son expression contemporaine. Telles sont les deux ambitions de cet ouvrage.

La tâche n'a pas été aisée. Certes, le parti aime être à l'actualité. Mais il n'apprécie que très modérément autre chose que la superficialité sur son histoire, son propos, ses stratégies ou ses objectifs. « Le PTB est un parti transparent. Une maison de verre<sup>3</sup> », affirmait péremptoirement Peter Mertens en 2008 en introduction aux conclusions du huitième congrès du parti. Il n'en est strictement rien. Le PTB est sans doute la formation politique la plus difficile à cerner et à analyser en Belgique. Hors les archives déposées par d'anciens cadres auprès d'instituts de recherche belges et étrangers<sup>4</sup>, les archives du PTB ne sont pas accessibles. Nous avons pu nous rendre quelques fois au centre de documentation et de la sorte consulter des brochures anciennes et une partie de la collection de *Solidaire*, l'hebdomadaire du parti. Mais ce processus a été interrompu en raison de travaux, dont les méandres évoluaient étrangement de courriel en courriel. Il est vrai que les cadres du PTB goûtaient manifestement de

moins en moins le doute méthodologique dont doit faire preuve tout chercheur. La frilosité des partis face aux chercheurs n'est pas l'apanage du seul PTB. Et – presque – aucune formation ne donne accès à toutes ses archives. Mais entre le néant et l'absolu, des situations intermédiaires existent.

Bref, ce ne fut pas simple. Soulignons-le, il ne s'est pas agi d'un problème personnel. Les quelques personnes qui s'intéressent substantiellement au PTB font toutes le même constat. Le parti est engagé dans une opération systématique visant à supprimer tout ce qui fut un jour accessible sur la toile. Les archives de *Solidaire* ne sont plus accessibles avant 2008 et les textes des séminaires communistes internationaux ne le sont pas davantage avant cette date. Les sites qui les hébergeaient ont été fermés. Des propos « compromettants » sur la *cuisine* sont aussi ôtés du net ou de la bibliothèque du parti. Pour le PTB, l'enjeu est de ne parler que de la *salle de restaurant*. Et en présence de quiconque s'intéresse à autre chose, il convient de louvoyer et de mettre les rieurs de son côté. Non, non, comme le dit son porte-parole Raoul Hedebouw, le PTB n'est pas un parti de *bisounours*. La formule est plaisante. Mais qu'est-ce à dire réellement ?

Aussi, pour réaliser cet ouvrage, suis-je redevable non seulement à un certain nombre de centres d'archives et de bibliothèques, mais aussi à plusieurs militants et cadres qui ont accepté des entretiens et de me transmettre des documents éclairants. Certains sont encore membres du parti, d'autres l'ont quitté ou en ont été exclus. Pour des raisons compréhensibles, plusieurs ont souhaité ne pas être mentionnés. Je suis aussi redevable à Peter Mertens et Raoul Hedebouw pour le long entretien qu'ils ont bien voulu m'accorder.

Il va de soi que cet ouvrage n'a pas prétention à l'exhaustivité. C'est tout simplement impossible. L'historique pourra être

3 8<sup>e</sup> congrès du PTB, *Un parti de principes. Un parti souple. Un parti de travailleurs*, 2008, p. 8.

4 Comme le CARCOB, l'AMSAB, le CEGES, l'Institut d'histoire ouvrière et sociale à Liège, ou encore l'International Institute of Social History d'Amsterdam.

amélioré et affiné lorsque les archives du PTB seront accessibles. Quant à l'interprétation que je propose sur l'essence du parti, notamment dans sa phase actuelle, elle se fonde à la fois sur le matériau dont j'ai disposé et ma connaissance de la vie politique belge. Comme tout propos, il se doit qu'elle soit elle-même soumise au débat et à la critique.

Pour approcher le PTB, quelques brefs détours sont nécessaires. Dans un premier chapitre, une synthèse de l'histoire du mouvement communiste est proposée, de même que les étapes du régime communiste chinois. En effet, il est impossible de comprendre le cheminement de TPO-AMADA sans appréhender ses références théoriques et politiques relativement à l'histoire du mouvement communiste de même que les jalons du maoïsme et du Parti communiste chinois. En deuxième approche, nous retraçons les principales étapes du Parti communiste de Belgique (PCB-KPB), une formation à laquelle TPO-AMADA et le PTB se référèrent massivement dans une posture de combat total dans les années septante et quatre-vingt. Dans un troisième temps, nous présenterons brièvement les scissions prochinoises du PCB. La Belgique fut en effet la tête de pont des tentatives de Pékin d'édifier des organisations communistes favorables à ses thèses. Début des années soixante, le Parti communiste enregistre de la sorte une importante dissidence dans sa fédération bruxelloise. Impulsée par Jacques Grippa, membre du bureau politique, cette nouvelle formation est elle-même soumise à d'importantes secousses liées aux positionnements différents quant à l'évolution du régime communiste chinois, notamment lors du lancement de la « révolution culturelle ». Enfin, l'essentiel de l'ouvrage est consacré aux étapes du PTB et à sa mue – communicationnelle – récente.

## 1. Jalons du *Mouvement communiste international (MCI)*

La naissance du *Mouvement communiste international* est intimement liée aux deux événements déterminants du début de XX<sup>e</sup> siècle : la guerre de 1914-1918 et la révolution soviétique d'octobre 1917.

Depuis le début du siècle, la montée des périls était devenue de plus en plus palpable. Aussi les organisations socialistes avaient-elles envisagé cette question dans les congrès de l'Internationale ouvrière. Au congrès de Stuttgart en 1907, l'Internationale examine sérieusement l'attitude des socialistes face à la guerre. Aux yeux des congressistes, la guerre est une conséquence du développement du capitalisme. Seul l'avènement du socialisme mettra fin à cette menace<sup>5</sup>. Sur proposition de Lénine, Martov et Rosa Luxemburg, la résolution précise qu'au cas où la guerre éclaterait néanmoins, les socialistes « ont le devoir de s'entremettre pour la faire cesser promptement et d'utiliser de toutes leurs forces la crise économique et politique créée par la guerre

5 « Congrès de Stuttgart, propositions et projets de résolutions avec rapports explicatifs au congrès international de Stuttgart (18-24 août 1907) », in *Histoire de la II<sup>e</sup> Internationale. Tome 16*, Minkoff-Reprint, 1978, p. 11.

pour agiter les couches populaires les plus profondes et précipiter la chute de la domination capitaliste<sup>6</sup> ».

En dépit de ces recommandations, les socialistes ont de grandes difficultés à s'accorder sur les moyens à mettre en œuvre pour empêcher la guerre. Aux socialistes français, anglais et russes qui proposent au congrès de Copenhague en 1910 la grève générale, les sociaux-démocrates allemands opposent un refus catégorique. Les formations sociales-démocrates sont en effet tiraillées entre un internationalisme ressenti et vécu sincèrement, et leur inscription de plus en plus forte dans les institutions de leurs États, dont nombre d'entre eux se sont fortement démocratisés. Dès lors, quand l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand d'Autriche intervient en juin 1914, les partis socialistes assistent impuissants à l'implacable emballement vers la guerre.

Malgré des proclamations internationalistes et révolutionnaires jusqu'à la veille du conflit, la plupart des organisations sociales-démocrates votent les crédits de guerre lors du déclenchement des hostilités. En Allemagne, septante-huit parlementaires contre quatorze s'exécutent. En Autriche-Hongrie, le vote n'intervient pas dès lors que l'assemblée est en vacances parlementaires. Mais les sociaux-démocrates se rallient à l'entrée en guerre. Dans certains pays, cette attitude s'accompagne d'une participation gouvernementale. En France, après avoir soutenu le cabinet dirigé par René Viviani, les socialistes rejoignent l'exécutif. Jules Guesde devient ministre sans portefeuille, Marcel Sembat, ministre des Travaux publics, et Albert Thomas, ministre des Armements. En Belgique, Émile Vandervelde devient ministre d'État le 4 août. Au Royaume-Uni, Arthur Henderson participe au Cabinet. Ce concours à l'effort de guerre constitue

6 « Compte-rendu du congrès international de Stuttgart », in *Histoire de la II<sup>e</sup> Internationale. Tome 17*, Minkoff-Reprint, 1985, p. 447.

l'aboutissement et le point de rupture des luttes de tendances à l'intérieur des partis sociaux-démocrates et de l'Internationale ouvrière.

Pour des formations comme la SFIO en France et le Parti ouvrier belge (POB), il s'agit de combattre le principal ennemi de la classe ouvrière, « l'impérialisme allemand ». Lequel s'en est pris à la Belgique neutre. *A contrario*, pour les sociaux-démocrates allemands ou austro-hongrois, cette participation se justifie au nom de la lutte contre l'ennemi impitoyable du mouvement ouvrier, le tsarisme russe.

Pour nombre de cadres sociaux-démocrates, la guerre est un drame, et le choix des partis socialistes, un traumatisme. « Après le 4 août, la social-démocratie allemande est devenue un cadavre puant », écrit Rosa Luxemburg<sup>7</sup>. « Dès aujourd'hui, je cesse d'être social-démocrate et deviens communiste<sup>8</sup> », annonce Lénine. « L'événement le plus tragique de notre vie », dira Boukharine. Dès le 1<sup>er</sup> novembre 1914, Lénine en appelle à la mise sur pied d'une troisième Internationale<sup>9</sup>.

De fait, plusieurs personnalités refusent la voie empruntée par leur parti. En Allemagne, Rosa Luxemburg et Karl Liebknecht, qui a pourtant voté les crédits de guerre, dénoncent la trahison de leurs dirigeants et fondent la Spartakusbund. En Grande-Bretagne, l'Independent Labour Party (ILP) quitte le Parti travailliste.

Leur poids grandit durant le conflit. Annoncée brève, la guerre s'éternise et est ravageuse. Des millions de soldats meurent

7 Dominique Desanti, « L'œuvre et la vie de Rosa Luxemburg », in Rosa Luxemburg, *Lettres à Karl et Luise Kautsky*, Paris, Presses universitaires de France, 1970, p. LII.

8 Marcel Liebman, *Le léninisme sous Lénine, 1. La conquête du pouvoir*, Paris, Seuil, 1973, p. 147-148.

9 Cité par Pierre Franck, *Histoire de l'Internationale communiste*, Paris, Éditions La Brèche, Tome 1, 1979, p. 27.

au combat. Aussi est-ce dans un contexte de tensions persistantes et croissantes que la révolution soviétique frappe les imaginations. Le 26 octobre 1917, le deuxième congrès panrusse des Soviets annonce la victoire de la révolution dirigée par les bolcheviques et l'instauration d'un pouvoir soviétique. Cet événement consacre l'avènement du Parti bolchevique et des thèses que son principal théoricien, Lénine, a développées au gré de l'accélération de l'histoire.

Pour la Russie, la guerre avait rapidement tourné à la catastrophe. Moins de trois ans après le déclenchement des hostilités, l'armée russe s'était largement repliée. Face à un pouvoir discrédité, la crise éclate en février 1917. Les forces sociales qui soutiennent le régime tsariste ne peuvent empêcher son renversement et l'établissement d'un gouvernement provisoire. Mais sa légitimité est ténue et la situation du pays est très difficile. La fragilité du nouveau pouvoir est d'autant plus grande qu'il se refuse à conclure une « paix sans annexions ni contributions » comme le réclament les bolcheviques. Les mois de février à octobre ne sont plus dès lors qu'une marche heurtée de la Russie vers une révolution plus large, en dépit d'une tentative de coup d'État en juillet 1917. À la veille de la prise du pouvoir, le Parti bolchevique a conquis une autorité incontestable parmi les ouvriers et trouve un consentement passif chez les paysans qui constituent l'essentiel de la population. La plupart des Soviets lui sont acquis. C'est sans peine qu'il s'empare du pouvoir dans la nuit du 24 au 25 octobre, première étape vers la révolution socialiste selon Lénine et Trotsky.

À partir de cette date, l'attitude face à la révolution soviétique marque un point de démarcation rédhibitoire à l'intérieur du mouvement ouvrier occidental. Outre les traditionnels différends entre socialistes, une attitude fondamentale les sépare

désormais : partisans ou opposants de la révolution et du régime soviétiques.

Dans l'esprit des dirigeants bolcheviques, le régime n'est pas viable sans une extension de la révolution. C'est à cette fin qu'est créée l'Internationale communiste, le Komintern. Son congrès constitutif tient ses travaux du 2 au 6 mars 1919, consommant de la sorte la rupture entre *aires* communiste et socialiste au sein du mouvement ouvrier. En vérité, face à l'imposante délégation bolchevique, peu de représentants occidentaux ont réussi à franchir le blocus dont la Russie soviétique est victime : un délégué allemand, Hugo Eberlein, un Autrichien, Karl Steinhard, et un Suédois, Grimlund. Certains siègent avec voix consultative. La volonté d'aller de l'avant dans le chef des bolcheviques n'est pas partagée par tous. Hugo Eberlein avait notamment reçu mandat du tout jeune KPD de s'opposer à la création d'une Internationale, jugée prématurée par les communistes allemands.

Les mouvements sociaux, et parfois insurrectionnels, qui secouent l'Autriche, la Hongrie, l'Allemagne ou encore l'Italie font croire à la concrétisation de la propagation révolutionnaire. Au moment où les armées soviétiques semblent conquérir la Pologne, le deuxième congrès de l'Internationale communiste, en juillet 1920, se déroule dans une atmosphère fiévreuse. La révolution européenne paraît imminente. Pour Lénine et les dirigeants soviétiques, l'essentiel est d'évaluer correctement les forces en présence, donc les partis sur lesquels la révolution peut compter. Le but est de créer un parti international et non de sombrer, à l'instar de l'Internationale ouvrière, dans une fédération de partis nationaux. Séparer le bon grain de l'ivraie est essentiel et il s'impose de refuser toute participation de groupes ou personnes impliqués dans l'effort de guerre. Pour autant, Lénine combat les tendances d'ultra-gauche qu'il dénonce dans *La maladie infantile*

*du communisme : le gauchisme.* Le document le plus connu du Komintern, les 21 conditions d'adhésion, se veut une réponse à ces préoccupations.

Les conditions d'adhésion apparaissent très rudes et rigides pour des partis occidentaux, plus enclins à la souplesse. Les partis doivent « dénoncer, autant que le social-patriotisme avoué, le social-pacifisme hypocrite et faux », « reconnaître la nécessité d'une rupture complète et définitive avec le réformisme et la pratique du centre », « être édifiés sur les principes de la centralisation démocratique ». Dorénavant, « toutes les décisions des congrès de l'Internationale communiste, de même que celles du comité exécutif, sont obligatoires pour tous les partis affiliés à l'Internationale communiste ». Enfin, la 21<sup>e</sup> condition stipule que « les adhérents du parti qui rejettent les conditions et les thèses établies par l'Internationale communiste doivent être exclus du parti ».

Pourtant, les espoirs de l'Internationale communiste sont vite éconduits. La révolution européenne, que beaucoup pensaient proche, ne s'est pas produite. L'unique tentative, le mouvement insurrectionnel de mars 1921 en Allemagne, a été un fiasco. En Russie même, les destructions de la guerre et l'isolement dans lequel le pays est confiné provoquent une grave crise économique et la famine. Au dixième congrès du Parti bolchevique, la nouvelle Russie soviétique lance la *nouvelle politique économique* (NEP) qui (r)établit des éléments d'économie de marché dans l'économie soviétique. Politiquement, au contraire, une fermeture s'opère au sein du Parti communiste (PCUS). Face aux contradictions que la NEP engendrera, les bolcheviques doivent agir de manière unitaire. Sur proposition de Lénine, le congrès vote « l'abolition complète de tout fractionnisme ». En juin 1921, le troisième congrès de l'Internationale communiste ne peut que prendre acte amèrement du reflux.

En conséquence, la stratégie est modifiée. Le *Front prolétarien* est à l'honneur. En revanche, au plan politico-organisationnel, le centralisme militarisé reste plus que jamais de mise. Cette double démarche engendre contradictions et interprétations diverses à l'échelle des partis. Il paraît en effet difficile de concilier l'approfondissement de l'ancrage national et l'ouverture politique en parallèle d'une stricte discipline envers l'Internationale.

En novembre 1922, au début des travaux du quatrième congrès de l'IC, la situation n'apparaît guère glorieuse. L'implantation nationale et la consolidation des partis communistes ne se sont pas accomplies. Qui plus est, nombre de partis communistes sont désertés. La mise en place d'organisations « épurées » de leur aile réformiste et liées aux 21 conditions de l'IC a été une opération délicate, souvent mal comprise, mal appliquée et inadaptée dans des démocraties représentatives. Les valeurs cardinales d'un parti communiste agencées à la *pureté révolutionnaire*, l'*organisation centralisée* et la *discipline* ont été pensées dans le cadre de la Russie tsariste puis soviétique. La configuration culturelle, politique et institutionnelle dans l'Europe parlementaire est tout autre. En novembre 1922, Lénine doit en convenir :

« Je voudrais ajouter quelques mots au sujet de ces conditions. Au 3<sup>e</sup> congrès en 1921, nous avons adopté une résolution sur la structure des partis communistes et sur les méthodes et les contenus de leur action. Cette résolution est excellente. Mais elle est presque entièrement russe, c'est-à-dire qu'elle a été prise dans le développement russe. C'est son bon côté. C'en est aussi le mauvais ; c'en est le mauvais parce que presque pas un étranger – c'est ma conviction, je viens de la relire – ne peut la lire ;

1° elle est trop longue, cinquante paragraphes ou plus. Habituellement, les étrangers ne peuvent pas lire des morceaux de pareille étendue ; 2° si même ils la lisent, ils ne peuvent la comprendre, précisément parce qu'elle est trop russe, non pas qu'elle soit écrite en russe car elle est excellemment traduite dans toutes les langues, mais elle est pénétrée, imbue d'esprit russe ; 3° si, par exception, il se trouve un étranger qui la comprenne, il ne peut pas l'appliquer. Voilà le troisième défaut<sup>10</sup>. »

Sa maladie et son décès en janvier 1924, l'ascension victorieuse de Staline dans le Parti communiste d'Union soviétique et la fin de la perspective révolutionnaire modifient l'essence du Mouvement communiste international. Peu à peu, le poids du PCUS devient hégémonique et la défense des intérêts de l'Union soviétique, un point nodal. Les débats sont proscrits et les contradictions interdites. Telle sera la vie du communisme soviétique. Il en sera de même dans l'Internationale communiste. L'espoir messianique de la révolution se transforme petit à petit en un soutien au pays de la première révolution socialiste. L'orientation de la construction du *socialisme dans un seul pays* amène le cinquième congrès du Komintern à harmoniser le fonctionnement et la ligne des partis communistes sur le modèle soviétique. Le temps du soutien inconditionnel à l'URSS est arrivé. Il ne sera sérieusement ébranlé qu'après le vingtième congrès du PCUS en 1956.

Jusqu'à sa dissolution en 1943, l'Internationale communiste, dont le poids politique est devenu faible, imprimera plusieurs grandes (ré)orientations au gré des revirements stratégiques

10 Dernier discours prononcé par Lénine devant l'Internationale communiste (3<sup>e</sup> congrès – 13 novembre 1922), in Alfred Rosmer, *Moscou sous Lénine. II. 1921-1924*, Paris, François Maspero, 1970, p. 169.

de Staline, maître de toutes les orientations. Toutes sont intimement liées à la vie interne du PCUS et à la situation soviétique dans le concert des relations internationales.

En 1924, l'Internationale communiste décrète la *bolchevisation* des partis communistes. Le fonctionnement du parti ne s'articulera plus aux sections, mais bien aux cellules ou aux rayons. En d'autres termes, l'agitation et l'organisation doivent s'opérer en lien avec le lieu de travail et non avec l'espace de résidence.

En 1928, le Plénum de l'Internationale communiste adopte la stratégie de *classe contre classe*. Celle-ci vise particulièrement la France et la Grande-Bretagne. Au nom d'une radicalisation supposée des masses, ce tournant à gauche assimile la social-démocratie à la bourgeoisie dans un premier temps, au fascisme en seconde approche. Toute collaboration est proscrite, *a fortiori* toute alliance électorale, fût-elle simplement la dynamique de *désistement républicain*. La stratégie de *classe contre classe* se donne aussi pleinement à voir en Allemagne, où elle prend une tournure dramatique pour le mouvement ouvrier. En 1931, le KPD se voit imposer de prendre part au référendum hostile au gouvernement social-démocrate de Prusse, initié par le Parti national-socialiste. « D'abord porter un coup mortel à la social-démocratie » avant de se tourner contre ces derniers, écrit *Die Internationale* en 1932. Jusqu'à l'accession d'Hitler à la Chancellerie, en janvier 1933, le Parti social-démocrate allemand est vilipendé et dénoncé comme social-fasciste. Pour le KPD, qui relaie fidèlement les thèses de Moscou, l'obstacle principal à l'émancipation et au développement du mouvement ouvrier allemand est le SPD. Le 1<sup>er</sup> février... 1933, le Secrétaire général du KPD estime ainsi qu'un « tournant des forces de classe en faveur de la révolution prolétarienne » s'est produit. Un mois plus tard, le KPD est interdit et subit une répression impitoyable. Les choix de Staline et du

Komintern ont conduit à l'effondrement total du communisme allemand.

Une pénible réorientation se met en place. Le *Front populaire* voit peu à peu le jour et apparaît comme une démarche tâtonnante après le spectaculaire abatement du KPD. Une campagne contre la menace fasciste en France est portée sur les fonts baptismaux<sup>11</sup>. En juillet 1935, au septième congrès de l'Internationale communiste, l'antifascisme devient la tâche essentielle du mouvement révolutionnaire mondial.

Cette réorientation est courte et stoppée net par la signature du premier pacte germano-soviétique. Après les accords de Munich en 1938, l'*encercllement diplomatique* de l'URSS fait l'objet de préoccupations de plus en plus fortes à Moscou. En février 1939, le douzième congrès du PCUS y fait explicitement allusion<sup>12</sup>. L'antifascisme et l'hostilité à Hitler demeurent les références stratégiques fondamentales, en ce compris lors de l'annonce du pacte entre l'Allemagne et l'URSS. Ce dernier n'exclut pas « la nécessité d'un accord entre la France, la Grande-Bretagne, et l'URSS contre tout agresseur » et « n'empêche en rien la poursuite de la lutte énergique contre les agresseurs, spécialement le fascisme allemand », juge l'Internationale communiste. Fin août pourtant, les choses changent drastiquement. Staline réclame que cesse toute propagande ouvertement antifasciste, afin d'ôter à Hitler le moindre prétexte pour accuser les Soviétiques de pratiques hostiles à son égard à travers le Komintern. Le conflit qui éclate est une « guerre impérialiste ».

11 Marc Lagana, « Le parti communiste français et la conquête du pouvoir (1917-1984) », in Lucille Beaudry, Christian Deblock et Jean-Jacques Gislain (Éds), *Un siècle de marxisme*, Québec, Presses universitaires du Québec, 1990, p. 360.

12 Serge Wolikow, *L'Internationale communiste (1919-1943). Le Komintern ou le rêve déchu du parti mondial de la révolution*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2010, p. 104.

Vaille que vaille, dans un contexte de représailles, de stigmatisation et de mobilisation, les communistes européens appliquent la réorientation soviétique. Après une phase initiale chaotique et ambivalente, les communistes initient peu à peu une politique de résistance sociale dans les pays occupés par les troupes nazies. Celle-ci se voit adjoindre un volet politique et militaire après le 22 juin 1941, date de l'invasion de l'Union soviétique par les troupes nazies. Un large « mouvement de masse de libération » doit se déployer à l'arrière européen des armées fascistes. L'heure est à la lutte pour l'indépendance nationale, à la défaite du fascisme et au sauvetage de la *patrie du socialisme*. Point de caractère révolutionnaire à la lutte, toutes les forces doivent s'unir pour vaincre le nazisme. C'est dans cette perspective et parce que Staline n'y voit pas d'utilité fondamentale qu'est dissoute l'Internationale communiste. Sa proclamation intervient le 10 juin 1943 comme gage donné aux alliés anglo-américains pour accélérer l'ouverture du deuxième front, en même temps qu'une arme psychologique destinée à faciliter la *nationalisation* des PC, principalement en Occident, et leur participation aux instances de décision des nouveaux pouvoirs<sup>13</sup>.

À la Libération, l'entrée des communistes dans plusieurs gouvernements d'Europe occidentale est encouragée par l'Union soviétique. Les PC doivent y assurer « l'indépendance nationale et la bataille de la production » contre une possible emprise ou tutelle américaine. Cette phase est courte. À la mi-1947, les partis communistes sont débarqués des exécutifs. Pour l'Occident, l'alliée d'hier – l'URSS – est devenue l'ennemie. Au contraire, l'Allemagne redevient un partenaire obligé. L'évolution de cette nouvelle dispo-

13 *Drapeau rouge*, « Juin 1943. L'Internationale communiste se dissout comme centre dirigeant du mouvement ouvrier international », in *Le Drapeau rouge clandestin, pages glorieuses de l'histoire du Parti communiste de Belgique*, Bruxelles, Fondation Joseph Jacquemotte, 1971, p. 181.

sition internationale était déjà perceptible auparavant, mais c'est en 1947 que se développe clairement la guerre froide entre les États-Unis et l'URSS. Après quelques hésitations, Staline avalise la division du monde en deux blocs et s'en réclame. Une nouvelle organisation communiste internationale voit le jour. Du 22 au 27 septembre 1947 se réunissent à Szklarska Poreba des représentants de neuf partis communistes : soviétique, yougoslave, bulgare, roumain, hongrois, polonais, tchécoslovaque, français et italien. Jdanov y présente un rapport qui « restera durant toute la guerre froide le document fondamental de l'idéologie communiste ». Il y décrit la vision bipolaire du point de vue soviétique :

« Plus nous nous éloignons de la fin de la guerre et plus nettement apparaissent les deux principales directions de la politique internationale d'après-guerre, correspondant à la disposition en camps principaux des forces politiques qui opèrent sur l'arène mondiale : le camp impérialiste et anti-démocratique d'une part, le camp anti-impérialiste et démocratique de l'autre. »

La suite de la réunion s'apparente pour les représentants français, Jacques Duclos et Étienne Fajon, et italiens, Luigi Longo et Eugène Reale, à un long réquisitoire contre la politique, pourtant inspirée par Moscou, que le PCF et le PCI ont menée pendant et après la Libération. Accusés de « déviation vers l'opportunisme et le parlementarisme », communistes français et italiens ont fort à faire pour justifier cette option. La réunion se termine par la création d'un Bureau d'information des partis communistes – le Kominform –, dont le but sera de veiller à la nouvelle orthodoxie.

Jusqu'au décès de Staline en mars 1953, l'Union soviétique s'insère dans la guerre froide et l'entretient dans la rhétorique. Tout oppose désormais les deux camps : le rapport à la guerre et à la paix, les sciences bourgeoises à la science prolétarienne, l'art dégénéré au réalisme socialiste... Les États-Unis et l'URSS font feu de tout bois dans leur opposition. Mais après le décès de celui qui fut Premier secrétaire pendant vingt-neuf ans, une phase d'ouverture à l'interne et à l'international se met en place. Peu à peu, le PCUS et l'État soviétique donnent à voir un certain nombre de nouveautés. L'approche est plus collégiale dans la direction du parti et de l'État. Dans la société elle-même, une certaine ouverture s'observe. Les révisions judiciaires s'accroissent et certaines réunions tolèrent une approche plus critique qu'auparavant<sup>14</sup>. Mais tout un chacun ne partage pas cette ouverture à la direction du PCUS.

Le vingtième congrès convoqué pour le début de l'année 1956 est un moment clé du combat souterrain entre deux tendances à la direction du PCUS. Après l'éviction de Malenkov du poste de Premier ministre en 1955, la lutte entre « conservateurs » et « rénovateurs » prend une dimension nouvelle. Tout retournement et tout repli demeurent possibles. C'est dans ce contexte qu'il faut comprendre l'esprit du vingtième congrès et du *rapport secret* de février 1956.

Le congrès avalise une ligne politique inaugurée en 1953, la *coexistence pacifique*. L'idée n'est pas en soi nouvelle dans l'idéologie soviétique, mais, pour la première fois, le PCUS envisage une compétition pacifique entre le « système socialiste » et le « système capitaliste », et la victoire du socialisme sans secousse violente<sup>15</sup>. En parallèle, les voies d'accession au socialisme se diversifient. Le

14 Roger Martelli (Édition réalisée et présentée par), 1956. *Le choc du 20<sup>e</sup> congrès du PCUS. Textes et documents*, Paris, Éditions sociales, 1982, p. 21.

15 Nikita Khrouchtchev, « Rapport d'activité du CC du PCUS », in Roger Martelli (Édition réalisée et présentée par), *op. cit.*, p. 88.

moment révolutionnaire violent n'est plus une nécessité incontournable. Sans s'appesantir sur les modalités, l'idée d'une voie pacifique au socialisme est évoquée<sup>16</sup>. Explicite, Souslov juge que, dans certaines démocraties consolidées où « les forces de réaction et l'appareil militaire et policier sont moins puissants », une révolution pacifique est envisageable par la conquête de la majorité au Parlement, lequel serait alors transformé en « Parlement populaire »<sup>17</sup>. Nikita Khrouchtchev insiste aussi en séance plénière sur le travail collectif dans le PCUS et dans sa direction, de même que sur le respect de la légalité soviétique. À cette aune, la condamnation du culte de la personnalité est administrée<sup>18</sup>.

Au terme des assises, les congressistes sont priés de ne pas quitter Moscou. Et pour cause. Rappelés pour une session à huis clos, ils entendent dans la nuit du 24 au 25 février un exposé de Nikita Khrouchtchev sur « le culte de la personnalité et ses conséquences ». L'événement majeur du congrès se produit. En l'absence de représentants étrangers, les congressistes assistent, abasourdis, à une lecture des premiers résultats d'une commission dirigée par l'historien Pospelov sur les agissements de Staline. L'introduction, volontairement prudente, rappelle les mérites de Staline et place les problèmes dans le cadre unique de la question du culte de la personnalité. Cependant, la suite du rapport est un réquisitoire impitoyable à l'égard de Staline. Khrouchtchev évoque successivement le *testament de Lénine*, implacable pour Staline, les « déportations massives », les « exécutions sans procès et sans instruction », le « rôle scandaleux de Staline dans l'affaire yougoslave » – ou encore ses incohérences militaires dans la conduite de la guerre. Ce faisant,

16 *Ibid.*, p. 95.

17 Mihail Souslov, « Intervention », in Roger Martelli (Édition réalisée et présentée par), *op. cit.*, p. 137.

18 Nikita Khrouchtchev, « Rapport d'activité du CC du PCUS », in Roger Martelli (Édition réalisée et présentée par), *op. cit.*, p. 109.

le rapport détruit un mythe, une croyance, sur lesquels le monde communiste avait fonctionné. En abattant l'expression la plus importante de ce symbole et en n'offrant aucune solution de remplacement, Khrouchtchev crée un vide idéologique et politique qui fera implorer le mouvement communiste international. À l'automne 1956, les mouvements sociaux dans certaines démocraties populaires en portent une première expression.

Dès mars, le rapport circule parmi les responsables communistes des pays socialistes. L'onde de choc qu'il provoque ne tarde pas à avoir ses effets. En juin, au départ d'une grève dans les usines de Poznan, la Pologne connaît une grande effervescence. Le mouvement s'étend et les leaders communistes n'ont plus que deux possibilités : le recours à la force ou la démission. Les Soviétiques s'emploient à rejeter toute intervention violente. Finalement, Gomulka, « l'agent titiste », le « traître trotskiste »... des années cinquante, prend la tête du parti et de l'État. En septembre et en octobre, c'est au tour de la Hongrie d'être entraînée dans une vague de manifestations et de mouvements sociaux. Le régime est exécré. Cette pression populaire entraîne la nomination d'Imre Nagy au poste de Premier ministre suite à une intervention « limitée » des troupes soviétiques. Mais une partie de la population n'a que faire d'une réforme de palais. Elle veut un changement de régime. Devant cette insurrection, les troupes du pacte de Varsovie – à l'exception de la Roumanie – interviennent le 1<sup>er</sup> novembre. Janos Kadar, ancienne victime des purges staliennes, est nommé Premier secrétaire.

### *La fin du Mouvement communiste international*

En Europe, le Parti communiste italien présente son expression la plus claire avec la notion de « polycentrisme ». Après avoir

soutenu l'intervention soviétique en Pologne et en Hongrie, son dirigeant, Palmiro Togliatti, met en cause l'approche développée au vingtième congrès. Staline aurait été à un moment « l'expression et l'artisan d'une situation, et il le fut tellement parce qu'il s'affirma l'organisateur et le dirigeant le plus expert d'un appareil de type bureaucratique à un moment où celui-ci prit la suprématie sur toutes les formes de vie démocratique<sup>19</sup> ». Cette mise en cause du système et de son évolution, de l'appréciation donnée par le PCUS et Khrouchtchev au vingtième congrès est tout à fait inédite pour un leader communiste. Mais ce sont surtout les leçons que Togliatti tire des révélations et de cette ébauche d'analyse qui bouleversent le monde communiste. Suite aux révélations du vingtième congrès et à la « douleur » qu'elles ont provoquée, s'imposent la nécessité et le désir « d'une autonomie de jugement toujours plus grande étant donné que l'ensemble du système [communiste] devient polycentrique et dans le mouvement communiste lui-même, on ne peut parler d'un guide unique, mais bien d'un progrès qui s'accomplit en suivant des routes bien différentes<sup>20</sup> ». Le défi implicite et explicite au « rôle dirigeant » du PCUS pour les partis communistes n'avait jamais été soulevé avec une telle clarté. Si la centralité du PCUS est questionnée en Europe occidentale, le défi majeur au rôle dirigeant du PCUS dans le mouvement communiste est toutefois posé en bordure du Pacifique.

L'autre *grand* du communisme, le Parti communiste chinois (PCC), est aussi atteint par les révélations du rapport secret, par l'autocritique orchestrée au vingtième congrès et par la répression de l'insurrection hongroise. La mise en cause de la personnalité de Staline et du système stalinien n'est guère appréciée à Pékin.

19 *Ibid.*

20 *Ibid.*

Au vingtième congrès déjà, le délégué du PCC avait été l'un des seuls à valoriser Staline dans la foulée de la révérence convenue à Marx, Engels, Lénine et Staline<sup>21</sup>.

Deux contributions théoriques bousculent le propos soviétique et crispent les relations entre le PCUS et le PCC. Dans *De l'expérience historique de la dictature du prolétariat* et *Encore une fois de l'expérience historique de la dictature du prolétariat*, la direction du PCC met en évidence les limites qu'elle pose à la déstalinisation. Certes, des « fautes » ont été commises :

« C'est précisément parce que Staline n'a pas agi ainsi qu'il a commis dans la dernière phase de sa vie certaines erreurs graves dans son travail, en tant que principal dirigeant du parti et de l'État. Il devint infatué de lui-même, manqua de circonspection, et l'on vit apparaître dans son esprit le subjectivisme et la tendance à se contenter de vues partielles. Il prit des décisions erronées sur certaines questions importantes, ce qui aboutit à des conséquences très fâcheuses. »

Pour autant, si on met en parallèle les erreurs de Staline et ce qu'il a réalisé, « les erreurs n'occuperont que la seconde place ». Il importe dès lors de développer la collégialité, la discussion et la critique pour corriger les erreurs. Il convient surtout de reconnaître les exceptionnels mérites de Staline.

La réaction du PCC doit se comprendre sous différents angles. Le premier nécessite une analyse des relations soviéto-chinoises au plan étatique. Depuis 1949, les relations d'*amitié* et de *coopération* entre les deux grands du communisme sont complexes.

21 Roger Martelli (Édition réalisée et présentée par), *op. cit.*, p. 50.

Les autorités chinoises jugent que les échanges sont déséquilibrés au profit de l'URSS. Khrouchtchev, en qui elles ont placé leurs espoirs, les déçoit amèrement sur ce plan. Le deuxième est le débat qui se noue à l'intérieur même du communisme chinois. Le *volontarisme* de Mao n'a pas l'aval de tous. Et le positionnement à l'endroit du PCUS vaut aussi posture dans le débat interne. Enfin, il y a une vision différente du destin du monde communiste et des voies d'y parvenir. Pour Mao, l'heure est à l'offensive et certainement pas à la coexistence pacifique. Le monde capitaliste doit trembler sur ses bases. À Moscou, le regard est tout autre.

Après la phase difficile dans le deuxième semestre de 1956, le PCUS tente de reprendre l'initiative. En 1957, il convoque une Conférence internationale des partis communistes, dont la tenue s'opère en deux phases. En première approche, les représentants des douze partis communistes au pouvoir se réunissent à Moscou au début du mois de novembre. Les communistes soviétiques doivent faire face à une opposition plus que larvée du PCC mais aussi, sur une base opposée, de la Ligue des communistes yougoslaves. Aussi la déclaration proposée est-elle vivement discutée par certaines formations. Et le texte de compromis n'est rien d'autre qu'une déclaration de principe très générale. Du 16 au 19 novembre, il est débattu à la Conférence où sont rassemblés 68 partis communistes. Plusieurs questions témoignent des oppositions. Aux Soviétiques qui ont lancé la politique de coexistence pacifique, les Chinois opposent le combat sans faille contre l'impérialisme. « Le vent d'Est l'emporte sur le vent de l'Ouest », déclare Mao, qui veut forcer la main des Soviétiques<sup>22</sup>. À l'unicité et au centralisme du mouvement communiste international revendiqué par les Chinois, les Yougoslaves et les Italiens répondent auto-

mie, indépendance et voie nationale vers le socialisme. « Il ne faut pas être pressé de créer des organismes internationaux. Ce qu'il faut surtout, c'est savoir unir le développement autonome de chaque parti avec le maximum de solidarité et d'unité de tout notre mouvement », déclame Palmiro Togliatti<sup>23</sup>. Bref, l'unicité du Monde communiste s'affaïsse. Entre les deux grands du monde communiste, l'opposition est désormais à son comble. À l'été 1960, l'URSS rappelle la plupart de ses ingénieurs et de ses techniciens présents sur le territoire chinois. Des incidents éclatent même dans le Sin Kian, à la frontière entre les deux États socialistes. La conférence mondiale des partis communistes, qui se déroule du 10 novembre au 3 décembre 1960 à Moscou, est houleuse. En présence de représentants de 81 PC, communistes chinois et, plus encore, albanais contestent les thèses soviétiques.

Face au défi maoïste, les communistes soviétiques veulent frapper un grand coup au vingt-deuxième congrès du PCUS. Celui-ci est un prolongement du vingtième. Cette fois, l'acte d'accusation s'étend à la politique stalinienne en tant que telle. Le 27 octobre 1961, le discours de Khrouchtchev est un véritable réquisitoire contre le régime stalinien. En outre, il s'en prend de manière virulente au Parti du travail d'Albanie, s'attaquant de la sorte indirectement au PCC. Le vingt-deuxième congrès représente l'aveu public des dissensions entre le PCUS et le PCC.

Dès 1962, il y a véritablement deux pôles communistes auxquels se référer. Les positions de l'un et de l'autre s'écartent. Les communistes chinois raillent le PCUS dans le compromis qui se noue finalement entre John Kennedy et Nikita Khrouchtchev dans la « crise des fusées » à Cuba. Le 5 novembre, le *Quotidien du Peuple* dénonce la faiblesse de l'attitude soviétique : « Conclure

22 Gilles Martinet, *Les cinq communismes*, Paris, Points-Politique, 1979, p. 152.

23 Cité par Lilly Marcou, *L'Internationale après Staline*, Paris, Grasset, 1979, p. 57-58.

un compromis avec Kennedy ou accepter ses exigences brutales ne peut qu'encourager l'adversaire. » Six semaines plus tard, le ton est plus dur encore. L'attitude de l'URSS dans ce dossier est cette fois qualifiée de « Munich pur et simple<sup>24</sup> ».

Toutefois, c'est au printemps suivant qu'est mis le feu aux poudres. Le 15 juin 1963, le PCC défie le Parti communiste d'Union soviétique en publiant un texte en vingt-cinq points. Pour les communistes chinois, il s'agit d'en revenir à la « théorie révolutionnaire marxiste-léniniste relative à la mission historique du prolétariat » (point 1), mission qui n'est autre que le triomphe de « la révolution prolétarienne » et l'établissement de la « dictature du prolétariat pour résoudre à fond les contradictions de la société capitaliste » (point 10). La scission est consommée.

Les communistes chinois essaient alors d'édifier un mouvement communiste aligné sur leurs thèses. En Europe, leurs tentatives ne sont guère couronnées de succès. À l'exception de la Belgique, les partis communistes européens ne subissent pas de scissions chinoises très significatives. Certes, dans chaque pays des formations favorables aux thèses de Pékin voient le jour, mais elles sont le plus souvent marginales et sans poids électoral et politique.

Pour autant, plusieurs organisations se revendiquant du marxisme-léninisme et du maoïsme fleurissent en Europe à la fin des années soixante et durant la décennie septante. La Chine devient alors un modèle, une religion même dans certains milieux intellectuels et parmi une partie de la communauté étudiante, et ce, dans un contexte de radicalisation politique.

Que donne alors à voir la Chine ? Sur le plan interne, le régime et le Parti communiste chinois empruntent une voie de durcissement, qui s'assimile à une fuite en avant maoïste. Mao

24 Cité par Rosine Lewin, « Le cadre international des tâches du PCB dans les années 60 », *Cahiers marxistes*, juin-juillet 2002, n° 222, p. 41-52.

avait lancé la campagne des Cent Fleurs dont le but officiel était d'initier une large discussion pour opérer une « avancée majeure dans la réalisation de l'économie socialiste<sup>25</sup> ». La campagne révèle une ampleur telle du mécontentement et des dysfonctionnements dans le parti et la conduite des affaires, que Mao doit la clore précipitamment et lance le pays dans un nouveau projet, le Grand Bond en avant. Les masses chinoises devront consentir de durs sacrifices pendant cinq ans, période au terme de laquelle la Chine dévoilera une puissance économique à l'équivalent de la Grande-Bretagne. À l'issue de ce lustre, la Chine sera alors tout autre<sup>26</sup>, prête à rattraper les États-Unis.

Le pays se lance dans une entreprise de grands travaux sans en avoir les moyens. Les *communes populaires* fondées en juillet 1958 doivent accroître la productivité agricole et dégager les surplus pour l'industrialisation forcée. Mais elles n'en sont pas capables. Les surplus sont insuffisants, et une terrible famine submerge la Chine. Dans cette séquence, le nombre de décès est évalué dans une fourchette entre vingt et cinquante millions de citoyens, pour l'essentiel des paysans<sup>27</sup>. Cet échec dramatique coûtera à Mao sa place de président de la République au profit de Liu Shaoqi. Mais pour le « grand timonier », c'est un recul pour mieux rebondir avec le lancement de la « révolution culturelle » dans les années soixante.

La révolution culturelle, qui fut vénérée dans certains milieux en Europe, se décline comme une nouvelle étape de « rupture totale », une phase d'épuration. Il y aura un avant et un après. La révolution culturelle est initiée par une décision du

25 Linda Benson, *La Chine depuis 1949*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2012, p. 60.

26 Gilles Martinet, *op. cit.*, p. 146.

27 Stéphane Courtois (Éd.), *Dictionnaire du communisme*, Paris, Larousse, 2007, p. 136.

comité central du PCC de lancer une vaste offensive à l'encontre du « révisionnisme ». La circulaire du 8 août 1966 précise en seize points les objectifs à atteindre<sup>28</sup>. À cette fin, les *gardes rouges* sont mobilisés. Dans les faits, l'initiative est une reprise en main du parti et de l'État par Mao. Le chef de l'État, Liu Shaoqi, numéro deux, est rétrogradé. Peu après, il disparaît de la scène politique et meurt en 1969 à la suite de persécutions<sup>29</sup>. Lin Biao prend en charge l'édition d'un livre originellement intitulé *Les citations du président Mao*, mais bien plus célèbre sous le nom de *Petit livre rouge*<sup>30</sup>. Pour les militants, la lecture, l'apprentissage, la mémorisation et la restitution de ces citations sont un devoir.

Cette campagne d'épuration vire d'emblée à de nombreuses attaques, brimades, violences gratuites à l'encontre des *contre-révolutionnaires* et des *révisionnistes*. Il s'agit de faire table rase des « quatre vieilleries » : les idées, la culture, les coutumes et les habitudes. Dans un deuxième temps, des divisions apparaissent au sein même des gardes rouges<sup>31</sup>. De plus en plus scindés, ils sont adossés à des quartiers généraux aux visions de plus en plus distinctes, bien que se revendiquant tous de Mao Tsé-toung. Les débordements sont tellement nombreux et l'escalade si importante que le mouvement devient incontrôlable. Nombre d'auteurs suggèrent en la matière une (quasi-)guerre civile. Fin 1967, les objectifs sont déclarés atteints, mais ce n'est qu'en août 1969 que le comité central met fin à cette dynamique d'épuration grâce notamment à une vigoureuse intervention de l'armée. Néanmoins, de nombreuses exactions seront encore perpétrées en 1970 et en 1971.

28 *Décision du comité central du parti communiste chinois sur la grande révolution culturelle prolétarienne*, 8 août 1966.

29 John King Fairbank, *La grande révolution chinoise (1800-1989)*, Paris, Champs Flammarion, 1989, p. 459.

30 Linda Benson, *op. cit.*, p. 72.

31 John King Fairbank, *op. cit.*, p. 460.

Le bilan humain de la révolution culturelle ne fait pas consensus. Les estimations du nombre de morts oscillent entre plusieurs centaines de milliers et quelques millions. Au-delà des morts, des millions de Chinois ont été brimés, maltraités, *ruralisés*, (r)envoyés à la base. Au final, la révolution culturelle fut une catastrophe, les « dix années perdues » de la Chine<sup>32</sup> : un désastre humain, une catastrophe économique et un échec politique.

Cette phase a aussi été celle de positions spécifiques dans les relations internationales. Mao met à l'honneur la théorie des trois mondes dans laquelle l'ennemi principal est l'Union soviétique, qualifiée d'État social-impérialiste. Toute l'énergie révolutionnaire doit être fixée sur le combat contre l'URSS. Et les considérations idéologiques ne jouent que peu. La Chine se rapproche notamment des États-Unis. Nixon est l'hôte de Mao en 1971. Le régime chinois noue aussi des accords avec le Japon et soutient des dictatures pilotées par Washington, à l'image de l'Iran ou du Zaïre. Enfin, les communistes chinois jugent importante la présence des États européens au sein de l'OTAN<sup>33</sup>.

En 1976, les décès de Chou En-lai en janvier et de Mao le 9 septembre approfondissent la lutte pour la succession. Mais le courant radical, incarné par la « bande des quatre » et soutenu par la veuve de Mao, Jiang Qing, est défait et arrêté en octobre. L'aile réformatrice dirigée par Hua Guofeng et Deng Xiaoping prend les commandes du parti et du régime.

Pour les groupements maoïstes d'Europe, c'est un choc. Le procès de la « bande des quatre » et l'ouverture à la *modernisation* sonnent comme une reconnaissance des errements et de l'échec de la période précédente, celle qui a précisément été tant vantée, portée au pinacle, petits livres rouges à la main, par les militants

32 *Ibid.*, p. 443.

33 Gilles Martinet, *op. cit.*, p. 189.

maoïstes. La Chine, pays du vrai socialisme, État du soutien indéfectible à la lutte du Tiers Monde, garant zélé du marxisme-léninisme, dévoile un nouveau visage. Les militants maoïstes sont d'autant plus interloqués que se développe une crise entre le Parti communiste chinois et le Parti du travail d'Albanie. Les deux régimes rompent leurs relations. Tant à l'interne qu'à l'externe, Deng Xiaoping réoriente l'approche chinoise. La libéralisation est à l'ordre du jour. « Quatre modernisations » doivent être menées à bien : la modernisation de l'agriculture, de l'industrie, de la défense nationale, et de la science et de la technologie<sup>34</sup>.

L'ouverture en Chine permet d'abord sa stabilisation, puis son développement. Mais elle génère aussi une revendication d'ouverture dans le domaine politique et culturel. Ces demandes sociales sont portées à la fin de la décennie par une composante importante du monde étudiant, qui réclame plus de libertés et une évolution démocratique du régime. Le mouvement de la place Tien an Men voit le jour. Nombre d'étudiants occupent la célèbre place de Pékin. Au sommet du parti communiste et du régime, les avis divergent sur l'attitude à adopter. Mais, au final, la ligne dure l'emporte. Début juin, la police et l'armée délogent brutalement les manifestants et mettent fin au mouvement. Le nombre de décès est important et fait l'objet d'un débat : entre trois cents selon les appréciations du régime jusqu'à plusieurs milliers.

Depuis, la Chine a poursuivi une forte libéralisation de son économie sous le leadership du Parti communiste chinois. Le régime et le parti ont abandonné toute ambition de diriger un quelconque mouvement communiste international, quand bien même des représentants du PCC prennent part à certaines réunions de partis communistes en Europe ou dans le monde.

34 Linda Benson, *op. cit.*, p. 86.

## 2. Le Parti communiste de Belgique (PCB-KPB)

Au lendemain de la Première Guerre mondiale, certains groupements et quelques personnalités favorables à la révolution soviétique d'octobre 1917 et à la toute jeune Internationale communiste se rassemblent pour établir la première organisation communiste belge, dénommée le Groupe communiste de Bruxelles. Dirigé par Edouard van Overstraeten qui s'est rendu au deuxième congrès de l'Internationale communiste, ce groupement comprend de nombreux jeunes en rupture de ban avec la Jeune Garde socialiste (JGS). Durant l'année 1920, l'organisation se mue d'abord en Fédération communiste de Wallonie, avant de revendiquer le titre de parti en novembre et de se nommer Parti communiste belge-section belge de l'Internationale communiste<sup>35</sup>.

Parallèlement, en juin 1921, l'aile gauche du Parti ouvrier belge (POB-BWP), regroupée autour du journal *L'Exploité*, décide, après avoir vainement tenté de modifier la ligne du POB, d'adhérer à l'Internationale communiste. Le vote du congrès des *Amis de l'Exploité* est net : 713 voix contre 35, et 30 abstentions<sup>36</sup>.

35 Claude Renard, « Contribution à l'histoire du Parti communiste de Belgique », *Carcob – Archives communistes*.

36 *Ibid.*

Une autre formation communiste belge dirigée par Joseph Jacquemotte voit donc le jour.

Suite à la demande du Komintern, un difficile processus de réunion des deux partis s'entame. La démarche est pour le moins complexe tant il est vrai que la culture politique des deux partis est dissemblable. Le contentieux entre la première organisation et le groupe des *Amis de l'Exploité* est grand. L'identité politique du parti de van Overstraeten est, selon les termes de Marcel Liebman, « gauchiste dans l'optique du mouvement communiste de l'époque<sup>37</sup> ». Un anti-parlementarisme virulent est affiché et une méfiance très profonde est affirmée à l'endroit du mouvement syndical. Le modèle à copier et à propager est le Conseil d'ouvriers, à l'image des Soviets en Russie soviétique<sup>38</sup>. Pour sa part, dans les termes du débat communiste de l'époque, Liebman qualifie de *centriste* l'organisation mise sur pied par Jacquemotte, « centriste en ce que ce mouvement, pendant ses premières phases d'élaboration et de développement, n'était pas du tout décidé à rompre avec le mouvement social-démocrate dont il faisait d'ailleurs organiquement partie<sup>39</sup> ».

Le congrès de fusion intervient les 3 et 4 septembre 1921. Il donne naissance au Parti communiste belge/Belgische Kommunistische Partij (PCB/KPB)<sup>40</sup>, « mariage de raison plus que mariage d'amour », selon les termes de Joseph Jacquemotte<sup>41</sup>.

37 Marcel Liebman, « Origine et fondation du PCB », in Collectif d'histoire et d'études marxistes, *Le Parti communiste de Belgique (1921-1944). Actes de la journée d'étude de Bruxelles – 28 avril 1979*, Bruxelles, Fondation Joseph Jacquemotte, 1980, p. 19.

38 Rudi Van Doorslaer, « Le Parti communiste dans l'entre-deux-guerres (1921-1940) », in Collectif d'histoire et d'études marxistes, *op. cit.*, p. 41.

39 *Ibid.*, p. 20.

40 José Gotovitch et Rudi Van Doorslaer, « Les communistes et la question nationale. 1921-1945 », *Cahiers d'histoire du temps présent*, 1997, n° 3, p. 257.

41 José Gotovitch, « Histoire du Parti communiste de Belgique », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 1997, n° 1582, p. 6.

La première participation électorale du PCB-KPB est enregistrée en 1925. Le parti y décroche 1,25 % à l'échelle nationale (3,55 % à Bruxelles) et deux élus sur cent quatre-vingt-six à la Chambre. Il en conserve un lors du scrutin législatif de 1929. Le parti est néanmoins très faible et n'agrège que quelques centaines d'adhérents. Au surplus, la formation communiste belge est durement affectée par les tensions et les troubles dans le PCUS. En 1928, une très importante composante trotskiste abandonne le PCB-KPB, parmi laquelle War van Overstraeten. Il faut d'ailleurs l'envoi par l'Internationale communiste d'une délégation menée par le Suisse Jules Hubert-Droz pour empêcher que le PCB ne suive les thèses trotskistes<sup>42</sup>.

C'est donc un parti communiste exsangue qui entre dans les années trente. Il y opère pourtant une percée électorale et politique. Son action est reconnue lors des très dures grèves des mineurs en 1932. Le PC y réalise sa « refondation » selon les termes de José Gotovitch, au prix de confrontations violentes avec les forces de l'ordre mais aussi, régulièrement, avec des militants syndicaux et du POB<sup>43</sup>.

Le développement de 1932 est fortement amplifié en 1936. Pour autant, il n'a pas été linéaire. La ligne « classe contre classe » imposée par l'Internationale communiste rend complexe l'activité politique et sociale du PCB. Les membres et les cadres sont souvent en porte-à-faux par rapport « aux tendances majoritaires du mouvement ouvrier<sup>44</sup> ». Le tournant du *Front populaire* modi-

42 José Gotovitch, « Les "organisations de masse" de l'IC en Belgique : première approche », in José Gotovitch (Éd.), *Du communisme et des communistes en Belgique. Approches critiques*, Bruxelles, Aden, 2012, p. 64.

43 José Gotovitch, « L'Opposition syndicale révolutionnaire et la Centrale révolutionnaire des mineurs. Tentatives de révolution syndicale dans la Belgique d'entre-deux-guerres », in José Gotovitch (Éd.), *op. cit.*, p. 157.

44 Rudi Van Doorslaer, « Le parti communiste dans l'entre-deux-guerres (1921-1940) », in Collectif d'histoire et d'études marxistes, *op. cit.*, p. 48.

fié la donne. Le 24 mai 1936, les communistes triplent leur représentation parlementaire, passant de trois à neuf sièges.

Mais l'envol est de courte durée. Une semaine à peine après la tenue d'un congrès à la tonalité antifasciste affirmée, le PCB est ébranlé par la signature du pacte germano-soviétique<sup>45</sup>. Ce tournant inattendu et bouleversant est difficile à assumer. Le tournant rhétorique est complexe. Au comité central du parti, le 13 septembre, le PCB déclare ainsi : « Il ne faut pas que la Belgique devienne le champ de bataille de l'Europe, il faut mettre fin à la guerre par la défaite du fascisme et de la réaction. » Et la « guerre anti-nazie » de Chamberlain est déconstruite. Mais pour le Komintern, le message est insuffisant. Deux semaines plus tard, dans un isolement complet, le PCB affirme : « Nous ne voulons mourir ni pour Hitler, ni pour Chamberlain<sup>46</sup>. »

Après l'offensive nazie le 10 mai et l'armistice dix-huit jours plus tard, le parti communiste initie petit à petit une résistance sociale à l'occupant. Celle-ci se politise de plus en plus et s'assume pleinement avec un volet militaire après juin 1941. Le PC conquiert ses lettres de noblesse dans la résistance où il occupe un rôle central. En la matière, les chiffres sont même édifiants. 97 % du cadre d'avant-guerre est actif sous l'occupation. 62 % de ces communistes sont arrêtés et près de 70 % de ce cadre a péri. Dès lors, le renouvellement est spectaculaire à la fin des hostilités : 84 % des dirigeants en place à la libération sont de nouveaux responsables<sup>47</sup>.

Le parti communiste tire aussi son influence des Comités de lutte syndicale (CLS) créés pendant la guerre<sup>48</sup>. Ce concours mas-

45 Jules Gérard-Libois et José Gotovitch, *La Belgique occupée*, Bruxelles, Éditions du CRISP, sixième édition, p. 52.

46 *Ibid.*, p. 57.

47 José Gotovitch, « Communisme et résistance. Une approche socio-politique », in José Gotovitch (Éd.), *op. cit.*, p. 211.

48 Wilfried Beerten, *Le rêve travailliste en Belgique. Histoire de l'Union démocrate belge*, Bruxelles, Vie ouvrière, 1990, p. 32.

sif à la Résistance et le prestige qui entoure l'URSS lui valent son meilleur résultat électoral lors des élections de février 1946. Le scrutin a d'ailleurs été retardé autant que faire se peut pour éviter un score plus important encore. « Les élections se seraient tenues un an plus tôt, leur force aurait été encore plus grande », juge Oppenheim<sup>49</sup>, analyse partagée par les historiens Els Witte et Jan Craeybeckx<sup>50</sup>. De fait, le parti était déjà dans un ressac, comme le confessait Jean Terfve au bureau politique de janvier 1947 à propos de l'évolution du nombre de membres : « Nous avons assisté à une chute verticale : 146 000 en juillet 1945, 89 000 en juillet 1946, 67 000 à ce jour<sup>51</sup>. »

À l'instar d'autres formations communistes européennes, le PC entre au gouvernement et y demeure jusqu'au printemps 1947. Après la phase pacificatrice voulue par Staline, il s'agit de faire flèche de tout bois, d'entretenir et de développer une polarisation politique et sociale. Après que la FGTB eut approuvé le plan Marshall, le PCB enjoint à son seul Secrétaire national, le Liégeois Théo Dejace, de démissionner – ce qu'il fit<sup>52</sup>.

Dans les années cinquante, en pleine fuite en avant sectaire, le parti communiste enregistre une descente aux enfers dans ses résultats électoraux et dans son influence politico-sociale. La diffusion de la presse s'effondre, comme le confirme un rapport au Kominform : de 80 000 exemplaires tirés journalièrement en 1946, le quotidien communiste *Le Drapeau rouge* est passé à 25 000 en

49 Felix Oppenheim, « Belgium: Party Cleavage and Compromise », in Sigmund Neumann (Éd.), *Modern Political Parties*, Chicago, The University of Chicago Press, 1962 (fourth impression), p. 163.

50 Els Witte et Jan Craeybeckx, *La Belgique politique de 1830 à nos jours*, Bruxelles, Éditions Labor, 1987, p. 265.

51 *Bureau politique du 11 janvier 1947*, Archives communistes.

52 Jules Gérard-Libois et Rosine Lewin, *La Belgique entre dans la guerre froide et l'Europe 1947-53*, Bruxelles, Éditions Pol-His, 1992, p. 120.

octobre 1949<sup>53</sup>. Après de décevants résultats aux élections législatives de 1949, le parti communiste subit un véritable déclin électoral aux scrutins de 1950 et de 1954.

Il n'en ressortira que lentement, suite à un congrès important tenu à Vilvorde en 1954. Dans l'histoire des partis communistes européens, les assises de Vilvorde détonnent. Elles anticipent un tournant qui se donnera pleinement à voir lors du vingtième congrès du PCUS en 1956. Lors de ce congrès, la frustration née de choix hasardeux depuis le début de la guerre froide trouve un débouché politique. Le Secrétaire général, Edgard Lalmand, dont « l'autoritarisme » et « l'étouffement de toute critique » sont soulignés et condamnés, est démis de ses fonctions<sup>54</sup>. Avec Jean Terfve, Bert Van Hoorick et Jean Borremans sont évincés du Bureau politique. Un triumvirat succède à Lalmand et à l'ancienne équipe : René Beelen, Ernest Burnelle et Gérard Van Moerkerke<sup>55</sup>. Avant l'heure, le culte de la personnalité est mis en cause. Et le PCB convient de l'abandon du sectarisme social, catastrophique pour son influence dans le mouvement syndical. Le PCB abandonne l'idée et le mot d'ordre de *dictature du prolétariat* et fait sien, dans sa rhétorique, le propos qui se déploiera au vingtième congrès du Parti communiste d'Union soviétique : la voie pacifique au socialisme est possible. Désormais, les communistes se font les « défenseurs conséquents et résolus des intérêts de la nation » et veulent se porter « à la pointe du combat pour la défense des droits constitutionnels, la liberté d'opinion, les préro-

gatives syndicales, les droits imprescriptibles de la résistance<sup>56</sup> ». Pour autant, le redressement de son influence est lent.

Le PCB est un important acteur social durant la *grève du siècle*, pendant l'hiver 1960-1961. Et électoralement, il en tire un certain profit au scrutin du printemps 1961. Pour la première fois depuis 1946, les communistes repassent la barre des 5 % en Wallonie et celle des 3 % dans l'arrondissement de Bruxelles. En 1965, le regain électoral est plus significatif encore. Les communistes wallons voisinent les 10 % et, à Bruxelles, le PCB est proche des 4 %. Mais la progression de 1965 est sans suite. Dès 1968, les communistes subissent un tassement sensible de leurs résultats. Pour l'essentiel, l'influence du PC reste avant tout syndicale. Elle est concentrée dans les principales grandes entreprises du pays : dans le port d'Anvers, aux ACEC de Charleroi, à la Fabrique nationale de Herstal, dans la sidérurgie à La Louvière et à Liège, dans les services publics à Bruxelles... Mais, comme le pointe Rik Hemmerickx, quoiqu'ils soient des figures bien implantées et très respectées dans le milieu ouvrier, l'influence du PC et de ses délégués « ne dépasse guère le niveau de l'entreprise<sup>57</sup> ».

Les années septante sont caractérisées par une relative stabilité électorale du parti. Le PCB ne profite que très partiellement de l'amélioration générale de la situation politique et électorale des grands partis communistes d'Europe occidentale. En Wallonie, le parti communiste recueille respectivement 5,9 %, 5,8 %, 5,3 % et 5,8 % aux élections législatives de 1971, 1974, 1977 et 1978. Dans le même temps à Bruxelles, il obtient 2,8 %, 4 %, 2,7 % et 3 %.

53 José Gotovitch, « L'histoire du Parti communiste de Belgique », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 1997, n° 1582, p. 32.

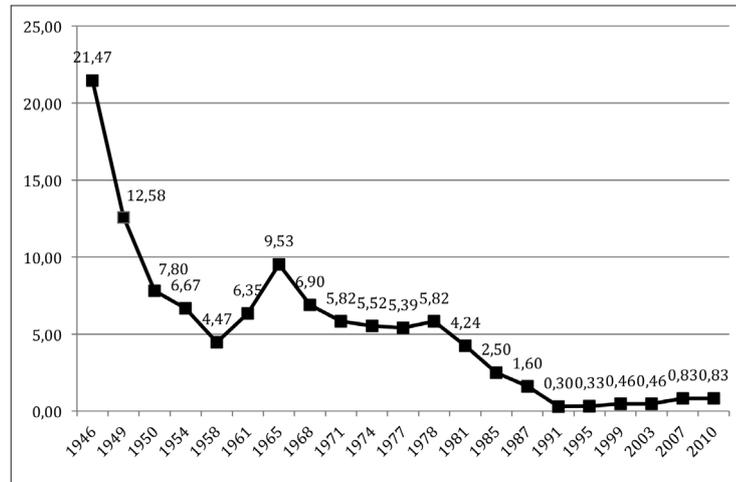
54 José Gotovitch, « Construction et déconstruction d'un culte : le cas Edgard Lalmand, secrétaire général du Parti communiste de Belgique », in José Gotovitch (Éd.), *op. cit.*, p. 326.

55 Nicolas Naif, *Leurocommunisme en Belgique. Crises et débats autour d'une voie belge au socialisme (1954-1982)*, Bruxelles, Carcob-Centre d'histoire et de sociologie des gauches, 2004, p. 31.

56 XI<sup>e</sup> congrès du Parti communiste de Belgique, 9-12 décembre 1954, thèses adoptées par le congrès. *Pour une politique conforme aux intérêts de la nation, l'unité, le parti*, 1954, p. 9.

57 Rik Hemmerickx, « PCB, FGTB et lutte syndicale, 1960-1965 », *Cahiers marxistes*, juin-juillet 2002, n° 222, p. 20.

Résultats électoraux du parti communiste aux élections législatives en Wallonie



Début des années quatre-vingt, le PCB-KPB est affecté par nombre de mutations. L'entrée dans une crise économique structurelle où se conjuguent faible croissance, inflation et montée du chômage est mal appréhendée. Les fermetures de sites industriels le troublent. La percée d'orientations libertaires dans les classes moyennes salariées laisse de marbre ses fédérations « ouvriéristes ». L'image de l'Union soviétique se détériore rapidement. Par ailleurs, le parti est divisé entre composantes « orthodoxes », proches du cours emprunté par le Parti communiste français à partir de 1978, et segments eurocommunistes, pour lesquels le modèle est le Parti communiste italien. Le scrutin de 1981 dévoile un tassement alarmant. En 1985, le PCB perd sa représentation parlementaire, qu'il ne retrouvera jamais. Il ne l'espérait plus vraiment. « Les années 78-79 ont marqué une rupture, après 25 ans d'oscillation des résultats électoraux autour d'une

moyenne d'environ 3 %, et la suite des mauvais résultats, depuis lors jusqu'à aujourd'hui, ne peut pas laisser présumer une remontée rapide : l'avenir électoral du PC fait donc question », énonçait pudiquement la fédération bruxelloise dans sa contribution au vingt-cinquième congrès du parti<sup>58</sup>. Depuis, le parti communiste a quasiment disparu du paysage social et politique belge.

58 « Vers le 25<sup>e</sup> congrès national du PCB, premier bilan de la discussion dans la fédération bruxelloise », *PCB Bruxelles*, n° 68, février 1986, p. 3.

### 3. Les dissidences maoïstes et marxistes-léninistes du PCB

Le Parti communiste de Belgique est la formation qui, proportionnellement, a subi la plus forte dissidence maoïste en Europe. Pékin souhaitait faire de « Bruxelles » la tête de pont de son influence en Europe. Par ailleurs, une des grandes personnalités du PCB soutenait les thèses chinoises : Jacques Grippa.

Après que le différend sino-soviétique eut été rendu public, la tension dans le Parti communiste de Belgique fut palpable. Le débat en interne est tenace. En mars 1962, pas moins de trois sessions du comité central voient s'opposer deux « camps » : d'un côté, la majorité du CC, qui soutient la vision khrouchtchévienne dans la controverse soviéto-chinoise ; de l'autre, une minorité derrière Jacques Grippa qui, au contraire, appuie les « thèses chinoises » et le maintien d'un socle marxiste-léniniste. Jacques Grippa est alors une figure prestigieuse du parti communiste. Grand résistant qui s'était tu sous la torture, Grippa incarne un symbole de la pureté révolutionnaire. Longtemps responsable des relations internationales du parti, il avait fait plusieurs voyages en Chine qui l'avaient ébloui.

En 1962, le conflit intérieur devient public lors de l'ouverture de la tribune de discussion, préparatoire au quatorzième congrès qui doit se dérouler au printemps 1963. En février de cette année, Jacques Grippa se fend d'un long article dans *Le Drapeau rouge*. Dès lors, les positions se cristallisent et la tension monte dans le parti. L'affrontement est le plus dur et le plus enflammé à Bruxelles. Grippa peut y compter sur le soutien appréciable d'un certain nombre de jeunes universitaires. Ceux-ci goûtent peu aux délices de la coexistence pacifique et apprécient, au contraire, la rhétorique guerrière et révolutionnaire de Mao Tsé-toung.

Au printemps 1963, le congrès fédéral bruxellois donne à voir une très âpre joute entre les deux sensibilités. Pendant deux jours, les deux parties s'affrontent pied à pied. Et à son terme, la minorité prochinoise agrège un tiers des congressistes<sup>59</sup>. La rupture est quasi consommée. Elle intervient quelques semaines plus tard. Au congrès national, Jacques Grippa et trois cadres bruxellois sont exclus. L'unité communiste belge a vécu. L'aile maoïste du PCB le quitte. Parmi les dissidents les plus notoires, on relève Henri Glineur, Xavier Relecom, Maurice Delogne, Arnold Hauwaert, Maurice Massoz, René Raindorf, Désiré Trifaux, Achile Van Turnhout, Albert Faust, Michel Graindorge ou encore Hertz et Yvonne Jospa<sup>60</sup>.

Pour ces militants, l'URSS ne fait plus rêver. Elle n'est plus la grande patrie du socialisme qui a frayé la voie. Les époux Jospa, fidèles militants communistes, sont par exemple revenus désabusés d'un voyage en Union soviétique<sup>61</sup>. Selon Jean-Marie Faux,

trois diagnostics étaient à l'origine de leur appréciation : l'idée d'un épuisement du processus révolutionnaire en URSS, l'observation d'une résurgence de l'antisémitisme et un regard atterré sur les pratiques dans le PCUS, où prédomineraient l'intrigue, la duplicité ou encore l'autoritarisme<sup>62</sup>.

Fin juin, les communistes prochinois tiennent leurs propres assises en présence d'environ quatre-vingts délégués presque exclusivement bruxellois. Le congrès annonce « la "déchéance" du comité fédéral de Bruxelles du PCB » et la mise sur pied d'un *authentique* comité fédéral<sup>63</sup>. Au final, ils ne sont que quelques centaines à quitter le parti communiste. Mais la détestation réciproque débouche sur des joutes verbales d'une rare violence<sup>64</sup> et même sur de régulières bagarres, et l'une d'entre elles finira dramatiquement par la mort d'un militant du PCB.

La scission prochinoise bénéficiera d'un exceptionnel soutien logistique et financier en provenance de Pékin. Une délégation du nouveau parti composée de Jacques Grippa, Henri Glineur, René Raindorf, Arnold Hauwaert et Madeleine Chapellier-Grippa est accueillie en grande pompe le 20 mai 1964 à Pékin par Deng Xiaoping et Kang Sheng. Pour le PCC, le Parti communiste belge prochinois est considéré comme une organisation-pivot pour faire rayonner les thèses chinoises dans le mouvement communiste européen. Cette donnée explique l'ampleur de la scission sans équivalent en Europe<sup>65</sup>. Selon l'estimation d'Alphonse Bonenfant, le parti bénéficie de pas moins de 60 permanents pour un nombre

59 Marcel Liebman, « Révisionnisme et marxisme-léninisme dans le communisme belge », *Temps modernes*, 1964, n° 219-220, p. 468.

60 Manuel Abramowicz, « Le parti prochinois en Belgique dans son contexte historique 1963-1989 », *Dissidence*, 2009, n° 7, p. 94-95.

61 Jean-Philippe Schreiber, « Introduction », in *Hertz Jospa. Juif, résistant, communiste*, Bruxelles, EVO, 1997, p. 10.

62 Jean-Marie Faux, « Hertz et Hava Jospa », in *Hertz Jospa. Juif, résistant, communiste*, op. cit., p. 29.

63 Marcel Liebman, « Révisionnisme et marxisme-léninisme dans le communisme belge », *Temps modernes*, 1964, n° 219-220, p. 469.

64 Nicolas Naïf, op. cit., p. 54.

65 François Fejtö, *Dictionnaire des partis communistes et des mouvements révolutionnaires*, Paris, Casterman, 1971, p. 87.

d'adhérents voisinant quatre cents<sup>66</sup>. Largement financés par la Chine, les communistes grippistes fondent plusieurs organisations propres : l'Action pour la paix et l'indépendance des peuples (APIP), la Marche anti-atomique des jeunes, le Comité belge de solidarité avec le peuple du Sud-Vietnam futur Comité Solidarité Belgique-Vietnam, le Comité contre la prescription des crimes nazis, les Comités d'action anti-impérialiste des jeunes<sup>67</sup>...

Pour autant, les communistes marxistes-léninistes n'opèrent qu'une percée très limitée lors du scrutin national de 1965, au cours duquel le PCB-KPB glane, lui, un très bon score. Cette phase est suivie d'une intense discussion dans leurs rangs quant à l'appréciation sur les évolutions en Chine. Lorsque la révolution culturelle est lancée, Jacques Grippa soutient la ligne de Liu Shaoqi contre Mao Tsé-toung. Ce choix génère une dissidence et l'établissement d'une nouvelle formation, le Parti communiste marxiste-léniniste de Belgique (PCMLB), dont les figures principales sont Michel Graindorge, Jules Vanderlinden, Xavier Relecom, Marthe Huysmans, Henri Glineur, Émile Remy, Fernand Lefebvre, Jacques Wattiez et Jean-Claude Cols. Celui-ci a pour ambition de défendre et propager le « marxisme-léninisme de la pensée de Mao Tsé-toung<sup>68</sup> ». Jusqu'en 1978, cette formation est la seule à entretenir des relations directes avec le Parti communiste chinois<sup>69</sup> et lance la publication du périodique *Clarté*.

66 Alphonse Bonenfant, « L'évolution du grippisme en Belgique », *rapport pour la CCP*, janvier 1968, inédit in Milou Rikir, *Le PCB et la scission « grippiste » de 1963*, Bruxelles, Carcob, 2002, p. 25.

67 Claudine Marissal, Éliane Gubin, *Jeanne Vercheval. Un engagement social et féministe*, Bruxelles, Institut pour l'égalité des femmes et des hommes, 2011, p. 35.

68 Manuel Abramowicz, *op. cit.*, p. 96.

69 Jan Buelinckx, *Radicaal-links in België en de val van de Muur. Hoe overleefden de KP, de SAP en de PVDA de val van het 'reëel bestaande socialisme'?*, mémoire Université de Gand, 2001-2002.

En parallèle, le parti grippiste connaît une scission la même année, principalement centrée sur l'espace carolorégien. En juin 1967 est porté sur les fonts baptismaux le Parti communiste wallon (marxiste-léniniste) dont la publication reprend un titre historique de l'aile gauche du POB et du PCB à sa naissance, *L'Exploité*. Pour ses quelques cadres, il s'agit aussi de dénoncer les errements de Grippa, rejeté par le prolétariat à l'image de l'action des gardes rouges en Chine :

« Ce parti ne pouvait, pourtant, se maintenir à partir du moment où son principal dirigeant, Jacques Grippa, s'opposait à l'enthousiasme soulevé par la révolution culturelle prolétarienne en Chine chez les révolutionnaires du monde entier. Au carcan révisionniste, Grippa avait substitué un nouveau carcan caractérisé par un manque maladif de confiance dans les masses et le parti, par un mépris – peut-être en partie inconscient – de la classe ouvrière, par une conception idéaliste de l'homme providentiel désigné par le cours de l'histoire pour reprendre la tête des marxistes-léninistes du monde capitaliste. Comme Liu Shaoqi fut balayé en Chine par les gardes rouges, Grippa fut rejeté en Belgique par les militants les plus liés à classe ouvrière<sup>70</sup>. »

Les troupes révolutionnaires sont cependant bien maigres. Et au début des années septante, le parti ne peut faire état que de trois véritables cellules d'entreprise et les embryons de deux

70 Arnold Hauwaert, « "L'Exploité" et la classe ouvrière : une expérience parmi d'autres... mais non dépourvue de valeur », *Contradictions*, 1972, n° 2, p. 182.

autres<sup>71</sup>... En 1972, vidé d'une large partie de ses maigres forces, le PCW(m-l) se renomme en Parti communiste de Belgique (marxiste-léniniste), PCB(m-l), avant de finalement fusionner avec le PCMLB. Bien que sans influence dans le monde politique et social, la structure réunifiée enregistre une dissidence en 1976. La plupart des membres de l'équipe de *L'Exploité* quittent le PCMLB et fondent le parti communiste révolutionnaire (PCR)<sup>72</sup>.

71 *Ibid.*, p. 193.

72 Manuel Abramowicz, « Au cœur de la galaxie marxiste-léniniste », *Dissidence*, 2009, n° 7, p. 106.

## 4. À l'origine du PTB, la naissance d'Alle macht aan de arbeiders (AMADA)

### *La lutte contre la section francophone de l'Université catholique de Louvain*

L'histoire du PTB trouve sa source dans la lutte du mouvement étudiant de l'Université catholique de Louvain contre le maintien de la section francophone en territoire flamand. En la matière, le feu aux poudres fut mis par le mandement épiscopal de 1966. La déclaration des évêques rejette toute idée de « transfert » de la section francophone de l'Université vers l'espace wallon<sup>73</sup>. Pour la communauté étudiante néerlandophone, ce point de vue est tout simplement inacceptable. Un *Aktie Comitee* est immédiatement mis sur pied à partir des principales organisations estudiantines, le Katholieke Vlaams Hoogstudentenverbond (KVHV), le Faculteitenkonvent (FK), la Vlaams-Nationale Studentenunie (VNSU), le Seniorenkonvent (SK) et la Vereniging van Vlaamse studenten (VNV). Pendant plusieurs jours, le

73 « L'évolution récente des structures du CVP-PSC », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 484, 5 juin 1970, p. 8.

campus et la ville sont secoués de manifestations, parfois violentes.

Rapidement, toutefois, plus d'une nuance se donne à voir dans les différents groupements étudiants. Pour la majorité, la thématique linguistique est l'élément clé et la dimension fédératrice. Pour d'autres, ce n'est jamais qu'une composante, révélatrice d'autres problèmes de société<sup>74</sup>. Dans le courant de l'année 1967, une partie du mouvement évolue dans une perspective plus « sociale » et « populaire ». La lutte sera aussi un combat contre « le cléralisme, l'unitarisme, le capitalisme », précise Paul Goossens, l'un des leaders étudiants. Deux personnalités emblématiques de cette sensibilité incarnent cette composante : Paul Goossens et Ludo Martens. Ce ne sont pas des inconnus. En 1966, Paul Goossens est président du Conseil politique de la Vlaamse Vereniging van Studenten (VVS) et préside aussi le Katholieke Vlaams Hoogstudentenverbond (KVHV). Pour sa part, son compère Ludo Martens est le rédacteur en chef du périodique du KVHV, *Ons Leven*<sup>75</sup>.

Cette sensibilité se radicalise peu à peu. « Louvain flamand n'est pas un point de vue que nous mettons à l'avant-plan mais plutôt une conséquence de notre nouvel esprit », annonce Ludo Martens<sup>76</sup>. « La méthode pacifique a fait long feu. Il faut passer aux actes, non seulement contre l'Université, mais aussi contre la ville tout entière. [...] Ce document provient d'une bourgeoisie bruxelloise qui veut faire une université de caste. Une révolution s'im-

74 « Les derniers développements de l'affaire de Louvain I », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 394, 9 février 1968, p. 5.

75 Bregt Henkens, « Vertegenwoordiging of Voorhoede? De Vereniging van Vlaamse Studenten, 1938-1977 », *Cahiers d'histoire du temps présent*, 2001, n° 8, p. 320.

76 Christian Laporte, *L'affaire de Louvain, 1960-1998*, Bruxelles, De Boeck, 1999, p. 221.

pose [...] », assène Paul Goossens<sup>77</sup>. Dans *Ons Leven* Ludo Martens titre désormais : « Arbeiders en studenten een nieuwe oktober revolutie<sup>78</sup> ». Au début de l'année académique 1966-1967, les associations culturelles et estudiantines accomplissent une longue marche à travers la Flandre. Ils la nomment la Meredithmars, en hommage à James Meredith, le premier Américain noir à s'être inscrit en 1962 à l'Université de Mississippi. Il avait été assassiné en juin 1966 lors d'une marche pour l'égalité<sup>79</sup>.

En mars 1967, cette aile gauche établit au sein du KVHV une nouvelle organisation syndicale étudiante, le Studentenvakbeweging (SVB). Rapidement pourtant, elle abandonne la structure KVHV et investit le VVS, qui passe sous sa coupe<sup>80</sup>. Dirigé par Paul Goossens, le SVB rassemble environ 200 étudiants et entame, à partir d'octobre 1967, la publication d'un nouveau périodique, *13 Mei*. Il noue plusieurs contacts avec d'autres organisations étudiantes en Europe, singulièrement à Berlin-Ouest et aux Pays-Bas, où le mouvement Provo est très suivi par une partie de la communauté étudiante de l'Université de Louvain<sup>81</sup>.

Au début de l'année 1968, l'Université catholique de Louvain est une fois encore traversée par un mouvement étudiant de très large ampleur. En janvier, le conseil académique de la section francophone de l'université rappelle la volonté de maintien d'une section francophone complète. Il n'en faut pas plus pour que se redéploie la revendication pour le transfert de la section franco-

77 Manuel Abramowicz, *La gauche radicale en Belgique francophone (1963-2004) : impact électoral, politique et social*, mémoire UCL, 2004, p. 42.

78 Cité par Manuel Abramowicz, *ibid.*, p. 48.

79 Paul Goossens, *Leuven'68 of het geloof in de hemel*, Zellik, Roularta, 1993, p. 51.

80 Bregt Henkens, *op. cit.*, p. 322.

81 Louis Vos, « Traditie als bron van vernieuwing. De Katholieke studentenactie in Vlaanderen, 1955-1975 », *Cahiers d'histoire du temps présent*, 2001, n° 8, p. 149.

phone en Wallonie. Le mouvement prend d'autant plus d'ampleur que la cohésion affichée de la Conférence des évêques se fissure. Le 2 février, Émile-Joseph De Smedt, évêque de Bruges, jette un pavé dans la mare en jugeant la prise de position de 1966 dépassée :

« Mais dans tous les cas, la déclaration épiscopale du 13 mai a provoqué une explosion. C'est désormais du passé. L'intervention de l'épiscopat belge a été un frein à l'émancipation et a fait déborder la coupe. Je n'ai jamais eu l'intention de contrecarrer la libération et le développement du peuple flamand. Mes collègues non plus. Mais la déclaration du 13 mai fut une déclaration malheureuse. Elle est à présent dépassée. On ne peut plus s'y tenir et on ne s'y tiendra plus. Je suis convaincu que j'ai commis une erreur terrible le 13 mai 1966. Vraiment, je me suis trompé et on en a terriblement abusé. [...] Pour ma part, je reste en tout cas fidèle à mon peuple, fidèle à la Flandre<sup>82</sup>. »

Pour l'essentiel du monde étudiantin, académique et politique néerlandophone, ce n'est qu'une étape cohérente dans le combat du mouvement flamand et une conséquence logique des lois linguistiques de 1962-1963. Pour le SVB et ses dirigeants, en revanche, la perspective du transfert de la section francophone de l'Université vers la Wallonie ne peut pas se penser dans un horizon « fermé ». Amener l'UCL dans la partie francophone du pays, c'est un acte et une opportunité pour rapprocher l'Université du « peuple » – « L'université du et pour le peuple<sup>83</sup> » – et

82 Christian Laporte, *op. cit.*, p. 298.

83 « De Radicale linkerzijde en de Vlaamse Beweging (1945-1995) », *Nieuwe Encyclopedie van de Vlaamse Beweging*, Lannoo, 1998.

ouvrir un large débat sur l'essence de l'enseignement supérieur et la nécessité de le réformer profondément. Une délégation du SVB est d'ailleurs invitée à l'Université libre de Bruxelles, où elle rencontre le soutien des organisations estudiantines de gauche. Le SVB et l'Union des étudiants socialistes signent d'ailleurs un tract de concert appuyant la dynamique impulsée par la sensibilité de gauche du mouvement étudiant louvaniste : « La lutte menée par les étudiants va donc dans le même sens que celle menée par les travailleurs. Contre l'alliance du capitalisme et du cléricanisme au gouvernement et dans l'enseignement supérieur<sup>84</sup>. » Mais l'accueil est parfois hostile dans le chef d'autres organisations étudiantes. De même, le propos du SVB est aussi condamné par les mouvements flamingants proches de l'extrême droite, à l'instar du Vlaams Militanten Orde (VMO) ou de Were Die. Ces derniers dénoncent les tendances « communistes » de certains leaders du mouvement étudiant<sup>85</sup>.

#### ***De l'Université à l'usine, au « plus près du peuple »***

En 1968, le SVB publie un premier document de synthèse de son action. Principalement rédigé par Ludo Martens, la brochure s'intitule *Ervaringen uit twee jaar strijd te Leuven (Bilan de l'expérience de deux années de luttes à Louvain)*. Sortir des auditoires et aller à la classe ouvrière est la nouvelle tâche. Le sentiment « *back-to-the people spirit* » est bien présent parmi certaines composantes estudiantines<sup>86</sup>. Pour le SVB, une alternative simple

84 *Tract commun UES-SVB*, Fonds Van Den Berg, Centre d'étude Guerre et Société.

85 « Les derniers développements de l'affaire de Louvain II », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, n° 398, 22 mars 1968, p. 10.

86 Louis Vos, « Traditie als bron van vernieuwing. De Katholieke studentenactie in Vlaanderen, 1955-1975 », *Cahiers d'histoire du temps présent*, 2001, n° 8, p. 149.

est posée : « chaque militant peut essayer de rejoindre le chemin des ouvriers et du peuple » ou « il peut filer vers le brillant et rayonnant siège parlementaire »<sup>87</sup>. La première voie est tracée et il est temps d'œuvrer dans ce sens. À compter de ce moment, les étudiants du SVB « investissent » les usines. En la matière, une première expérience est conduite à l'occasion du conflit social qui touche l'usine Ford à Genk, en octobre et novembre 1968. Plusieurs étudiants du SVB sont présents quotidiennement aux piquets de grève et prennent part aux manifestations qui jalonnent la grève. « Solidarité de masse avec la grève à Ford-Genk », diront Ludo Martens et Kris Merckx<sup>88</sup>. Pourtant, la rencontre avec le monde ouvrier reste contenue dès lors que, suivant les recommandations syndicales, les ouvriers « firent grève à la maison<sup>89</sup> ». Mais les étudiants apprennent. C'est l'intellectuel, l'étudiant qui vient à la rencontre de la classe qui fera la révolution socialiste. Petit à petit, les étudiants sont d'ailleurs invités à laisser tomber leurs études et à rejoindre les rangs du prolétariat. Cette demande suscite d'ailleurs de difficiles introspections. « Et toi, que vas-tu faire ? Tu ne vas quand même pas t'attarder ici à l'université, j'espère ? Si nous voulons mettre nos idées en pratique, c'est chez les travailleurs qu'il nous faut aller », déclare un jour Ludo Martens, l'incontestable tête pensante, à Kris Merckx. Ce dernier n'en fera rien et terminera ses études de médecine<sup>90</sup>.

87 Julien Versteegh, « Anniversaire de la révolte des étudiants de janvier 68 (3) : Rejoindre les ouvriers ou filer vers une belle carrière. L'unité entre étudiants et ouvriers marque un tournant dans la révolte étudiante de 1968 et conduit à la constitution d'un parti communiste », *Solidaire*, 30 janvier 2008.

88 Ludo Martens, *Kris Merckx, Een kwarteeuw. Mei 1968*, Anvers, EPO, 1993, p. 145.

89 « Le conflit de Ford-Genk », *L'année sociale 1968*, p. 147.

90 Kris Merckx, *Médecin du peuple*, Bruxelles, Aden, 2008, p. 19.

Dès qu'un mouvement social se développe, les membres du SVB se rendent aux portes de l'entreprise souffler sur la braise révolutionnaire, écouter les ouvriers et leur apporter leur appui<sup>91</sup>.

Cette phase est celle où le SVB opte pour une perspective marxiste-léniniste, fortement inspirée par la Chine et l'ébranlement causé par la révolution culturelle. Comme le rapporta Ludo Martens, la découverte du marxisme-léninisme se passe sous la forme de séminaires pendant les vacances d'été en 1969 :

« Après cette lutte, nous sommes restés ici (Louvain) avec quelques personnes durant les vacances. [...] Nous faisons des plans pour l'année suivante et ainsi nous en sommes venus à discuter du fond des problèmes. Nous avons abordé des thèmes comme les travailleurs ou la démocratisation. Nous voulions Louvain flamand, c'est-à-dire nous voulions que le peuple flamand puisse accéder à l'Université. Mais [...] nous ne savions pas qui était ce peuple. Nous avons été les premiers à poser cette question : qui est le peuple<sup>92</sup> ? »

De fil en aiguille, la meilleure définition du peuple aurait conduit ce groupe d'étudiants aux travaux de Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao, et à la réalisation d'un *Leidraad doorheen de marxistische theorie (Guide dans la théorie marxiste)*. Au terme d'une histoire supposée détaillée du mouvement ouvrier, la voie et la théorie révolutionnaires sont jugées ouvertes pour autant qu'elles reprennent « la direction correcte et les méthodes correctes qui

91 Rik Hemmerijckx, « Le mai ouvrier en Belgique », *Dissidence*, 2009, n° 7, p. 126.

92 Ludo Martens et Kris Merckx, *Een kwarteeuw. Mei 68*, Anvers, EPO, 1993, p. 209.

amènent la masse des opprimés à la révolution. La théorie de Marx, Lénine et Mao Tsé-toung est juste parce qu'elle a résisté à l'épreuve du feu de la pratique révolutionnaire des masses<sup>93</sup>. »

L'investissement d'un deuxième mouvement social, le textile à Gand, permet une percée dans la communauté estudiantine de l'Université de Gand, qu'a rejointe Ludo Martens après avoir été exclu de l'Université de Louvain<sup>94</sup>. Surtout, en mars 1969, l'agitation gagne l'Université qui est bloquée près de trois semaines. Un correspondant du SVB y est établi, le Gentse Studentenbeweging qui lance aussi un périodique, *Beweging*<sup>95</sup>.

Mais les usines ne sont pas le seul espace d'investissement des jeunes membres du SVB. Le soutien au Tiers Monde se décline aussi comme un terrain crucial. L'époque est alors marquée par la création du *Derde Wereldbeweging* (Mouvement pour le Tiers Monde, DWG), hostile à la perspective *coopérative* des mouvements officiels de soutien au Tiers Monde comme 11.11.11 et porté sur les *luttés de libération*<sup>96</sup>.

Le SVB s'est transformé et l'emprise des thèses chinoises est de plus en plus forte. Dans le domaine des relations internationales, le propos de Pékin devient le fil conducteur du positionnement de l'organisation. Le SVB prend de la sorte clairement position en faveur du PCC contre le Parti communiste d'Union soviétique. L'essence *sociale-impérialiste* et *sociale-fasciste* de l'URSS

93 *Ibid.*, p. 210.

94 Paul Goossens, *Leuven'68 of het geloof in de hemel*, Zellik, Roularta, 1993, p. 127.

95 Julien Versteegh, *D'un mouvement étudiant à un parti. Alle Macht aan de Arbeiders, 1970-1979*, mémoire ULB, 1999-2000, p. 67.

96 Rudi Van Doorslaer, « Oorsprong en consolidatie van de beweging : "Alle Macht aan de arbeiders" in Vlaanderen, 1970-1972 », *Amsab Tijdingen*, 1989, n° 3-4, p. 53.

est dénoncée et présentée comme un danger majeur, peut-être plus important que l'action des États-Unis dans le monde<sup>97</sup>.

### À l'usine

C'est dans le mouvement social des mines du Limbourg que se cristallise la naissance d'une véritable organisation maoïste. Début janvier 1970, les ouvriers de surface du charbonnage de Winterslag débraient, mécontents des différences salariales avec d'autres puits limbourgeois. Le mouvement fait d'abord tache d'huile vers l'ensemble des ouvriers de surface, puis vers les mineurs de fond. Une des grandes récriminations porte sur les concessions syndicales, jugées trop importantes, dans l'accord de programmation du 15 décembre 1969. Le point est crucial, car ce qui frappe à l'analyse du mouvement social dans les charbonnages limbourgeois est qu'il se passe largement « en dehors des structures syndicales<sup>98</sup> ». D'emblée, un comité permanent de grève se crée en marge de la FGTB et, surtout, de la CSC, majoritaire. La donne est saillante sous plusieurs angles. Cela confère une forte tonalité antisyndicale à ce long mouvement social. Par ailleurs, cela rend complexes les négociations dès lors que le gouvernement ne négocie qu'avec les organisations syndicales<sup>99</sup>. Enfin, nous y reviendrons, cela cristallise une posture radicalement antisyndicale dans le chef des dirigeants du SVB, et de l'organisation qu'il fonde, *Mijnwerkersmacht*.

Le comité permanent de grève est animé par Gerard Slegers, conducteur de travaux à Winterslag, et par Jos Peers, géomètre à

97 Georges Ubbiali, « Mémoire sur le PTB. À propos de deux mémoires universitaires », *Dissidences*, 2009, vol. 7, p. 3.

98 Rik Hemmerijckx, « Le mai ouvrier en Belgique », *Dissidence*, 2009, n° 7, p. 122.

99 « La grève des mineurs du Limbourg », *L'année sociale 1970*, p. 127.

Leopoldsburg. Tous deux ont un rapport à la vie politique. Le premier est conseiller communal de la Volksunie à Genk, le second est membre du comité limbourgeois du PVV.

Mijnwerkersmacht (Force des mineurs) est donc fondée par les étudiants du SVB mais aussi par quelques anciens étudiants, qui, à l'instar de l'étudiant en sociologie Arnaud Vanreusel, se sont fait embaucher dans la logique désormais recommandée par le SVB : « aller à la classe ouvrière ». Deux personnalités y jouent un rôle clé, Kris Hertogen et Nadine Huybrechts, surnommée la Jeanne d'Arc du Limbourg<sup>100</sup>. Durant tout le conflit, Mijnwerkersmacht entretient une rhétorique virulemment antisyndicale :

« Notre organisation a toujours été le syndicat. Depuis le 15 décembre, il est clair pour tous que le syndicat n'est plus notre organisation. Le syndicat est devenu une organisation dirigée non par des mineurs mais par des gens dispensés de travail, des traîtres. Pour cette raison, le syndicat n'est plus une force pour nous, mineurs. Pour cette raison, le syndicat ne conduit plus notre lutte. [...] Les ouvriers organisent dans chaque usine des groupes pour combattre la domination du patron et pour défendre les intérêts de la classe ouvrière. Une nouvelle forme de lutte est née et ses combattants sont fiers de se battre pour la classe ouvrière. Les syndicats et les partis socialistes ont partie liée avec le patron, abandonnons-les<sup>101</sup> ! »

100 <http://www.npdoc.be/Mijnstaking-70/De-Post/de-post-1970-02-08.htm>, consulté le 3 juin 2013.

101 Force des mineurs, janvier 1970, Fonds Van Den Berg, Centre d'étude Guerre et Société.

Cette dénonciation est couplée à l'appel à un changement de régime et à la nécessité de s'inscrire dans la lutte aux côtés des pays du Tiers Monde pour mettre à bas le capitalisme comme le propose alors la Chine communiste<sup>102</sup>. La plupart des militants du SVB et de Mijnwerkersmacht sont d'ailleurs affiliés à l'organisation De Derde Wereld Beweging. Les relations entre le comité permanent de grève et Mijnwerkersmacht seront complexes et, occasionnellement, tendues. Le comité permanent s'estime parfois littéralement harcelé par Mijnwerkersmacht. Par ailleurs, il juge ses propositions radicales dangereuses et contre-productives pour les mineurs eux-mêmes. La considération des dirigeants de Mijnwerkersmacht à l'endroit du comité permanent est à l'avenant.

Outre leur investissement dans les piquets et les harangues régulières aux différents puits, les étudiants qui se revendiquent désormais de Mao concourent aussi à la rédaction de tracts en plusieurs langues, dès lors qu'un très grand nombre de mineurs ne sont pas Belges. Par ailleurs, certains d'entre eux fraîchement diplômés en médecine font aussi des consultations gratuites sur place<sup>103</sup>. Au surplus, le SVB et De Wereld Beweging organisent, tout au long de la grève, nombre d'actions de sensibilisation à l'Université catholique de Leuven mais aussi dans d'autres espaces universitaires ou scolaires<sup>104</sup>.

L'activisme forcené et le positionnement radical de certains des mineurs membres leur vaudront des sanctions, notamment le licenciement de trois mineurs affiliés à Zolder, sans compter de

102 « La grève des mineurs du Limbourg », *L'année sociale 1970*, p. 135.

103 Kris Merckx, *Médecin du peuple, op. cit.*, p. 20.

104 Bert De Bakker, « La grève des mineurs du Limbourg, janvier-février 1970 », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 13 novembre 1970, n° 499, p. 19.

nombreuses arrestations par les forces de l'ordre lors de manifestations, occasionnellement violentes.

Cela dit, les étudiants maoïstes ne sont pas les seuls présents sur le terrain. Des étudiants affiliés à la Jeune Garde socialiste, trotskiste, sont aussi au rendez-vous. De même, politiquement, les mineurs limbourgeois sont-ils soutenus par la Volksunie. Le parti nationaliste flamand avait d'ailleurs déjà fait montre de sympathie pour le mouvement des mineurs du Zwartberg en 1966<sup>105</sup>. Dans une de ses facettes, le conflit avait d'ailleurs une certaine connotation linguistique. Le SVB lui-même est né, nous l'avons vu, dans une dimension du combat flamand.

Dans la foulée de cette très importante grève dans les mines du Limbourg, le SVB s'implique pleinement dans les mouvements sociaux aux chantiers navals Cockerill Yards à Hoboken, au printemps 1970. Sa participation est une fois encore dynamique et l'organisation décide d'en faire un solide lieu d'implantation, où verra d'ailleurs le jour la première maison médicale Médecine pour le peuple.

### ***Le maoïsme incarné : la naissance d'Alle macht aan de arbeiders (AMADA)***

C'est dans la foulée de cette intense présence dans le mouvement social des mineurs limbourgeois et des chantiers navals anversoïses qu'est mise sur pied, en septembre 1970, une fédération des différentes coordinations et du groupement De Derde Wereld Beweging. La coordination se dote d'un comité central et met en place une commission idéologique<sup>106</sup>. AMADA voit

105 Rik Hemmerijckx, « Le mai ouvrier en Belgique », *loc. cit.*, p. 132.

106 Jan Buelinckx, *Radicaal-links in België en de val van de Muur. Hoe overleefden de KP, de SAP en de PVDA de val van het 'reëel bestaande socialisme'?*, mémoire Université de Gand, 2001-2002.

d'abord le jour sous la forme d'un journal, *Alle macht aan de arbeiders*, et d'une organisation dans le mouvement. Comme le proclame le premier numéro du périodique, une étape de la lutte des classes s'ouvre :

« Une nouvelle phase de la lutte de classe débute. Les mineurs du Limbourg ont montré la voie dans leur combat soutenu et enthousiaste en janvier-février 1970. Ils ont été suivis par les travailleurs de Michelin à Bruxelles qui ont occupé leur entreprise durant sept jours. Dans tout le pays, des grèves spontanées ont éclaté – de Courtrai à Genk, de Charleroi à Anvers. Après des dizaines d'années d'oppression et de tromperie, les ouvriers ont à nouveau appris à connaître la force entière de la lutte des classes<sup>107</sup>. »

À l'origine, le comité de rédaction d'*Alle macht aan de arbeiders* fait office d'organe dirigeant de fait de l'organisation. Cette perspective avait été longuement discutée au printemps 1970, d'aucuns préconisant plutôt la généralisation de comités ouvriers. Dans le dernier trimestre de l'année 1970, AMADA est présent dans un autre grand mouvement social, sur les chantiers navals de Doel. Sa participation à cette grève est déterminante, car son anti-syndicalisme viscéral et la polarisation qu'il entretient lui valent une sévère discussion avec la délégation syndicale, très à gauche et active, singulièrement dans le chef de personnalités comme Jan Cap, délégué principal de la CSC qui adhéra plus tard au parti, et Karel Heirbout, également de la CSC et inspiré des idéaux du Kristelijke Werknemersbeweging. Sous la direction de Paul Derammelaere, l'équipe d'AMADA s'oppose vertement à la direc-

107 *Alle macht aan de arbeiders*, 1970, n° 1.

tion syndicale dans sa conduite de la grève. Ce faisant, elle ne fait que reprendre le propos traditionnel de l'organisation. Dans le deuxième numéro d'AMADA, les syndicats sont d'ailleurs accusés non seulement d'être passés dans le « camp de l'ennemi<sup>108</sup> », mais de n'être que des organisations « fascistes » au service des patrons. « Par moment, nous avons une mentalité de surenchère à tout prix », conviendra après coup Boudewijn Deckers. « En tant que révolutionnaires, nous pensions qu'il fallait toujours amener des revendications plus dures que celles des travailleurs<sup>109</sup>. »

L'attitude pendant le conflit social à Doel sera jugée comme une posture « gauchiste » et sectaire par la direction d'AMADA. Aussi revoit-elle son antisyndicalisme rabique. À partir de 1975, AMADA prend même la décision de soumettre des candidats sur les listes de la CSC ou de la FGTVB lors des élections sociales.

Outre le combat politico-social intérieur, AMADA soutient de nombreux combats à l'international. D'abord et avant tout, bien sûr, ceux de la Chine, littéralement encensée. Chaque numéro se réfère, souvent plusieurs fois, aux avancées supposées du socialisme dans cet État et à ses recommandations. Mais plus généralement, l'organisation appuie tout ce qui bouge à l'international et met en cause tout ce qui incarne l'ordre établi, de l'Armée républicaine irlandaise (IRA)<sup>110</sup> à l'installation au pouvoir des Khmers rouges au Cambodge, du Front populaire de l'Érythrée en lutte contre le régime éthiopien au soutien à la ZANU, combattant le régime raciste de Rhodésie, plus tard le Zimbabwe.

108 « À l'heure actuelle, les syndicats sont des ennemis importants de la lutte des classes. [...] Les syndicats sont nés des mouvements révolutionnaires de 1850-1860. Cent ans plus tard, ils ont complètement changé et se situent dans le camp de l'ennemi. » *Alle macht aan de arbeiders*, 1970, n° 2.

109 « Les premières années du PTB », *Solidaire*, 3 novembre 2009.

110 *Tout le pouvoir aux ouvriers*, numéro spécial, 22 janvier 1975, n° 25.

Il faut attendre 1971 pour qu'AMADA se dote d'une structure dirigeante spécifique, le Bureau, dont la mission est « de propulser la construction du parti à partir du sommet<sup>111</sup> ». Cette centralisation irrite certains militants brabançons – le groupe Brussel-Zuid –, qui rompent les ponts et mettent sur pied une éphémère publication, *De Vonk* – L'étincelle –, qualifiée de groupe droitier et opportuniste par AMADA<sup>112</sup>. Ce groupe collabore un temps avec le Groupe Libération de la classe ouvrière mais il disparaît et plusieurs de ses militants réintègrent AMADA.

Le Bureau sera scindé en un bureau politique et un bureau organisationnel. Mais du point de vue de la direction, la relation avec les militants et le travail à la base s'étant érodés, le Bureau est dissous fin 1972. Aussi AMADA s'organise-t-il, dès 1973, sur la base des provinces, sans instances centrales<sup>113</sup>, à charge des cadres provinciaux de redynamiser le militantisme sur le « terrain ». Le PTB se lance alors dans une nouvelle campagne radicale, visant entre autres à *prolétarianiser* le parti tout comme l'Internationale communiste avait appelé à *bolcheviser* les PC en 1924. Les intellectuels sont critiqués pour leur mépris envers les ouvriers, les cellules sont sermonnées pour l'absence d'ouvriers ou la modestie de leurs activités politiques et d'éducation. Place donc aux ouvriers.

En parallèle, le parti promeut plus avant une pratique d'établis : les étudiants sont prestement invités à rejoindre le monde ouvrier, en se faisant embaucher dans des entreprises.

En 1973, AMADA s'investit pleinement dans un nouveau très grand conflit social, celui qui affecte les deux sites du port

111 Ludo Martens, *Le parti de la révolution*, Bruxelles, EPO, 2000 (2<sup>e</sup> édition), p. 29.

112 *Ibid.*, p. 119.

113 Robert Damien, *Analyse de l'évolution idéologique et politique du Parti du travail de Belgique (PTB) entre 1979 et 1990*, mémoire UCL, 1999-2000, p. 64.

d'Anvers, à Gand et à Anvers même. Ce moment est considéré comme un des grands faits politico-sociaux de l'organisation maoïste. Le mouvement social démarre à Gand. Les revendications portent à titre principal sur des considérations salariales. Par la suite, il s'étend à Anvers même. Dans la grève naissante, la *question syndicale* est une donnée importante et complexe en même temps. Le port d'Anvers travaille sur la base du *closed-shop*. L'affiliation syndicale est donc obligatoire pour l'embauche<sup>114</sup>, ce qui génère un rapport ambivalent aux organisations syndicales. Celles-ci sont jugées trop peu revendicatrices, peu transparentes et agencées à un fonctionnement peu participatif. En la matière, l'Union belge des travailleurs du transport (UBOT) de la FGTB est en première ligne des critiques quant à son fonctionnement très cloisonné. Les interpellations portent aussi sur certaines singularités. Pourquoi se donner sept secrétaires nationaux alors même que la centrale ne revendique que 24 000 membres<sup>115</sup> ?

En marge des organisations syndicales, les deux mouvements sociaux établissent chacun un comité de grève. Dans cette grève, AMADA est confronté à une situation inédite pour lui : la présence et l'influence fortes du parti communiste (KPB). Peu présent politiquement et socialement en Flandre, le parti communiste a cependant une tradition et une aura indubitables dans le port d'Anvers. À Gand, le comité permanent est piloté par le socialiste Richard De Poorter, par ailleurs président de la section du port de l'UBOT, mais surtout par le communiste Achiel De Koninck, véritable leader du mouvement sur le site. La section communiste du port d'Anvers à Gand est d'ailleurs forte de 170 adhérents sur environ 1 000 dockers<sup>116</sup>. À Anvers, le comité est principalement dirigé

114 « Deux importants conflits portuaires », *L'année sociale 1973*, p. 174.

115 Krism Borms, « La grève des dockers (6 avril-6 juin 1973) », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 19 octobre 1973, n° 618-619, p. 6.

116 *Ibid.*, p. 38.

par le prêtre Frans Wuytack, qui avait été expulsé du Venezuela pour « activités subversives », et deux responsables communistes éprouvés, Dolf Kerschaever, par ailleurs membre du comité de direction de l'UBOT, et Staf Philips. Une fois encore, la conduite de la grève occasionne des tensions fréquentes entre les comités permanents anversoises et gantoises d'une part, et AMADA de l'autre. Autrement dit, entre le parti communiste et AMADA.

Tout à peu près les oppose : les points de vue sur la façon de mener le conflit, les rapports aux syndicats et les positions internationales des deux mouvements. La tension que développe et que maintient AMADA dans le mouvement social conduit à de multiples affrontements et incidents. Avec les forces de l'ordre d'abord. Plusieurs militants d'AMADA sont d'ailleurs emprisonnés au cours du mouvement. Mais aussi entre grévistes et responsables du mouvement. Des bagarres sont récurrentes entre militants communistes et maoïstes. À Gand, la tension est très vive, et plusieurs militants d'AMADA sont sévèrement molestés par des responsables communistes, qui ne s'en laissent pas conter par l'extrémisme des militants maoïstes. À Anvers, les débats sont épiques aussi. Quand le leader historique communiste des docks, Frans Vanden Brande, s'en vient au port, les militants d'AMADA le houspillent. « On est allé dans le café Jef Van Extergem, aussi un ancien dirigeant du KP. Ils avaient ce café sur la Sint-Jans Plein. Nous, on le traitait tout le temps de traître, ce qui était très blessant – bien sûr, ce n'était pas des traîtres. Il a pris une chaise et il a dit : “Ose répéter que je suis un traître.” On a essayé de calmer le jeu, mais cela indique la relation. Mais c'était la conviction de notre mouvement maoïste : le parti communiste, c'était des traîtres et on attaquait leur ligne de soumission », épingle le porte-parole d'AMADA dans la grève<sup>117</sup>.

117 Entretien avec Luk Vervaet, Bruxelles, 14 août 2012.

Au final, le mouvement social s'est terminé sur un bilan mitigé. Il a profondément divisé les dockers sur une double ligne : entre les antennes gantoise et anversoise du port, et entre dockers proches des positions d'AMADA et ceux tenants des thèses des comités permanents. Pour AMADA, le bilan est positif. L'organisation a pu égratigner le socialisme gantois et, bien plus encore, anversois. Elle a pu dénoncer les trahisons non seulement du PSB-BSP, mais aussi de la FGTV et l'ABVV, et plus décisif encore, du parti communiste, accusé de *défaitisme*. Certes, il en coûte à AMADA. Une douzaine de ses membres sont aux arrêts et seront jugés. Mais AMADA les héroïse comme des figures du parti de combat révolutionnaire, prêt à une lutte sans merci et permanente, au prix d'un inconfort pour le moins notable. Vingt-cinq ans plus tard, Luk Vervaeke, exclu du parti en 2004, assumait ce statut :

« J'avais vingt ans lorsque j'ai atterri dans la prison d'Anvers pour un mois en détention préventive. Je venais d'être nommé porte-parole du mouvement maoïste "AMADA" (Alle macht aan de arbeiders – Tout le pouvoir aux ouvriers), lors de la grève des dockers du port d'Anvers de 1973. J'étais accusé "d'incitation à l'émeute". Je n'ai pas eu à me plaindre pendant ce mois : il s'agissait de faits politiques, et non criminels, ainsi que d'une grève qui pouvait compter sur pas mal de sympathie dans l'opinion publique, y compris dans la prison<sup>118</sup>. »

En octobre, une nouvelle direction nationale permanente est établie pour mettre de l'ordre dans l'architecture organisationnelle

118 Blog de Luk Vervaeke, *De mai 68 à mai 2008 : Le grand bond en arrière*, mardi 19 mai 2009.

et la définition des responsabilités. En parallèle, AMADA décide de se lancer dans l'écriture de statuts, éclairé de « l'expérience du parti communiste de Lénine et de Staline » et de celle « des partis chinois et albanais »<sup>119</sup>, et lance une campagne à cette fin. Le 29 décembre 1974, une conférence nationale de l'organisation adopte les premiers statuts du parti. Opérant un tournant rigoriste, le parti y décline d'abord son ambition, celle de préparer la « fondation du parti ouvrier communiste, le détachement d'avant-garde de la classe ouvrière belge<sup>120</sup> », avant d'avancer ses axes programmatiques. Il importe « de combattre les conceptions pernicieuses du réformisme et d'éliminer l'influence politique des dirigeants syndicaux et des leaders des partis social-démocrate et révisionniste<sup>121</sup> » afin de faire progresser la lutte des classes. Celle-ci mènera au « soulèvement armé » qui renversera la « petite clique d'exploiteurs »<sup>122</sup> et instaurera la « dictature du prolétariat ». Pour AMADA, la dictature du prolétariat renvoie à l'instauration de la « démocratie » pour les ouvriers et les travailleurs, et à la « dictature pour les anciens exploiters et les forces qui veulent réinstaurer le capitalisme »<sup>123</sup>.

Peut prétendre devenir adhérent d'AMADA tout citoyen âgé d'au minimum 18 ans et prêt à remplir certaines conditions. Il doit, bien sûr, accepter les statuts et se reconnaître dans le programme. Surtout, un investissement est attendu dans son chef. L'adhérent doit militer « activement » dans l'une des organisations de TPO-AMADA et payer une cotisation<sup>124</sup>. Pour autant, l'entrée n'est pas assurée. Le récipiendaire doit écrire une lettre de motiva-

119 *Tout le pouvoir aux ouvriers*, 11 juin 1975.

120 *Tout le pouvoir aux ouvriers, Statuts, approuvés par la conférence nationale concernant les problèmes organisationnels*, 29 décembre 1974, p. 3.

121 *Ibid.*, p. 4.

122 *Ibid.*, p. 5.

123 *Ibid.*, p. 6.

124 *Ibid.*, p. 9.

tion et sa demande n'est acceptable que moyennant la recommandation de deux membres de l'organisation. Une fois sa demande acceptée, l'adhérent a un impérieux devoir : opérer une révolution intérieure, faire table rase de tout ce qui a précédé son entrée dans le *monde des communistes*. « Tout communiste doit transformer sa conception du monde parce que nous subissons l'influence des conceptions bourgeoises », précisent les statuts<sup>125</sup>. Dans le développement d'AMADA puis du PTB, ce point est crucial et, de l'avis de nombreux de nos interlocuteurs, un élément décisif aux yeux de Ludo Martens, le dirigeant de l'organisation.

Le parti fonctionne sur la base du centralisme démocratique, mais les statuts ne cachent pas que le premier terme prime le second :

« Le parti est un parti de la lutte de classes révolutionnaire. Pour vaincre l'ennemi, le parti a besoin d'un centralisme prolétarien inébranlable, d'une discipline de fer, d'une unité de volonté. [...] Le parti n'a pas seulement besoin de démocratie, il a surtout besoin de centralisme<sup>126</sup>. »

On l'aura compris, AMADA est hors des oripeaux de la démocratie délibérative et représentative. Le modèle est le parti de *type léniniste* sous le régime tsariste, guide infaillible vers la révolution socialiste. La discipline et la soumission sont des vertus cardinales et incontournables. Dans cet engagement total, « le "moi" est pensé d'emblée comme haïssable<sup>127</sup> ». Le parti, nous y reviendrons, est tout :

125 *Ibid.*, p. 24.

126 *Ibid.*, p. 15-17.

127 Jacques Ion, Spyros Franguiadakis et Pascal Viot, *Militer aujourd'hui*, Paris, Autrement, 2005, p. 74.

« Tout le parti doit adopter une seule et même discipline. Soumission de l'individu à l'organisation. Soumission de la minorité à la majorité. Soumission des échelons inférieurs aux échelons supérieurs. Soumission de l'ensemble du parti au comité central. Quiconque viole ces règles, sape l'unité du parti<sup>128</sup>. »

AMADA se donne donc vite à voir comme un mouvement à double dimension. Il reste certains aspects libertaires des postures estudiantines initiales, où les jeunes piochaient à différentes écoles. « À l'Université, la première année, j'étais avec un groupe d'amis qui voulaient faire des choses et qui se basaient sur Mai 68 et sur la Chine. Il y en avait notamment un qui avait écrit un texte s'inspirant des 3 M : Mao, Marx et Marcuse », relate un responsable des années septante – Marcuse par ailleurs qualifié d'agent de la CIA dans le *Guide dans la théorie marxiste* de 1969.

La dimension libertaire vaudra à nombre de membres quelques soucis dans la traduction vestimentaire lors de leurs voyages en Albanie. En revanche, sur le plan politique, AMADA se vit désormais comme une organisation avant-gardiste de la révolution avec des postures extrêmement dures s'appuyant sur les « acquis » des périodes les plus sombres de l'URSS stalinienne et de la Chine maoïste. Un de ses anciens membres, l'historien Rudi Van Doorslaer, n'hésite d'ailleurs pas à comparer le positionnement politique d'AMADA à la posture du Komintern dans la phase entre 1928-1934, dite de la ligne « classe contre classe<sup>129</sup> », étape

128 Tout le pouvoir aux ouvriers, *Statuts, approuvés par la conférence nationale concernant les problèmes organisationnels*, 29 décembre 1974, p. 19.

129 Jan Buelinckx, *Radicaal-links in België en de val van de Muur. Hoe overleefden de KP, de SAP en de PVDA de val van het 'reëel bestaande socialisme'?*, mémoire Université de Gand, 2001-2002.

jugée très importante dans l'histoire du mouvement, en ce compris actuellement.

En quelques années donc, ce qui n'est à l'origine que la frange la plus sociale ou la plus radicale du mouvement étudiant de l'Université catholique de Louvain s'est mué en une organisation marxiste-léniniste rigide et implacable, tournée vers une critique de la société, du système, du syndicalisme, de la social-démocratie ou encore du parti communiste d'une radicalité exceptionnelle. Comment saisir ce nouveau radicalisme d'une frange de la société belge ?

Première observation, ce durcissement d'un segment du monde étudiant est un phénomène relevé au même moment aux États-Unis et dans de nombreux États européens. La guerre du Vietnam mobilise de très nombreux étudiants et les événements de Mai 68 galvanisent nombre d'entre eux. Le tiers-mondisme est à son apogée. L'idée de révolution refait surface et Che Guevara est un modèle pour une large partie de la jeunesse. La révolution culturelle chinoise et le *Petit Livre rouge* sont à la mode.

En Flandre, on ne saurait ignorer une dimension fondamentale : le rapport à la religion catholique. Le catholicisme et le monde des organisations chrétiennes sont exceptionnellement importants dans cet espace. En 1967 encore, plus d'un Flamand sur deux se rend à l'office dominical chaque semaine<sup>130</sup>. L'enseignement libre confessionnel domine le paysage scolaire. L'ACV-CSC est largement majoritaire dans le paysage syndical et les mutualités chrétiennes le sont tout autant dans la sphère mutualiste. L'Université catholique de Louvain est une référence internationale dans la communauté catholique et domine alors le

130 Liliane Voyé et Karel Dobbelaere, « Des transformations du catholicisme en Belgique », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 1997, n° 1548, p. 5.

paysage universitaire néerlandophone. Et, politiquement, le Christelijke Volkspartij (CVP) est hégémonique.

Or, les années soixante sont des années de transition, voire de bouleversement par rapport à cette dimension. Il en va d'abord de l'Église elle-même. L'ouverture du concile Vatican II sous le pontificat de Jean XXIII inaugure une approche tout à la fois moins inconditionnelle et plus critique dans la communauté catholique. L'Église se veut plus ouverte, ce qui donne naissance à des comportements plus distendus par rapport aux prescrits de l'Institution. En Belgique, cette dimension est renforcée par une autre mutation : la fin d'une longue polarisation sur le clivage philosophique. De 1944 à la fin des années cinquante, la société belge a été clichée à l'aune de deux grands conflits, la question du retour du roi Léopold III sur le trône et les guerres scolaires qui jalonnent la législation sociale chrétienne de 1950 à 1954 et la législation socialiste-libérale de 1954 à 1958. Cette phase de l'histoire politique de la Belgique a clivé la société belge et provoqué d'intenses mobilisations. La signature du pacte scolaire fin 1958 et son vote en 1959 concourent fortement à un apaisement du clivage philosophique. Les réflexes « communautaires » du monde des croyants et de la société des non-croyants s'émoussent. D'autres questions dominant peu à peu l'agenda. Les thématiques socio-économiques d'abord, comme l'illustre l'ample grève générale de l'hiver 1960-1961. Le clivage linguistique ensuite, comme en attestent « l'affaire de Louvain » et la percée des partis alors qualifiés de communautaires : la Volksunie (VU), le Front démocratique des francophones (FDF) et le Rassemblement wallon (RW). Bientôt, les questions de société seront aussi sur le devant de la scène. L'Église se fait aussi plus discrète dans ses

injonctions. Mgr Suenens qui succède au cardinal Van Roey en 1961 abandonne les recommandations politiques et sociales publiques dont était coutumier son prédécesseur<sup>131</sup>. Plus d'appels à ne plus faire grève ou à l'interrompre. Finies les suggestions à opter pour le « parti catholique ».

Le conservatisme et l'autoritarisme sont questionnés. Les mouvements de Mai 68 sont aussi une révolte contre le conformisme et le traditionalisme. En Flandre, ce mouvement de l'Église et de la société prend une tonalité forte. L'appel à l'ouverture des fenêtres et des portes se répand. Le fonctionnement des institutions, de la société ou du système politique est interpellé et mis en cause<sup>132</sup>. D'aucuns veulent une transformation profonde dans la croyance et le monde chrétien. De 1966 à 1970, le *Wonder Bureau* des jeunes CVP tranche par ses propos<sup>133</sup>. Des personnalités comme Jean-Luc Dehaene, Wilfried Martens, Miet Smet, Jan Huyghebaert, Georges Monard bousculent les habitudes du parti et leurs dirigeants<sup>134</sup>. La revue *De Nieuwe Maand*, qui succède à *De Maand*, est animée par de jeunes progressistes catholiques. Sous la houlette de Jan Grootaers, intime du cardinal Suenens, elle innove par les thèmes abordés et par la tonalité progressiste. Et politiquement, le CVP connaît les premières phases de son déclin.

131 Emmanuel Gerard, « Christian Democracy in Belgium », in Emiel Lamberts (Éd.), *Christian Democracy in the European Union (1945-1995)*, Louvain, Leuven University Press, 1997, p. 73.

132 Jean-Dominique Durand, *L'Europe de la démocratie chrétienne*, Bruxelles, Complexe, 1995.

133 Paul Pataer, « Le grand silence des catholiques flamands », in Marie-Thérèse Coenen et Serge Govaert (Éds), *Le rassemblement des progressistes 1944-1976*, Bruxelles, De Boeck-Université, 1999, p. 146.

134 Wilfried Martens, *Mémoires pour mon pays*, Louvain, Lannoo, 2006, p. 29.

#### *Évolution des résultats électoraux du CVP (en pourcentage)*

1946	56,23
1949	54,46
1950	60,34
1954	52,20
1958	56,56
1961	50,95
1965	44,18
1968	39,01
1971	37,82

D'autres citoyens, marqués de l'empreinte chrétienne, abandonnent la « maison du Père ». Il en sera ainsi pour nombre des fondateurs d'Agalev. Mais AMADA fut un anticipateur de cette évolution. Le rapport au catholicisme est présent en filigrane dans l'établissement de l'organisation. Paul Goossens raconte ainsi que sa première discussion avec Ludo Martens, qui vient d'une famille très catholique, porta sur... le concile Vatican II<sup>135</sup>. Plusieurs des étudiants qui écrivent dans *Ons Leven* dans la deuxième moitié des années soixante soulèvent des problèmes inédits pour l'Église : son engagement social, son conservatisme, les problèmes de pédophilie chez certains ecclésiastiques... Plusieurs cadres d'AMADA ont un parcours familial très lié aux structures et organisations du catholicisme politique et social flamand. « Mais j'étais dans la ligne idéologique de mes parents, engagés comme enseignants dans les mouvements sociaux chrétiens, et je m'opposais à la trajectoire marxiste du SVB », rappelle Kris Merckx, longtemps principale personnalité de l'organisation à Anvers<sup>136</sup>. Le père de Kris Hertogen fut un intime de Jozef

135 Paul Goossens, « Ludo Martens, le dernier communiste », *Politique*, 2011, n° 71.

136 Kris Merckx, *Médecin du peuple*, op. cit., p. 16.

Cardijn, créateur de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC). « Sans aucun doute, par leur langage et leurs pratiques d'ex-chrétiens culpabilisés, les maoïstes flamands collèrent à un moment de l'histoire sociale de leur peuple », analyse Henri Goldman<sup>137</sup>. « Vous savez, le PTB, c'est un parti de la petite bourgeoisie moyenne flamande catholique », nous a dit un ancien dirigeant. Comparant AMADA à l'UC(ml)B, France Blanmailland pointe aussi cet élément : « Mais n'oubliez pas que la culture des deux était très différente. À AMADA, la très grande majorité venait d'un horizon très catholique : familles nombreuses, collègues, ... alors qu'à l'UC(ml)B, beaucoup sortaient de l'ULB<sup>138</sup>. » Comme le pointe alors Jean-Marie Chauvier, on ne peut saisir l'émergence d'AMADA, sa radicalité, mais aussi le registre de la croyance en la révolution sans prendre en considération le « rôle important joué par la crise au sein des institutions catholiques<sup>139</sup> ».

C'est que, pour certains, la voie prométhéenne de la révolution socialiste s'assimile à un changement de *chapelles*. Nous y reviendrons, la croyance est dans une certaine mesure au cœur du projet et de l'action d'AMADA puis du PTB. Croyance en la révolution socialiste, dans le rôle dirigeant de la classe ouvrière dans l'avènement du socialisme, dans l'engagement presque sacrificiel qui est réclamé des militants. De manière significative, plusieurs actions étudiantes ou comportements du SVB, du MLB ensuite, ou d'AMADA font référence à une rhétorique religieuse. Les « missions » et le travail d'« apostolat »<sup>140</sup> sont ainsi souvent pointés.

137 Henri Goldman, « Wilfried et Ludo », *Cahiers marxistes*, mai-juin 1988, n° 160, p. 21.

138 Entretien avec France Blanmailland, Bruxelles, 2 août 2012.

139 Jean-Marie Chauvier, « "Gauchisme" et nouvelle gauche en Belgique. I. », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 20 avril 1973, n° 600-601, p. 7-8.

140 *Ibid.*, p. 25-26.

Nous l'avons mis en évidence, la saillance du clivage linguistique s'est accrue après la signature du pacte scolaire. Quand bien même les initiateurs du SVB ont vite dépassé la question nationale et le *Walen buiten* qui retentit à Louvain de 1966 à 1968, on ne saurait ignorer l'incidence de cette thématique et, pour partie d'ailleurs, sa combinaison avec la question sociale. Ne l'oublions pas, la question nationale est au cœur de l'actualité dans les années soixante. Les luttes d'indépendance traversent la décennie et le droit à l'autodétermination est promu. En la matière, la guerre du Vietnam est un catalyseur fort.

Sur le plan socio-économique, la Belgique connaît une phase nouvelle. L'avènement de ce que certains auteurs nomment la *Belgique sauvage* est aussi un point majeur. À la fin des années soixante et au début des années septante, plusieurs mouvements sociaux dans les entreprises se développent en marge, voire même contre les organisations syndicales. Le nombre des grèves s'envole : 698 entre 1970 et 1973<sup>141</sup>. Plusieurs éléments expliquent cette dynamique. Soulignons d'abord le développement d'une radicalité sociale observée dans d'autres États, à l'image de la France. Les salariés revendiquent leur juste part au terme des *Golden Sixties*, une décennie marquée par une forte croissance. En parallèle, la concertation sociale fondée sur une perspective de délégation et d'atonie dans le chef des syndiqués est mise en cause. L'absence d'assemblées générales et la transaction aux seuls niveaux du patron et des élites syndicales sont de moins en moins acceptées. Les conflits sociaux dans les charbonnages limbourgeois, à l'usine Michelin ou dans le port d'Anvers en sont des illustrations. Cette représentation est d'autant plus prégnante qu'une proportion plus forte d'ouvriers découvre cette logique de négocia-

141 Rik Hemmerijckx, « In de geest van Mei 1968. Arbeidersprotest en radicaal militantisme in België », *Bijdragen tot de Eigentijdse Geschiedenis*, 2007, n° 18, p. 167.

tions entre élites syndicales et patrons. Nombre de travailleurs étrangers sont peu au fait des pratiques de consensus social et les contestent. Leur proportion est non négligeable dans des secteurs de plus en plus désertés par les natifs. Plusieurs conflits sociaux de cette période sont d'ailleurs partiellement marqués par cette dimension, comme lors de la grève sauvage de Michelin<sup>142</sup> ou de Citroën.

Nous l'avons épingle, la participation originelle du SVB, de Mijnwerkersmacht ensuite, d'AMADA enfin est la plus conséquente dans différents mouvements sociaux faiblement institutionnalisés. Plusieurs grèves, essentiellement en Flandre, sont menées contre des organisations syndicales ou dans une relation très conflictuelle avec ces dernières. La passivité attendue de la pilarisation<sup>143</sup> à la belge<sup>144</sup> est mise à mal et, dès lors, le mode classique d'appréhension et de résolution des conflits.

Enfin, ne l'oublions pas, nous parlons d'un mouvement de... jeunes. TPO-AMADA est né du mouvement étudiant de 1968 dans une séquence d'adulation du maoïsme et de la révolution culturelle. Tous ses dirigeants sont dans la vingtaine. L'avenir leur appartient et l'intransigeance est une vertu cardinale. « Je crois que beaucoup était lié à notre jeunesse. Il y avait un aspect prétentieux. Nous avions la vérité et nous nous battions à 100 % pour ça », avance Luk Vervaet<sup>145</sup>. « On croyait beaucoup de

142 « Le conflit social à l'usine Michelin (fin 1969 - mi-1970) dans le contexte des grèves sauvages », *Courrier hebdomadaire du CRISP*, 26 septembre 1970, n° 491.

143 La pilarisation fait référence à l'idée d'une société belge divisée en « mondes sociologiques » structurants qualifiés de piliers. Ils sont constitués d'un parti, d'une organisation syndicale, d'une mutualité et d'associations de la société civile. Les piliers socialiste et chrétien sont les deux plus puissants. En matière scolaire, les citoyens insérés dans le pilier socialiste fréquenteront plus naturellement l'enseignement officiel, et ceux du pilier chrétien, l'enseignement libre confessionnel.

144 Luk Huyse, *Passiviteit, pacificatie en verzuiling in de Belgische politiek. Een sociologische studie*, Anvers, Standaard Uitgeverij, 1970.

145 Entretien avec Luk Vervaet, Bruxelles, 14 août 2012.

choses. Quand on est très jeunes, je pense qu'on peut croire cela », juge Grace Winter<sup>146</sup>.

### *Les débuts de la participation aux élections*

En 1974, AMADA élargit son activité vers l'espace francophone et se renomme en conséquence en TPO-AMADA, TPO référant à Tout le pouvoir aux ouvriers. L'organisation modifie aussi son point de vue quant à sa participation aux élections. Jusqu'alors, TPO-AMADA s'était refusé à concourir aux différents scrutins. Pour la direction du parti, l'élection peut à l'avenir être une voie complémentaire aux luttes extra-institutionnelles. La présence d'une liste peut contribuer à la connaissance du mouvement et la campagne électorale est un temps intéressant pour promouvoir le projet révolutionnaire que porte le mouvement :

« Si les ouvriers conscients veulent qu'AMADA participe aux élections, ce n'est pas parce qu'ils croient que leur libération sera obtenue au Parlement ! Les ouvriers veulent qu'AMADA se présente, parce qu'ils attendent de leur nouveau parti qu'il utilise chaque terrain pour faire progresser la construction du parti et la lutte des classes révolutionnaire<sup>147</sup>. »

Le programme promu se décline plus sous la forme d'un catalogue de revendications d'essence sociale que d'un réel projet. S'y trouvent pêle-mêle la demande que les délégués syndicaux soient librement choisis par les ouvriers, le refus de l'armée de métier, le rejet de l'unification européenne, la lutte contre la vie

146 Entretien avec Grace Winter, Bruxelles, 4 janvier 2013.

147 « Pourquoi AMADA participe aux élections », *Tout le pouvoir aux ouvriers*, 1<sup>er</sup> mars 1974, n° 7.

chère, la nécessité de la lutte révolutionnaire des peuples pour empêcher une Troisième Guerre mondiale ou le combat contre tout projet de loi sur les ouvriers étrangers<sup>148</sup>.

TPO-AMADA présente une liste dans quatre arrondissements électoraux à la Chambre – Hasselt, Alost, Gand-Eeklo et Anvers – et dans trois arrondissements au Sénat – Anvers, Gand-Eeklo et Hasselt-Tongres-Maaseik.

À la Chambre, l'organisation rassemble 37 candidats et recueille au total 19 794 suffrages. Peu de temps après la grève des dockers, le résultat dans l'arrondissement d'Anvers apparaît très encourageant. Le mouvement enlève en effet 2,8 % à l'échelle de l'arrondissement. Mieux dans le canton d'Anvers, TPO-AMADA atteint même 4,14 %. Kris Merckx, le principal responsable de la province, décroche pas moins de 4 606 voix de préférence.

#### Résultats de TPO-AMADA à la Chambre aux élections législatives de 1974

	Suffrages	%	Nombre de candidats
Anvers	14 925	2,84	12
Turnhout			
Malines			
<b>Province d'Anvers</b>	<b>14 925</b>	<b>1,72</b>	
Alost	650	0,41	3
Audenarde			
Gand-Eeklo	2 843	0,87	11
Saint-Nicolas			
Termonde			
<b>Province de Flandre orientale</b>	<b>3 493</b>	<b>0,45</b>	
Ypres			
Furnes-Dixmude-Ostende			

148 « Programme de lutte d'AMADA », *Tout le pouvoir aux ouvriers*, 17 mars 1974, n° 8.

Courtrai			
Bruges			
Roulers-Tielt			
<b>Province de Flandre occidentale</b>			
Hasselt	1 376	0,89	11
Tongres-Maaseik			
<b>Province du Limbourg</b>	<b>1 376</b>	<b>0,43</b>	
<b>Louvain</b>			

Au Sénat, TPO-AMADA ne peut aligner que huit candidatures dans les trois arrondissements où il dépose une liste. Le score est légèrement en deçà de la performance glanée à la Chambre, 16 744 voix. Le meilleur résultat est aussi enlevé dans l'arrondissement d'Anvers : 2,35 %.

#### Résultats de TPO-AMADA au Sénat aux élections législatives de 1974

	Suffrages	%	Nombre de candidats
Anvers	12 195	2,35	5
Malines-Turnhout			
<b>Province d'Anvers</b>	<b>12 195</b>	<b>1,43</b>	<b>5</b>
Audenarde-Alost			
Gand-Eeklo	2 648	0,84	2
Saint-Nicolas-Termonde			
<b>Province de Flandre orientale</b>	<b>2 648</b>	<b>0,35</b>	<b>2</b>
Courtrai-Ypres			
Furnes-Dixmude-Ostende			
Bruges			
Roulers-Tielt			
<b>Province de Flandre occidentale</b>			
<b>Hasselt-Tongres-Maaseik</b>	<b>1 901</b>	<b>0,1</b>	<b>3</b>
<b>Louvain</b>			

Aux élections communales de 1976, AMADA est à nouveau de la partie. L'organisation opte pour le dépôt d'une liste dans un maxi-

num de communes flamandes. Quarante et une listes sont en lice en Flandre, aucune en Wallonie et une à Bruxelles, Schaerbeek. Le nombre de candidats est le plus souvent extrêmement limité : un, deux ou trois. AMADA franchit le seuil d'un pour cent dans treize communes, dont deux où il passe le cap des deux pour cent : à Anvers et à Schoten. Anvers est très nettement le point d'ancrage politique premier d'AMADA. Dans la commune, le parti dépasse les 7 500 voix.

*Résultats électoraux de TPO-AMADA aux élections communales d'octobre 1976*

	Suffrages	%		Suffrages	%
Schaerbeek	444	0,73	Harelbeke	28	0,17
Grimbergen	234	1,19	Menin	174	0,77
Hal	159	0,72	Zwevegem	119	0,79
Machelen	110	1,36	Tielt	96	0,74
Vilvorde	164	0,71	Denderleeuw	63	0,55
Diest	100	0,73	Ninove	136	0,59
Louvain	993	1,71	Zelzate	100	1,20
Scherpenheuvel	51	0,35	Evergem	142	0,79
Anvers	7 568	2,16	Gand	529	0,32
Brecht	93	0,99	Merelbeke	58	0,44
Hemiksem	119	1,64	Waarschoot	67	1,25
Schoten	406	2,03	Wachtebeke	57	1,35
Zwijndrecht	100	0,89	Beveren	221	0,85
Malines	363	0,68	Saint-Nicolas	354	0,79
Willebroek	49	0,31	Tamise	198	1,32
Geel	165	0,86	Hamme	92	0,61
Mol	163	0,89	Beringen	102	0,57
Turnhout	147	0,60	Genk	465	1,83
Westerlo	65	0,56	Hasselt	534	1,32
Bruges	568	0,72	Heusden-Zolder	165	1,31
Courtrai	422	0,82	Maasmechelen	56	0,37

## 5. Le marxisme-léninisme dans l'espace francophone : l'Union des communistes (marxistes-léninistes) de Belgique [UC(ml)B]

Au début de la décennie septante, l'attractivité maoïste ne se cantonne pas à la Flandre. Dans l'espace francophone, il y a, bien sûr, le parti grippiste et ses dissidences. Mais plusieurs organisations naissent aussi dans des institutions d'enseignement supérieur. Citons entre autres Garde rouge, L'Ouvrier en colère, le Groupe de libération de la classe ouvrière, Secours rouge, Action communiste, Lutte communiste ou encore le Centre autonome de recherches et d'études marxistes. Il convient aussi de signaler la radicalisation marxiste-léniniste du Mouvement des étudiants universitaires belges d'expression française (MUBEF)<sup>149</sup>. Toutefois, le principal mouvement sera l'Union des communistes (marxistes-léninistes) de Belgique – UC(ml)B.

Le Centre autonome de recherches et d'études marxistes (CAREM) est un petit groupe de réflexion, rassemblant quelques jeunes universitaires, principalement de l'Université catholique de

<sup>149</sup> Mathilde Collin, *L'illusion identitaire des étudiants francophones. Le mouvement des étudiants universitaires belges d'expression française (MUBEF) 1961-1974*, Louvain-la-Neuve, Academia Bruylant, p. 37.

Louvain. Pour nombre d'entre eux, la révolution culturelle chinoise est un événement marquant et mobilisateur. Peu enclin à une pratique d'établis ou à aller à la rencontre du monde ouvrier, le Centre se lance dans une politique éditoriale. Contrairement à la plupart des groupements qui fleurissent à cette époque, la démarche est pérenne. Après avoir publié *Les Cahiers du Centre autonome de recherches et d'études marxistes*, le CAREM fonde en 1972 la revue *Contradictions*<sup>150</sup>. Dans un premier temps, celle-ci est une revue d'analyse marxiste-léniniste de la situation économique et politique en Belgique, et de l'état et des perspectives de la lutte des classes. Dans une seconde phase, *Contradictions* se transforme en une revue de gauche marxiste, où débattent et publient des acteurs individuels et des collectifs progressistes.

Pour sa part, Action communiste est une petite organisation fondée en septembre 1971. Elle se singularise par une posture maoïste sans référence explicite à Staline. S'y retrouvent des personnalités parfois issues de l'Union de la gauche socialiste, un petit groupe trotskiste des années soixante, singulièrement Franz Legros et Christiane Fraipont, ou du monde universitaire, comme Francis Laveaux et Frédéric Lavachery. Durant son existence, Action communiste diffusa un petit magazine. D'abord intitulé du nom de l'organisation, il se renomme *Camarade !* en 1972. Faute de combattants et d'horizon, Action communiste prononce son autodissolution en septembre 1975<sup>151</sup>.

Parmi la galaxie des organisations maoïstes et marxistes-léninistes, la plus active est sans conteste Université-Usine-Union (UUU), dont l'ancrage est bruxellois. UUU est coordonnée par

150 Manuel Abramowicz, « La "presse rouge" d'aujourd'hui », in José Gotovitch et Anne Morelli (Éds), *Presse communiste, Presse radicale (1919-2000). Passé/présent/avenir ?*, Bruxelles, Aden, 2007, p. 131.

151 *À propos de la dissolution d'Action communiste. Texte rédigé par le comité directeur d'AC et soumis à la discussion de l'ensemble des militants*, septembre 1975.

quelques enseignants, assistants et étudiants de l'ULB. Plusieurs ont milité dans l'organisation de jeunesse grippiste ou ont pris part au Comité d'action lycéen (CAL), éphémère structure d'animation sociale dans les écoles secondaires de Bruxelles<sup>152</sup>. Ses figures de proue sont Henri Chaldin, Robert Fuss, Michel Nejszaten, Baudouin Piret, Jean-Paul Trefois, Éric Pollet, Jean Vogel, Jean-Michel Vlaeminck, Jacques Wattiez ou encore Grace Winter. UUU entretient des relations avec certaines organisations maoïstes françaises, spécifiquement une des plus connues, Gauche prolétarienne. Gauche prolétarienne organisera d'ailleurs son congrès clandestin chez des militants d'UUU<sup>153</sup>. Au début des années septante, des débats parfois sévères traversent l'organisation sur la définition des priorités dans l'action : s'investir dans l'établissement de comités ouvriers, une posture qualifiée de maoïsme spontanéiste, ou bâtir un nouveau « parti communiste ». Les tenants de la première approche, présentés à l'époque comme les *Mao-Spontex*, fondent en 1971 un nouveau groupement, La Parole au Peuple (PAP). PAP est principalement incarnée par Maurice Beerblock, Jean Flinker et Robert Fuss. Petite organisation, PAP diffusa jusqu'en 1977 un périodique qui portera son nom.

Les protagonistes de la deuxième sensibilité, majoritaires, fondent pour leur part Tout le pouvoir aux travailleurs (TPT). Pour TPT, l'heure est venue d'ériger un parti communiste d'avant-garde pour mener le processus révolutionnaire à son terme. À cette fin, tous les marxistes-léninistes doivent s'unir et établir aussitôt que possible cette nouvelle formation. TPT se vit comme le vecteur et le cristallisateur de ce processus, à tout le

152 Manuel Abramowicz, *La gauche radicale en Belgique francophone (1963-2004) : impact électoral, politique et social*, mémoire UCL, 2004, p. 68.

153 Serge Govaert, *C'était au temps où Bruxelles contestait*, Bruxelles, Pol-His, 1990, p. 115.

moins dans le spectre francophone. En la matière, une première étape symbolique est franchie en 1972. Une union est nouée avec un des multiples petits mouvements maoïstes de l'époque, le Comité Joseph Staline pour l'Unité rouge. Cette organisation avait vu le jour en juin 1970 et, comme TPT, « l'unité » des marxistes-léninistes était sa première préoccupation<sup>154</sup>.

De ce « regroupement » naît le proto-parti marxiste-léniniste : l'Union des communistes (marxistes-léninistes) de Belgique – UC(ml)B. La nouvelle organisation lance alors l'appel à la réunion de tous les « vrais » marxistes-léninistes dans la fondation du parti communiste, opérateur et guide de la révolution socialiste à advenir :

« L'Union des communistes (marxistes-léninistes) de Belgique, en proposant ses services à tous les communistes pour l'organisation pratique des tâches essentielles de l'unification, insiste sur l'importance primordiale qui existe pour toutes les organisations et pour tous les militants communistes de n'avoir en vue que les besoins du peuple et d'abandonner résolument toutes les idées et pratiques sectaires qui ont pu se développer à la faveur de notre désunion et qui constituent un important appui objectif à la bourgeoisie et aux révisionnistes de toutes sortes. Les intérêts de la classe ouvrière commandent toute notre activité. C'est pourquoi nous devons nous unir aux masses et aux cadres. L'unification politique et organisationnelle des communistes (marxistes-léninistes) est actuellement

le pas que nous devons franchir pour faire progresser de façon décisive la reconstruction du parti.

Vive la révolution socialiste !

Vive l'internationalisme prolétarien !

Vive la glorieuse pensée de Marx, Engels, Lénine, Staline, Mao Tsé-toung, Enver Hoxha !

En avant pour la reconstruction du parti communiste (marxiste-léniniste) de Belgique<sup>155</sup> ! »

Se voulant le bras armé de la réunification marxiste-léniniste belge, l'UC(ml)B souhaite se doter d'une armature idéologique irréprochable. Porter hautes et vaillantes les couleurs du pur et véritable marxisme-léninisme est un devoir fondamental. Ce faisant, la dénonciation des courants révisionnistes, réformistes, sociaux-fascistes, petits-bourgeois est une tâche essentielle. L'UC(ml)B s'y attelle dans une revue théorique, le *Bulletin marxiste-léniniste*, dont les quatre premiers numéros sont censés faire un tour définitif du bien-pensé maoïste et marxiste-léniniste. Chaque numéro s'assigne une tâche spécifique. Le premier est consacré aux bases théoriques de l'accord entre TPT et Unité rouge, et le deuxième, à la déconstruction du pseudo-marxisme-léninisme du Parti communiste de Belgique (PCB) ou des organisations issues de la dissidence grippiste. Le premier nommé est ainsi jugé, sur la base de la « science marxiste-léniniste-pensée-maotsetoung », comme le modèle « le plus achevé du néo-révisionnisme »<sup>156</sup>. Pour autant, la dissidence grippiste – le

155 « Proposition de l'Union des communistes (marxistes-léninistes) de Belgique à tous les communistes (marxistes-léninistes) de Belgique pour la réalisation de leur unité », in Union des communistes (marxistes-léninistes) de Belgique, *Les lois de la construction du parti communiste. Réponse aux théories révisionnistes d'AMADA-TPO sur l'unité des communistes*, Bruxelles, Éditions prolétariennes, 1975, p. 145.

156 Union des communistes marxistes-léninistes de Belgique, *Bulletin marxiste-léniniste, Voie marxiste-léniniste ou voie révisionniste*, mai 1972, n° 2, p. 23.

154 *Unité rouge*, Fonds Van Den Berg, Centre d'étude Guerre et Société.

PCB (*Voix du Peuple*) – n'est pas mieux traitée. Pratiquant « l'individualisme bourgeois », il ne s'agirait somme toute que des « conspirateurs et des arrivistes », allant jusqu'à pratiquer des méthodes fascistes<sup>157</sup>. Les deux organisations dissidentes du parti grippiste, le PCBML (*L'Exploité*) et le PCMLB (*Clarté*), ne trouvent pas plus de grâce aux yeux des dirigeants de l'UC(ml)B. Soit néo-révisionnistes, soit spontanéistes, ces formations et leurs leaders ne seraient jamais parvenus à mettre en évidence les apports de la science marxiste-léniniste et, dès lors, à tirer les enseignements pour l'action. Aussi un axe de l'action de l'UC(ml)B s'impose-t-il en toute lumière :

« Révolutionnariser l'idéologie des camarades par la lutte contre toutes les formes du révisionnisme, lutter pour l'unité, étudier la science marxiste, construire le programme communiste<sup>158</sup>. »

C'est notamment l'objet du quatrième numéro du *Bulletin marxiste-léniniste*. Son programme est double. D'abord et avant tout, il convient de mettre en lumière la contribution déterminante de Joseph Staline dans la science marxiste et dans l'action politique. Ce point est d'emblée mis en évidence :

« La ligne marxiste-staliniste est un maillon de la chaîne de l'histoire du communisme [...] Staline représente un point de démarcation entre les deux lignes. La ligne rouge Marx, Engels, Lénine, Staline, Mao Tsé-toung, Enver Hoxha s'oppose à la ligne noire Proudhon, Bernstein, Kautsky, Trotski, Boukharine,

Tito, Khrouchtchev, Liou Chao-Chi, Brejnev. C'est la lutte du communisme contre le capitalisme et le social-fascisme. La politique de Staline a été, et son enseignement demeure, un rempart formidable à la contre-révolution mondiale<sup>159</sup>. »

Par la suite, le récit est une « démonstration » de la dimension visionnaire de Staline et de sa détermination inébranlable dans l'édification du socialisme en Russie et l'éradication de tous les contre-révolutionnaires.

Le nombre d'adhérents de l'UC(ml)B avoisine les trois à quatre cents membres<sup>160</sup>, et le mouvement peut assurer une présence dans certains espaces. L'ULB d'abord, où UUU a vu le jour. Plusieurs de ses cadres y ont fait leurs études, voire y travaillent : Pierre Marage, Robert Plasman, Éric Pollet, Michel Nejszaten, Luce Minet, Michel Collon, Laurent Vogel, Jean Vogel, Nadine Rosa-Rosso... Certaines entreprises ensuite, où l'UC(ml)B parvient à organiser une cellule. Il en va ainsi des Forges de Clabecq, avec Silvio Marra qui joua un rôle clé, avec Roberto D'Orazio, dans l'important mouvement social aux Forges de Clabecq en 1996. Il tente d'y implanter le marxisme-léninisme « à la chinoise ». Impossible, confiera-t-il ultérieurement. Le propos était complètement déconnecté de la réalité du monde ouvrier et des salariés des Forges :

« Nous étions cinq militants de l'UCMLB aux Forges, le noyau d'un cercle d'une dizaine de travailleurs. Notre cellule écrivait et diffusait des tracts de l'UCMLB très théoriques, tout à fait coupés des

157 *Ibid.*, p. 25.

158 *Ibid.*, p. 99.

159 *Bulletin marxiste-léniniste, UC(ML)B, Vive la glorieuse dictature du prolétariat en URSS sous la direction du parti communiste (bolchevik) ayant à sa tête le camarade Staline !*, juillet 1972, n° 4, p. 5.

160 Robert Damien, *op. cit.*, p. 55.

réalités des Forges. On disait qu'il fallait faire la révolution. Cela ne sortait pas de nulle part. Géopolitiquement, la révolution était à l'offensive. On était dans la dynamique de 68, du mouvement "mao", de l'Albanie, de la révolution culturelle, de Radio-Pékin, il y avait le mot d'ordre "importer le Vietnam dans les entreprises", etc. Tout cela se discutait à cette époque inévitablement dans les entreprises. Mais si tu dis des choses aux travailleurs, c'est pour les faire. Il faut les confronter à des problèmes à affronter immédiatement. Si tu parles de lutte armée, il faut la faire, et pas dire "il faut se préparer pour...". Mais faute de contexte précis, tu n'auras pas une masse pour la lutte armée<sup>161</sup>. »

Il y a aussi les ACEC à Charleroi, où Robert Plasman assume la coordination. Enfin, le bassin industriel liégeois n'est pas oublié, où la coordination de l'UC(ml)B est réalisée par le physicien Pierre Marage, dont l'épouse, Estelle Krezszlo, est établie.

Pendant deux ans, l'UC(ml)B est totalement investie dans le projet politique de bâtir « le » parti communiste marxiste-léniniste d'avant-garde, d'élaborer un canevas de positions théoriques dignes de ce nom, de former strictement ses adhérents et de conscientiser la classe ouvrière. Mais peu à peu, la dynamique s'essouffle. Et des conflits de plus en plus sévères émaillent l'organisation. L'UC(ml)B tente vainement de convaincre AMADA de fusionner et l'heure d'une « révolution culturelle » interne sonne. En 1975, l'UC(ml)B conduit une campagne d'épuration et de bolchevisation. Plus que jamais, il s'agit de liquider toutes les dimensions révisionnistes ou tout facteur de dégénérescence. Les objectifs de « purification », de

lutte contre l'évolution « opportuniste » ou « révisionniste » prennent alors une dimension presque exclusive et s'imposent comme un axe de travail central<sup>162</sup>.

Plusieurs militants sont mis en quarantaine pour proximité trop grande avec AMADA et des crispations fortes secouent le mouvement. Il en va de même dans les relations avec l'organisation sœur-ennemie, TPO-AMADA, avec laquelle l'UC(ml)B entretient un rapport amour-haine. Au début de l'année 1976, l'UC(ml)B sombre dans le délire. Comme dans la deuxième moitié des années trente ou lors de la révolution culturelle, les cadres jouent le rôle de Vychinski<sup>163</sup> avant de parfois interpréter celui d'Arthur London<sup>164</sup>. Dans un moment de tension autour des rapports avec AMADA, deux militants importants sont cloués au pilori, Gérard Roland et Grace Winter. Jugés comme agents provocateurs et pour connivence avec l'ennemi – TPO-AMADA –, les deux doivent se cacher de cadres de l'UC(ml)B, armés de bâtons. Et lorsqu'ils tentent de s'expliquer lors d'une AG, ils n'évitent la violence promue par Pierre Marage que par la grâce d'une intervention d'Éric Pollet, l'ex-mari de Grace Winter, et de deux ouvriers espagnols qui les protègent. Ils sortent finalement sans encombre d'une réunion surréaliste. Ils seront alors convoqués devant un *tribunal du peuple*. « Il y avait Marage et Nejszaten assis devant une longue table avec un revolver sur la table. Je tremblais comme une feuille. Ils m'ont interrogée. J'ai dit que je n'avais rien fait mais que j'allais m'en aller », relate avec émotion Grace Winter.

162 Union des communistes (marxistes-léninistes) de Belgique, *AMADA a inventé un « complot » de l'UC(ML)B afin d'empêcher l'unité des marxistes-léninistes et de retarder l'unification du Parti unique de la classe ouvrière*, p. 9.

163 Andreï Vychinski est le principal procureur des procès de Moscou entre 1936 et 1938. La plupart des leaders originels du parti bolchevique y furent condamnés et exécutés.

164 Ancien vice-ministre des Affaires étrangères tchèque, Arthur London avait été arrêté en 1951 et il avait avoué des crimes et des fautes imaginaires. Il a raconté son épreuve dans *Laveu*, un livre extrêmement intéressant (Paris, Folio, 1986).

161 « Entretien avec Silvio Marra », *Clarté*, n° 9, 1<sup>er</sup> mai 2008.

Pour l'UC(ml)B, c'est une forme de chant du cygne. Par un retournement bien connu, les apprentis-dénonciateurs se trouvent à leur tour mis en cause. Le zélé Pierre Marage est désormais au cœur du cyclone de l'UC(ml)B. En mars 1976, il se voit accusé d'être un agent double. Des « documents secrets » sont remis à l'ambassade albanaise ! Ils font état, ni plus ni moins, d'un « complot international ». Le premier est intitulé « Note sur le complot découvert à l'intérieur de l'UCMLB », et le second, « Mémoire sur les comploteurs, infiltrés dans le mouvement communiste de Belgique » ! Il s'agit de déjouer le complot et de faire parler les traîtres. Pierre Marage subit à son tour un interrogatoire pour le moins intimidant et se voit exclu par un *tribunal populaire*.

Ces événements paraissent incroyables aujourd'hui. Il faut pourtant se garder de tout anachronisme. La radicalisation à la charnière des années soixante et septante et l'influence très forte de la révolution culturelle obligent à des mises en cause permanentes ou à la mise en œuvre d'une ligne d'une pureté absolue. Les *rectifications* sont légion et la dureté des relations est acceptée. Pourtant, ces phénomènes peuvent être dévastateurs. Ancienne militante des différentes scissions grippistes, Jeanne Vercheval relate son sentiment après sa dernière exclusion :

« J'avais les mains libres et je n'avais plus envie d'y toucher. J'ai été exclue trois fois, d'une manière très stalinienne. Les jeunes qui faisaient partie du groupe des jeunes anti-impérialistes devaient traverser la rue quand ils me voyaient [...]. On ne voulait plus voir personne. On était démolis<sup>165</sup>. »

165 Claudine Marissal et Éliane Gubin, *Jeanne Vercheval. Un engagement social et féministe*, Institut pour l'égalité des femmes et des hommes, 2011, p. 38.

L'UC(ml)B va donc à vau-l'eau. Elle continue d'appeler à l'unité tout en dénonçant le cours révisionniste de TPO-AMADA<sup>166</sup>. Éric Pollet et Michel Nejszaten, les deux principaux dirigeants, se livrent désormais une féroce bataille et se traitent mutuellement de sociaux-fascistes<sup>167</sup>. Les plus « purs », les plus « durs », ou les plus « fanatiques », selon les termes d'un militant de la période, Éric Pollet, Jean Pestieau, Maria McGavigan et Michel Collon tiendront jusqu'en 1977 avant de constater l'échec de l'UC(ml)B. Ils rejoindront alors le nouveau PTB<sup>168</sup>. Pour leur part, Michel Nejszaten et Luce Minet fonderont, avec le Parti communiste révolutionnaire (RKP) de Gand, une nouvelle petite organisation, le Parti communiste de Belgique (marxiste-léniniste).

166 *Appel à la discussion entre TPO-Amada et l'UC(ML)B*, 1<sup>er</sup> mai 1977, Fonds Van Den Berg, Centre d'étude Guerre et Société.

167 *Hors de l'UCMLB, la clique provocatrice social-fasciste Nejszaten-Minet !*, Fonds Van Den Berg, Centre d'étude Guerre et Société.

168 « L'UC(ml)B ou du moins la majorité des camarades qui sont restés à ce jour dans cette organisation a décidé d'adhérer au Parti du travail de Belgique et de dissoudre l'UC », *Tout le pouvoir aux ouvriers*, 14 novembre 1979.

## 6. Le combat entre TPO-AMADA et l'UC(ml)B

Dans les premières années de la décennie septante existe un accord implicite entre les deux principales organisations marxistes-léninistes belges, AMADA et l'UC(ml)B, sur l'occupation du territoire. À AMADA, la Flandre ; à l'UC(ml)B, la Wallonie. Bruxelles est un espace où les deux mouvements sont présents. Mais, progressivement, les rapports entre AMADA et l'UC(ml)B se gâtent. Aux yeux de l'Union des communistes (marxistes-léninistes) de Belgique, l'objectif et le levier premiers pour aboutir au processus révolutionnaire fondateur du socialisme sont de créer un parti de « type léniniste ». La direction de l'UC(ml)B critique vertement AMADA qui refuse de considérer cette étape comme fondamentale et poursuivrait une démarche qualifiée de « spontanéiste » :

« AMADA veut rallier les larges masses à la révolution sans le parti ! C'est une forme de spontanéisme, qui, au nom du communisme, délaisse les tâches principales de la construction du parti. C'est pourquoi nous qualifions la ligne d'AMADA d'opportuniste<sup>169</sup>. »

<sup>169</sup> Union des communistes (marxistes-léninistes) de Belgique, *AMADA a inventé un « complot » de l'UC(ML)B afin d'empêcher l'unité des marxistes-léninistes et de retarder l'unification du Parti unique de la classe ouvrière*, p. 7.

Ce combat s'agence à un débat idéologique et théorique très pauvre en réalité. Pour le leadership d'AMADA, l'UC(ml)B n'est jamais qu'une organisation bourgeoise incapable d'analyser le jeu de mouvements à l'échelle internationale. Ainsi ne saisit-elle pas que « la bourgeoisie européenne se dresse de plus en plus contre les superpuissances » et met-elle en avant erronément la « collusion » entre les bourgeoisies européenne et américaine. Funeste erreur, eu égard à la « contradiction principale » et à la lutte contre l'ennemi premier, l'Union soviétique sociale-impérialiste<sup>170</sup>.

*A contrario*, pour l'UC(ml)B, AMADA ne sait pas la substance et la richesse du marxisme-léninisme. Pire, il rejette « l'ABC du marxisme-léninisme », qui enseignerait que, lorsque se donne à voir une contradiction entre luttes économique et politique, il s'impose de voir que « l'aspect principal de la contradiction doit être la lutte politique, la lutte consciente pour le pouvoir<sup>171</sup> ». Aussi, AMADA ne serait jamais que dans une position d'attente de déclenchements de luttes sociales pour hypothétiquement envisager l'insurrection, alors que l'UC(ml)B, elle, préparerait l'insurrection dans chaque lutte.

AMADA reproche à l'UC(ml)B de vouloir mettre la charrue avant les bœufs. Pour les maoïstes flamands, l'implantation dans la classe ouvrière est un prérequis, et AMADA se présente comme un « parti communiste en construction ». Toutefois, cette lutte n'est pas que prosaïque. AMADA, et singulièrement Ludo Martens, est aussi extrêmement intéressé par plusieurs aspects matériels : l'imprimerie que possède l'UC(ml)B, de même que la librairie-local de l'avenue Jean Volders à Saint-Gilles.

170 AMADA-TPO, *Programme pour la paix, l'indépendance nationale, la démocratie populaire et le socialisme*, 1976, p. 27.

171 Union des communistes (marxistes-léninistes) de Belgique, *AMADA a inventé un « complot » de l'UC(ML)B afin d'empêcher l'unité des marxistes-léninistes et de retarder l'unification du Parti unique de la classe ouvrière*, p. 38.

Les relations tendues entre les deux mouvements mènent AMADA à rompre l'entente classique quant au partage des « zones ». AMADA prend alors la décision d'*investir* l'espace francophone. Il met en œuvre ce choix sous trois angles. Le premier est de se renommer en ajoutant un titre francophone au parti. Le parti s'intitule désormais Tout le pouvoir aux ouvriers-*Alle macht aan de arbeiders* (TPO-AMADA). Le deuxième est d'accepter l'adhésion de militants francophones. C'est ainsi que quelques militants en provenance d'Action communiste rejoignent le mouvement. À leurs yeux, l'inscription d'AMADA dans les masses est plus séduisante que la posture de l'UC(ml)B, considérée comme trop théorique et dogmatique. « C'étaient des gens durs. Ils ne donnaient pas l'impression de "se fondre dans les masses", contrairement à AMADA », souligne France Blanmailland, l'une des premières militantes francophones de TPO-AMADA<sup>172</sup>. Le troisième est de solliciter des militants néerlandophones pour investir la Wallonie. Plusieurs membres accepteront ainsi de déménager et de s'installer comme établis en terre wallonne. Pendant longtemps, ils seront les principaux ancrages wallons du parti. Citons entre autres Hubert Hedebouw, Paul De Rammelaere, porte-parole d'AMADA dans le conflit à Doel, Michel Mommerency, Kris Hertogen, porte-parole de *Mijnwerkersmacht* dans la grève des mines limbourgeoises, ou Herwig Lerouge. Ceux-ci emménagent en province liégeoise. Pour sa part, Thérèse Michels s'installe à Mons. Quant à Myriam De Ly, qui a interrompu ses études de médecine, et Robert Roeck, ils rejoignent Charleroi. Nous y reviendrons, cette démarche concernera aussi des médecins des maisons médicales Médecine pour le peuple, dont la majorité ont fait leurs études en Flandre.

172 Entretien avec France Blanmailland, Bruxelles, 2 août 2012.

En 1975 et début 1976, la lutte entre les deux organisations est au paroxysme. L'UC(ml)B reproche durement à TPO-AMADA de ne pas comprendre le principe de la double contradiction. Or, le marxisme-léninisme *enseignerait* qu'il ne peut y avoir dans chaque pays qu'un seul parti communiste, garantissant « l'unité du prolétariat et de celle de son peuple en lutte pour le socialisme ». Dans ce parti, la contradiction « au sein du parti » est acceptée, comme l'établirait l'histoire du parti ouvrier social-démocrate russe. *A contrario*, la contradiction incontournable est la démarcation du révisionnisme et du réformisme<sup>173</sup>.

Une réunion de travail commune est programmée pour le 13 février 1976. Mais dans une ambiance délétère, un événement met le feu aux poudres. L'UC(ml)B découvre que Ludo Martens détient certaines de ses résolutions. « L'ennemi » est au courant du travail de l'UC(ml)B. Grace Winter est la coupable idéale. Ce n'est ni plus ni moins que la compagne de Ludo Martens. Sur la question des documents que possède Ludo Martens, son explication est très prosaïque :

« Ludo écrivait tout le temps. Et moi, quand j'avais fini d'étudier les textes de l'UC(ml)B, je les retournais et je donnais cela comme papier brouillon pour Ludo, car nous n'avions vraiment pas beaucoup d'argent. Et un jour, Ludo a eu une réunion avec des dirigeants de l'UC(ml)B. Il lit ses notes, il tourne la page et que voient-ils ? Un texte de l'UC(ml)B. Ils m'ont convoquée le lendemain en disant que je donnais les textes de l'UC(ml)B à AMADA. J'ai dit que

173 Union des communistes (marxistes-léninistes) de Belgique, *Les lois de la construction du parti communiste. Réponse aux théories révisionnistes d'AMADA-TPO sur l'unité des communistes*, Bruxelles, Éditions prolétariennes, 1975, p. 7 et 132.

c'était du papier brouillon. Ils ne m'ont pas cru. C'était la preuve de la trahison, alors que je n'avais jamais donné un texte à lire. J'avais séparé les deux choses : j'étais à l'UC(ml)B et j'étais la compagne de Ludo. On discutait de politique, mais je ne donnais jamais de textes intérieurs. Et comme cela la crise a éclaté<sup>174</sup>. »

Nous l'avons vu, il n'en faut pas plus pour que la foudre se déchaîne sur elle. Avec Ludo Martens, elle se voit contrainte de déménager pour éviter les visites de responsables de l'UC(ml)B. TPO-AMADA annule la réunion programmée et joue la confrontation. Ludo Martens a sans doute bien compris que l'UC(ml)B entonne son chant du cygne. Dans son esprit, il ne s'agit plus de fusionner, mais d'absorber l'UC(ml)B ou, pour être plus correct, d'absorber les « meilleurs éléments » et de se rendre propriétaire des biens. « De toute façon, pour Ludo, il s'agissait d'avaler l'UC(ml)B », confirme un dirigeant. « L'exemple du parti du travail albanais, c'était l'exemple de "fusion-acquisition" », pointe Luc Walley<sup>175</sup>. Mais avant, le combat est de mise. Les événements du 13 février, « scandaleux » et « rejoignant les méthodes fascistes »<sup>176</sup>, établiraient le sabotage et les errements de l'UC(ml)B, qui aurait ouvertement mené « un travail de sape ». Il s'impose dès lors de dénoncer cette attitude et cette ligne identique à celle « du renégat Lin Piao<sup>177</sup> ». Dans une résolution de son comité central, TPO-AMADA annonce la tenue d'un mee-

174 Entretien avec Grace Winter, Bruxelles, 4 janvier 2013.

175 Entretien avec Luc Walley, Bruxelles, 2 août 2012.

176 Mouvement marxiste-léniniste, *Organisation des étudiants d'AMADA*, mars 1976, Fonds Van Den Berg, Centre d'étude Guerre et Société.

177 *Analyse du meeting de l'UCMLB du 29 février 1976, une date dans l'histoire du mouvement communiste de Belgique (comité central de l'UCMLB)*, Fonds Van Den Berg, Centre d'étude Guerre et Société.

ting public le 13 mars 1976, où il déclinera ses positions quant au destin du mouvement marxiste-léniniste en Belgique. En parallèle, les invectives pleuvent dans les publications de TPO-AMADA. Et chacun est appelé à un engagement absolu dans cette bataille de première importance :

« Tous les membres et sympathisants d'AMADA-TPO ont comme premier devoir de s'engager à fond dans la lutte contre la ligne anti-parti de l'UCMLB. Chaque membre du parti doit pleinement comprendre sa responsabilité dans cette lutte qui est une question de vie ou de mort pour le parti<sup>178</sup>. »

Désormais, l'UC(ml)B est non seulement une organisation « intellectuelliste ». Pire, insulte suprême dans les mouvements marxistes-léninistes, elle suit une ligne trotskyste<sup>179</sup>. Dans l'état où l'UC(ml)B se trouve en 1976, TPO-AMADA accueille les premières défections à sa réunion du 13 mars 1976 et lors de son meeting du 1<sup>er</sup> mai. Par la suite, la désintégration fondamentale puis substantielle de l'UC(ml)B lui permet de s'imposer comme la principale organisation marxiste-léniniste belge, les dissidences gripistes n'étant plus que des coquilles quasi vides. Plusieurs militants de l'UC(ml)B le rejoindront encore. Pour autant, tout qui vient de ce mouvement n'entre pas automatiquement dans TPO-AMADA. Un filtre est posé sous la forme d'un cycle à suivre. Au final, le nombre d'adhérents de l'UC(ml)B qui rejoignent TPO-AMADA s'avère limité. Et parmi ceux-ci, plusieurs n'y resteront pas bien longtemps. « Nous n'avons travaillé après cela avec aucune autre

178 AMADA-TPO, *Critiquons à fond la ligne révisionniste et social-fasciste de la direction de l'UC*, EPO, 1976, p. 21.

179 *Ibid.*, p. 3.

organisation. Avec TPO, le courant n'est pas passé du tout », rappelle le leader syndical des Forges de Clabecq, Silvio Marra<sup>180</sup>.

Rapidement, quelques-uns, parmi lesquels Laurent et Jean Vogel, s'opposent aux vues de Ludo Martens. Pour ces personnalités, le recentrage sur la lutte contre le « social-impérialisme » et les choix politiques afférents posent problème. Il leur est difficile de défendre le maintien de la Belgique dans l'OTAN et le renforcement de cette organisation militaire. Face à l'exigence d'un suivisme de la direction de l'organisation, nombre de militants de l'ancienne UC(ml)B abandonnent TPO-AMADA. Ajoutons que ces discussions interviennent dans un contexte spécifique. Le différend sino-albanais est rendu public. Peu de temps après le décès de Mao, la « bande des quatre » est arrêtée. TPO-AMADA apporte immédiatement son soutien au nouveau secrétaire du Parti communiste chinois, Hua Guofeng. Lors du onzième congrès, il se félicite que le PCC œuvre dans les pas de... Mao :

« Le 11<sup>e</sup> congrès a montré clairement que le parti communiste chinois reste parfaitement fidèle à la ligne de Mao Tsé-toung. Le congrès a fait le bilan de la lutte pour l'écrasement du groupe anti-parti des quatre qui falsifiait la pensée de Mao Tsé-toung pour propager la ligne contre-révolutionnaire bourgeoise<sup>181</sup>. »

D'autres joueront un temps un rôle, à l'instar des économistes Robert Plasman ou Gérard Roland. Robert Plasman est ainsi tête de liste aux élections législatives de 1978 et 1981 dans la région de Charleroi, dernier sur la liste européenne de 1979 et

180 « Entretien avec Silvio Marra », *Clarté*, n° 9, 1<sup>er</sup> mai 2008.

181 *Tout le pouvoir aux ouvriers*, 13 septembre 1977.

présent sur celle de 1984 dans le spectre francophone. Mais plusieurs quitteront l'organisation lors de la campagne « contre la liquidation » du parti en 1982-1983. Certains y resteront plus longtemps comme Nadine Rosa-Rosso, exclue en avril 2004. Jean Pestieau, Maria McGavigan et Michel Collon sont aujourd'hui les trois derniers membres du PTB à avoir initialement milité à l'Union des communistes (marxistes-léninistes) de Belgique.

## 7. TPO-AMADA : un positionnement théorique et international déterminant

Il est impossible de saisir le développement et les évolutions de TPO-AMADA dans les années soixante et septante sans considérer la posture théorique à laquelle il s'est peu à peu référé quasi religieusement, ses implications dans le domaine des relations internationales et, conséquemment, son activité politique sur le terrain belge. À la fin des années soixante, le SVB devient peu à peu un syndicat étudiant maoïste et stalinien, se revendiquant du marxisme-léninisme, revu et visité par Mao Tsé-toung. Cette évolution eut trois impacts majeurs.

Le premier est de reprendre à son compte, dans une version éventuellement quelque peu amendée par Ludo Martens, la ligne du temps du Mouvement communiste international, telle que la présente le Parti communiste chinois. Celle-ci ne bougera pas outre mesure de la naissance d'AMADA à l'actuel PTB.

Dès l'origine, l'importance de Lénine et de ses travaux est centrale. De la fondation du Parti ouvrier social-démocrate russe (POSDR) en 1898, en passant par la scission entre bolcheviques et mencheviques, jusqu'aux thèses d'avril en 1917 prônant l'avè-

nement de la révolution socialiste sans passage par le capitalisme, Lénine seul aurait compris ce qu'il faut faire pour réussir la première révolution socialiste. Saisir comment aboutir à la révolution russe passe donc par un apprentissage, très mécaniste, de la démarche léniniste.

Après la révolution bolchevique, la référence centrale est Staline. Si Lénine a su faire advenir la révolution, Staline a, pour sa part, instauré le socialisme en Union soviétique et, sans trembler, éliminé tous les saboteurs, les liquidateurs et les révisionnistes. Il a su repousser l'agression nazie et porter haut les couleurs du marxisme-léninisme.

1953 et 1956 sont deux dates clés. Le décès de Staline, la prise en main du parti et de l'État par Khrouchtchev et la tenue du vingtième congrès du PCUS marquent un changement contre-révolutionnaire. À partir de cette date, l'Union soviétique change d'essence. La nature du régime soviétique sera appréciée différemment dans le temps, mais la rupture que constitue l'avènement de Nikita Khrouchtchev et la teneur du vingtième congrès du PCUS sont affirmées avec constance. Dans les années septante, AMADA tout comme l'UC(ml)B évoquent ce qu'ils nomment un « coup d'État en Russie », et la transformation du PCUS en un « parti fasciste, et de l'État socialiste en un État basé sur l'exploitation »<sup>182</sup>. Nous serions dans une phase d'instauration de la terreur fasciste et de la transformation du parti bolchevique en parti fasciste :

« En Russie, le parti bolchevik fut progressivement transformé en un parti fasciste après le coup d'État de Khrouchtchev. La transformation progressive du régime socialiste en un régime de terreur fasciste, le

182 AMADA-TPO, *Programme pour la paix, l'indépendance nationale, la démocratie populaire et le socialisme*, 1976, p. 31.

secret qui a entouré les crimes qui l'ont accompagnée, a pour conséquence que les ouvriers de l'Europe de l'Ouest n'ont pas une claire vue sur le caractère fasciste de l'Union soviétique<sup>183</sup>. »

Mao et le Parti communiste chinois ont très tôt contesté le propos khrouchtchévien et les nouvelles orientations du PCUS. C'est donc de Chine qu'est venue la lumière, saisie par AMADA. La Chine communiste incarne la nouvelle quintessence du marxisme-léninisme et l'horizon à atteindre. Et la pensée « Mao Tsé-toung » est un « délice intellectuel », selon les termes de Benny Lévy, le principal théoricien de la Gauche prolétarienne en France<sup>184</sup>. En termes de pratiques et de modèles, la Chine est le rêve imaginaire. La « glorieuse révolution culturelle » est un idéal fascinant. Pour les militants, la révolution culturelle dévoile un double attrait : elle constitue un mouvement pour donner la parole et mener le débat « à la base », et elle atteste du refus d'un quelconque « endormissement » quant à la fermeté à développer dans la mise en œuvre du marxisme-léninisme. La radicalité et la parole du *peuple* sont la voie. « Les médias en parlaient. On voyait le "Petit Livre rouge". On a encore formé pas mal de jeunes avec le Petit Livre rouge de Mao. Les idées "Servir le peuple", "Appliquer la ligne de masse", "Critique et autocritique". Toutes ces choses, c'était un guide simple d'un travail militant. On étudiait beaucoup les textes qui venaient de Chine. *Pékin Information* était beaucoup lu, propagé, étudié<sup>185</sup> », rappelle Luk Vervaet. Beaucoup de jeunes rejoindront d'ailleurs un temps AMADA.

183 *Ibid.*, p. 53.

184 Cité par Marnix Dressen, « Ombres chinoises : regards maoïstes français sur la Chine de Mao (1965-1976) », *Matériaux pour l'histoire de Notre Temps*, 2009, n° 84, p. 16.

185 Entretien avec Luk Vervaet, Bruxelles, 14 août 2012.

Parmi les personnalités connues aujourd'hui, épinglons l'actuel président du Parlement flamand, Jan Peumans (N-VA), le bras droit de Bart De Wever, Siegfried Bracke (N-VA), le ministre bruxellois Guy Vanhengel (OpenVLD), le bourgmestre de Courtrai Vincent Van Quickenborn (OpenVLD), Eddy Hermy (Vlaams Belang), le président du Standard de Liège, Roland Duchâtelet, l'ancien président de Vlott, partenaire du Vlaams Belang, Hendrik Boonen, l'écrivaine Lucienne Stassaert, sans même parler de plusieurs enseignants universitaires. Bref, TPO-AMADA était dans le vent.

Dans la phase initiale de son histoire, l'organisation est plus que maoïste. Au sens propre, elle est chinoise. De fait, *Pékin Information*, la revue officielle du régime, est apprise intégralement dans les cellules. La Chine est systématiquement mise en valeur dans la propagande et les actions. Et TPO-AMADA s'aligne totalement sur les positions exprimées par les autorités chinoises, singulièrement par Mao.

Le mouvement reprend, presque au mot près, les thèses de Mao sur les « trois mondes ». *Pékin Information* est d'ailleurs une source abondamment citée. Le premier monde est constitué des deux *superpuissances*, les États-Unis et l'Union soviétique. Face à ou à côté de ces deux « grands », un deuxième monde agrège ce que les maoïstes nomment les « pays impérialistes affaiblis intermédiaires ». Pour l'essentiel, ce sont les États d'Europe occidentale. Enfin, le dernier monde rassemble les pays en développement, notamment la Chine<sup>186</sup>. Dans la mesure où les deux superpuissances se livrent une lutte sans merci, les pays impérialistes intermédiaires trouvent de moins en moins leur compte dans leur allégeance aux États-Unis. Leur intérêt est d'établir des relations

186 AMADA-TPO, *Programme pour la paix, l'indépendance nationale, la démocratie populaire et le socialisme*, 1976, p. 6.

constructives avec le troisième monde. L'objectif est de se « libérer du contrôle et du pillage des superpuissances<sup>187</sup> ».

Il reviendrait donc à la Belgique, plus largement à l'Europe, de s'émanciper de la domination des deux blocs et d'affirmer une voie indépendante. La Belgique et l'Europe doivent opter pour un cheminement propre. Dans cette phase de son existence, TPO-AMADA endosse une posture très européiste. Dans le concert des relations internationales, « l'autonomie de l'Europe » est la voie promue, particulièrement dans le domaine de la défense. Il importe d'édifier une « agence européenne d'armement<sup>188</sup> ».

Pour un parti où la lutte des classes acharnée est censée être au cœur de l'action, le propos peut surprendre. En vérité, les choses sont plus nuancées. L'élément central est ce que le parti – en d'autres termes, Ludo Martens – nomme la *contradiction principale*. Dans les années septante, la contradiction principale a d'abord trait à l'attitude face aux deux superpuissances et, sans doute plus précisément encore, à l'appréciation portée à l'endroit de l'Union soviétique. L'URSS est alors qualifiée de *sociale-fasciste* et jugée comme le plus grand danger pour la paix du monde. L'Union soviétique serait indubitablement la superpuissance la plus agressive et la plus dangereuse :

« Le social-impérialisme est actuellement le plus enclin à employer des moyens militaires pour établir son hégémonie mondiale<sup>189</sup>. »

Pendant plusieurs années, cette considération est centrale dans la posture et l'activité politiques de TPO-AMADA. Ses propos, ses propositions, ses campagnes sont articulés à cette appré-

187 *Ibid.*, p. 16.

188 *Ibid.*, p. 24.

189 *Ibid.*, p. 38.

ciation. Nombre de prises de position en découlent, tout comme l'essentiel des actions politiques. Pour la Belgique, l'activité militante se concevra dans une perspective subtile et nouvelle. Dès lors que l'URSS prépare activement la troisième guerre mondiale ou l'invasion de l'Europe, le royaume est sous la menace imminente d'une agression sociale-impérialiste. Aussi est-il fondamental d'agir à la lumière de cette donnée cruciale. La classe ouvrière – il faut comprendre le PTB – a pour mission d'élaborer un programme étroitement articulé à trois objectifs conjoints : la défense de la « paix mondiale », la lutte pour « l'indépendance nationale » et le combat pour une « démocratie populaire »<sup>190</sup>.

En matière de défense et d'indépendance nationale, la Belgique inscrira sa démarche dans une double option : la première est la réévaluation de l'importance de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord (OTAN) compte tenu de la guerre inévitable qui viendra de l'Est. Renforcer les forces armées et la défense de l'Occident est une tâche indispensable. Il importe d'œuvrer « dans le cadre de l'OTAN » dans un double dessein. Le premier est d'agir contre la menace principale, l'URSS, en développant une « alliance défensive » associant les pays européens de l'Ouest et les États-Unis. Cette alliance se fonderait sur un certain nombre de principes, au premier rang desquels la souveraineté et l'indépendance des parties prenantes, de même que l'égalité et la non-ingérence entre ces dites parties. Le deuxième est de soutenir en son sein tous les courants, toutes les sensibilités et tous les protagonistes qui préconisent le développement d'une « défense européenne autonome et indépendante »<sup>191</sup>.

Comme toujours dans ses appréciations et ses actions, TPO-AMADA ne fait pas dans la demi-mesure. Lorsque le général Close

190 *Ibid.*, p. 26.

191 *Ibid.*, p. 10.

se fait, en 1976, le relais des thèses qu'eu égard à la faiblesse de la défense des pays membres de l'OTAN l'armée soviétique pourrait aisément atteindre le Rhin en deux jours, le futur président de la World Anti-Communist League (WACL) reçoit un chaleureux soutien de l'organisation maoïste. De fait, se souvient un ancien militant, « à un certain moment, cela a été jusqu'à soutenir le livre du général Close ! C'était l'exemple le plus typique de la logique de Ludo Martens. D'une certaine façon, il appliquait la dialectique d'une façon mécanique. Il disait : le PCC s'est bien allié avec Tchang Kai-chek. Donc, on doit s'allier avec des gens pour s'en prendre à l'ennemi primaire. L'ennemi principal, c'était l'Union soviétique. Donc, on s'alliait avec d'autres de ses ennemis. »

Dans le domaine des relations internationales, la réévaluation concerne aussi les États-Unis. Un « pont » existe désormais entre la Chine et les États-Unis. Un « point commun » pour être plus précis. « Ce point commun est la riposte à l'offensive du social-impérialisme russe qui veut conquérir le monde par l'expansion et l'agression<sup>192</sup>. » Dans ces conditions, les États-Unis sont un allié de circonstance. Dans la *mère des batailles*, la lutte contre l'URSS, la Chine en a jugé ainsi :

« Le parti communiste chinois part de l'analyse qu'une guerre d'agression provoquée par le social-impérialisme russe en Europe et au Moyen-Orient est inévitable. Cette guerre d'agression créera une situation semblable à celle de la Deuxième Guerre mondiale, ce qui rendra nécessaire une large coalition anti-fasciste dans laquelle se trouveront également les États-Unis<sup>193</sup>. »

192 *Supplément. Programme pour la paix, l'indépendance nationale, la démocratie populaire et le socialisme*, 1976, p. 5.

193 *Ibid.*, p. 8.

Pour des militants qui ont été parfois socialisés dans la lutte contre l'intervention américaine au Vietnam ou aux côtés des peuples du Tiers Monde contre « l'impérialisme américain », le retournement peut être déroutant. Feue dès lors la volonté de jeter les bases de la révolution socialiste. L'heure est à une alliance de circonstance avec la bourgeoisie nationale contre la Troisième Guerre mondiale, contre l'avènement du social-fascisme. Pour le Parti communiste chinois, donc pour TPO-AMADA, l'enjeu exclusif est bien celui-là :

« Le parti communiste chinois dit clairement que le mot d'ordre de la “révolution socialiste” fait le jeu du social-impérialisme : il dirige les ouvriers exclusivement contre leur propre bourgeoisie et détourne l'attention des plans de domination et de guerre du social-impérialisme<sup>194</sup>. »

Dans la deuxième moitié des années septante, TPO-AMADA remise ses slogans, ses affiches, ses brochures sur les nécessités et les potentialités révolutionnaires et l'avenir prometteur du socialisme. Les militants et les cadres seront tout entiers focalisés sur la lutte contre le social-impérialisme et préparés à repousser l'arrivée probable des troupes du pacte de Varsovie. Dans cet agencement de positions et de postures contre l'URSS, TPO-AMADA n'hésite pas à dénoncer le combat d'organisations de libération tiers-mondistes, jugées trop favorables aux thèses soviétiques sinon prosoviétiques. En certaines circonstances, TPO-AMADA soutient même des mouvements rivaux. Dans la question angolaise, l'organisation maoïste s'en prend durement au Mouvement populaire de libéra-

194 AMADA-TPO, *Programme pour la paix, l'indépendance nationale, la démocratie populaire et le socialisme*, 1976, p. 63.

tion de l'Angola (MPLA). Et, après l'indépendance du pays, elle appuie la droite Union nationale pour l'indépendance de l'Angola (UNITA) de Jonas Savimbi soutenue, armée et financée par le régime d'apartheid sud-africain et le Zaïre.

Le même rejet est prononcé à l'endroit d'États dits socialistes au nom de leur proximité avec l'URSS. Le régime cubain de Fidel Castro est répudié. Le Vietnam est vilipendé, d'autant plus durement qu'en 1979, les troupes du régime interviennent au Cambodge pour mettre fin au génocide pratiqué par le régime des Khmers rouges, dont TPO-AMADA s'est fait le chantre tout au long de son existence :

« Tous les faits rassemblés dans ce petit dossier montrent comment le prestigieux Vietnam a dégénéré en un pays dirigé par un parti révisionniste où la parole est aux chauvinistes, aux racistes et aux hommes de main de Moscou<sup>195</sup>. »

Pour TPO-AMADA, « les Khmers rouge et l'ensemble de la population » bouteront dehors les envahisseurs<sup>196</sup>. TPO-AMADA et le PTB à partir de 1979 s'engagent pleinement dans les grandes actions de contestation de l'URSS. Après l'entrée des troupes soviétiques en Afghanistan en 1979, l'organisation est à la pointe de toutes les initiatives et des manifestations de protestation. Les membres du PTB y côtoient des militants très droitiers et, même, des courants d'extrême droite. « Sur l'Afghanistan, des gens dans le parti disaient : “Il faut être conscients qu'à un moment donné,

195 « La politique des dirigeants vietnamiens », *Tout le pouvoir aux ouvriers*, 25 juillet 1979.

196 Bureau Politique d'AMADA-TPO, « L'agression russo-vietnamienne au Cambodge. Une menace pour la paix mondiale », *Tout le pouvoir aux ouvriers*, 7 février 1979.

les fascistes seront nos meilleurs alliés.” Certains sont allés loin dans le raisonnement », rappelle Luc Walley<sup>197</sup>. « Oui, cela a troublé des militants. Notre erreur est de ne jamais avoir dit clairement sur certaines positions que c’était faux », confirme Luk Vervae<sup>198</sup>. L’organisation satellite, le Comité d’initiatives pour la défense de la paix en Europe, publie plusieurs dossiers sur les périls que fait peser l’Union soviétique sur le monde. « Pour le Kremlin, le dossier que vous allez lire est donc une menace pour la détente. Pour nous, c’est un apport essentiel à la paix, car il nous permettra de mieux comprendre ce qui se passe en URSS, quelle est la politique du Kremlin, comment il faut s’y opposer », annonce par exemple le CIDePE dans un numéro rassemblant des écrits de dissidents soviétiques célèbres, rapportant tous, à l’image de Leonid Plioutch, qu’il « faut arrêter l’agresseur soviétique<sup>199</sup> ».

Quand la campagne pour le boycott des Jeux olympiques de Moscou de 1980 se met en branle, le PTB est à la pointe de toutes les initiatives qui jalonnent la revendication. Cette campagne doit être un point d’orgue militant « contre le social-impérialisme<sup>200</sup> ». Il s’impose de ne pas répéter « l’expérience de Berlin 36<sup>201</sup> ».

Ce suivisme total envers les choix chinois a parfois provoqué des interrogations, mais guère de débats. Ancien rédacteur à l’hebdomadaire *Solidaire*, Wim De Neuter en fit état rétrospectivement :

197 Entretien avec Luc Walley, Bruxelles, 2 août 2012.

198 Entretien avec Luk Vervae, Bruxelles, 14 août 2012.

199 *Dossier CIDePE, avec des textes de Plioutch, Sakharov, Grigorenko, Kolman, Lyssenko, Eguides*, s.d., p. 4.

200 PTB, *Rapports politiques. Documents du congrès, 1979*, p. 56.

201 « Jeux olympiques : “ne pas répéter l’expérience de Berlin 36” », *Tout le pouvoir aux ouvriers*, 30 janvier 1980.

« Tu pouvais sentir avec tes coudes que ces “chinoiseries” ne collaient pas, mais tu ne pouvais d’aucune façon introduire le débat dans le parti. Tu devais te conformer, tu devais t’adapter à la ligne unique et vraie. Dans ma carrière politique comme révolutionnaire, ce fut en fait ma plus grande capitulation, dont je suis profondément honteux. J’aurais dû avoir les “couilles” pour secouer l’arbre et je n’avais (pas) eu le courage pour le faire. J’ai relayé pendant plusieurs années ce genre de bêtises comme journaliste des pages internationales de l’hebdomadaire<sup>202</sup>. »

Cette *sinophilie* absolue de TPO-AMADA et du jeune PTB pose question. Elle s’exprime à plein à un moment où, paradoxalement, l’organisation n’a pas de rapports officiels avec le Parti communiste chinois. Le seul interlocuteur reconnu par le PCC est le Parti communiste marxiste-léniniste de Belgique. Pour ce qui a trait au PCMLB, TPO-AMADA oscille entre une politique d’appel à la coopération, notamment électorale<sup>203</sup>, et un positionnement de dénonciation d’une organisation vilipendée pour son révisionnisme, sinon même son anti-communisme<sup>204</sup>. Pourtant, les choses bougent dans les relations avec la Chine. En 1978, une première délégation officielle se rend dans le pays. Le moment n’est pas anodin. La bande des quatre a été défaite et est sous le coup d’un procès. Le régime se prépare à un tournant. Pour les autorités chinoises, il faut expliquer

202 Jan Buelinckx, *op. cit.*

203 Ainsi, à l’été 1976, TPO-AMADA propose au PCMLB « une unité d’action pour les élections du 10 octobre pour que nos deux organisations appellent les ouvriers à choisir le programme marxiste-léniniste contre le programme révisionniste ». TPO-AMADA, *Au comité central du PCMLB*, 8 août 1976. Fonds Van Den Berg, Centre d’étude Guerre et Société.

204 AMADA, *De anarcho-syndikaliestiese, anti-kommunistiese en Kontra-revolutionaire organisatie* : Clarte, n.d.

cette évolution et recevoir le soutien à l'orientation, qui ne serait somme toute qu'une fidélité correcte à Mao Tsé-toung. La première visite est celle du Mouvement marxiste-léniniste à l'invitation de l'Association du peuple chinois pour l'amitié avec l'étranger. Pendant un mois, une délégation conduite par Luk Vervae, Jean Pestieau et Boudewijn Deckers visite la Chine. Les rapports directs avec le Parti communiste chinois se concrétiseront peu après par une rencontre au « plus haut niveau ». Deckers et Vervae publieront un ouvrage laudatif à la suite de ce voyage. Ils y présentent de manière pédagogique, photos, dessins et nouvelle Constitution à l'appui, comment dans tous les secteurs de la vie politique, économique, culturelle ou encore éducative, la Chine est en marche. Comment aussi les « traîtres » de la bande des quatre ont été démasqués. Dans une usine sabotée par ladite bande, les ouvriers rassurent les visiteurs : « la révolution culturelle leur a appris à distinguer le vrai marxisme de la tromperie<sup>205</sup> ». En avril 1979, une délégation du comité central du PTB dirigée par Ludo Martens lui-même, et composée de Kris Merckx, Jo Cottonier et Herwig Lerouge, se rend à son tour à Pékin.

Ces deux rencontres interviennent cependant à un moment particulier de l'histoire du régime communiste chinois. Deng Xiaoping, un opposant à Mao, a la main. Et il n'est pas un chaud partisan des organisations marxistes-léninistes prochinoises marginales dans leurs États. Qui plus est, il engage une libéralisation économique du régime. Au PTB, certaines interrogations pointent. Quand l'annonce est faite de la réhabilitation de Liu Shaoqi, l'inquiétude s'exprime au détour d'un commentaire. « La question de savoir si, au sein de ce courant globalement correct pour éliminer tous les vestiges de la ligne ultra-gauche de Lin Biao et des quatre, qui avaient réussi à éliminer une bonne partie de l'appareil du parti

205 Boudewijn Deckers, Luk Vervae, *Demokratisch Socialisme in China, Samengesteld ingeleid door Boudewijn Deckers en Luk Vervae*, Berchem, EPO, 1978.

chinois sur base de fausse accusation, un courant n'est pas en train de se constituer qui pousse à des mesures unilatérales dans un sens opposé<sup>206</sup> », s'interroge Wim De Neuter.

La Chine n'est cependant pas la seule source d'inspiration des maoïstes belges. L'autre grand modèle est l'« héroïque Albanie », « phare du socialisme en Europe »<sup>207</sup>, alors dirigée par le Parti du travail sous la direction d'Enver Hoxha. Paradoxalement toujours, TPO-AMADA n'a jamais entretenu de « contacts officiels avec l'Albanie, même s'il l'a demandé<sup>208</sup> ». Il n'empêche, les textes de Hoxha sont recommandés et analysés dans les formations du parti. Bien plus, l'Albanie est le lieu de villégiature des militants de l'organisation.

L'investissement total dans la « lutte pour la paix » et dans le combat total contre le social-impérialisme conduit TPO-AMADA à faire, plus encore qu'à ses débuts, de la bataille contre le Parti communiste de Belgique un axe central. Non seulement, le PCB est une organisation réformiste et liquidationniste, mais il est surtout un relais fidèle des thèses soviétiques et, donc, la cinquième colonne de l'axe du mal, le social-impérialisme soviétique :

« Les dirigeants du faux PC sont des agents aux gages des capitalistes d'État russes. En service commandé de leurs maîtres, ils essaient de tromper les travailleurs au sujet des préparatifs de guerre de la Russie et de l'Amérique en hurlant en chœur pour « la paix, la détente et le désarmement »<sup>209</sup>. »

206 Wim De Neuter, « La réhabilitation de Liou Chao-Chi par le V<sup>e</sup> plenum du CC du PCC », *Tout le pouvoir aux ouvriers*, 11-12 mars 1980.

207 *Alle macht aan de arbeiders*, 1971, n° 11.

208 Cité par Robert Damien, *op. cit.*, p. 82.

209 *Tout le pouvoir aux ouvriers*, 23 janvier 1975.

Qu'importent les positions eurocommunistes des communistes belges, il ne s'agirait que de « démagogie et mensonges » pour mieux tromper l'opinion. Les partis communistes « ont le rôle de cinquième colonne du social-impérialisme russe<sup>210</sup> ». Aussi doivent-ils être l'objet d'une âpre et impitoyable lutte pour les « démasquer<sup>211</sup> ».

### *Un engagement de tous les instants*

Nous l'avons observé, depuis 1970, les militants de TPO-AMADA sont sur tous les fronts, social, politique, et dans le domaine des relations internationales. Il faut répondre présent partout et tout le temps. Il importe de vivre par et pour la cause, plus justement les causes, d'exister par le parti. Les militants – et c'est voulu – sont plongés dans le « monde marxiste-léniniste » et n'en sortent pas. La vie du membre est rythmée par une multitude de tâches.

Il y a d'abord le devoir de formation, énoncé comme fondamental dans l'histoire du parti, des origines à nos jours. La cellule se réunit chaque semaine et commente le contenu de *Pékin Information*. Mais la formation est bien plus large. Les membres doivent pénétrer les travaux essentiels pour trouver le chemin qui mène à la révolution socialiste. Plusieurs livres de Marx, Engels, Lénine, Staline, Mao et Hoxha sont au programme. Outre la formation, le travail structurel jalonne la semaine des membres : vendre l'hebdomadaire aux entreprises. Initialement intitulé *AMADA*, il se renomme *Concret* avant d'être baptisé *Solidaire*. Le travail de fond, c'est aussi accroître la conscience des travailleurs de leur « terrain » – entreprise, école, université, secteur non marchand – et apprendre par des enquêtes.

210 AMADA-TPO, *Programme pour la paix, l'indépendance nationale, la démocratie populaire et le socialisme*, 1976, p. 44.

211 « Le PCB et la lutte pour l'hégémonie soviétique », *Tout le pouvoir aux ouvriers*, 15 février 1978.

Enfin, il y a les multiples devoirs de présence dans les mouvements sociaux où le parti juge sa présence déterminante : les manifestations contre le social-impérialisme, les mouvements sociaux... Bref, les adhérents sont complètement inscrits dans l'action. Jour et nuit, pour le parti, le marxisme-léninisme et le socialisme. Ils doivent se dépouiller de toute attache au monde bourgeois. « Moi, je le vivais comme ça. J'ai vécu toutes ces années en essayant de réformer ma conception du monde. Je me disais : "Tu es encore une petite bourgeoise, très influencée par ton éducation et ta classe. Tu dois te changer. Tu dois te transformer" », avance France Blanmailland<sup>212</sup>. « Notre raisonnement était lié à la philosophie de la Longue Marche. On se durcissait en militant 24 heures sur 24. Il fallait s'entraîner en permanence pour être prêt pour le grand combat. Et je peux vous dire qu'il y a un aspect de vrai là-dedans, car nous étions des militants redoutables. Nous avons un système d'intervention et de réaction extrêmement fort. On ne se réveillait pas. Nous étions tout le temps éveillés », épingle Luk Vervae<sup>213</sup>. Un engagement total donc, sacrificiel. Sacré même, comme aux meilleures périodes de l'engagement communiste<sup>214</sup>. Tous les témoignages concordent. « On travaille au sein d'une organisation avec tous les règlements, avec une idéologie commune. On n'a presque plus de vie privée. On donne tout son argent [...], on étudie le journal d'AMADA de la première à la dernière page [...]. Idéologiquement, on est vraiment dans une dictature marxiste-léniniste [...]. On n'a plus de temps libre, on a du temps en fonction de la révolution et surtout du parti », témoigne Arnould Van Reussel<sup>215</sup>. « Ludo (Martens) a eu une attitude de vie

212 Entretien avec France Blanmailland, Bruxelles, 2 août 2012.

213 Entretien avec Luk Vervae, Bruxelles, 14 août 2012.

214 Stéphane Courtois, Marc Lazar, *Histoire du parti communiste français*, Paris, PUF, 1995, p. 106.

215 Cité par Julien Versteegh, *D'un mouvement étudiant à un parti. Alle macht aan de arbeiders, 1970-1979*, mémoire ULB, 1999-2000, p. 95.

monastique qu'il a projetée sur le reste du parti. On peut considérer qu'il y avait une glorification d'une vie monastique, même si c'était sous le couvert de vivre comme la classe ouvrière. Il y avait peut-être une confusion entre les deux.» Chacun devait s'aligner, nous a raconté un ancien journaliste de *Solidaire*. « À mes yeux, Ludo vivait cela d'une manière irraisonnable », précise-t-il.

Dans cet ensemble, la préparation « pratique » à la révolution est relativement mineure. À proprement parler, les adhérents ne reçoivent pas de formation *militaire*. Dans la deuxième moitié des années septante, des séances d'apprentissage à l'autodéfense seront néanmoins dispensées. Deux événements auraient conduit à cette pratique nouvelle. Le premier est un fait d'arme de TPO-AMADA<sup>216</sup> et, plus largement, de l'extrême gauche belge. Le 8 octobre 1975, une marche-événement des organisations d'extrême droite est mise en déroute à Louvain. La contre-manifestation a été préparée minutieusement et les organisations de la droite radicale n'ont pu atteindre leurs objectifs. Mais, dans les durs affrontements qui jalonnent cette journée, TPO-AMADA prend conscience des lacunes de certains militants dans le combat physique. La deuxième raison est presque évidente : il faut se préparer à la lutte contre l'invasion soviétique.

### ***Les dimensions réticulaires de TPO-AMADA***

Nous l'avons observé, les terrains d'action de TPO-AMADA sont multiples. L'organisation spécialise donc son inscription dans certains combats et quelques espaces en créant des organisations *ad hoc* focalisées sur certaines problématiques. Ce faisant, le futur PTB crée un réseau dans les domaines qu'il juge les plus importants eu égard à ses objectifs.

216 *Tout le pouvoir aux ouvriers*, 15 octobre 1975.

Le réseau comprend d'abord des organisations de jeunesse, une ressource extrêmement importante, dès lors que jeunes et étudiants sont souvent d'ardents militants et sont moins affectés que les adultes par les contraintes professionnelles et familiales. En la matière, deux organisations sont liées à TPO-AMADA. La première est le Marxistische Leninistische Beweging (MLB), organisation issue du SVB. Son pendant francophone est le Mouvement marxiste-léniniste (MML). Le MML-MLB est le vecteur d'action dans la communauté étudiante. Extrêmement importantes à l'Université catholique de Louvain, à l'Université de Gand et à la VUB au début de la décennie, l'implantation et la présence maoïstes reculent substantiellement au fil du temps. Dans le deuxième lustre des années septante, le MLB n'a plus qu'une influence limitée dans le monde universitaire néerlandophone.

Deux raisons expliquent cet état de fait. Il y a d'abord le fort recul de la fascination envers Mao et la Chine communiste. Le mouvement est global, mais particulièrement remarqué dans le monde universitaire. La réalité de la « révolution culturelle » est désormais mieux connue. La radicalité que charrie le maoïsme n'est plus au rendez-vous. La visite de Richard Nixon à Pékin en 1971, l'axe sino-américain dans les relations internationales et le renvoi aux calendes grecques de la lutte pour le socialisme ne peuvent que détourner une partie de la jeunesse exaltée. Qui plus est, l'exaltation n'est plus vraiment à la page. Le premier choc pétrolier frappe les imaginations. L'inflation se développe, et bientôt fleurit le terme de crise économique. Pour les jeunes universitaires, l'agenda se transforme.

Mais ces données n'expliquent pas tout. TPO-AMADA a lui-même mué. Édifiée dans le monde universitaire, l'organisation a fait de la pénétration de la classe ouvrière son principal cheval de bataille politique et organisationnel. Le monde universitaire est

moins déterminant. Et les étudiants du MLB sont d'ailleurs à l'action, bien plus souvent hors les murs de la Haute École et de l'Université que sur leur propre terrain. Dans le spectre francophone, l'implantation du Mouvement marxiste-léniniste sera complexe. À Bruxelles, Jan Fermon, étudiant à la VUB, couvrira longtemps la VUB et l'ULB faute de cadres à l'Université libre de Bruxelles. À l'UCL, l'installation fut de tous temps pénible, et le tableau n'est guère plus réjouissant à l'Université de Liège.

Le deuxième mouvement est la Kommunitische Jeugdbond (KJB). Établie en 1971, elle a pour vocation de pénétrer le monde des lycées, un secteur traditionnellement difficile. En Flandre et dans l'espace francophone, elle se renommera Rebelle.

Dans le domaine international, TPO-AMADA crée en 1974 la Ligue anti-impérialiste-Anti Imperialistische Bond (LAI-AIB), qui publie le magazine *Solidarité internationale*.

Sur les thématiques de la paix, l'organisation crée, le 18 octobre 1976, une association *ad hoc*, le Comité d'initiatives pour la défense de la paix en Europe-Initiatiefkomitee voor de vereniging van de Vrede in Europa (CIDePE-IKoVE), dont la coordination est assurée dans le spectre francophone par Jos Béni et dans l'espace néerlandophone par Wies Jaspers. En 1979, le CIDePE rejoindra la coupole des organisations promouvant la lutte pour la paix, le Comité national d'action pour la paix et le développement (CNAPD). LIKoVE fera de même auprès du Overleg Centrum voor de Vrede (OCV)<sup>217</sup>. Le CIDePE-IKoVE prend en charge la diffusion des positions chinoises en matière de politique de défense. Cela suppose au premier chef la dénonciation de l'URSS comme puissance la plus agressive. Après 1978, la communication s'affine

217 Jos Béni, « Le Comité d'initiatives pour la défense de la paix en Europe (CIDePE – IKoVE) – Historique », communication à la deuxième journée *Les mouvements de solidarité de la gauche en Belgique et à l'échelle internationale*, CARCOB, novembre 2008.

un peu dans la mesure où les deux superpuissances sont mises sur un pied d'égalité. Le travail mené a deux grandes facettes. La première est la production de plusieurs brochures fixées sur le danger soviétique pour la paix dans le monde. La deuxième est une activité dans les deux coupoles d'organisations actives dans le domaine de la paix et de la coopération, le CNAPD et l'OCV, pour infléchir les mots d'ordre des actions organisées dans un sens voulu par TPO-AMADA, c'est-à-dire escompté par le régime chinois. Le CIDePE sera dissout en 1984 et l'IKoVE en 1990.

Au début des années quatre-vingt, l'organisation ouvrira aussi le Centre international, installé dans son tout nouveau siège national, au cœur de Bruxelles.

En 1974, TPO-AMADA prend aussi la décision d'ouvrir une maison d'édition, Éducation prolétarienne-Proletarische Opvoeding (EPO), pilotée par Marie-Paule Doumen, Hugo Durieux, Dirk Cantillon et Peter Aerts<sup>218</sup>. En première étape, les ouvrages sont essentiellement rédigés à destination interne par des responsables du parti. Par la suite, EPO élargit sa politique éditoriale tant en termes de sujets traités que d'auteurs. Centrée au départ sur l'espace néerlandophone, EPO publie plus d'ouvrages en français dans les années quatre-vingt et au début des années nonante.

Dans la dimension réticulaire de TPO-AMADA, la réalisation la plus importante est sans aucun doute Médecine pour le peuple-Geneeskunde voor het volk (MPLP-GVHV). Dans le SVB, plusieurs étudiants poursuivaient des études de médecine. Au début des années septante, l'organisation a donc plusieurs jeunes médecins dans ses rangs. Ils ont déjà eu une action spécifique en soignant gratuitement des ouvriers et leurs familles lors

218 Ludo Simmons, *Het boek in Vlaanderen sinds 1800. Een cultuurgeschiedenis*, Louvain, Lannoo, 2013.

de grèves au long cours, comme les mines du Limbourg l'avaient expérimenté en 1970. Décision fut prise d'ouvrir une première maison médicale à proximité du monde ouvrier. La première est inaugurée à Hoboken. Aujourd'hui l'un des districts de la ville d'Anvers, Hoboken est alors une commune très ouvrière eu égard à la proximité des chantiers navals Cockerill Yards. Jan Saeys et Kris Merckx sont les deux médecins à l'œuvre. L'action de Médecine pour le peuple sera protéiforme. La première mission est de soigner dans une approche intégrée des patients aux revenus modestes. Moyennant un abonnement, les patients ne payent pas de ticket modérateur. Aujourd'hui, nombre de maisons médicales sans lien aucun avec Médecine pour le peuple travaillent dans cette perspective sur la base d'une convention avec les mutualités. Mais à l'époque, la démarche est nouvelle. Elle vaudra d'ailleurs aux médecins de MPLP d'Hoboken une plainte de leurs confrères pour concurrence déloyale. Un deuxième axe de travail a trait à la prévention. Celle-ci peut concerner la consommation alimentaire, mais la facette la plus importante est la prévention des risques sur les lieux de travail. Médecine pour le peuple sera à la pointe en la matière : ergonomie, contacts avec des produits dangereux, etc. Enfin, Médecine pour le peuple sera un des fers de lance de la lutte contre l'Ordre des médecins, corporation à l'époque particulièrement conservatrice sinon réactionnaire. Dès 1972, Michel Leyers et Kris Merckx sont condamnés en appel par une chambre du Conseil à « la suspension du droit d'exercer la médecine durant un délai de huit jours ». C'est le début d'un long conflit émaillé de multiples épisodes rocambolesques chaque fois que des huissiers se présenteront chez les médecins qui refusent de payer leur cotisation.

Par la suite, en partenariat avec la Ligue anti-impérialiste, l'organisation crée aussi une antenne « internationale », Médecine

pour le Tiers Monde. Plusieurs médecins de TPO-AMADA et du PTB se rendront dans les pays en développement, tantôt dans une perspective que l'on qualifiera d'« humanitaire », en particulier aux Philippines, tantôt dans un horizon beaucoup plus politique, aux côtés de certaines guérillas d'Amérique latine. Le docteur Michaël De Witte perdra d'ailleurs la vie en 1987 à San Salvador, où il travaillait avec sa compagne Karin Lievens aux côtés de la guérilla du Front Farabundo Marti pour la libération nationale (FMLN)<sup>219</sup>.

Outre les médecins, les juristes membres du parti jouent aussi un grand rôle et ont constitué depuis les débuts de l'organisation un réseau d'influence important. Initialement, les avocats sont extrêmement sollicités pour toutes les affaires judiciaires dans lesquelles le parti est impliqué. Celles-ci ne manquent pas. Luc Walleyne le rappelle : « Il y avait des tas de luttes autour du droit. Il y avait constamment les procès liés aux grèves, aux manifestations de paysans, de sans-papiers<sup>220</sup>... » De fait, nombre de militants sont arrêtés pendant les grèves et les mouvements sociaux. Ils sont régulièrement poursuivis par la justice. Depuis leur implication dans le mouvement des mines au Limbourg, les poursuites sont en effet régulières et certains des cadres toujours présents ont encouru des poursuites et des sanctions : Kris Hertogen, Kris Merckx, Jo Cottonier, Michel Mommenrency, Paul De Rammelaere... La participation aux grèves du port d'Anvers a aussi été durement sanctionnée pour certains d'entre eux. En deuxième instance, Vervaeke se voit infliger neuf mois de prison dont quatre fermes, Van Gassen, quatre mois dont trois fermes, Donkers, Van Doren et Larosse, trois mois dont deux fermes, Van

219 En 1989, les éditions EPO ont publié son journal : Michael De Witte, *Dagboek uit El Salvador*, Anvers, 1989. En parallèle sera établie une Fondation portant son nom : <http://www.michaeldewitte.be/>

220 Entretien avec Luc Walleyne, Bruxelles, 2 août 2012.

Gorps, trois mois dont un ferme, et De Boovere, quatre mois dont deux fermes<sup>221</sup>. Et d'autres sanctions suivront, à l'image de la condamnation de Bob Van der Kelen, Maggy Doumen, Lieve Gabriëls, Leen De Schepper, Michel Mommerency, Eddy Ceulemans, Ann Lenaerts et Eddy Maes en première instance à une peine de prison ferme pour faits de violence lors de la contre-manifestation à l'extrême droite à l'Université de Louvain en 1975<sup>222</sup>.

221 *Tout le pouvoir aux ouvriers*, 11 juin 1975.

222 *Ibid.*, 14 mai 1975.

## 8. Et le Parti du travail (PTB) advint

Pendant plus de huit ans, TPO-AMADA s'est présenté avec le sous-titre de « parti communiste en construction ». Défendant un tout autre point de vue que l'UC(ml)B, l'organisation, en particulier son président Ludo Martens, jugeait qu'avant d'édifier un parti communiste, des conditions devaient être remplies. Un apprentissage devait préalablement être accompli auprès de la classe ouvrière. En la matière, une double voie fut empruntée : des enquêtes auprès du monde ouvrier, par exemple par les étudiants durant leurs vacances, et une politique d'installation dans le monde du travail, une stratégie d'établi. Au début des années septante, plusieurs militants se feront embaucher. Certains, nous l'avons vu, accompliront cette démarche en déménageant vers la Wallonie. Dans ce parcours, beaucoup abandonnèrent, mais quelques militants passèrent toute leur vie professionnelle dans le monde ouvrier, à l'image d'Hubert Hedebouw ou de Paul De Rammelaere par exemple.

Ensuite, il importait de se « frotter » à la théorie marxiste-léniniste. La formation est appréhendée comme un axe central de

travail. Et les membres sont encouragés à apprendre et revoir régulièrement leurs classiques, à décortiquer *Pékin Information* et l'hebdomadaire du parti. Cette – longue – étape réalisée, l'organisation pouvait se transformer en parti. Le *bon* résultat électoral<sup>223</sup> recueilli en 1978 semble confirmer que l'heure est venue.

Par rapport à 1974, le scrutin de 1977 avait été très décevant. TPO-AMADA était en recul partout, spécifiquement à Anvers et dans le Limbourg où il avait enregistré un score d'estime. L'élection anticipée de 1978 corrige la donne. D'abord, la couverture du parti est meilleure. À la Chambre, le mouvement présente une liste dans tous les arrondissements flamands et, malgré ses maigres forces francophones, dans sept arrondissements wallons. À Anvers et dans le Limbourg, les maoïstes retrouvent quelques couleurs. Dans le canton d'Anvers notamment, TPO-AMADA décroche 3,5 %. Certes, les résultats en Wallonie sont insignifiants, mais pour l'organisation l'essentiel n'est pas là. Les cadres voient la progression, témoin selon eux d'une nouvelle influence.

#### Résultats de TPO-AMADA à la Chambre aux élections de 1977 et 1978

	1977			1978		
	Suffrages	%	Nombre de candidats	Suffrages	%	Nombre de candidats
Anvers	8 020	1,42	26	12 550	2,24	26
Turnhout	1 218	0,64	6	2 247	1,15	5
Malines	977	0,54	5	1 713	0,96	4
<b>Province d'Anvers</b>	<b>10 215</b>	<b>1,09</b>	<b>37</b>	<b>16 510</b>	<b>1,77</b>	<b>35</b>
Alost	211	0,13	2	990	0,61	3

223 Dans le numéro du 13 décembre 1978, *Tout le pouvoir aux ouvriers* titre : « TPO-AMADA en grand progrès partout ».

Audenarde				329	0,47	3
Gand-Eeklo	1 954	0,57	12	2 824	0,82	14
Saint-Nicolas	910	0,73	4	1 413	1,14	4
Termonde	479	0,44	3	805	0,74	5
<b>Province de Flandre orientale</b>	<b>3 554</b>	<b>0,44</b>	<b>21</b>	<b>6 361</b>	<b>0,79</b>	<b>29</b>
Ypres				437	0,73	1
Furnes-Dixmude-Ostende	372	0,28	2	782	0,59	3
Courtrai	629	0,39	5	1 839	1,13	6
Bruges	588	0,39	3	1 197	0,81	5
Roulers-Tielt	463	0,35	2	988	0,76	3
<b>Province de Flandre occidentale</b>	<b>2 052</b>	<b>0,32</b>	<b>12</b>	<b>5 243</b>	<b>0,83</b>	<b>18</b>
Hasselt	1 369	0,78	13	2 812	1,57	12
Tongres-Maaseik	997	0,55	6	1 595	0,87	6
<b>Province du Limbourg</b>	<b>2 366</b>	<b>0,66</b>	<b>19</b>	<b>4 407</b>	<b>1,21</b>	<b>18</b>
<b>Louvain</b>	<b>1 312</b>	<b>0,53</b>	<b>8</b>	<b>1 991</b>	<b>0,81</b>	<b>8</b>
<b>Bruxelles-Hal-Vilvorde</b>	<b>3 420</b>	<b>0,41</b>	<b>20</b>	<b>4 713</b>	<b>0,57</b>	<b>24</b>
<b>Nivelles</b>	<b>200</b>	<b>0,13</b>	<b>4</b>	<b>386</b>	<b>0,25</b>	<b>3</b>
Charleroi	764	0,33	8	1 252	0,56	8
Mons	250	0,18	2	427	0,32	2
Soignies				283	0,32	1
Thuin				215	0,29	2
Tournai-Ath-Mouscron						
<b>Province du Hainaut</b>	<b>1 014</b>	<b>0,15</b>	<b>14</b>	<b>2 177</b>	<b>0,32</b>	<b>16</b>
Namur						
Dinant-Philippeville						
<b>Province de Namur</b>						
Liège	766	0,23	9	920	0,28	14
Huy-Waremme						
Verviers				365	0,28	1
<b>Province de Liège</b>	<b>766</b>	<b>0,14</b>	<b>9</b>	<b>1 285</b>	<b>0,24</b>	<b>15</b>
Arlon-Marche-Bastogne				410	0,6	3
Neufchâteau-Virton						
<b>Province du Luxembourg</b>				<b>410</b>	<b>0,34</b>	<b>3</b>

En 1979 se tient donc le premier congrès. Officiellement, il se déroule en présence de 212 délégués. Longuement préparés, certains textes sont parfois discutés jusqu'au dernier moment. Rétrospectivement, le PTB soulignera la présence de Laurent-Désiré Kabila, le futur président de la République démocratique du Congo, aujourd'hui dirigée par son fils. La proximité de Kabila avec le maoïsme n'était pas nouvelle. En décembre 1964, il avait déjà accordé une interview à Arnold Houwaert pour le compte de *La voix du peuple*<sup>224</sup>. Leader du Parti de la révolution populaire (PRP) dans ce qui est encore le Zaïre, Laurent-Désiré Kabila prit la parole à ces assises. Il y prononce un discours consacré à l'histoire des relations entre la Belgique et le Congo. La relation qui s'établit entre Kabila et le PTB, et tout particulièrement Ludo Martens, est importante. Elle jouera un rôle ultérieur dans l'histoire du PTB et dans le parcours de Ludo Martens.

Les axes idéologiques du congrès ne sont pas particulièrement innovants. Sur les questions internationales, l'Union soviétique, « devenue le foyer de guerre le plus dangereux », est tant et plus décriée pour son agressivité et sa politique *sociale-impérialiste* à l'endroit des pays du Tiers Monde. La relation à l'autre est fondée sur « l'ingérence, les complots, les coups d'État et la domination militaire<sup>225</sup> ». Aussi la politique de défense nationale apparaît-elle toujours comme le cœur de l'action du parti. C'est que, en toutes circonstances, « pour développer les forces de la classe ouvrière et des masses populaires », le parti doit, dans chaque phase de la lutte, « déterminer l'ennemi principal et mener une politique de large front contre lui »<sup>226</sup>.

224 Alphonse Bonenfant, « L'évolution du grippisme en Belgique », *rapport pour la CCP*, janvier 1968, inédit in Milou Rikir, *Le PCB et la scission « grippiste » de 1963*, Bruxelles, Carcob, 2002, p. 18.

225 Parti du travail de Belgique, *Documents du congrès*, octobre 1979, p. 43.

226 *Ibid.*, p. 67.

Des nouveautés se donnent toutefois à voir dans les pratiques recommandées et la définition de quelques buts. Par ailleurs, pour la première fois, un programme est élaboré. Dans les relations sociales et le monde industriel, le PTB délaisse plus ouvertement sa posture antisyndicale liminaire. Des « points d'unité » avec les délégations syndicales ou certaines centrales seront explorés au maximum. Somme toute, seule la fraction « la plus droitière de la direction syndicale » serait directement de mêche avec la « bourgeoisie monopoliste »<sup>227</sup>. Pour ce qui a trait aux objectifs politiques, le PTB juge désormais déterminant de se concentrer sur la Wallonie, où le parti doit au plus tôt apparaître comme une « alternative politique » au parti socialiste et, plus encore, au parti communiste<sup>228</sup>. Endiguer autant que faire se peut l'influence du PC sera une tâche de tous les instants. Non seulement le parti communiste est une formation révisionniste et réformiste, trahissant les idéaux de la révolution, mais il est surtout le bras armé de l'URSS en Belgique.

En ce qui concerne le programme proprement dit, l'optique de base est très proche de ce que fait le PTB depuis 2008 : « laisser tomber toute une série de positions et de revendications » afin d'avoir un écho plus important dans le monde ouvrier, toujours marqué par l'économisme, mais aussi permettre et développer des plateformes unitaires sur certaines revendications<sup>229</sup>. Sous cet angle, le parti assumera le principe d'une double ligne, cœur de sa stratégie actuelle, *interne* et *externe* :

« Nous devons clairement distinguer ce qui doit être mis centralement dans le parti et ce qui doit l'être dans notre travail de masse vers l'extérieur.

227 *Ibid.*, p. 7.

228 *Ibid.*, p. 10.

229 *Ibid.*, p. 17-18.

[...] Ce n'est que par la souplesse tactique que nous pourrions faire gagner du champ à nos principes fondamentaux<sup>230</sup>. »

Bref, l'*extrémisme* doit être remis au placard. « Être raisonnable, réaliste, acceptable<sup>231</sup> » est le nouveau profil qu'assumera le militant. Tout ce qui ramène au « gauchisme » sera banni. Le programme minimum accompagne cette posture. Certes, aucune des revendications qu'il comporte « ne présuppose en elle-même le triomphe de la démocratie socialiste<sup>232</sup> ». Mais l'effort est inédit. Dans ce programme, le PTB se fait le chantre de la démocratie directe et promeut le référendum d'initiative populaire. La Belgique sera le pays le plus *libre* en instaurant une séparation complète de l'Église et de l'État, mais, plus encore, en supprimant toutes les lois et tous les règlements « qui entravent la liberté d'expression<sup>233</sup> ». La monarchie sera abolie au profit d'une république, où s'épanouiront trois régions, la Flandre, la Wallonie et Bruxelles<sup>234</sup>.

En matière économique et financière, le PTB aligne une série de propositions dans le domaine fiscal. Ainsi, le parti préconise la suppression de toute fiscalité indirecte et l'introduction d'un impôt sur les grandes fortunes. Celui-ci s'élèverait à 0,5 % sur les fortunes de 4 à 5 millions de francs belges (de 99 158 à 123 947 euros courants), 1 % pour la tranche de 5 à 6 millions (de 99 158 à 148 736 euros courants), 1,5 % pour celle entre 6 et 7 millions (de 148 736 à 173 525 euros), pour atteindre 5 % pour toute fortune égale ou supérieure à 13 millions (322 261

230 *Ibid.*, p. 27.

231 *Ibid.*, p. 31.

232 *Ibid.*, p. 83.

233 *Ibid.*, p. 94.

234 *Ibid.*, p. 96.

euros)<sup>235</sup>. En parallèle, le parti suggère un nouveau tableau de la progressivité de l'impôt.

*Tableau proposé de la progressivité de l'impôt*

	Imposition
Moins de 210 000 FB (5 206 euros)	0 %
210 000-250 000 FB (6 197 euros)	10 %
250 000-300 000 FB (7 437 euros)	20 %
300 000-350 000 FB (8 676 euros)	30 %
350 000-500 000 FB (12 395 euros)	40 %
500 000-700 000 FB (17 353 euros)	50 %
700 000-800 000 FB (19 831 euros)	60 %
800 000-1 000 000 FB (24 789 euros)	70 %
1 000 000-2 500 000 FB (61 973 euros)	80 %
Plus de 2 500 000 FB	90 %

FB : francs belges ; Euros courants

Dans le champ socio-économique, le PTB plaide pour la semaine de 36 heures avec maintien du salaire, accompagnée de 10 % d'embauche. Par ailleurs, le salaire minimum indexé s'élèverait à 22 500 francs (558 euros) et la pension légale à 17 500 francs au moins (434 euros). Plusieurs nationalisations seraient mises en œuvre, notamment dans le secteur de l'énergie, des banques et des institutions financières, et quelques entreprises monopolistiques<sup>236</sup>. Enfin, la lutte contre le social-impérialisme faisant loi, la Belgique élaborera « un système de défense solide et indépendant qui se base sur la mobilisation et l'organisation des masses populaires<sup>237</sup> ».

235 *Ibid.*, p. 105.

236 *Ibid.*, p. 121 et s.

237 *Ibid.*, p. 129.

La question du programme fut l'objet de très âpres débats, tant il est vrai qu'elle révèle des visions différentes sur l'essence du parti qui voit le jour. Pour d'aucuns, le programme est une nécessité. Il se déclinera comme un élément de légitimation du parti vers l'extérieur. Surtout, il rendra la jeune formation beaucoup plus crédible aux yeux des publics qu'elle souhaite atteindre, au premier chef desquels la classe ouvrière. Pour d'autres, en revanche, la confection d'un programme est le premier pas sur une pente qui mènera le nouveau parti à sombrer dans le réformisme. Le débat relatif aux nationalisations illustre les points de vue en confrontation. Pour les promoteurs du programme, des *nationalisations démocratiques* se justifient, même si « sous le capitalisme, une nationalisation de banques ou d'institutions financières peut se faire de telle façon qu'elle mène à un renforcement du pouvoir de l'oligarchie financière ». *A contrario*, les tenants de la deuxième position font valoir que c'est un fourvoiement d'imaginer de telles mesures dans une société qui n'est pas socialiste :

« On remarquera que la propagation d'illusions réformistes sur les nationalisations sous le capitalisme est étroitement liée à la production d'idées réformistes à propos de l'État et de la révolution. Les deux sont inséparables. Si on donne des illusions sur les nationalisations et vice-versa<sup>238</sup>. »

Sur le plan interne, le parti porté sur les fonts baptismaux revendique 46 permanents. Nombre d'entre eux ne sont engagés qu'à mi-temps, l'autre mi-temps étant *offert* au parti. Faute de rentrées importantes, le PTB est au plus juste pour équilibrer ses dépenses et ses recettes. Appel est ainsi fait pour qu'un maximum de

238 Robert Damien, *op. cit.*, p. 88.

membres, notamment les intellectuels, respectent les normes édictées. Les données financières font apparaître un budget de l'ordre de 11,6 millions de francs belges en 1979 (287 556 euros courants), dont 6,1 pour la rémunération des permanents. Les cotisations atteignent alors 6,6 millions de francs belges (163 609 euros).

L'appellation Parti du travail de Belgique-Partij van de arbeid van België (PvdA) est choisie dans une double perspective. La première vise à se démarquer d'intitulés d'autres formations politiques, par exemple le Parti communiste de Belgique (PCB-KPB) ou les dernières réminiscences du grippisme, notamment le Parti communiste marxiste-léniniste de Belgique (PCMLB). L'idée d'intégrer le qualificatif « communiste » dans la dénomination est ainsi délaissée. La deuxième est de faire écho à l'identité qu'endosse le parti, un rapport fondamental au stalinisme, au marxisme-léninisme et au maoïsme. Plusieurs formations maoïstes-marxistes-léninistes ont opté pour le nom Parti du travail, notamment deux formations au pouvoir : le Parti du travail de Corée (PTC) et le Parti du travail d'Albanie (PPSH). Certes, le risque est d'être assimilé à un parti travailliste. Le parti social-démocrate hollandais porte d'ailleurs le même nom (Partij van de arbeid, PVDA), mais le choix se fixe néanmoins sur cet intitulé, qui n'a pas changé depuis.

De l'avis de tous les protagonistes que nous avons pu interroger, une atmosphère d'ouverture relative prévaut alors dans le mouvement. Dans l'esprit de beaucoup d'anciens membres, ce congrès constitue le meilleur moment de l'histoire de TPO-AMADA et du PTB. La parole est relativement ouverte. Le congrès a été longuement préparé et les travaux se déroulent dans une phase de combat contre le sectarisme. « Pour moi, le point culminant fut le congrès de fondation en 1979. À ce moment, il y avait un débat politique. Il y avait l'ouverture. Les principales

conclusions étaient alors de faire disparaître le dogmatisme et le sectarisme. Il y avait une vie politique fascinante au sein du parti », souligne Wim De Neuter<sup>239</sup>.

Au début des années quatre-vingt, le PTB augmente son amplitude électorale. Aux élections législatives de 1981, il progresse par rapport au score considéré comme prometteur de 1978. Mais l'espoir de faire élire Kris Merckx à la Chambre n'est pas rencontré. Le nombre de suffrages enlevés dans la province anversoise voisine désormais 20 000, mais il reste insuffisant pour décrocher le sésame. En dehors de cette zone de force, le PTB-PVDA apparaît comme un acteur électoral toujours très modeste, voire insignifiant, en Wallonie. Il n'enlève, par exemple, que 0,2 % des voix dans les provinces du Hainaut et de Liège.

#### Résultats électoraux du PTB-PVDA aux élections législatives de 1981

	Suffrages	%	Nombre de candidats
Anvers	13 956	2,33	26
Turnhout	3 518	1,57	7
Malines	1 901	0,98	6
<b>Province d'Anvers</b>	<b>19 375</b>	<b>1,90</b>	<b>39</b>
Alost	679	0,38	3
Audenarde	211	0,28	4
Gand-Eeklo	3 025	0,82	13
Saint-Nicolas	1 698	1,24	4
Termonde	1 061	0,89	4
<b>Province de Flandre orientale</b>	<b>6 674</b>	<b>0,76</b>	<b>28</b>
Ypres	630	0,97	1

239 Jan Buelinckx, *Radicaal-links in België en de val van de Muur. Hoe overleefden de KP, de SAP en de PVDA de val van het 'reëel bestaande socialisme'?*, mémoire Université de Gand, 2001-2002.

Furnes-Dixmude-Ostende	1 338	0,92	2
Courtrai	1 716	0,97	7
Bruges	1 089	0,66	5
Roulers-Tielt	1 026	0,72	3
<b>Province de Flandre occidentale</b>	<b>5 799</b>	<b>0,84</b>	<b>18</b>
Hasselt	3 842	1,86	10
Tongres-Maaseik	2 942	1,39	7
<b>Province du Limbourg</b>	<b>6 784</b>	<b>1,62</b>	<b>17</b>
<b>Louvain</b>	<b>1 814</b>	<b>0,67</b>	<b>9</b>
<b>Bruxelles-Hal-Vilvorde</b>	<b>2 403</b>	<b>0,28</b>	<b>21</b>
<b>Nivelles</b>	<b>294</b>	<b>0,17</b>	<b>3</b>
Charleroi	837	0,35	10
Mons	201	0,14	3
Soignies	149	0,16	2
Thuin	121	0,15	2
Tournai-Ath-Mouscron			
<b>Province du Hainaut</b>	<b>1 308</b>	<b>0,15</b>	<b>17</b>
Namur			
Dinant-Philippeville			
<b>Province de Namur</b>			
Liège	896	0,26	12
Huy-Waremme			
Verviers	304	0,22	4
<b>Province de Liège</b>	<b>1 200</b>	<b>0,21</b>	<b>16</b>
Arlon-Marche-Bastogne	153	0,20	2
Neufchâteau-Virton			
<b>Province du Luxembourg</b>	<b>153</b>	<b>0,11</b>	<b>2</b>

Au scrutin communal de 1982, le PTB-PVDA élargit sa couverture par rapport à 1976. Le parti dépose une liste dans dix communes bruxelloises et quarante-six localités flamandes. En revanche, la pénétration reste très contenue en Wallonie. Le PTB ne s'y donne à voir que dans onze communes. Deux

grandes nouveautés marquent ce scrutin. La première est la conquête de deux sièges. Le premier l'est à Zelzate, une commune ouvrière de Flandre orientale, où l'organisation décroche 8 % des voix ; le second, à Genk, où le PTB atteint 5,1 % des suffrages. Dans ces deux espaces, le parti a ouvert une Maison médicale Médecine pour le peuple. *A contrario*, le parti déchanté à Anvers. Malgré un bon résultat – près de 9 000 suffrages –, le siège n'est pas conquis.

La seconde nouveauté est la présence de deux listes de Front. À Huy, le PTB présente un cartel électoral inédit avec le parti communiste. Dans le petit monde de la gauche radicale, l'événement n'est pas banal, tant il est vrai que les deux partis sont régulièrement à couteaux tirés. Au surplus, Huy est alors la ville de résidence du député communiste Daniel Fedrigo. Toutefois, c'est l'autre expérience qui fut le plus débattue en interne. À Schaerbeek, le PTB constitue une liste, Démocratie sans frontières, à partir du Front antiraciste de la commune. La section locale de Schaerbeek du PTB a joué un rôle majeur dans la naissance et le développement du Front antiraciste. La tête de liste, Chille Deman, est d'ailleurs un des responsables du parti dans la commune. Le Front antiraciste schaarbeekois se déploie en réaction aux initiatives du bourgmestre de la commune, Roger Nols. Après s'être fait connaître par l'ouverture de guichets unilingues séparés dans l'administration communale, Nols s'était engagé dans une voie xénophobe puis ouvertement raciste. Dans le combat antiraciste, Schaerbeek avait donc une haute valeur symbolique.

Pour autant, le débat interne fut complexe. Ludo Martens n'était pas un chaud partisan de la démarche. Après l'échec à décrocher un siège, il s'en prit vertement à cette « erreur ». Il est vrai que le PTB est alors traversé de soubresauts sur son destin, et l'exemple de Schaerbeek sera isolé comme l'anticipation d'une

position liquidatrice. Les trois cadres principaux de la commune – France Blanmailland, Chille Deman et Luc Walleyne – quitteront d'ailleurs le PTB. « Pendant des années, il y avait emphase entre ce que nous faisons dans les milieux juridiques et à Schaerbeek et la ligne du parti, qui était plutôt de droite. Quand le parti est arrivé à la conclusion que cette ligne-là pouvait mener à la liquidation, qu'il fallait reprendre les choses en mains et être plus strict sur les principes, moi j'ai décroché », note Luc Walleyne<sup>240</sup>.

#### Résultats du PTB aux élections communales d'octobre 1982

	Suffrages	%	Sièges		Suffrages	%	Sièges
Anderlecht	208	0,41		Gand	697	0,44	
Berchem Ste-Agathe	60	0,5		Waarschoot	50	0,94	
Bruxelles	118	0,18		Beveren	123	0,45	
Etterbeek	72	0,31		Saint-Nicolas	177	0,39	
Forest	58	0,22		Tamise	45	0,29	
Ixelles	85	0,22		Hamme	366	2,36	
Jette	94	0,37		Beringen	240	1,22	
Molenbeek	97	0,3		Diepenbeek	63	0,64	
Saint-Gilles	81	0,49		Genk	1 406	5,08	1
Schaerbeek	1 101	2,25		Hasselt	163	0,37	
Anvers	8 985	2,8		Heusden-Zolder	110	0,76	
Brasschaat	285	1,38		Houthalen-Helchteren	189	1,5	
Hemiksem	205	2,84		Lommel	724	4,55	
Mortsel	115	0,63		Maasmechelen	66	0,39	
Schoten	269	1,28		Grimbergen	182	0,84	
Lierre	81	0,37		Hal	165	0,75	
Malines	224	0,43		Leeuw-Saint-Pierre	160	0,85	
Geel	211	1,02		Machelen	233	3,01	
Mol	224	1,15		Steenokkerzeel	85	1,32	
Olen	55	0,88		Vilvorde	78	0,37	
Turnhout	223	0,9		Louvain	419	0,73	
Bruges	226	0,29		Tirlemont	156	0,67	

240 Entretien avec Luc Walleyne, Bruxelles, 2 août 2012.

Oostkamp	128	0,97		Ottignies-Louvain-la-Neuve	83	0,78	
Zedelgem	95	0,73		Tubize	64	0,59	
Courtrai	202	0,39		Charleroi	341	0,29	
Harelbeke	88	0,49		Fontaine-l'Évêque	108	1,2	
Menin	135	0,62		Mons	180	0,36	
Zwevegem	195	1,26		Quaregnon	171	1,63	
Roulers	306	0,88		Huy **	228	1,94	
Wervik	76	0,64		Flémalle	450	2,7	
Alost	107	0,2		Liège	277	0,23	
Denderleeuw	55	0,46		Seraing	256	0,75	
Zelzate	776	8,99	1	Aubange	52	0,61	
Evergem	98	0,5					

\* Liste d'alliance Démocratie sans frontières ; \*\* cartel PTB-PC

## 9. Feu le marxisme-léninisme en Europe ?

Si les termes d'*ouverture*, de *réel débat*, de *parole libérée*, de *rencontres chaleureuses* sont convoqués pour qualifier le premier congrès du PTB, c'est aussi en contraste avec la phase de fermeture du nouveau parti, qui l'affecte très peu de temps après.

Fin des années septante-début des années quatre-vingt, le monde des organisations marxistes-léninistes entre en pleine déliquescence et la plupart des organisations périssent. L'Organisation révolutionnaire des travailleurs-Parti du travail d'Espagne (ORT-PTE) disparaît en 1980, de même que le Parti communiste portugais (marxiste-léniniste) – PCP(ml). Aux États-Unis, le Parti communiste (marxiste-léniniste) – CP(ML) – fondé en 1977 sombre aussi. En France, le Parti communiste marxiste-léniniste et le Parti communiste révolutionnaire ne se présentent plus que comme des coquilles vides. Certes, ils n'ont jamais été de grandes organisations, mais ces formations ont perdu l'essentiel de leurs adhérents. D'autres partis sont affectés, à l'image du Kommunistische Bund Westdeutschlands (KBW) en Allemagne, du Parti communiste révolutionnaire de Grèce (EKKE) ou

encore du Parti communiste ouvrier du Canada (PCO), qui se dissout en 1983.

Dans les rangs du PTB, c'est toutefois le cas allemand qui frappe les imaginations. Le parti communiste allemand (KPD) a vu le jour en juillet 1970 et s'affiche comme un pur parti maoïste, supportant sans faille l'évolution du socialisme en Chine et la politique internationale définie par le PCC. Sa percée originelle fut réelle. Le parti se targue vite de 5 000 adhérents et d'autant de sympathisants. En 1974, il est considéré comme la formation maoïste la plus solide et la plus connue d'Europe<sup>241</sup>. Mais au milieu de la décennie, son influence décroît rapidement. Le nombre de ses délégués syndicaux recule, de même que le total de ses adhérents. La montée en puissance des mouvements alternatifs et de la politisation de la lutte pour la protection de l'environnement suscite des débats et un attrait de plus en plus manifeste. Au surplus, le parti n'est plus en mesure de faire face à sa dette colossale, évaluée à plusieurs dizaines de milliers de marks allemands. Aussi, début mars 1980, lors de son troisième congrès, 96 % des délégués décident l'autodissolution du parti. Vu sa renommée et son prestige dans la sphère des partis marxistes-léninistes, l'effondrement du parti communiste allemand crée un choc. Le PTB lui-même est confronté à une interrogation très profonde et à des mises en cause internes inédites.

### *Aux sources d'une introspection et d'une épuration*

Plusieurs données permettent d'approcher la crise existentielle des organisations se revendiquant du maoïsme. La plus évidente est d'abord les mutations du communisme et du régime chinois, et le

regard nouveau qui est porté sur Mao. Les groupements qui s'édifient au nom du maoïsme au début de la décennie septante sont inscrits dans une affirmation radicale et révolutionnaire. La révolution culturelle dégage toutes les propriétés associées à ces désirs, à cette volonté et à cette ambition de changer radicalement le monde. Le maoïsme exigeait de ses membres « une dévotion mystique, presque religieuse, et un engagement total, existentiel », souligne Christophe Bourseiller<sup>242</sup>. L'URSS apparaît au mieux nécosée, au pire contre-révolutionnaire. « La vision qu'on avait de l'Union soviétique était terriblement négative. J'avais été en Tchécoslovaquie, je n'avais pas envie de vivre dans un État pareil. Tandis que l'image – certes faussée, j'en conviens – qu'on avait de la Chine ou de la lutte révolutionnaire du peuple vietnamien, c'était autre chose ! », se remémore France Blanmailland<sup>243</sup>. Les partis communistes auraient intégré le *système* et n'incarneraient plus le changement, la transformation, voire l'ébranlement du monde. Or, la lutte doit être de tous les instants et sur tous les terrains, et l'introspection et l'autocritique, permanentes.

Dix ans plus tard, c'est pourtant un tout autre tableau qui se dresse. Les *révélations* sur la révolution culturelle gênent ou glacent certains militants et certaines organisations. Le procès de la bande des quatre en Chine est aussi, à sa manière, celui de Mao. Les grands alliés du marxisme-léninisme, la Chine et l'Albanie, ont rompu et s'invectivent. Et en Chine, Deng Xiaoping relance l'économie par une ouverture commerciale à l'international et par l'introduction du privé dans l'économie. Les combats tiers-mondistes ont été abandonnés au nom de la lutte contre le social-impérialisme. Bref, la Chine, que tant d'hommes et de femmes ont vénérée, est bien moins désirable. Certains combats sont remis en cause. Les révélations sur

<sup>241</sup> Robert J. Alexander, *Maoism in Developed World*, Praeger, Westport, 2001, p. 82.

<sup>242</sup> Christophe Bourseiller, *Les maoïstes. La folle histoire des gardes rouges français*, Paris, Plon, 2008, p. 19.

<sup>243</sup> Entretien avec France Blanmailland, Bruxelles, 2 août 2012.

le génocide perpétré par les Khmers rouges ébranlent certains militants qui les ont soutenus avec ferveur. « Par exemple, la chose que je me suis dite sur moi-même : le génocide au Cambodge qui a été accepté ! Comment peux-tu ne jamais poser une question là-dessus à l'intérieur d'une organisation comme le PTB ? », nous a confié un ancien dirigeant. Chille Deman corrobore :

« Le deuxième grand choc, c'était au niveau international. Je crois que c'est en 1979. Il y avait une conférence internationale de soutien aux Khmers rouges. D'abord à Paris, puis en Suède. J'ai été aux deux. Seul à Paris, avec Ludo Martens en Suède. Il y avait quelques représentants des Khmers rouges. Et droit dans les yeux, ils te disaient que tout ce qui était dit sur eux était des mensonges : il n'y avait pas eu beaucoup de morts, pas de séparation des familles, il n'y avait pas eu d'exode forcé... Moi, j'y croyais. C'était juste de la propagande impérialiste. C'était en novembre, je crois. Deux ou trois semaines plus tard, il y a eu une autocritique des Khmers rouges disant que toutes ces choses qu'ils avaient niées, cela avait été une erreur, mais que cela avait eu lieu. Franchement, je suis tombé du septième étage. Je me suis dit : "Cela fait des années que je raconte des choses que je n'ai pas pu vérifier." D'abord la Chine. J'ai fait des conférences comme si j'y avais vécu dix ans, en niant toutes les critiques et en prétendant que moi, je savais. Et pour les Khmers rouges, j'avais été dans un comité au moment de l'invasion vietnamienne avec le chanoine Houtart contre cette invasion<sup>244</sup>. »

244 Entretien avec Chille Deman, Bruxelles, 16 décembre 2013.

Une autre dimension est au cœur d'un débat important durant cette période : le rôle central prêté à la classe ouvrière dans l'avènement du socialisme. La deuxième moitié des années septante et la décennie quatre-vingt sont une phase de changement majeur en la matière. Plusieurs mutations modifient la perspective. Le poids socio-démographique de la classe ouvrière décline. La crise économique qui touche la Belgique et l'Europe frappe durement le paysage industriel. En quelques années, le taux de chômage s'accroît brusquement. Les pays européens passent d'un chômage résiduel à un chômage structurel. Désormais de 8 à 12 % de la population active sont demandeurs d'emploi. Pour le monde ouvrier, le problème est plus saillant encore. Comme d'autres pays européens, la Belgique entame un lent processus de désindustrialisation. La réduction forte des frais de transport, singulièrement par voie maritime, génère un déplacement de la production vers des pays du Sud-Est asiatique : les « dragons » – la Corée du Sud, Hong-Kong, Singapour et Taïwan –, puis les « tigres » – l'Indonésie, la Malaisie, les Philippines et la Thaïlande et, plus tard, la Chine, le Vietnam, le Bangladesh et l'Inde. D'importants pans de l'industrie s'écroulent, à l'image du secteur textile. En parallèle, une deuxième secousse frappe le monde ouvrier belge et européen, le déclassement socio-politique. Pendant longtemps, la classe ouvrière a été mythifiée. Elle était « la » classe porteuse de toutes les vertus, de tous les espoirs, de toutes les envies, celle qui « changerait le monde ». Appartenir à la classe ouvrière était un bonheur, et la servir, un honneur. Certes, nombre d'ouvriers souhaitaient, eux, que leurs enfants échappent à leur condition dure et impitoyable, et nombre de militants refusèrent de *s'établir* ou abandonnèrent très vite. Qu'importe, la classe ouvrière était portée au pinacle, fière et respectée. Cette représentation s'est érodée au point de progressive-

ment s'inverser. Le monde ouvrier perd non seulement son aura, mais se voit de plus en plus assorti de qualificatifs stigmatisants. On l'aura compris, dans le propos prométhéen de la révolution socialiste menée par la classe ouvrière sous l'autorité du parti d'avant-garde, un ressort s'est cassé.

Dans cette étape, un auteur et un livre servent de cristallisation, André Gorz et son ouvrage *Adieux au prolétariat*. Gorz est un auteur proluxe et, alors, très influent. Dans son opuscule, il s'épanche longuement sur une mutation majeure à ses yeux, le déclin, voire la disparition d'un type de « monde ouvrier », d'une catégorie de prolétaires : les travailleurs aux plus faibles compétences. Dans une large mesure, ceux-ci sont remplacés par des machines et des processus automatisés. Le temps des bataillons ouvriers dans les grandes usines s'estompe.

Indépendamment de cette observation, Gorz conteste l'affectation révolutionnaire à la classe ouvrière dans le chef du marxisme et, plus encore, son exclusivité. Ce faisant, il attaque durement les prémisses des organisations d'extrême gauche :

« Pour les jeunes militants révolutionnaires de l'avant et l'après-mai 1968, comme pour Marx, on ne milite pas dans le mouvement révolutionnaire et on ne s'établit pas en usine "parce que" le prolétariat agit, pense et sent de manière révolutionnaire, mais parce qu'il "est" révolutionnaire par destination, ce qui veut dire : il "doit" être, il "doit devenir ce qu'il est"<sup>245</sup>. »

Or, rien ne l'établirait. Pour Gorz, cela s'assimile à du *wish-full thinking* et du catéchisme :

245 André Gorz, *Adieux au prolétariat. Au-delà du socialisme*, Paris Galilée, 1983, p. 24.

« Le seul fondement que ses différents défenseurs vous offriront, c'est l'œuvre de Marx et la parole de Lénine ; c'est-à-dire l'autorité des fondateurs. La philosophie du prolétariat est religieuse. Elle ne retient du réel que les signes qui la confortent : "Étant donné que le prolétariat est et doit être révolutionnaire, voyons les raisons sur lesquelles s'appuie et les obstacles sur lesquels se casse sa volonté révolutionnaire"<sup>246</sup>. »

Le propos de Gorz renvoie à un autre aspect de la crise des organisations marxistes-léninistes et du PTB : la montée en puissance de la thématique environnementale et participative. Dans la décennie septante, les questions relatives à l'écologie se politisent et prennent de plus en plus d'importance. La problématique des pollutions, le choix du nucléaire civil pour produire de l'électricité, les deux chocs pétroliers ou encore la première grande conférence de l'ONU sur ces matières ont clairement mis à l'agenda ces thématiques. Ces sujets sont désormais portés par des mouvements sociaux et des protopartis qui deviennent des formations politiques à part entière dans les années quatre-vingt. Pour nombre de militants, c'est une découverte. Marx, Engels, Lénine, Staline ou encore Mao n'ont pas traité de cet aspect des choses. Et il est complètement ignoré des actions du parti. L'interrogation sur le projet socialiste est parfois parallèle à une considération et un intérêt nouveaux sur ces thématiques. En Belgique, plusieurs adhérents du PTB rejoindront d'ailleurs les rangs d'Ecolo ou d'Agalev.

Enfin, ces interrogations, ces questionnements, ces introspections s'opèrent aussi dans un contexte que Ronald Inglehart

246 *Ibid.*, p. 25.

qualifia de « révolution silencieuse<sup>247</sup> ». La révolution silencieuse fait écho à des transformations systémiques. La première est une prise de recul par rapport aux questions socio-économiques et une forme de recentrage sur des objets ne ressortissant pas à la vie économique et sociale. À l'intérêt pour les valeurs matérialistes s'ajouterait, voire se substituerait une approche plus empreinte de post-matérialisme. La révolution éducationnelle est aussi cruciale. Elle accompagne et approfondit un processus d'individualisation des comportements. En effet, l'accès plus important qu'auparavant aux études supérieures conduit à la mise en cause de pratiques « d'inconditionnalité ». La demande de prise de parole, de délibération, de participation au processus décisionnel s'accroît. Les mouvements politiques et sociaux n'échappent pas à ces revendications nouvelles. Nous le verrons, le PTB, où l'individualisme méthodologique est catégoriquement rejeté, est confronté à des exigences de ce type.

### *États d'âme et crise au PTB*

La crise qui affecte les mouvements marxistes-léninistes intervient dans cet ensemble d'éléments nouveaux. Au sein du PTB et de sa couronne réticulaire, des cadres intermédiaires prônent des changements, sinon plus. « À la rédaction du journal, certains membres de la cellule voulaient transformer l'hebdomadaire du parti en un hebdomadaire indépendant du PTB, hebdomadaire qui selon eux pourrait, grâce à son caractère indépendant, véhiculer beaucoup plus facilement les luttes et les idées progressistes dans la population belge. D'autres camarades, cadres de la Ligue anti-impérialiste (LAI), voulaient en faire une organi-

<sup>247</sup> Ronald Inglehart, *The Silent Revolution: changing values and political styles among Western publics*, Princeton, Princeton University Press, 1977.

sation indépendante du parti<sup>248</sup> », se remémore Luk Vervaeet. *Concret*, qui devient *Solidaire*, ne doit-il rester que l'hebdomadaire du Parti du travail ? Ne pourrait-on l'élargir et en faire une publication intégrant d'autres sensibilités de la gauche radicale, voire des milieux progressistes, plutôt proches du parti socialiste ou d'Ecolo ? Est-il encore besoin que le PTB agisse dans ces combats humanitaires et politiques tiers-mondistes dans une organisation confinée au seul parti ?

Le ver est dans le fruit. Bien plus d'ailleurs, un nombre appréciable d'adhérents ou de cadres présentent tout simplement leur démission ou s'en vont sur la pointe des pieds. Le PTB ne leur apparaît plus porteur d'avenir et de progrès. Pour certains, les brusques tournants, les « rectifications » répétées, les pratiques de catéchisme n'ont tout simplement plus de sens. Un des cadres démissionnaires s'en explique auprès du parti. Il ne peut et ne veut plus accepter le fonctionnement du parti, son idéologie et son suivisme *sacrés* :

« Je voudrais par la présente donner ma démission du PTB [...]. Pour moi, le communisme est un ensemble de structures économiques, politiques, sociales et éthiques dont le but est de mettre fin à l'exploitation économique des travailleurs [...], mettre fin à l'oppression politique en supprimant l'appareil d'État, supprimer l'aliénation de l'être humain en lui offrant la possibilité de développer au maximum toutes ses capacités, de développer sa personnalité, bref, de s'émanciper complètement. C'est d'ailleurs à partir de ces idéaux que je suis passé des mouvements féministes au parti. [...] Or, j'estime

<sup>248</sup> Robert Damien, *op. cit.*, p. 109.

que le parti ne répond en rien à ces différents critères : d'une part, il nie toutes ses aspirations fondamentales (cf. son attitude vis-à-vis du féminisme, son mépris souverain pour la lutte contre l'aliénation de l'individu, produit selon [lui] de la société décadente occidentale, sa méconnaissance totale du problème du dépérissement de l'État après la révolution et sa conception de la démocratie...), d'autre part, de par les revendications qu'il pose, il ne peut que nous promettre une société de type soviétique [...]. Au lieu de tirer les leçons de l'éclatement des autres groupes ML (marxistes-léninistes) européens (à savoir essentiellement qu'ils n'ont pas su répondre de manière satisfaisante aux grands problèmes qui se posent actuellement), le parti nie qu'il y ait les moindres problèmes, du moins sur certains thèmes tabous [...]. Au nom de sacro-saints principes immuables, on passe à côté de cette force du marxisme, de cette méthode critique qui permet de s'adapter aux nouvelles réalités. Au lieu de "douter de tout" (je rappelle que c'est la définition de Marx lui-même sur le marxisme), on prétend que ce n'est que dans la tête de quelques intellectuels petits-bourgeois [...] que les problèmes existent<sup>249</sup>. »

Ces propos sont durement réfutés par la direction du parti. De telles déclarations ne seraient jamais que des bavardages de « petits-bourgeois ». Oui, le centralisme démocratique est la démarche qui s'impose pour mettre en œuvre « la ligne de masse » et le « matérialisme démocratique ». Les cadres dirigeants ont

249 *Ibid.*, p. 111.

l'expérience et la formation marxistes-léninistes pour mener à bien le parti et la révolution. Nul besoin de démarche participative *flatteuse* :

« De façon démagogique, on flatte les nouveaux membres ou les instables afin de les monter contre les conceptions du parti. Notre expérience de 10 à 15 ans montre que globalement les révolutionnaires les plus compétents et les plus fermes se trouvaient dans la direction. La pratique fait apparaître que les idées marxistes-léninistes et révolutionnaires étaient ancrées plus solidement chez les cadres<sup>250</sup>. »

Pourtant, l'engagement total, la subordination éternelle au parti, le refus de l'*autonomie* ne sont plus acceptés par certains. Ils en contestent d'ailleurs le bien-fondé sous l'angle militant et idéologique :

« L'idéologie stalinienne nie l'émancipation individuelle qu'elle considère comme petite-bourgeoise. Les objectifs de l'émancipation sont impossibles à réaliser si on ne cherche pas à développer au maximum l'autonomie individuelle et l'autonomie des unités collectives de la société<sup>251</sup>. »

Plus généralement, un double problème se pose. Le premier, nous l'avons mis en évidence, est d'ordre idéologique. Le marxisme-léninisme et le maoïsme n'ont plus du tout la même

250 PTB, *Le centralisme démocratique*, 1983, p. 8.

251 Cité par Ludo Martens dans « Rapport et synthèse des amendements et des discussions », Parti du travail de Belgique, *Deuxième congrès, mars-avril 1983, Le courant liquidationniste au sein du mouvement marxiste-léniniste*, p. 42.

aura qu'au début de la décennie septante. Il en va de même pour la Chine et la figure de Mao. Dans la préparation du deuxième congrès du Parti du travail, Ludo Martens se doit de l'aborder sans pour autant juger erronées les prises de positions antérieures :

« En Chine même, de grands changements ont été opérés : une série de thèses fondamentales de la révolution culturelle (1966-1976) ont été critiquées. Beaucoup de marxistes-léninistes ont défendu aveuglément la révolution culturelle en 1966-1969 et ceci était normal au début du mouvement marxiste-léniniste<sup>252</sup>. »

Le deuxième est qu'une bonne partie des militants toujours présents des deux premières générations amadistes est épuisée. Mentalement et physiquement. Le militantisme de tous les instants est accepté, quand la cause est considérée comme légitime et juste et lorsqu'il est possible matériellement. Il pose peu de problèmes à des jeunes au début de la vingtaine. Mais à l'horizon de la trentaine, nombre de questions se posent : l'avenir, la stabilité, le couple, la famille et... la cause. « Pendant dix ans, on a pu avoir l'illusion que l'histoire était en marche. D'ailleurs, une des raisons pour lesquelles j'ai quitté le parti, c'est que je me suis rendu compte que cela n'avait jamais marché. Je m'en étais déjà rendu compte avant, mais cela me paraissait utile de poursuivre, car le travail pratique était utile et la structure aussi », se souvient Luc Walley. Et la pression sociale du groupe est énorme. Financièrement les militants sont à la corde. « Je ne veux plus ces

252 Ludo Martens, « Rapport et synthèse des amendements et des discussions », *loc. cit.*, p. 16.

tracas financiers interminables. » « Je veux maintenant une vie un peu tranquille. » « Ça fait dix ans qu'on fait des sacrifices. » Autant d'extraits qui en disent long sur un état d'esprit chez certains militants de la première heure<sup>253</sup>. « Je me souviens qu'au début, on vendait nos disques pour pouvoir manger ! », rappelle Luk Vervaeke<sup>254</sup>. « C'était à la lisière de la pauvreté. Je vivais avec trois fois rien. Dans le peu qu'on avait, il fallait encore donner les cotisations », se souvient Grace Winter<sup>255</sup>.

Les pertes militantes qu'encourt le PTB lors de cette crise sont notables. Elles interviennent au premier chef à Anvers et à Bruxelles. Dans ces deux espaces, le Parti du travail aurait perdu pas moins de soixante militants, dont plusieurs dirigeants de cellules ouvrières importantes, comme à General Motors, dans le secteur de la chimie ou à Doel<sup>256</sup>. La séquelle est aussi financière. En 1982, le parti doit confesser que les rentrées dues aux cotisations sont inférieures de 25 % à celles de 1981<sup>257</sup>. Le tocsin est sonné. Tout un chacun est appelé à une plus grande « responsabilisation politique », donc financière. Tous les cadres intermédiaires au moins doivent respecter les « normes » du parti. Pour 1982, celles-ci s'établissent comme suit : 16 500 francs belges (409 euros courants) pour une personne seule, 13 500 francs (335 euros) par cohabitant (ou 27 000 francs par couple – 670 euros). Un complément est octroyé pour un enfant de 3 ans : 2 300 francs (57 euros), de 6 ans : 2 900 francs (72 euros), de 12 ans : 3 500 francs (87 euros), de 16 ans : 4 500 francs (112 euros) et de plus de 16 ans : 5 500 francs (136 euros). De même, 3 500 francs (87 euros) pour les frais d'entretien de voi-

253 PTB, *Les finances du PTB*, 1982, p. 36.

254 Entretien avec Luk Vervaeke, Bruxelles, 14 août 2012.

255 Entretien avec Grace Winter, Bruxelles, 4 janvier 2013.

256 Robert Damien, *op. cit.*, p. 117.

257 PTB, *Les finances du PTB*, 1982, p. 5.

ture sont prévus et tout ce qui excède 1 000 francs (25 euros) pour les frais de crèche. Une somme de 2 500 francs (62 euros) est prévue aussi pour l'épargne<sup>258</sup>. Par ailleurs, dans les circonstances d'héritage, d'avances sur héritage, de dons importants, le cadre « complète sa réserve jusqu'à un montant équivalent à un revenu annuel ». Le solde est donné au parti. En la matière, le rappel est pressant et s'articule à un référentiel idéologique implacable :

« Les héritages sont des revenus pour lesquels on n'a pas travaillé soi-même. Les héritages, surtout les grands, sont souvent de la plus-value arrachée à la classe ouvrière. En tant que communistes, nous partons du principe que chacun doit travailler pour son revenu : l'argent qui n'est pas gagné par son propre travail va au parti<sup>259</sup>. »

Ajoutons que toute maison héritée est donnée au parti. Les cadres qui ont caché leur héritage pour acheter une maison ont donc commis une « infraction grave à l'esprit du parti et à la discipline<sup>260</sup> ». L'achat d'une maison est d'ailleurs totalement prohibé<sup>261</sup>. Pour une raison somme toute bancale : le militant, totalement disponible, peut être transféré à tout moment dans un autre espace pour une action ou une implantation du parti. Tout cadre qui dérogerait à cette règle serait d'ailleurs immédiatement démis de ses fonctions<sup>262</sup>. Un ancien permanent nous confirme :

258 *Ibid.*, p. 23.

259 *Ibid.*, p. 28-29.

260 *Ibid.*, p. 30.

261 *Ibid.*, p. 42.

262 *Ibid.*, p. 45.

« Tu ne pouvais pas acheter une maison ou quelque chose comme ça. Tu ne pouvais pas être dépendant financièrement, car si le parti décidait que tu devais demain aller à Huy, eh bien ! tu allais à Huy. Donc, surtout aucun lien avec une maison. Il y avait une chape gigantesque. Tu n'avais pas de vie privée. C'était impossible. »

Face à cet effondrement des organisations marxistes-léninistes en Europe, aux mouvements centrifuges dans le parti ou aux départs, un choix est opéré : être plus pur que jamais. Ludo Martens reprend les affaires d'une main de fer. À ses yeux et à ceux de la direction, le marxisme-léninisme est à n'en pas douter l'avenir de l'humanité. Mais les forces hostiles et démoralisatrices sont partout, y compris dans le PTB même. Il convient dès lors que le parti s'épure et sorte le « courant liquidateur ». À la phase d'ouverture du premier congrès succède, sans transition, un profond repli sur soi pour « sauver » le parti. Les fautes du KPD sont décryptées. Le parti communiste allemand n'aurait pas analysé la réalité contemporaine et, surtout, se serait abstenu d'aller aux masses. Or le travail dans les entreprises est le b.a.-ba et le fondement de toute organisation marxiste-léniniste<sup>263</sup>. Le KPD se serait laissé pénétrer par des « éléments bourgeois et petits-bourgeois », en appelant au débat ou à la délibération. Mais ceux-ci ne sont envisageables que moyennant une purge ferme :

« L'expérience de l'effondrement du KPD doit nous apprendre à en finir une fois pour toutes avec la naïveté politique en ce qui concerne la lutte entre

263 PTB, « La dégénérescence du KPD. Analyses et leçons », *Bulletin théorique*, novembre-décembre 1981, p. 40.

les deux lignes du parti. [...] À l'intérieur du parti révolutionnaire, il peut et il doit y avoir une discussion et une lutte politique, mais il ne peut et il ne doit pas y avoir aucune liberté pour ceux qui veulent liquider le parti et la révolution<sup>264</sup>. »

Pour le PTB, l'avertissement et le message sont limpides. Des erreurs doivent être évitées. Malgré les conditions draconiennes établies pour l'adhésion, des citoyens ont pu rejoindre le parti dans les années septante, alors même qu'ils « ne répondaient pas du tout aux critères d'adhésion<sup>265</sup> ». Ces *liquidateurs* ont accompli un travail de sape, mettant en cause l'existence même du mouvement. Que leur est-il exactement reproché ? De façon implicite ou explicite, les récriminations portent sur leur promotion d'une ligne « anti-parti » et « anti marxiste-léniniste ». Nous l'avons noté, cela concerne d'abord la *périphérie* du PTB. Au sein de la Ligue anti-impérialiste, plusieurs responsables ont proposé un processus d'autonomisation de l'organisation à l'endroit du PTB, mais aussi la possibilité de pouvoir évoquer librement le cas chinois, dont « l'exemplarité » pour le Tiers Monde est questionnée.

Il est exact que l'autonomie est valorisée par les *liquidateurs*. C'est une autre version, une autre grammaire du socialisme qu'ils ont soumises à la réflexion et à l'action. Elles sont inspirées des travaux d'André Gorz, mais aussi des textes d'Ivan Illich, très influent, dans la décennie septante. Le modèle de socialisme ne peut pas être celui qui a prévalu en Union soviétique jusqu'en 1953, pas plus que celui de la Chine, pour ne rien dire des

264 *Ibid.*, p. 20.

265 Ludo Martens, « Rapport et synthèse des amendements et des discussions », Parti du travail de Belgique, *Deuxième congrès, mars-avril 1983, Le courant liquidationniste au sein du mouvement marxiste-léniniste*, p. 37.

Khmers rouges, idolâtrés par le PTB. L'heure est à la modernisation de la morale dans une Europe post-industrielle :

« Sous le socialisme post-industriel se développeront une nouvelle morale, de nouveaux modes de vie, de nouvelles formes de famille, de vie en collectivité. Cette nouvelle idéologie est déjà en train de se frayer son chemin, de façon diffuse et spontanée. Elle s'exprime dans le féminisme, l'écologie et toutes sortes d'expériences "alternatives"<sup>266</sup>. »

Pour Ludo Martens au contraire, Gorz ne renvoie jamais qu'aux errements « spontanéistes », ignorant la théorie léniniste relative à la « nécessité d'une avant-garde organisée et formée »<sup>267</sup>. « Plusieurs conceptions de "courant KPD" signifient un retour aux vieilles positions spontanéistes. Le rejet du concept de parti d'avant-garde, la glorification des "nouveaux" mouvements et formes de lutte, la révérence devant tout ce qui émerge spontanément des masses. [...] Ce spontanéisme conduit aux mêmes positions sur le socialisme et le passage au socialisme que celles qui caractérisent le réformisme. »

Plus globalement, il ne s'agirait là que de sornettes anticommunistes. Comment trahir à ce point le socialisme scientifique de Marx et Engels ? Ces derniers auraient, une fois pour toutes, établi qu'un seul clivage traverse la société, celui qui oppose les détenteurs de moyens de production et d'échange d'une part, et ceux qui vendent leur force de travail de l'autre ? C'est l'unique clivage. Et seule la classe ouvrière est à même d'être la classe porteuse de l'avenir socialiste de la société :

266 *Ibid.*

267 PTB, *Conception du parti, mars-avril 1983, Deuxième congrès*, p. 6.

« Le pessimisme bourgeois. La position de classe de la bourgeoisie s'exprime dans la formule suivante : optimisme quant à la longévité de l'ordre capitaliste, pessimisme quant aux possibilités de la classe ouvrière de réaliser un autre système social. Des révolutionnaires fatigués ne "croient" plus dans la classe ouvrière et en la révolution ; parce que la cause du prolétariat ne progresse pas assez rapidement, on décide de passer dans le camp de la bourgeoisie ou de la petite-bourgeoise. Le pessimisme bourgeois (peu de réussites, peu de progrès) est un tremplin direct pour le passage à la social-démocratie. Notre point de vue dans cette question comporte trois aspects. Premièrement, on doit se placer au point de vue de la révolution prolétarienne mondiale : il s'agit d'un processus historique qui englobe le monde entier, il connaît périodiquement et localement des défaites et des reculs, mais il domine le monde actuel de façon irréversible. On doit se poser la question si la situation objective en Europe permet un développement plus rapide des forces révolutionnaires que ce n'est le cas. La question "qu'avons-nous atteint ?" est dominée par la question "que peut-on atteindre, en tant que révolutionnaires, dans la situation actuelle ?"<sup>268</sup>. »

Le deuxième congrès du PTB, qui se déroule en 1983, se tient donc dans une tout autre atmosphère qu'en 1979. Point de longs débats, le temps est venu de se replonger dans la *morale*

268 Ludo Martens, « Rapport et synthèse des amendements et des discussions », Parti du travail de Belgique, *Deuxième congrès, mars-avril 1983, Le courant liquidationniste au sein du mouvement marxiste-léniniste*, p. 60.

*révolutionnaire*. Les attaques contre les tenants de l'*École de Francfort* ou certains combats forts des années septante fusent. « Certains font dans l'écologie ou le féminisme avec l'arrière-pensée qu'"aucun changement fondamental" n'est à attendre de la classe ouvrière en ce moment, "que les jeunes et les intellectuels forment actuellement la nouvelle classe révolutionnaire", etc. Tous les thèmes propagés par Marcuse et à la mode en 68 », raille le parti<sup>269</sup>. Face au relâchement qui s'est propagé, à la motivation qui s'érode, au découragement qui s'étend, un rappel simple et une idée fondamentale sont mis en exergue : un travail révolutionnaire est une tâche de tous les instants, un labeur de longue haleine, un don de soi absolu pour le socialisme. Seule cette approche permet de qualifier un militant de « communiste », un *vrai* communiste :

« Se préparer à l'héroïsme révolutionnaire est une tâche essentielle pour tous ceux qui veulent devenir communistes, elle est indispensable pour distinguer la révolution du réformisme<sup>270</sup>. »

L'engagement sera total. Il n'y a pas d'alternative, pas de chemins escarpés, pas de voie intermédiaire. Être communiste, c'est aller dans le sens de l'histoire, celui du cheminement révolutionnaire. Chacun doit choisir. Il est aux côtés du prolétariat dans le parti d'avant-garde ou il rejoint le camp de ses exploités. Il n'est donc point de salut en dehors d'une posture missionnaire. Le mot est occasionnellement utilisé à l'endroit du militantisme d'AMADA ou du PTB. « Ils me font penser à des missionnaires », jugeait un

269 PTB, *Conception du parti, mars-avril 1983, Deuxième congrès*, p. 26.

270 Parti du travail de Belgique, *2<sup>e</sup> congrès, mars-avril 1983, La morale révolutionnaire, rapport et synthèse des amendements et des discussions*, p. 9.

docker lors de la grève en 1974<sup>271</sup>, des missionnaires comparables à des « prêtres-ouvriers »<sup>272</sup>. « Il ne faut pas exclure le côté missionnaire humble dans le chef d'AMADA », pointe France Blanmailland<sup>273</sup>. Analysant les mouvements englobants, Jacques Ion met aussi en évidence cette dimension : « Le militant, concrètement, reproduit la figure du prêtre entièrement “pris” par son engagement<sup>274</sup>. » Pour Irène Pereira, « le christianisme et le “militantisme total” sont d'accord dans leur critique du soi vu comme l'incarnation de l'égoïsme bourgeois<sup>275</sup> ». Dans une certaine mesure, le parti accepte, sinon souligne, la référence religieuse :

« Ce que nous rejetons dans la morale chrétienne, ce n'est pas avant tout “l'engagement total”, mais la base sociale, les intérêts de la classe qui sont défendus par cet engagement<sup>276</sup>. »

Chacun est ainsi mis devant sa conscience et ses responsabilités. Le PTB ne peut être et n'est pas une mode passagère. Le parti n'est pas une officine, où l'on vient chercher « son bonheur personnel<sup>277</sup> » ou organiser « l'épanouissement personnel de ses membres<sup>278</sup> ». C'est un *abandon* au service de la cause, la seule qui vaille :

271 Kris Borms, « La grève des dockers (6 avril-6 juin 1973) », Courrier hebdomadaire du CRISP, 19 octobre 1973, n° 618-619, p. 41.

272 G.V., « Mei 1968 en de klassieke linkerzijde: confrontatie tussen Rood en Zwart », *AMSAB Tijdingen*, 1993, n° 19, p. 5.

273 Entretien avec France Blanmailland, Bruxelles, 2 août 2012.

274 Jacques Ion, *La fin des militants ?*, Paris, Éditions de l'Atelier, 1997, p. 31.

275 Irène Pereira, *Les grammaires de la contestation. Un guide de la gauche radicale*, Paris, La Découverte, 2010, p. 147.

276 Parti du travail de Belgique, 2<sup>e</sup> congrès, mars-avril 1983, *La morale révolutionnaire, rapport et synthèse des amendements et des discussions*, p. 18.

277 *Ibid.*, p. 73.

278 PTB, « La dégénérescence du KPD. Analyses et leçons », *Bulletin théorique*, novembre-décembre 1981, p. 36.

« Un choix fondamental se pose à chacun d'entre nous : aller dans le sens de l'histoire et s'engager dans la lutte révolutionnaire ou être complice de l'exploitation, du mensonge et de l'oppression. Opter pour la révolution, c'est tout autre chose que de suivre une mode passagère comme cela a été le cas de bon nombre d'intellectuels en 1968. Cela implique un engagement absolu et constant pour la cause révolutionnaire de la classe ouvrière et des peuples opprimés<sup>279</sup>. »

Aucun espoir à avoir. Les membres souffriront. « Abîmer sa santé dans un travail lourd et malsain, être licencié, être fait prisonnier, donner sa vie<sup>280</sup> », tel est le chemin de croix du militant révolutionnaire. En un mot comme en cent, c'est tout simplement un choix de classe. Mais la portée de cette option est plus grande encore. Le choix implique non seulement un investissement absolu, mais aussi une confiance sans limite dans et pour le parti. L'individu n'est rien, le parti est tout. Aucun libre examen à imaginer :

« Le parti est le seul instrument pour réaliser nos objectifs, le socialisme et le communisme. Le parti est l'instrument indispensable pour mener la révolution. On ne peut pas atteindre cet objectif sans passer nécessairement par cet instrument. »

Il s'impose donc de refuser toute posture individualiste qui consisterait à ne l'approcher que comme un instrument. Non. Il compte par-dessus tout, car il portera le processus révolution-

279 Parti du travail de Belgique, 2<sup>e</sup> congrès, mars-avril 1983, *La morale révolutionnaire, rapport et synthèse des amendements et des discussions*, p. 24.

280 *Ibid.*, p. 73.

naire. Les ouvertures du début des années quatre-vingt sont closes. Seul le parti compte et le travail pour l'insurrection. Les alliances sont une chimère et il convient d'ailleurs de rectifier la position de 1979 selon laquelle « chaque fois qu'une unité d'action autour de certains objectifs est possible avec des groupes ou des forces en dehors du parti, nous devons la faire<sup>281</sup> ». C'était une erreur. De même, les campagnes communes avec la « bourgeoisie monopoliste ouest-européenne » contre « la superpuissance russe » ont-elles mené à une grave dérive opportuniste de droite<sup>282</sup>. Les élections sont une farce, et le poids électoral du parti, un détail :

« Le parlementarisme bourgeois est le domaine de la corruption, du mensonge, du bluff, de la démagogie, des mots creux et des fausses promesses. [...] Il est d'une importance secondaire que notre influence électorale s'exprime par 0,5 % à Charleroi, 1 % à Tamise, 2,8 % à Anvers et Flémalle, 4,8 % à Genk et Lommel et 9 % à Zelzate<sup>283</sup>. »

On le comprend, le renfermement sur le *cœur* marxiste-léniniste, le parti, est la voie. Les rectifications contre les pratiques sectaires doivent être... corrigées, car elles ont entraîné une dilution de l'identité marxiste-léniniste et mis en péril le parti et la subordination des organisations réticulaires qu'il avait créées :

« À un moment donné, l'idée fut répandue qu'éliminer le sectarisme signifiait avoir des contacts avec beaucoup de gens et que cela se réaliserait le mieux

281 Ludo Martens, Kris Merckx, *Parti et front*, 1983, p. 17.

282 *Ibid.*, p. 38-39.

283 *Ibid.*, p. 7.

en oubliant le parti et son programme révolutionnaire. Sur presque tous les terrains se sont mis en place des projets d'édification "d'organisations de masse sans parti" dont on imaginait qu'elles attireraient automatiquement beaucoup de monde. Nos pratiques médicales devaient être détachées du parti, les organisations de jeunes et au Tiers Monde ne devaient plus être placées sous la direction directe du parti. [...] Le courant pour "l'indépendance par rapport au parti" aurait mené à terme à un glissement de plus en plus grand vers le réformisme, à la transition vers la social-démocratie ou des groupes écologistes, et donc à la destruction de tout ce qui avait été construit<sup>284</sup>. »

Contre les *liquidateurs* et la dégénérescence qu'a connue le KPD, les leçons de l'histoire doivent être tirées. La mise en cause de Staline et du stalinisme ont conduit les marxistes-léninistes à leur dissolution. De telles faiblesses sont impardonnables. Comment oublier que Staline mena le mouvement communiste pendant trois décennies ? Comment passer sous silence qu'il a « pour la première fois, su maintenir un pays sur une base socialiste<sup>285</sup> » ?

284 PTB, *Conception du parti, mars-avril 1983, Deuxième congrès*, p. 38.

285 PTB, « La dégénérescence du KPD. Analyses et leçons », *Bulletin théorique*, novembre-décembre 1981, p. 24.

## 10.

### Le pas de deux dans la révision du socialisme existant

Après 1983, le PTB plafonne dans son influence syndicale et politique. En Flandre, les résultats électoraux aux scrutins législatifs et européens des années quatre-vingt sont inférieurs à la séquence entre 1978 et 1981. Le parti est désormais fixé à un pour cent des suffrages. En Wallonie, l'implantation demeure problématique. Le PTB n'y engrange au mieux qu'un demi pour cent.

#### *Résultats du PTB aux élections législatives et européennes*

	Wallonie	Flandre
1974 (L)		0,71
1977 (L)	0,11	0,65
1978 (L)	0,28	1,16
1979 (E)	0,40	1,89
1981 (L)	0,13	1,23
1984 (E)	0,59	0,90
1985 (L)	0,25	1,09
1987 (L)	0,45	1,01
1989 (E)	0,48	0,55

Le resserrement interne, la fuite en avant sectaire selon de nombreux interlocuteurs, s'accompagnent d'une révision partielle des positions internationales du parti. Dans la décennie septante, le PTB s'était pleinement engagé dans de fébriles campagnes anti-soviétiques sur la base des analyses de Mao et du PCC. Mais le tournant en Chine ébranle les certitudes. Dans la phase de disparition de plusieurs organisations marxistes-léninistes et de troubles internes, des révisions pointent. Le caractère sacré du propos chinois disparaît et le président du parti doit confesser des erreurs : « Le Parti communiste chinois s'est manifestement trompé dans nombre de ses critiques contre la ligne du PCUS sous Khrouchtchev<sup>286</sup>. »

Pour le PTB, le problème prend d'ailleurs une dimension problématique compte tenu du changement d'attitude de la Chine envers les partis communistes européens. Longtemps traités de cinquième colonne de l'URSS et de traîtres aux principes du marxisme-léninisme et à Staline, les voilà désormais sollicités, presque cajolés et même invités à Pékin ! En Belgique, le président du parti communiste, Louis Van Geyt, est de la sorte convié à une rencontre officielle.

Aussi le leadership du PTB s'attelle-t-il à redéfinir ses positions. Relativement à la Chine, c'est la *Résolution sur la Chine* qui fixe les nouvelles orientations. En parallèle, une délégation du parti, dirigée par Ludo Martens lui-même, se rend au printemps 1983 à Pékin. Le PTB s'enquiert et s'inquiète du désir du PCC de rétablir des relations avec les PC et même avec des organisations sociales-démocrates. Quant à la visite de Louis Van Geyt à Pékin, elle est figurée par Ludo Martens comme une tentative d'instiller le révisionnisme dans les rangs du Parti communiste chinois, qui est pourtant la partie invitante :

286 *Solidaire*, 28 octobre 2007.

« Il est clair que le PCB veut développer une politique qui soumette la Chine à ce social-impérialisme et qui lui fasse accepter la politique extérieure soviétique belliqueuse et agressive. Deuxièmement, Van Geyt voudrait que les conceptions bourgeoises révisionnistes qui ont eu droit de parole depuis longtemps déjà dans son parti, soient également diffusées à grande échelle en Chine<sup>287</sup>. »

Plus globalement, un tournant progressif s'opère. L'URSS cesse d'être présentée comme le principal adversaire de la classe ouvrière. Et l'année du deuxième congrès, l'« impérialisme américain » est jugé plus dangereux que l'« impérialisme soviétique ».

Une réévaluation progressive de l'essence du régime soviétique et de l'histoire de l'URSS se dessine. Elle s'étend même aux démocraties populaires d'Europe centrale et orientale. Un temps célébré dans le cadre de la lutte contre le « social-fascisme », Lech Walesa, le charismatique dirigeant du syndicat polonais Solidarité, devient à son tour vilipendé. La République démocratique allemande sous la houlette d'Erich Honecker est désormais vantée pour ses... succès. L'accession de Mikhaïl Gorbatchev au poste de Secrétaire général du PCUS, le 11 mars 1985, et le lancement de la *perestroïka* (la restructuration) et de la *glasnost* (la transparence) ébranlent plus encore les certitudes. La dynamique en URSS et les interrogations dans le PTB obligent le parti à se repositionner. Le parti confesse que des « thèses essentielles de 1979 » étaient erronées. En août 1987, le comité central, à l'unanimité moins quatre abstentions, estime qu'il s'impose de réévaluer ses thèses sur l'URSS<sup>288</sup>. La tension sur l'appréciation est

287 Ludo Martens, « Van Geyt en Chine : vers la grande réconciliation ? », *Solidaire*, 1<sup>er</sup> juin 1983.

288 Ludo Martens, *De Tien an Men à Timisoara. Luites et débats au sein du PTB (1989-1991)*, Anvers, EPO, 1994, p. 152.

perceptible. « La conception antagoniste de la société soviétique rendait superflue toute recherche ; tout ce qui passait par les mains de la nouvelle bourgeoisie était pourri. Aujourd'hui au moins, une chose est claire : la société soviétique et son parti dirigeant sont des phénomènes extrêmement complexes, parcourus par des courants fort divergents », énonce prudemment Ludo Martens<sup>289</sup>.

Trois questions sont soumises à la réflexion :

1. L'Union soviétique est-elle un État socialiste ?
2. Le PTB peut-il s'unir au Parti communiste de Belgique ?
3. Gorbatchev renforce-t-il le socialisme ou introduit-il le capitalisme ?

Au final, l'organisation adopte une position pour le moins surprenante sur l'URSS et l'action du Secrétaire général du PCUS. Le PTB se refuse à choisir. Les cadres peuvent tout aussi bien considérer que « Gorbatchev est un véritable marxiste-léniniste » et argumenter sur cette base, que juger qu'il est un « révisionniste et un social-impérialiste »<sup>290</sup> ! En revanche, le soutien à Staline est consensuellement réaffirmé.

Eu égard à ces évolutions, des contacts sont pris avec d'autres formations politiques de la gauche radicale, notamment avec le PCB. Mais les réticences sont fortes dans les rangs communistes. Nombre de militants et de responsables syndicaux n'oublient pas aisément qu'ils ont été agonis d'injures par les militants du PTB pendant de longues années. Ils gardent en mémoire la présence de militants du Parti du travail aux côtés de sbires d'extrême droite dans des manifestations antisoviétiques à la fin des années septante et au début de la décennie quatre-vingt. Par ailleurs, le

rapprochement éventuel se ferait si le... PCB redevient *révolutionnaire* dans les termes imaginés par Ludo Martens :

« Comment évolueront les rapports entre le PTB et le PCB ? Cela dépend avant tout de l'issue des discussions internes que la direction du PCB annonce. Défendre l'idéal communiste dans un monde impérialiste en pleine putréfaction et conquérir les masses d'un pays capitaliste à cet idéal n'est pas tâche facile qui peut être accomplie de façon simpliste. Depuis une trentaine d'années, la direction du PCB a pensé résoudre le problème en éliminant les aspects révolutionnaires du marxisme-léninisme qui heurtent la bourgeoisie, en sacrifiant l'esprit et la discipline révolutionnaires pour s'adapter à l'ambiance réformiste<sup>291</sup>. »

Ludo Martens se rendra dans quelques fédérations du PCB-KPB pour proposer le rapprochement. Et celui-ci prendra quelques formes tangibles aux élections communales d'octobre 1988. Lors de ce scrutin, nous avons pu recenser cinq listes d'union entre le PC et le PTB : à Turnhout, Courtrai, Menin, Huy et Namur. Mais l'impact sur le résultat d'ensemble est négligeable. Le PTB se présente dans cinquante-huit communes : treize à Bruxelles, trente-quatre en Flandre et onze en Wallonie. La performance électorale est toutefois très modeste. Le parti ne franchit la barre de 1 % que dans onze localités. Zelzate reste la grande exception. Le PTB y conserve son siège en recueillant 9,7 % des suffrages.

289 *Solidaire*, 4 novembre 1987.

290 Ludo Martens, *De Tien an Men à Timisoara...*, op. cit., p. 156.

291 Ludo Martens, « PTB-PCB : dialogue possible », *Solidaire*, 23 décembre 1987.

### Résultats du PTB aux élections communales de 1988

	Suffrages	%	Sièges		Suffrages	%	Sièges
Anderlecht	202	0,44		Evergem	79	0,39	
Auderghem	55	0,31		Gand	595	0,38	
B e r c h e m - Sainte-Agathe	42	0,36		Saint-Nicolas	225	0,48	
Bruxelles	149	0,25		Stekene	97	0,96	
Etterbeek	45	0,22		Tamise	98	0,61	
Forest	64	0,28		Hamme	66	0,42	
Ixelles	126	0,36		Beringen	247	1,16	
Jette	76	0,31		Genk	894	3,02	
Koekelberg	68	0,83		Hasselt	140	0,31	
Molenbeek	104	0,36		Lommel	603	3,44	
Saint-Gilles	67	0,44		Maasmechelen	50	0,28	
Schaerbeek	122	0,28		Grimbergen	124	0,57	
Uccle	67	0,16		Hal	253	1,15	
Anvers	5 827	1,9		Vilvorde	155	0,73	
Hemiksem	161	2,36		Bertem	27	0,48	
Schoten	156	0,73		Bierbeek	43	0,77	
Heist-op-den- Berg	156	0,6		Louvain	270	0,47	
Malines	402	0,79		Tirlemont	100	0,44	
Geel	109	0,5		Chapelle-lez- Herlaimont	102	1,49	
Laakdal	59	0,6		Charleroi	482	0,43	
Mol	73	0,35		Châtelet	179	0,94	
Turnhout *	271	1,05		Mons	172	0,35	
Bruges	201	0,25		Binche	127	0,67	
Oostkamp	105	0,75		Huy *	104	0,89	
Courtrai *	322	0,61		Flémalle	110	0,67	
Menin *	164	0,76		Herstal	316	1,66	
Zwevegem	387	2,42		Liège	369	0,34	
Tielt	77	0,57		Seraing	287	0,87	
Zelzate	840	9,67	1	Namur *	363	0,58	

\* Liste PTB-PC

## 11.

### Le monde tremble sur ses bases : les événements de la place Tien an Men et la chute du mur de Berlin

1989 est une année funeste pour le PTB. Trois faits majeurs l'affectent très durement. Le premier est bien évidemment la chute du mur de Berlin et l'effondrement des *démocraties populaires* en Europe centrale et orientale. Dix ans plus tôt, l'organisation maoïste aurait peut-être célébré cet événement. Mais en 1989, il intervient alors même que le PTB avait reformulé son appréciation sur ces régimes, tout particulièrement la RDA, et était devenu l'un de leurs plus fidèles soutiens. Le même problème se posera d'ailleurs lors de l'implosion et de la disparition du régime soviétique, en 1991. Le second est le développement du mouvement étudiant et d'une partie de la société civile en Chine, qui conduit au mouvement social de la place Tien an Men, durement réprimé par le régime au début du mois de juin. Le troisième est une nouvelle crise qui frappe le parti eu égard à son positionnement sur ces questions.

En Chine, les événements de la place Tien an Men font tanguer le parti. La couverture des événements passe par quatre

phases. En première approche, c'est un relatif silence qui prévaut. D'avril à fin mai, le parti et son hebdomadaire sont muets sur l'effervescence qui anime la communauté étudiante chinoise. Seul un éditorial de Kris Merckx traite de la situation pour dénoncer l'anticommunisme. Bien mal inspiré, Merckx traite les soldats chinois « d'enfants de chœur comparés à nos gendarmes belges à la gâchette légère et munis de boucliers et de matraques<sup>292</sup> ».

Puis, dans le dernier numéro de mai, un article sous la plume de Serge Thiry aborde pour la première fois le sujet. L'approche est pondérée et même bienveillante pour les revendications étudiantes. Bien évidemment, il y a des influences étrangères, bien sûr, la confiance est maintenue au Parti communiste chinois, mais un appel à l'écoute de revendications des étudiants est toutefois suggéré et la reconnaissance de leur impact est attestée :

« Indépendamment des objectifs conscients des dirigeants étudiants, indépendamment des influences idéologiques, politiques, voire matérielles, de l'impérialisme, il est incontestable que les problèmes soulevés par les étudiants sont bien réels et que leurs revendications trouvent un écho favorable dans de larges couches de la population<sup>293</sup>. »

Le 4 juin 1989, l'armée réprime massivement les étudiants présents sur la place Tien an Men et dans ses alentours. Le PTB entame alors une troisième phase de sa couverture. Elle est entièrement assurée par Ludo Martens. Le 7 juin, le président qualifie de « drame sanglant » ce qui s'est produit. Des « centaines de

292 Kris Merckx, « L'anti-communisme bat son plein », *Solidaire*, 10 mai 1989.

293 Serge Thiry, « Le mouvement des étudiants en Chine, des problèmes qui sont bien réels », *Solidaire*, 31 mai 1989.

morts » sont attribuées à l'armée. Et le régime est partiellement blâmé, car les « moyens et les méthodes militaires employés sont disproportionnés par rapport aux désordres créés par certaines fractions contre-révolutionnaires<sup>294</sup> ». En parallèle, Ludo Martens entame une série d'articles sur la situation de la lutte des classes en Chine, où il en appelle à une « rectification radicale » du PCC.

Dans une dernière phase, le PTB revoit cette description liminaire des événements de la place Tien an Men. L'heure n'est plus à l'exégèse. La Chine communiste a agi légitimement d'une main de fer pour mater les forces contre-révolutionnaires et le mouvement étudiant petit-bourgeois. Nous le verrons, l'évaluation sur le bilan humain des événements de la place Tien an Men est réévalué à la baisse. « Nous avons fait un numéro de *Solidaire* qui condamnait prudemment le choix du PCC. Et Ludo est arrivé, et il a tout changé. Et c'était : "Tout ça, c'est contre-révolutionnaire et piloté par l'étranger." On a eu une réunion ouverte où on pouvait soi-disant s'exprimer. Mais Ludo Martens a eu une ligne plus ferme que les Chinois eux-mêmes. À ce moment-là, j'ai considéré que ce parti n'était pas démocratique, que j'avais fermé les yeux sur beaucoup de choses pendant longtemps, mais que maintenant il devenait clair que ce parti ne pouvait plus se transformer de l'intérieur. Et que ses positions empêchaient qu'il puisse être un parti progressiste et qu'il se coupait des larges masses », précise un ancien de l'équipe de *Solidaire*.

C'est donc un parti déjà passablement troublé qui assiste, incrédule, à l'ouverture du mur de Berlin le 9 novembre 1989 et au jeu de dominos dans la chute des régimes socialistes en Europe centrale et orientale. L'effondrement se déroule sous ses yeux. La direction et les militants assistent impuissants à cet événement.

294 Ludo Martens, « Les origines du drame sanglant en Chine », *Solidaire*, 7 juin 1989.

Le 15 novembre, *Solidaire* titre en une : « RDA : Les communistes veulent reconstruire la confiance du peuple » et développe, sous la plume de Tino Delabie, l'idée que « le socialisme reste debout »<sup>295</sup>. Pour preuve, un meeting du SED aurait rassemblé des dizaines de milliers de personnes. Par la suite, les événements en Europe centrale ne sont quasiment plus commentés. Et en décembre, le parti ne peut que dénoncer cette contre-révolution manigancée de l'extérieur. La révélation de la manipulation de Timisoara est un levier auquel le PTB se raccroche pour étayer la preuve de l'action organisée contre les régimes d'Europe centrale et orientale. Un massacre avait été annoncé et commenté dans cette ville à l'extrême Ouest de la Roumanie. C'était un montage, malgré tout largement relayé par les médias. La preuve est là. Il s'agit d'une véritable contre-révolution. Et la mise en scène de Timisoara en est la plus éloquente illustration. Pas de doutes, les mouvements sociaux de décembre qui débouchent sur la chute du Ceausescu sont pilotés par des forces de droite anti-impérialistes. Les choix du parti sur les événements en Roumanie suscitent en interne un malaise déjà palpable après les prises de position sur la répression en Chine. Certains cadres n'acceptent pas le propos stalinien et fermé.

Deux responsables importants de la rédaction de *Solidaire*, Wim De Neuter et le rédacteur en chef, Walter Simons<sup>296</sup>, rejettent les explications de Ludo Martens et de Kris Merckx. Ils sont bientôt rejoints par quelques cadres intermédiaires, Jeroen Ooms, le président de l'Organisation des jeunes, Freddy Merckx, actif à Médecine pour le peuple, Patrice Dor, membre du Comité central, ou encore Jan Grouwels et Luk Cieters, dirigeants dans les grèves des mines. Ils annoncent leur départ du parti et n'hé-

<sup>295</sup> *Solidaire*, 15 novembre 1989.

<sup>296</sup> Nom d'emprunt.

sitent pas à s'en prendre très durement aux choix de Ludo Martens. Qui plus est, ils rendent leur acte public et mènent le débat dans la presse. Le 4 janvier 1990, le magazine *Humo* publie une lettre ouverte ravageuse contre les positions endossées par le PTB dans la couverture des événements de la place Tien an Men et dans le dossier roumain. Un mois plus tard, le quotidien *De Morgen* reprend le débat.

Les contestataires ne rejettent nullement leur identité communiste, mais souhaitent pouvoir apprécier et juger les événements internationaux et les États qui se réclament du socialisme avec le même regard critique que les États capitalistes. Dans un contexte tendu après la séquence des événements de la place Tien an Men et de l'écroulement des démocraties populaires, Wim De Neuter en appelle à un regard lucide :

« Nous devons avoir le courage de dire une fois pour toutes que nous ne sommes pas responsables des aberrations des génies ou autres “rois soleil” du mouvement communiste. Il doit être clair que nous sommes en désaccord avec leur sorte de “socialisme”. Ce que nous ne faisons vraiment pas : nous défendons par “principe” le “socialisme” comme s'il n'y avait pas de différence entre les principes et la réalité, entre le rêve et la réalité. [...] Nous croyons mordicus que nous détenons fermement la vérité<sup>297</sup>. »

Pour Ludo Martens, cette posture est une mauvaise analyse léniniste. La bonne est délivrée par le parti : « La Roumanie de Ceausescu a conservé de nombreux principes fondamentaux. Nous avons beaucoup de critiques sur la manière dont le parti a

<sup>297</sup> *De Morgen*, 13 février 1990.

travaillé. Mais la Roumanie a toujours affirmé son indépendance envers l'Europe, les États-Unis et l'Union soviétique. De plus, la Roumanie a collectivisé les moyens de production, qui sont entre les mains du peuple. La Roumanie était donc un État socialiste. » Point. Le débat est clos. Et face aux questionnements *anticommunistes* de *Humo* ou du journal *De Morgen*, les militants ont une triple attitude à observer. Ils doivent d'abord étudier et analyser complètement le développement de Ludo Martens dans *Solidaire* de manière à pouvoir en discuter en réunion de cellule. Surtout, tout membre confronté au « groupe anti-parti » doit immédiatement saisir la Direction quotidienne du parti. Enfin, ils doivent prendre contact aussi vite que possible avec les sympathisants de l'entreprise ou du quartier pour anticiper tout vague à l'âme, voire toute défection.

Plus largement, pour le président du parti, la réaction doit être à la mesure de l'audacieuse indiscipline. C'est que, comme le rappelle Kris Merckx, les événements de la place Tien an Men ont généré une très haute tension politique dans le parti<sup>298</sup>. Ces cadres se sont ralliés à la « démocratie impérialiste » et ont été contaminés par la vaste campagne contre le camp socialiste, juge Ludo Martens. Le président du parti publie alors un livre sous la forme d'un brûlot sans nom : *De Tien an Men à... Timisoara, luttes et débats au sein du PTB (1989-1991)*. Chaque membre a l'impérieuse obligation de le lire et de l'analyser scrupuleusement. « Oui, en principe... », nous ont précisé plusieurs membres du PTB. Mais Nadine Rosa-Rosso est plus catégorique : « Tout le parti l'a lu ! C'était obligatoire. Et il y avait des séminaires de formation... De même qu'*Un autre regard sur Staline*. C'était obligatoire. Les autres, c'était plutôt conseillé<sup>299</sup>. »

298 Jan Buelinckx, *op. cit.*

299 Entretien avec Nadine Rosa-Rosso, Bruxelles, 4 juillet 2012.

Les trois intrépides Ooms, Simons et De Neuter, respectivement appelés Oscar, Salomon et Nathan dans l'ouvrage, sont littéralement agonis d'injures. Dans cet ouvrage important, Martens développe son propos autour de trois grandes problématiques :

1. Que revêt le mouvement de la place Tien an Men ?
2. Comment « les médias du monde entier » en parlent et l'analysent ?
3. Comment doit se comporter un « vrai communiste » dans ce genre de configuration pour garder la dignité d'être communiste ?

### 1. Le mouvement de la place Tien an Men

Au départ, la dynamique soutenue par quelques étudiants ou enseignants a peut-être été porteuse d'effets bénéfiques et de propositions constructives. Mais cette ambition et cette action ont été submergées par une approche d'une tout autre nature. Et le mouvement s'est progressivement révélé pour ce qu'il était : « une émeute contre-révolutionnaire qui a lynché et tué plusieurs soldats désarmés ». Les victimes ne sont donc pas celles de la place Tien an Men, mais... les forces de l'ordre. À un moment de son parcours, le mouvement pouvait indubitablement mener la Chine « dans un chaos effroyable »<sup>300</sup>. Une réaction s'imposait donc. Et quoi qu'en disent les contre-révolutionnaires du monde entier, tout mouvement marxiste-léniniste authentique devrait s'en féliciter, car l'action de l'armée a sauvé la révolution.

Ludo Martens reprend à son compte le chiffre avancé par les autorités chinoises : 300 morts au maximum. Somme toute, c'est un problème très relatif. Aux moments cruciaux, il ne faut pas se tromper et encore moins trembler. La dictature du prolétariat

300 Ludo Martens, *De Tien an Men à Timisoara...*, *op. cit.*, p. 21.

impose, quand « c'est nécessaire, l'utilisation de la force armée pour défendre le pouvoir socialiste contre ses ennemis<sup>301</sup> ». Ce chiffre de 300 morts sera répété à l'envi. Non seulement dans l'ouvrage, mais aussi très régulièrement par la suite. L'actuel coordinateur de Médecine pour le peuple, Dirk Van Duppen, déclare sans ambages en 1997 que « les meneurs de la place Tien an Men voulaient appliquer à la Chine le programme Gorbatchev. Les événements des cinq dernières années en ex-Union soviétique démontrent que la victoire de ce mouvement antisocialiste aurait signifié pour la Chine la plus grande catastrophe humaine de son histoire<sup>302</sup>. »

Dans la résolution de 1999, épinglée par le leadership contemporain du PTB comme l'anticipation de l'avènement du *nouveau PTB*<sup>303</sup>, ces événements sont expressément rappelés de même que le chiffre de 300, y compris, précisent les textes, les morts des forces de l'ordre :

« Lors de la répression de cette révolte antisocialiste, le gouvernement chinois a ordonné, après de longs pourparlers et des tentatives d'évacuation pacifique par des soldats non armés, d'utiliser la force. L'intervention de l'armée était devenue une nécessité afin de sauver le socialisme. En tout, 300 personnes ont perdu la vie dans la répression de cette contre-révolution en Chine. Dans ce chiffre sont également repris les morts parmi les forces de l'ordre<sup>304</sup>. »

301 *Ibid.*, p. 34.

302 Dirk Van Duppen, « L'homme qui a sauvé la Chine », *Solidaire*, 19 février 1997.

303 « Tour de Frans (TdF) en 2004 », in PTB, *Bulletin d'organisation*, juin 2006, p. 65 et s.

304 « Résolution du comité central sur la campagne électorale de 1999, 7 août 1999 », in PTB, *Apprendre des campagnes électorales à Herstal et à Zelzate*, Documents de base, EPO, ND, p. 56.

Aujourd'hui encore, le PTB reprend à son compte ce chiffre minimal et pour le moins très contesté. Il ne l'a jamais mis en balance avec l'ensemble des évaluations introduites dans le débat. En vérité, à l'exception des autorités chinoises, personne ne connaît précisément le nombre de décès consécutifs à l'intervention des forces armées chinoises. Mais le PTB se refuse à confronter le chiffre qu'il avance, qui est purement et simplement tiré des autorités chinoises, à ceux d'autres sources. Les autorités chinoises ont raison. Point. Il en va d'ailleurs exactement de même dans les formations que le parti ou l'Organisation des jeunes, COMAC, dispensent. Par ailleurs, à la suite de *Solidaire*, Ludo Martens souligne avec force qu'il est erroné de parler de « massacres de la place Tien an Men ». Il n'y aurait pas eu de massacres et les décès n'ont pas eu lieu sur ladite place.

## 2. Ce qu'en disent les médias du « monde entier »

Sur la problématique médiatique, la rhétorique est convenue. Et le propos est délivré sans une once de nuance. Pour le président du PTB, la couverture médiatique s'assimile à « une orgie de propagande anti-communiste primaire et presque bestiale » dont seuls « les nazis avaient atteint ce degré de violence verbale anti-communiste »<sup>305</sup>. Seule la lecture de *Solidaire* éclaire réellement l'essence des événements en Chine. Il faut donc s'en tenir à son décryptage. Néanmoins, épingler les « mensonges » des médias « classiques » devient une tâche essentielle.

Deux personnalités, en particulier, auront la charge de ce travail. D'abord, le *journaliste* à *Solidaire*, ancien de l'UC(ml)B, Michel Collon. Il se fera d'ailleurs le spécialiste de publier des ouvrages reprenant la formule « médiamentonges ». Citons notamment *Attention médias ! Les médiamentonges du Golfe-manuel anti-*

305 Ludo Martens, *De Tien an Men à Timisoara...*, *op. cit.*, p. 16.

*manipulation* et, plus récemment, *Libye, OTAN et médiamentonges : Manuel de contre-propagande*. Ensuite, le journaliste au journal parlé de la RTBF, Gérard De Selys, aujourd'hui pensionné.

### 3. Comment doit se comporter chaque membre de l'organisation pour garder la dignité de communiste

La question du comportement des adhérents est cruciale et donc détaillée dans le livre. La *trahison* des cadres intermédiaires est d'autant plus douloureuse qu'elle a été rendue publique et qu'elle a mené à des révélations embarrassantes pour le parti. Néanmoins, le propos reste convenu. Plus que jamais la formation, la lecture et l'assimilation des classiques s'imposent. Chaque adhérent a l'impérieux devoir d'encore et toujours assimiler les œuvres *immortelles* de Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao Tsé-toung<sup>306</sup>, car leurs livres fournissent en condensé aux révolutionnaires, les vrais bien évidemment, « l'expérience de centaines de milliers d'hommes qui ont mené depuis plus d'un siècle et demi des combats révolutionnaires sur les cinq continents<sup>307</sup> ».

Chaque militant se doit de toujours revenir à l'essentiel : travailler à sa « propre transformation révolutionnaire ». Tout ce qui lie encore le membre à son passé doit être outrepassé, effacé, banni. Faute de quoi, inévitablement, « l'ambiance bourgeoise environnante » vous emporte<sup>308</sup>. Les traîtres du PTB en sont d'ailleurs une illustration éloquente :

« Oscar dit : “Les camarades qui souhaitaient une condamnation inconditionnelle des événements de la place Tien an Men, de cette violence contre la population chinoise, se faisaient traiter de pacifistes. Il n'était

306 *Ibid.*, p. 18.

307 *Ibid.*, p. 146.

308 *Ibid.*, p. 46.

pas possible d'émettre une condamnation claire parce qu'on avait besoin de temps pour savoir ce qui s'était exactement passé et parce que la situation en Chine était complexe. Les morts n'étaient pas un argument suffisant. Il fallait savoir qui en était responsable : les bons ou les mauvais.” [...] Oscar adopte ainsi la position de “l'humanisme impérialiste”<sup>309</sup>. »

Dans une rhétorique habituelle que l'on retrouve très régulièrement dans l'histoire du Mouvement communiste international, chaque militant communiste est sommé de ne pas oublier une vérité élémentaire : toute campagne de ce type n'est jamais et ne peut être qu'une campagne anticommuniste s'agencant à un objectif crucial de la bourgeoisie belge : « détruite le PTB<sup>310</sup> ». Avoir un doute, *a fortiori* énoncer une opinion différente de la ligne du parti, c'est à la fois faire preuve de faiblesse, trahir la cause et être partie prenante à la destruction du parti. Pas d'atermoiements possibles, pas de réflexions envisageables, pas d'hypothétiques questionnements. Chacun doit opter : il est dans le camp du socialisme et du parti héritier de Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao, ou il erre avec les impérialistes.

Qu'important, bien sûr, les oscillations, voire les revirements drastiques de la ligne. Ceux-ci sont l'essence même du parti, car « un parti qui n'effectue pas de virages est comme un homme qui ne bouge plus : un cadavre<sup>311</sup> ». Qu'importe que le parti soit incohérent dans son positionnement à l'endroit de l'URSS. Le parti a toujours raison. Comme en atteste l'ouvrage de Ludo Martens, malheur à l'individu qui pense. Il doit se vouer intégralement à la cause, et celle du parti se confond avec celle de la lutte

309 *Ibid.*, p. 49.

310 *Ibid.*, p. 27.

311 *Ibid.*, p. 76.

existentielle contre le capitalisme pour le socialisme. En effet, dès lors que le PTB est un « parti réellement révolutionnaire », sa solidité et sa cohérence sont éprouvées « dans sa direction »<sup>312</sup>. L'assimilation est on ne peut plus nette :

« L'essence du marxisme est l'analyse de classe et la position de classe. Cela veut dire qu'un communiste s'engage intégralement et inconditionnellement (je souligne) dans le combat pour les travailleurs et les peuples opprimés, dans la lutte contre le capitalisme et l'impérialisme<sup>313</sup>. »

Et si besoin en était, le rejet de « l'individualisme » est encore plus clairement dénoncé dans un ouvrage fondamental, *Le parti de la révolution*, issu des travaux du cinquième congrès :

« L'individu est soumis à l'organisation. Les tâches de chaque cadre sont fixées par des décisions à son niveau et au niveau supérieur. De la description des tâches découlent des devoirs précis. Il faut exécuter les décisions et réaliser les priorités. L'exécution des décisions doit être contrôlée par l'échelon supérieur et, au moins chaque année, il faut rendre compte. Or il arrive que des décisions formelles, prises au plus haut niveau, ne soient pas exécutées<sup>314</sup>. »

Alors que le PTB avait entrepris des démarches auprès du PCB, la formation communiste est à nouveau épinglée comme

312 *Ibid.*, p. 74-75.

313 *Ibid.*, p. 50.

314 Ludo Martens, *Le parti de la révolution*, Anvers, EPO, 2000 (2<sup>e</sup> édition), p. 151.

un contre-modèle. Pour Ludo Martens, le PCB n'est jamais qu'un ramassis de traîtres, dans lequel son président, Louis Van Geyt, livra son dernier combat « aux côtés des tsaristes et des agents de la C.I.A. » en ayant dénoncé les vrais staliniens, rassemblés derrière Yanaiev<sup>315</sup>, le coordinateur du piteux coup d'État à Moscou, le 19 août 1991. Son action conduisit à l'accélération de l'effondrement de l'Union soviétique. Les traîtres du PTB, ceux du parti communiste ne font jamais qu'une chose : abandonner la cause et rompre avec la classe ouvrière. Pire, ils adoptent le point de vue des « couches petites-bourgeoises les mieux loties » et n'hésitent plus à brandir l'étendard de la « démocratie » et du « pluralisme » bourgeois<sup>316</sup>.

### *Un nouveau positionnement international*

La séquence qui voit les démocraties populaires d'Europe centrale et orientale sombrer, les autorités chinoises réprimer le mouvement étudiant, et l'URSS s'effondrer nécessite une réévaluation des positions internationales du PTB. Des socles sont toutefois incontournables. D'abord, la fidélité au « camp socialiste ». Celui-ci est alors incarné par Cuba, la Chine, la Corée du Nord et, un court temps encore, l'Albanie ; ensuite, les apports inégaux de Lénine et Staline :

« Pour cette raison, nous pouvons affirmer que dans le contexte actuel de la “démocratie impérialiste”, l'expérience fondamentale de Lénine et de Staline acquiert une signification toute nouvelle pour tous les peuples qui veulent se libérer de l'oppression

315 *Id.*, *De Tien an Men à Timisoara...*, *op. cit.*, p. 21.

316 *Ibid.*, p. 148.

impérialiste. Le Chili de 1973 et le Nicaragua de 1990 en donnent des preuves par la négative. Cuba, la Chine et la Corée du Nord et l'Albanie, qui restent fidèles à la voie socialiste, défendent aussi cette expérience fondamentale du parti bolchevik<sup>317</sup>. »

Cette réaffirmation a avant tout une portée interne. Il ne faut pas l'oublier, « la lutte contre l'œuvre de Staline est, pour l'essentiel, la lutte contre le communisme<sup>318</sup> ». C'est que dans les rangs du PTB, le président du parti perçoit l'œuvre de Staline comme « tuée en douceur » dans plusieurs secteurs de l'organisation :

« Les positions adoptées officiellement depuis la lutte contre le courant liquidateur en 1983 n'ont pratiquement aucun effet. Au cours de ces dix ans, combien de membres et de cadres ont étudié quelques livres traitant de l'expérience historique du parti bolchevik et quelques textes de Staline<sup>319</sup> ? »

L'appréciation quant au révisionnisme de Khrouchtchev est maintenue. De même, « l'essentiel des critiques que nous avons formulées contre l'Union soviétique de Brejnev » était-il exact<sup>320</sup>. Gorbatchev, un temps présenté comme un réformateur, est cette fois appréhendé comme un contre-révolutionnaire, qui a mené à la chute du premier État socialiste. Et le PTB de se relancer dans

317 Ludo Martens, « Réflexions sur la contre-révolution à l'Est », *Contradictions*, 1990, n° 62, p. 94.

318 *Id.*, *De Tien an Men à Timisoara...*, *op. cit.*, p. 170.

319 *Ibid.*, p. 175.

320 *Ibid.*, p. 156.

un panégyrique de l'URSS jusqu'en 1956, date du *coup d'État* khrouchtchévien. « Quand la révolution réussit, il est possible d'instaurer un pouvoir d'État de la classe ouvrière. Ceci signifie que la bourgeoisie est expropriée et que la production est organisée au profit de la population laborieuse. De cette manière, le socialisme apporte le bien-être et la liberté pour le peuple. C'est ce qu'a prouvé l'Union soviétique sous Lénine et Staline », annonce le parti, sans humour, à ses membres en 1999<sup>321</sup>. L'ennemi héréditaire, le trotskisme, est une nouvelle fois dénoncé et associé au camp impérialiste dans sa victoire contre-révolutionnaire. En 1992, dans *Le trotskysme au service de la CIA contre les pays socialistes*, Ludo Martens s'en prend vertement à ce courant de pensée. Et il réédite ses attaques virulentes dans *Le parti de la révolution*. Le trotskisme et les trotskistes sont des ennemis de classe, des contre-révolutionnaires qui ont concouru à l'effondrement du socialisme :

« Jamais le trotskysme ne perd des yeux son seul ennemi : le marxisme-léninisme, le mouvement communiste international. Ainsi tout en niant bruyamment le danger d'une restauration, Mandel concentre ses attaques sur ceux qui dénoncent le processus contre-révolutionnaire en cours et qui affrontent effectivement la contre-révolution en marche devant toutes les forces anti-communistes dans un large front pour renverser le socialisme<sup>322</sup>. »

Et pour ceux et celles qui n'auraient pas saisi le propos, le président du PTB publie deux nouveaux ouvrages déterminants.

321 Parti du travail de Belgique, *Cycle d'adhésion, carnet de travail*, 1999, p. 42.

322 Ludo Martens, *Le trotskysme au service de la CIA contre les pays socialistes*, 20 octobre 1992, Brochure PTB, p. 19.

Le premier, *La contre-révolution de velours*, se veut une analyse du mouvement *contre-révolutionnaire* qui a tué le socialisme en Europe centrale et orientale. Le deuxième, *Un autre regard sur Staline*, est une œuvre de sauvegarde du patrimoine, de la substantifique moelle, du socialisme. Le livre est toujours considéré, dans la mouvance des organisations marxistes-léninistes, comme le principal ouvrage dédié aux apports et à la personnalité de Staline. En la matière, l'ambition de Ludo Martens n'est pas mince. Il s'agit, ni plus ni moins, de porter une contradiction « définitive » aux propos anti-staliniens présents, depuis 1956, dans les organisations de gauche. Aussi, toutes les organisations communistes et révolutionnaires de par le monde « se verront obligées de réexaminer les opinions et les jugements qu'elles ont formulés depuis 1956 sur l'œuvre de Staline<sup>323</sup> ». Sans surprise, c'est une réhabilitation en bonne et due forme de Staline et du Parti communiste chinois qui, après 1956, est resté dans la voie qu'il a tracée et qui l'a soutenu contre l'offensive khrouchtchévienne.

Néanmoins, il est possible de relever certaines nouveautés. Fait exceptionnel dans les textes du PTB, le *testament de Lénine* est abordé. Le « testament de Lénine » est le dernier texte que Lénine ait écrit avant son décès en janvier 1924. Ce texte est tout sauf anodin, dans la mesure où il se présente, entre autres, comme un réquisitoire à l'encontre de Staline. Aussi est-il « douloureux » pour les organisations marxistes-léninistes et, dès lors, quasiment jamais évoqué. Plusieurs membres que nous avons interviewés nous ont d'ailleurs confessé ne pas du tout avoir connaissance de ce document et n'en avoir jamais entendu parler lors des formations. Il est dès lors notable que Ludo Martens l'aborde. Le propos est vite expédié, mais il est présent, ce qui est déjà significatif.

323 *Id.*, *Un autre regard sur Staline*, Anvers, EPO, 1994, p. 9.

Pour le président du PTB, c'est un Lénine « sentant sa fin proche » qui tenta de traiter certaines questions essentielles. Mais il ne les « maîtrisait plus ». Aussi – et la rhétorique à l'endroit de Lénine est aussi exceptionnelle que, sinon fausse, à tout le moins très discutable – ce texte est-il d'une « incohérence étonnante, manifestement dicté par un homme malade et diminué ». Lénine se serait laissé influencer par sa femme Kroupskaïa, à laquelle Staline aurait adressé « quelques mots trop rudes »<sup>324</sup>. La demande de démission du Secrétaire général, de Staline donc, que formule Lénine dans ce texte ne pourrait s'apprécier et se comprendre que dans ce contexte.

Passée cette évocation, le propos est linéaire : Lénine a d'emblée tout compris, et Staline a poursuivi et amélioré les choses par la suite. Tout est justifié. Pour ce faire, Ludo Martens contredit, sans les citer, l'essentiel des travaux en sciences historiques. Et pour cause, cette littérature ne peut, bien entendu, qu'être anti-communiste. La collectivisation forcée, une erreur et une terreur ? Nullement, il ne s'agit ni d'une décision du parti, ni de Staline. « C'est une contre-vérité. L'impulsion essentielle pour les épisodes violents de la collectivisation venait des masses paysannes les plus opprimées. Elles ne voyaient pas d'issue en dehors de la collectivisation<sup>325</sup>. » La dramatique famine en Ukraine ? « Elle fut principalement provoquée par la lutte à mort que l'extrême droite ukrainienne livrait contre le socialisme et contre la collectivisation de l'agriculture<sup>326</sup>. » La grande purge et les grands procès lancés en 1937 ? Une nécessité, vu le complot qui se tramait. Qu'importe que les attendus des jugements se contredisent, le complot combiné des trotskistes et de la Gestapo nécessitait une réaction ferme :

324 *Ibid.*, p. 37.

325 *Ibid.*, p. 72.

326 *Ibid.*, p. 122.

« L'assassinat de Kirov fut le premier avertissement sérieux, attestant que les ennemis du peuple allaient jouer double jeu et que, ce faisant, ils se camoufleraient en bolcheviks, en membres du parti pour gagner la confiance et s'ouvrir l'accès à nos organisations. Le procès du bloc zinovéviste-trotskiste (de 1936) a montré en toute évidence que les zinovévistes et les trotskistes groupent autour d'eux tous les éléments bourgeois hostiles, qu'ils sont devenus une agence d'espionnage de la Gestapo, que le double jeu et le camouflage sont pour eux l'unique moyen de pénétrer dans nos organisations, que la vigilance et la perspicacité politique constituent le moyen le plus sûr pour empêcher cette pénétration<sup>327</sup>. »

Bref, comme le souligna Jean Vogel, ce livre « approuve, en bloc et en détail, toutes les monstruosité du stalinisme<sup>328</sup> ».

Pour ce qui a trait à la Chine, le PTB revoit certaines de ses appréciations antérieures. Pour l'essentiel, les erreurs sont portées à charge du PTB lui-même. Et il ne saurait être question de « blâmer » le PCC et, moins encore, d'oublier « ce que le camarade Mao Tsé-toung nous a appris »<sup>329</sup>. Les Khmers rouges restent par ailleurs une référence<sup>330</sup>.

327 *Ibid.*, p. 139.

328 Jean Vogel, « Vous avez dit stalinien ? », *Le Journal du mardi*, n° 50, 9 mai 2000.

329 Ludo Martens, *Introduction au 13<sup>e</sup> séminaire communiste international*, Bruxelles, 2004.

330 *Id.*, *Le parti de la révolution*, Anvers, EPO, 2000 (2<sup>e</sup> édition), p. 16.

### *Une crise contenue*

Pour le parti, cette séquence fut difficile. Les cadres intermédiaires qui l'ont quitté étaient importants. Ultérieurement d'ailleurs, l'un ou l'autre responsable en conviendra et regrettera les propos pour le moins peu amènes qui ont été portés à leur encontre. Pour autant, cette crise n'a eu qu'un impact limité. Tout au plus une douzaine de responsables et de militants. Compte tenu du contexte explosif pour un parti marxiste-léniniste d'origine maoïste – chute de l'URSS, repréailles en Chine... –, on eût pu penser qu'il en serait autrement. En vérité, dans une large mesure, les débats sont cantonnés à un secteur du parti : le comité central, les comités provinciaux ou l'hebdomadaire *Solidaire*. Pour la majorité des militants, le questionnement est limité, voire inexistant.

Plusieurs raisons expliquent cet état de fait. Il convient d'abord de bien saisir qu'il existe alors deux catégories de membres au PTB : ce que nous pourrions appeler les *passagers occasionnels* et les militants éprouvés. Les premiers, quand ils rejoignent le PTB ou le Mouvement marxiste-léniniste, n'y demeurent qu'un laps de temps relativement restreint. Le poids du militantisme ou le fonctionnement très centralisé en surprennent plus d'un, qui abandonnent alors assez vite l'organisation. En revanche, le phénomène est bien plus rare pour les cadres et les adhérents chevronnés. Passé un certain moment, une forme de point de non-retour se met en place. Certes, des difficultés peuvent surgir. Des crises même. Mais cela est somme toute normal. Toute organisation les éprouve et, surtout, ces moments difficiles pèsent peu par rapport à l'injustice du monde que les militants combattent. Dans les Maisons médicales, au sein des entreprises, sur le front antiraciste, dans le combat anti-

impérialiste ou à travers la lutte des avocats, chaque jour amène son lot de mauvaises nouvelles, son socle d'injustices criantes, et donc l'impérieux besoin d'agir. L'action prime. La nécessité de bouger domine, s'impose même. Et l'agenda des militants est extrêmement chargé. En pratique, la discussion n'est donc pas simple. Et contre-argumenter n'est guère aisé. « La plupart des militants, certes occasionnellement désillusionnés, sont d'abord et avant tout occupés à leur tâche concrète dans un comité ou une entreprise », explique l'ancien rédacteur en chef de *Solidaire*, Walter Simons<sup>331</sup>. La critique est d'autant moins présente que la lutte de tous les jours provoque des émotions : la tristesse d'une expulsion d'un demandeur d'asile, la rage d'une invasion américaine, le scandale d'une bavure policière, mais aussi la joie d'une mobilisation réussie, la jubilation d'un procès remporté, l'hilarité d'une action contre l'Ordre des médecins, la fierté d'un grand mouvement antiraciste ou d'une grève convaincante. « En fait, en 1989, ce qui m'a beaucoup tracassé, c'est le licenciement des quatre permanents de Sidmar. Je consacrais tout mon temps pour contrecarrer ce licenciement, pour développer le syndicalisme ici, pour faire des liens avec d'autres syndicalismes de combat. Je me rappelle être allée à l'ancienne usine Boël à La Louvière. Ce fut une lutte très intense et longue », relate Lydie Neufcourt<sup>332</sup>. Et ces émotions sont vécues en communion. « La force, c'est la "grande famille", la grande chaleur que le parti a réussi à créer », avance France Blanmailland<sup>333</sup>. La communion est d'autant plus saillante que les militants et le parti sont stigmatisés, que les adhérents rencontrent peu de non-membres, que la vie est difficile, que les conditions matérielles dans lesquelles vivent les membres sont spartiates.

331 *De Morgen*, 13 février 1990.

332 Entretien avec Lydie Neufcourt, Gand, 20 février 2013.

333 Entretien avec France Blanmailland, Bruxelles, 2 août 2012.

Mais le non-retour ressortit encore à d'autres registres. Pour partie, le PTB s'assimile à une secte. On vit dans un entre-soi. Nous l'avons vu, les membres ne lisent que la presse du parti ou les brochures et les ouvrages recommandés. Les médias *bourgeois* sont honnis et les militants n'ont tout simplement pas le temps de lire ou faire autre chose. Le parti compte plus que tout. Ce fonctionnement s'impose comme la norme, donc comme normal. Il est une évidence pour les participants qui, nous l'avons relevé, ne sont pas véritablement invités à être créatifs dans l'interprétation du marxisme ou dans les jugements qu'ils portent.

« Quand j'ai quitté, j'ai enfin ressenti le besoin de penser par ma propre tête », précise Chille Deman, qui ajoute : « J'ai repris des études. [...] Je n'ai pas été étudiant pour avoir un diplôme mais pour que je réussisse à sortir de ces deux carcans : mon éducation dogmatique catholique et le carcan du marxisme-léninisme. Ça m'a vraiment apporté plein d'air frais<sup>334</sup>. » « Des années après que je sois sorti, il m'arrivait encore souvent de me demander "qu'en pense le parti ?" face à une situation ou quand je devais prendre une décision », nous a raconté un ancien militant. « J'ai été stupéfait moi-même de ce conditionnement, dont je n'avais pas mesuré la portée. » Le concept de « secte » a d'ailleurs été quasiment systématiquement énoncé dans nos entretiens avec les militants qui avaient quitté l'organisation ou en avaient été exclus. « Tu es éduqué dans le sens que, quelle que soit la décision que tu prends dans une journée, elle est toujours tournée autour de l'objectif principal. Ça veut dire que la vie que tu te choisis, le partenaire que tu te choisis, les amis que tu te choisis sont ceux qui vont dans le même sens. C'est extrêmement difficile d'avoir une vie en dehors de cela. C'est dominant, c'est vingt-quatre heures sur vingt-quatre : tu es entraîné dans un mouve-

334 Entretien avec Chille Deman, Bruxelles, 16 décembre 2013.

ment, tu es surchargé de travail, tu vas de réunion en réunion, de rapport en rapport, de visite en visite, etc. Avoir un moment à toi est considéré comme quelque chose de bourgeois », ajoute un autre.

Enfin, il ne faudrait pas l'oublier, le départ est pour certains matériellement inenvisageable. Nombre de militants et de cadres ont interrompu leurs études ou n'en ont pas mené. Quitter un parti marxiste-léniniste où la rémunération a été rachitique et être confronté au marché de l'emploi en cycle économique défavorable est une gageure presque impossible. Comment se présenter chez un employeur avec des années de militantisme dans une formation marxiste-léniniste ? Ce n'est pas un problème de compétence. Au contraire, l'acquisition des compétences dans le militantisme est très importante. Mais il s'agit, bien sûr, d'une question de profil.

Aussi, pour de nombreux responsables et militants, les moments de tensions, de crispations et de doutes sont certes pénibles. Mais, dans la lutte pour l'avènement du socialisme, c'est chose normale, presque banale. Dans ce cas, le gros dos s'impose. Et les départs sont oubliés dans l'activisme quotidien et l'arrivée de nouvelles recrues. Chaque fête du 1<sup>er</sup> mai est d'ailleurs l'occasion d'égrener les progrès du parti, l'extension de son rayonnement et les acquis de l'année. Peu de temps après la crise, Ludo Martens se prête à l'exercice avec emphase :

« Depuis le début de l'année, 1 416 jeunes ont pris contact avec Rebelle. 750 étudiants ont pris contact avec MML, notre organisation étudiante. Lors d'élections, ici à l'Université VUB, nos candidats ont obtenu entre 10 et 18 % des voix. À Gand, ils ont eu le soutien de 24 % des électeurs. 1 459 personnes

ont pris contact avec la Ligue anti-impérialiste, 135 personnes étaient présentes lors du week-end de Médecine pour le peuple. En une année, le PTB a diffusé 1 340 000 tracts nationaux, la vente de *Solidaire* a augmenté de 20 % par rapport à 1989. Les abonnements atteignent aujourd'hui un niveau record. [...] Comme le disait le camarade Mao Tsé-toung, grand dirigeant du prolétariat international dont nous fêterons cette année le centième anniversaire de la naissance : il faut avoir confiance dans le parti et il faut avoir confiance dans les masses<sup>335</sup>. »

335 Ludo Martens, *L'Europe aujourd'hui : guerre et crise*, PTB, 1<sup>er</sup> mai 1993, p. 41.

## 12.

« Retrouver » un parti marxiste-léniniste digne de ce nom : la rectification à « gauche »

Les premières années de la décennie nonante sont moroses. À travers plusieurs livres, Ludo Martens s'est employé à recadrer la vision des choses dans les approches théoriques et dans le positionnement international. Le parti doit se remettre sur de bons rails. Le cinquième congrès en sera le catalyseur. Compte tenu du contexte politique international et de la crise éprouvée, le congrès imprime un tournant à gauche et sectaire. Pour les dirigeants, rappel est fait de l'absolue nécessité de faire preuve d'esprit et de discipline révolutionnaires, et d'assurer une qualité marxiste-léniniste irréprochable du collectif dirigeant<sup>336</sup>. Il faut en revenir aux documents et aux actes idéologiques essentiels qui, en 1983, ont sauvé le parti de la « liquidation » et du naufrage marxiste-léniniste. Les cadres et les membres sont invités à se replonger dans certains textes « définitifs » : *La morale révolutionnaire*, *La conception du parti*, *Parti et front uni* et *La crise révolutionnaire*, tous publiés en 1983.

Par ailleurs, un nouvel ouvrage est commis par Ludo Martens en collaboration avec Nadine Rosa-Rosso, *Le parti de la*

<sup>336</sup> *Ibid.*, p. 15.

*révolution*. Ce livre reprend les conclusions essentielles du congrès et surtout l'approche politico-organisationnelle à adopter. Cet ouvrage est l'un des plus importants de l'histoire du Parti du travail. Aujourd'hui encore, il est le livre de référence de la formation des cadres du parti<sup>337</sup>.

Place ainsi à une énième campagne de rectification. Celle-ci s'accomplira à l'aune de neuf thèmes principaux. Le PTB se doit de a) renforcer le « sens de la responsabilité » parmi les cadres supérieurs et b) de perfectionner le « processus de planification ». En parallèle, le parti c) définira « strictement les tâches et les priorités » des cadres, (d) gèrera convenablement son organigramme et (e) améliorera la politique des cadres. (f) À l'avenir, il s'imposera de « mettre les questions de politique et de tactique au poste de commandement » et (g) de conduire la « lutte entre deux lignes » en manière telle que l'unification du parti soit réalisée. Cela passera entre autres par (h) la lutte contre « le bureaucratisme, la paperasserie et la routine » et (i) contre « l'individualisme »<sup>338</sup>. Ces points sont détaillés dans l'ouvrage.

Comme il se doit, la mise en œuvre du processus est étroitement associée à une démarche de formation, qui reste l'alpha et l'oméga du labueur militant. Les grands « classiques » à connaître, décortiquer et analyser sont répertoriés pour que tout un chacun soit mis devant ses responsabilités. De Karl Marx et Friedrich Engels, les ouvrages suivants sont incontournables : *Le manifeste du parti communiste* (1848), *Socialisme utopique et socialisme scientifique* (1877), *Travail salarié et Capital* (1847, introduction d'Engels 1891) et *Le capital* (1867-1894). Toutefois, pour *Le capital*, cadres et militants peuvent se contenter du résumé

337 François Brabant, « Le vrai visage du PTB », *Le Vif-L'Express*, 14 décembre 2012.

338 Ludo Martens, *Le parti de la révolution*, Bruxelles, EPO, 2000 (2<sup>e</sup> édition), p. 23.

présenté dans le *Manuel d'économie politique* de l'Académie des sciences d'URSS (1955). Pour ce qui a trait à Lénine, les livres suivants sont déclinés : *Que faire ?* (1902), *Un pas en avant, deux pas en arrière* (1904), *Deux tactiques de la social-démocratie* (1905), *L'État et la révolution* (1917), *La révolution prolétarienne et le renégat Kautsky* (1918), *Le gauchisme, maladie infantile du communisme* (1920), *L'impôt en nature* (1921) et *De la coopération* (1923). En ce qui concerne Staline, sept textes sont répertoriés : *Principes du léninisme* (1924), *La révolution d'octobre et la tactique des communistes russes* (1924), *Les questions du léninisme* (1926), *Le caractère international de la révolution d'octobre* (1927), *Questions de politique agraire en URSS* (1929), *Pour une formation bolchevique – rapport au comité central mars 1937* (1937), *Histoire du PCUS (Bolchevik)* (1938), *Rapport au XVIII<sup>e</sup> congrès du PCUS* (1939). La production de Mao se limite à quatre ouvrages : *Problèmes stratégiques de la guerre révolutionnaire en Chine* (1936), *De la pratique* (1937), *De la contradiction* (1937) et *De la juste solution des contradictions au sein du peuple* (1957). Enfin, Enver Hoxha est toujours à l'honneur avec *L'histoire du parti du travail d'Albanie* (1970)<sup>339</sup>.

Bien évidemment, on ne saurait réduire la vie et l'activité du PTB à ses postures théoriques et, aussi cruciaux soient-ils pour le parti, aux travaux de Ludo Martens. Le parti demeure investi dans une activité au long cours et participe à de multiples actions ponctuelles. Au lendemain du scrutin de novembre 1991, l'organisation se lance dans une très importante initiative, « l'opération 479.971 ». L'élection nationale de novembre 1991 avait en effet révélé la première grande percée nationale du parti d'extrême droite flamand, le Vlaams Blok.

339 *Ibid.*, p. 45.

Fondé originellement sur les questions communautaires, le Vlaams Blok avait peu à peu réorienté sa propagande et son identité dans la lutte contre l'immigration. À partir de 1984-1985, cette problématique est au cœur de ses campagnes politiques. Cette transformation est concomitante avec l'arrivée d'une nouvelle génération symbolisée par les deux étoiles montantes du parti, Filip De Winter et Gerolf Annemans. Le parti adopte un programme en 70 points contre l'immigration et n'hésite pas à choquer :

« Le Vlaams Blok ne se sent en effet pas lié par la déclaration universelle des droits de l'homme. La déclaration des droits de l'homme a été réalisée avec la participation de personnes originaires du Sénégal et de la Côte d'Ivoire. Aussi, nous ne devons pas ici, à Borgerhout, en tenir compte<sup>340</sup>. »

La progression politique et électorale du Vlaams Blok s'opère en deux temps. De 1981 à 1988, le parti d'extrême droite flamand se déploie principalement à partir de son point de gravité initial : la province d'Anvers. Le Vlaams Blok ne décolle pas politiquement ou électoralement ailleurs. Il se lance alors dans une « opération de rajeunissement » et enregistre une progression marquante à partir des élections législatives de 1987. Pour la première fois, il franchit le seuil des cent mille suffrages : 116 534. Aux élections communales d'octobre 1988, le Vlaams Blok grimpe de manière spectaculaire dans la ville d'Anvers. Il y recueille dix sièges, alors qu'il n'en avait que deux précédemment. Mais plus largement, le parti s'est présenté dans cinquante-trois municipalités contre vingt-cinq en 1982 et a

340 *De Morgen*, 12 juin 1992.

décroché au total vingt-sept mandats de conseillers communaux. À partir des élections européennes de 1989, l'expansion du Vlaams Blok se généralise peu à peu. Avec 241 117 voix, il double son score de l'élection législative de 1987 et décroche un mandat européen. Mais c'est lors de l'élection nationale de novembre 1991 que le Vlaams Blok marque le plus les esprits. Le parti rassemble sous son nom plus de 405 247 suffrages. Le Vlaams Blok est désormais une formation avec laquelle il faut compter.

Pour sa part, le Front national, parti d'extrême droite francophone, a décroché 64 992 voix. D'autres petites formations recueillent quelques milliers de suffrages.

Pour le PTB, l'ambition est de collecter plus de signatures contre le racisme que de voix qui se sont portées sur un parti d'extrême droite, à savoir 479 971. L'initiative rencontre un incontestable succès. Une vraie dynamique vertueuse se met en place. L'investissement des militants est total et le parti escompte d'ailleurs une rente électorale lors des premières élections fédérales et des premiers scrutins régionaux en Flandre et en Wallonie. Mais il y a loin de la coupe aux lèvres.

Lors des élections communales de 1994, le PTB opte pour une couverture maximale. À Bruxelles, l'organisation dépose une liste dans seize des dix-neuf communes. En Flandre, cinquante et une listes du PTB sont présentées aux électeurs, et vingt-huit en Wallonie. Le Parti du travail franchit le cap du un pour cent dans trente-deux localités et conserve son siège à Zelzate, tout en reculant à 7,6 % des voix. L'un ou l'autre résultat est prometteur comme à Lommel (4,1 %). Mais dans la majorité des communes où il est présent, le PTB reste un acteur insignifiant.

### Résultats du PTB aux élections communales de 1994

	Suffrages	%	Sièges		Suffrages	%	Sièges
Anderlecht	222	0,5	0	Audenarde	88	0,46	0
Auderghem	61	0,4	0	Sint-Laureins	65	1,37	0
Berchem Ste-Agathe	55	0,5	0	Zelzate	648	7,55	1
Bruxelles	380	0,7	0	Evergem	211	1,02	0
Etterbeek	87	0,5	0	Gand	1 277	0,86	0
Evere	88	0,5	0	Merelbeke	109	0,74	0
Forest	110	0,5	0	Wachtebeke	75	1,57	0
Ixelles	184	0,6	0	Lokeren	140	0,59	0
Jette	127	0,6	0	Saint-Nicolas	285	0,62	0
Koekelberg	91	1,2	0	Beringen	134	0,59	0
Molenbeek	199	0,7	0	Genk	865	2,8	0
Saint-Gilles	144	1,03	0	Hasselt	269	0,58	0
Saint-Josse	31	0,6	0	Heusden-Zolder	85	0,51	0
Schaerbeek	582	1,5	0	Saint-Trond	99	0,37	0
Uccle	136	0,4	0	Bree	76	0,82	0
Watermael- Boitsfort	39	0,3	0	Houthalen- Helchteren	69	0,45	0
Grimbergen	181	0,83	0	Lommel	766	4,11	0
Hal	169	0,76	0	Bilzen	55	0,28	0
Steenokkerzeel	79	1,19	0	Maasmechelen	78	0,42	0
Vilvorde	157	0,77	0	Ottignies- Louvain-la- Neuve	81	0,6	0
Louvain	378	0,66	0	Ath	250	2,5	0
Tirlemont	101	0,45	0	Charleroi	1 389	1,3	0
Anvers	5 263	1,92	0	Châtelet	754	4,1	0
Essen	114	1,31	0	Courcelles	394	2,4	0
Hemiksem	95	1,48	0	Fontaine- l'Évêque	163	1,8	0
Kalmthout	123	1,21	0	Manage	136	1,2	0
Mortsel	156	0,91	0	Mons	467	0,9	0
Schoten	294	1,41	0	Comines- Warneton	217	2,4	0
Duffel	47	0,44	0	Écaussinnes	42	0,7	0
Heist-op-den-Berg	117	0,44	0	La Louvière	347	0,9	0

Malines	432	0,88	0	Soignies	102	0,7	0
Beerse	56	0,57	0	Binche	216	1,2	0
Geel	197	0,88	0	Erquennes	58	1,01	0
Turnhout	170	0,65	0	Tournai	236	0,6	0
Beernem	74	0,76	0	Huy	117	1,01	0
Bruges	328	0,42	0	Ans	156	1,01	0
Knokke-Heist	117	0,53	0	Flémalle	265	1,7	0
Oostkamp	74	0,51	0	Herstal	452	2,4	0
Torhout	99	0,76	0	Liège	644	0,6	0
Zedelgem	48	0,32	0	Oupeye	101	0,7	0
Courtrai	224	0,44	0	Seraing	497	1,6	0
Harelbeke	108	0,59	0	Verviers	123	0,4	0
Menin	209	0,99	0	Faimes	15	0,7	0
Zwevegem	237	1,48	0	Andenne	49	0,3	0
Ostende	156	0,34	0	Gembloux	62	0,5	0
Tielt	77	0,57	0	Mettet	100	1,4	0
Alost	154	0,28	0	Namur	418	0,7	0
Erpe-Mere	139	1,01	0				

Le scrutin de 1995 est aussi une nouvelle déception. Comme à l'accoutumée, en ces circonstances, la direction a fauté. Elle aurait insuffisamment œuvré au travail de rectification programmé<sup>341</sup> et aurait laissé libre cours au révisionnisme :

« Certains camarades se déclarent d'accord en théorie avec les textes du cinquième congrès, mais ils refusent de voir que les tares des organes dirigeants ont des conséquences concrètes dans l'implantation politique et organisationnelle et la force de frappe du parti. Ceci est une manifestation de révisionnisme, la séparation entre la parole et les faits<sup>342</sup>. »

341 Herwig Lerouge, « Débats dans le PTB sur son résultat électoral de mai 1995 », *Études marxistes*, 1995, n° 27.

342 *Ibid.*

Cette même année, un nouvel agencement organisationnel est établi. Le parti se dote d'un secrétariat général. Le poste échoit à Nadine Rosa-Rosso. Son parcours et sa présence dans les organisations maoïstes est déjà long. Ayant adhéré à UUU, elle avait suivi la branche Tout le pouvoir aux travailleurs (TPT) et pris part à l'établissement de l'UC(ml)B. Elle y avait été mise en quarantaine en 1975 et avait rejoint TPO-AMADA. Son accession au Secrétariat général se déroule dans un contexte mouvant : le choix progressif de Ludo Martens d'assurer une présence régulière au Congo, suite à la chute du président Mobutu et à l'accession au pouvoir de Laurent-Désiré Kabila en 1997.

Cette situation engendrera deux problèmes majeurs dans le parti. Le premier, qui se révélera très durement en 2003, est la dualité des « centres » de pouvoirs entre la présidence – Ludo Martens –, et le secrétariat général – Nadine Rosa-Rosso. Le deuxième concerne le sens de la présence de Ludo Martens au Congo et l'impact peu évident pour le PTB. Nous y reviendrons.

Dans cette phase, une nouvelle mission s'impose au parti : la cristallisation de la lutte contre la social-démocratie, plus précisément contre le Parti socialiste dans l'espace francophone et le Socialistische Partij dans l'espace néerlandophone. Pendant près de quinze ans, le principal adversaire intérieur, outre l'ennemi héréditaire trotskiste, fut le Parti communiste de Belgique. Mais il ne peut plus en être ainsi. Le PCB-KPB n'est plus la cible de la lutte contre le révisionnisme. Nous l'avons observé, dans les années quatre-vingt, le PTB a évolué dans ses positions en matière internationale et a entamé des rencontres et des pourparlers avec certains responsables communistes. Malgré des réserves profondes, cela a mené à certaines révisions dans le chef du PC. Plus importante sans doute est une autre constatation : le PCB n'est plus que l'ombre de lui-même. Il a perdu toute représentation parlementaire

au scrutin législatif de 1985 et n'a jamais pu s'en relever. Dans la deuxième moitié des années quatre-vingt, les questions existentielles sont à l'agenda du PCB-KPB. La chute du mur de Berlin et l'implosion de l'URSS cueilleront un parti communiste au bord de la disparition. Aussi, à l'exception de quelques enclaves – La Louvière, Courcelles, Le Roeulx, Liège, Modave... –, le PCB se décline comme une coquille presque vide en Wallonie et à Bruxelles, et comme un acteur qui a de fait disparu en Flandre. Il s'impose donc de s'attaquer à « l'obstacle » premier et à l'ennemi principal pour le développement du PTB et la supposée élévation de la conscience de classe, le « réformisme social-démocrate ». L'absence d'un livre, d'un « document de fond », pourtant exigé est décrite comme un « handicap » majeur<sup>343</sup>. Les deux partis socialistes doivent être analysés et dénoncés en profondeur. Un grand projet d'une histoire complète de la social-démocratie est préparé. Il ne sera pas mené à son terme. Loin s'en faut. Mais le but de démasquer le révisionnisme de tout temps du POB au PS et au SP est atteint dans un petit ouvrage de synthèse, rédigé par Kris Merckx et Serge Deruette. L'introduction de l'ouvrage ne laisse planer aucun doute sur le sens et le jugement du propos envers les socialistes dans l'action politique et sociale en Belgique :

« La détérioration du niveau de vie des travailleurs s'est poursuivie pendant des années de façon plus rapide encore que sous les gouvernements de droite précédents<sup>344</sup>. »

Pour autant, l'ambition éditoriale est ailleurs. L'essentiel est de démontrer la *trahison éternelle* des socialistes. « Peut-on réformer le

<sup>343</sup> *Ibid.*

<sup>344</sup> Serge Deruette et Kris Merckx, *La vie en rose. Réalités de l'histoire du parti socialiste*, 1999, Anvers, EPO, p. 8.

PS et le SP ? Ils sont aujourd'hui plus que jamais impliqués dans la crise du capitalisme. Leur pratique gestionnaire ne constitue nullement une rupture avec leur passé historique. Elle est la suite logique des choix politiques et idéologiques opérés depuis l'origine par le POB, leur continuation », tranchent Kris Merckx et Serge Deruette<sup>345</sup>. Et les deux auteurs de détailler le fil des trahisons successives qui ont fait du POB et du PSB-BSP, et font du PS et du SP une famille politique « anti-ouvrière », « anti-sociale » et... favorable au suffrage universel. Or, sans qu'il soit besoin de le justifier, le suffrage universel « assure aussi la domination des possédants », comme Marx et Engels l'auraient démontré<sup>346</sup>. Pour *Solidaire*, le péché originel est le même : « Mais beaucoup de militants socialistes pensent qu'à ses débuts, leur parti a été un parti marxiste, menant la lutte de classe contre le capitalisme. C'est un mythe. Tout était déjà dans la phrase prononcée par César De Paepe, en 1890 : "Nous voulons le suffrage universel pour éviter une révolution. Réforme ou révolution, tel est le dilemme qui se pose au peuple belge"<sup>347</sup>. »

Mais l'*histoire* ne s'arrête pas à ce péché originel. Les socialistes belges ont été de toutes les turpides : colonialistes, va-t'en guerre et régionalistes, préférant les « bourgeois francophones » au prolétariat flamand<sup>348</sup>. Ce n'est pas tout, ils se dévoilent également antisoviétiques, au point de déverser « un torrent d'injures à l'endroit des bolcheviques<sup>349</sup> ». Enfin, leurs perspectives et leur action se seraient systématiquement déclinées dans un horizon hostile à l'immigration<sup>350</sup>.

345 *Ibid.*, p. 125.

346 *Ibid.*, p. 17.

347 *Solidaire*, 8 mai 1996, n° 20.

348 Serge Deruette et Kris Merckx, *La vie en rose...*, *op. cit.*, p. 56.

349 *Ibid.*, p. 71.

350 *Ibid.*, p. 100.

La dénonciation du réformisme et de l'action socialiste intervient dans un moment où elle peut s'appuyer sur plusieurs faits marquants d'actualité politique et sociale. Le premier est la tourmente judiciaire qui saisit le PS et le SP en 1994. Guy Spitaels, Guy Mathot et Guy Coëme présentent leur démission comme ministres et sont inculpés. En Flandre, Willy Claes et Frank Vandenbroucke sont aussi dans l'œil du cyclone. Le deuxième fait est la négociation du « plan global ». De 1995 à 1999, le gouvernement Dehaene II mène une importante opération d'assainissement des finances publiques. Même si elle est officiellement menée pour permettre l'entrée de la Belgique dans la zone euro, les pouvoirs publics sont face à une réalité qu'ils ne peuvent ignorer : le niveau atteint par la dette publique en 1993 s'est fixé à 137,8 % du produit intérieur brut. À terme, c'est intenable. Un processus de désendettement est indispensable. Les budgets s'inscrivent dans une rigueur implacable et un plan global est adopté. À l'interne du PS, cette phase est très complexe à gérer. En juin 1996, le Parti socialiste doit même confirmer sa participation gouvernementale lors d'un congrès organisé à Sambreville. Le vote y est acquis à une majorité confortable – 83,43 % de oui, 10,77 % de non et 5,80 % d'abstentions – mais des réserves importantes se sont manifestées à Bruxelles, Soignies et Thuin. Les résultats du conclave de Val Duchesse sont, eux aussi, validés très majoritairement par 457 voix, mais 19 délégués ont voté contre, et 26 se sont abstenus<sup>351</sup>.

Le troisième fait marquant est l'affirmation d'un mouvement social emblématique, celui qui se développe aux Forges de Clabecq. Mené par Roberto D'Orazio et Silvio Marra, le conflit de Clabecq culmine avec l'organisation de la marche multicolore le 2 février 1997. « Gigantesque pied de nez aux appareils politiques et syndi-

351 *La Libre Belgique*, 14 octobre 1996.

caux », selon l'expression de Bénédicte Vaes, journaliste au quotidien *Le Soir*, la marche rassemble 30 000 personnes. Quelques jours plus tard toutefois, une altercation violente entre délégués syndicaux et le curateur Alain Zenner anéantira une bonne partie du courant de sympathie envers les ouvriers de Clabecq et la délégation syndicale de l'usine. La FGTB désavouera les comportements violents et la délégation fut finalement mise hors-jeu lors de la reprise par le groupe Duferco. Roberto D'Orazio et plusieurs délégués établirent un éphémère Mouvement pour le renouveau syndical (MRS). Il ne rencontra qu'un écho mitigé et certaines de ses propositions suscitèrent des remous, à l'instar de la volonté de placer sous un « comité de contrôle et d'éthique » les travailleurs, la presse et les médias<sup>352</sup>.

Dans le conflit de Clabecq, le PTB est omniprésent. Les assemblées générales s'organisent d'ailleurs sous d'immenses portraits de Karl Marx, Friedrich Engels ou encore Lénine. Raoul Hedebouw traduit régulièrement les discours en néerlandais. Pourtant, malgré de nombreuses relations, des rapprochements indubitables et des sollicitations claires, Roberto D'Orazio et Silvio Marra ne rejoindront jamais le PTB. Mais D'Orazio et le PTB accompliront un bout de chemin ensemble lors du scrutin de 1999. Dans le spectre francophone, le premier conduit une liste nommée Debout, à laquelle prend part le PTB. Pendant près de deux ans, D'Orazio est à l'honneur chaque semaine dans *Solidaire*, l'hebdomadaire du parti.

Le PTB n'est cependant pas investi que dans la sphère sociale. Il est aussi très présent dans un autre mouvement substantiel en Belgique, l'affaire des enfants disparus, qui causa un véritable traumatisme dans la société. À l'été 1996, les corps sans vie de Mélissa Russo et Julie Lejeune sont découverts suite à l'arrestation, quelques jours plus tôt, de Marc Dutroux. Un an après leur enlèvement, les craintes originelles se confirment. Amplifiant

352 Roberto D'Orazio, *Debout ! L'esprit de Clabecq*, Anvers, EPO, 1998, p. 122.

l'énorme secousse qui traverse le pays, les corps d'An Marchal et Eefje Lambrecks, de même que celui de la jeune Loubna Ben Aissa sont aussi retrouvés. Profondément choquée, la société belge manifeste, le 20 octobre 1996, ses angoisses, sa solidarité, son exaspération et sa défiance à l'égard du *système*. La *marche blanche* est un des événements marquants de l'histoire politico-sociale du XX<sup>e</sup> siècle en Belgique. Par son ampleur d'abord. Elle figure comme l'une des mobilisations les plus importantes. Plus de 300 000 personnes foulent les rues de Bruxelles ce dimanche-là. Par ses caractéristiques ensuite. La marche est silencieuse et sans revendications précises. Par son organisation enfin : elle n'a pas été lancée et convoquée par des acteurs politiques et sociaux classiques dans l'organisation de manifestations. La défiance envers l'État et ses représentations atteint un niveau exceptionnel.

Le Parti du travail est très présent dans ce mouvement social. La communication avec Gino Russo passe bien, de même qu'avec Tinny Mast, la mère de Kim et Ken. Enlevés, Kim fut découverte assassinée, alors que Ken n'a jamais été retrouvé. Pendant plusieurs mois, une opération contre les « oubliettes » est lancée et entretenue par le parti.

La séquence de 1995 à 1999 marque donc une intense phase de mobilisation sur ces terrains, avec une visibilité certaine du PTB. Pour autant, le parti ne vit pas un long fleuve tranquille. En 1997, l'organisation est confrontée à une nouvelle secousse interne dans le cadre de « l'affaire Saïd Charki ». Le 7 novembre 1997, l'interpellation de Saïd Charki, soupçonné d'être un acteur d'un réseau de trafiquants de drogues, tourne mal. Ce dernier est abattu par la gendarmerie à Anderlecht, rue Wayez. Pendant trois jours, des émeutes émaillent la commune. La présence de responsables du PTB au premier rang des manifestations est assumée. Le parti est d'ailleurs montré du doigt comme un instigateur de

saccages, sinon d'insurrections. Plusieurs responsables libéraux le prennent à partie dans le débat sur les « incidents » qui se sont déroulés dans la commune d'Anderlecht.

C'est dans ce contexte que Boudewijn Deckers, un des fondateurs historiques d'AMADA et le plus proche *lieutenant* de Ludo Martens, quitte le parti. Ce départ semble lié à la fois à une forme de lassitude face à l'engagement permanent auquel sont soumis les responsables et à une importance trop grande accordée au soutien aux immigrés. Après moult discussions avec certains responsables, Deckers reconsidéra son départ et reprit sa place au Bureau politique. Mais des interrogations subsistent : le parti reste sans programme près de vingt ans après celui adopté en 1979.

Le parti est aussi présent sur le terrain des relations internationales. Dans cette phase, plusieurs points sont régulièrement traités. D'abord, le Proche-Orient. En 1993, le PTB condamne les accords d'Oslo et, de manière générale, s'en prend vertement à Arafat, à l'OLP et l'Autorité palestinienne qui se met en place, assimilée à l'État d'Israël<sup>353</sup>. Le parti est aussi pleinement investi dans le combat contre le démantèlement de l'ex-Yougoslavie et contre l'intervention des troupes de l'OTAN contre l'armée serbe.

Le PTB fonde beaucoup d'espoirs dans le scrutin fédéral, régional et européen de juin 1999. Il a été extrêmement présent et visible sur ses terrains de prédilection, la lutte contre le plan global et dans le mouvement social autour des Forges de Clabecq. Certes, il n'a pas réussi à enrôler Roberto D'Orazio. Mais ce dernier a accepté de mener une liste commune pour le scrutin européen, au grand dam du président du Parti communiste<sup>354</sup>. Par ailleurs, son action dans le mouvement des enfants disparus a été remarquée. Le parti attend beaucoup

353 « Arafat trahit toute résistance contre Israël », *Solidaire*, 1<sup>er</sup> mai 1996, n° 19.  
354 *Le Matin*, 26 janvier 1999.

de cette élection. Beaucoup trop sans doute. Au soir du 13 juin 1999, le résultat provoque une immense déception dans ses rangs. Il est même dévastateur. « Les élections sont une défaite politique majeure pour le parti », tranche sèchement la résolution d'août 1999<sup>355</sup>.

De fait, aucun mouvement ne se donne à voir aux élections fédérales et régionales. Pire, le résultat est inférieur à celui de 1995. À l'échelle européenne, la liste Debout enlève un pourcentage d'estime dans le spectre francophone. Mais les espérances étaient tout autres. C'est donc un parti groggy qui sort du cycle électoral. Changer son fusil d'épaule est urgent.

*Résultats aux élections fédérales, régionales et européennes dans la décennie nonante*

	1991	1994	1995	1995	1999	1999	1999
	Chambre	Europe	Chambre	Région	Chambre	Région	Europe
Anvers	0,81	1,46	0,81	0,82	0,85	0,94	0,81
Flandre occidentale	0,36	0,88	0,36	0,36	0,39	0,40	0,37
Flandre orientale	0,42	1,13	0,57	0,55	0,56	0,57	0,54
Limbourg	0,59	1,19	0,73	0,70	0,72	0,70	0,68
Brabant flamand	0,33	0,84	0,32	3,80	0,31	0,40	0,46
<b>Flandre</b>	<b>0,53</b>	<b>1,14</b>	<b>0,58</b>	<b>1,00</b>	<b>0,58</b>	<b>0,62</b>	<b>0,59</b>
<b>Bruxelles</b>	<b>0,33</b>	<b>0,94</b>	<b>0,55</b>	<b>0,50</b>	<b>0,43</b>	<b>0,41</b>	<b>1,19</b>
Brabant wallon	0,27	0,53	0,56	0,57	0,33	0,31	1,76
Hainaut	0,57	1,00	0,76	0,83	0,51	0,57	3,01
Liège	0,50	0,65	0,81	0,72	0,59	0,62	1,66
Namur	0,43	0,59	0,61	0,42	0,31	0,35	1,63
Luxembourg	0,29	0,31	0,36	0,32	0,16	0,16	0,88
<b>Wallonie</b>	<b>0,48</b>	<b>0,74</b>	<b>0,70</b>	<b>0,67</b>	<b>0,46</b>	<b>0,49</b>	<b>2,11</b>
<b>Belgique</b>	<b>0,49</b>	<b>1,00</b>	<b>0,61</b>	<b>0,82</b>	<b>0,54</b>	<b>0,57</b>	<b>1,09</b>

355 « Résolution du comité central sur la campagne électorale de 1999, 7 août 1999 », in PTB, *Apprendre des campagnes électorales à Herstal et à Zelzate*, Documents de base, EPO, n.d., p. 15.

### *Les voies nouvelles de la communication*

À l'issue d'une consultation, le parti adopte une résolution peu originale. Pourtant, elle a une portée politique spécifique dans l'histoire du parti dans la mesure où elle est mise en exergue par l'actuelle direction du PTB, comme précurseur des conclusions du huitième congrès de 2008. Elle serait l'anticipation du *renouveau* ou du *nouveau* du parti. Son approbation à ce moment établirait le soutien de Ludo Martens, le « père fondateur » du PTB, aux orientations votées en 2008 et mises en œuvre depuis. Lors de son décès en 2011, l'hommage du Bureau politique fut très éclairant à ce sujet :

« Ce qui est sans doute moins connu, c'est que Ludo a lui-même posé la première pierre pour le renouveau du parti. En 1999, avant de partir pour le Congo, après les mauvais résultats électoraux du PTB, il a rédigé une étude considérable sur le sectarisme profondément ancré à l'époque au PTB. Selon lui, le parti devait se défaire de son attitude de donneur de leçons et du "j'ai toujours raison". Il devait devenir un parti moderne, ouvert, sans renier ses principes. C'est le renouveau qui a été approfondi entre 2004 et 2008, aboutissant au 8<sup>e</sup> Congrès du PTB. Depuis lors, le PTB a grandi jusqu'à atteindre aujourd'hui 4 500 membres<sup>356</sup>. »

En vérité, les choses sont nettement plus nuancées. Nous l'observerons quant à la posture de Ludo Martens dans la crise de 2003. Mais il en est de même pour ladite résolution. Comme ce

356 « En mémoire de Ludo Martens (1946-2011) », www.ptb.be, 6 juin 2011.

fut souvent le cas dans l'histoire du PTB, ce texte a plusieurs portes d'entrée et ne dévoile pas de ruptures singulières. Les continuités sont d'ailleurs frappantes. Les évaluations et les recommandations récurrentes sont bien présentes. Le texte reprend une sémantique désormais éculée. L'installation d'une ligne stratégique « authentiquement marxiste-léniniste » s'impose et la formation des membres doit « s'intensifier »<sup>357</sup>. Dans le carnet de travail de l'adhérent de cette année 1999, le rappel est permanent. Il s'impose encore et toujours de lire et intégrer les cinq *grands* :

« Comment une telle révolution peut-elle se produire ? Elle ne peut se produire que si nous suivons une voie socialiste authentique. C'est la voie du marxisme-léninisme, la voie qui dans la théorie et la pratique a été élaborée par Marx, Engels, Lénine, Staline et par Mao Tsé-toung<sup>358</sup>. »

Néanmoins, certaines inflexions sont perceptibles. Citons à titre d'exemple l'ambition de distinguer différents statuts de membre. Le PTB est alors une petite organisation en nombre d'adhérents. Tous sont des militants et consacrent un temps exceptionnellement élevé au mouvement. Mais ce modèle du parti léniniste de quasi-professionnels doit être revisité. Après « l'échec de 1999 », il conviendrait de mettre sur pied une strate de membres avec des attentes militantes sensiblement différentes que celles escomptées dans le chef des militants. Ils « achètent simplement une carte du parti pour être membre au niveau le plus élémentaire ». Un document de base leur serait remis pour

357 « Résolution du comité central sur la campagne électorale de 1999, 7 août 1999 », *loc. cit.*, p. 35.

358 Parti du travail de Belgique, *Cycle d'adhésion, carnet de travail*, 1999, p. 20.

fixer les attentes – contenues – réciproques. Chaque adhérent de ce niveau aurait droit à « une éducation très rudimentaire par des articles politiques très simples, des vidéos<sup>359</sup> ».

Un autre axe important dans la résolution est l'attention beaucoup plus substantielle que le parti apportera à l'apparence. La forme du message, plus généralement, la communication ont été par trop délaissées et abandonnées aux bons soins d'intervenants successifs. Il en résulte nombre d'incohérences, une politique éditoriale hétérogène et des campagnes faiblement articulées. Désormais, le parti se fiera et se reportera à ses cadres et à ses sympathisants spécialistes en « propagande, agitation et marketing<sup>360</sup> ». Le temps est venu de porter une considération beaucoup plus grande à l'image et à la présentation de soi-même. Moins mais mieux est la voie. Le PTB aurait distribué des « tonnes de papier » depuis trente ans quasiment en pure perte. Aucun message essentiel ne serait imposé. L'heure est venue de pénétrer la communication moderne et de se départir d'un amateurisme général dans ce domaine :

« Il y a une compétence générale dans le domaine de l'agitation. Nous adoptons un slogan en août et nous le rejetons deux mois plus tard. N'importe quel spécialiste de publicité ou d'*image building* dira que c'est absurde. Idem pour notre logo qui varie à tous vents. Même chose pour nos drapeaux. L'agitation doit être reconnaissable, uniforme, dirigée d'une main de fer qui est absolument absente dans la section Agitation<sup>361</sup>. »

359 « Résolution du comité central sur la campagne électorale de 1999, 7 août 1999 », *loc. cit.*, p. 47.

360 *Ibid.*, p. 23.

361 *Ibid.*, p. 22.

À ce renouvellement attendu de la communication doit s'ajouter une autre mutation : le parti doit s'incarner à travers des « visages reconnaissables » comme le fut Julien Lahaut pour le parti communiste jusqu'à son assassinat en 1950. Des militants seront promus au rang d'*ambassadeurs*. Ils auront la mission d'incarner le PTB sur certaines thématiques. Trois personnalités sont mentionnées pour l'exemple. La première est Lieve Dehaes. Docteur en médecine à la Maison médicale Médecine pour le peuple d'Hers-tal, elle est alors en pointe pour la levée de l'embargo sur l'Irak. La deuxième est Jan Baekelandt, aussi investi à Médecine pour le peuple. Enfin, le très orthodoxe Michel Collon, pourfendeur patenté de la presse, et en pointe contre l'intervention des troupes de l'OTAN en Serbie, est la troisième personnalité citée.

Au final, comme envisagé et promu par le parti en 1979, il s'impose de distinguer les termes du propos en fonction des lieux d'action et d'intervention. Ainsi, toucher les progressistes peut ou doit passer par des propositions concrètes, des propos *acceptables* sinon même par des silences du parti sur certaines dimensions. Le PTB sera plus tactique, plus souple, plus sinueux et tiendra un discours spécifique en fonction de l'interlocuteur, du lieu et du contexte.

Ce nouveau cadre de communication est crucial et doit être mis en œuvre avec doigté. Il ne faut pas l'oublier, l'instauration de la dictature du prolétariat par la violence révolutionnaire s'impose<sup>362</sup>. Mais « dans le moment présent », la mission première est de rapprocher les masses du parti :

« “Ce qui s'est passé en Russie a une grande influence sur les ouvriers.” C'est l'influence non de ce qui s'est passé mais de ce que la bourgeoisie répand comme mensonges sur le communisme. Nous devons y

362 *Ibid.*, p. 41.

répondre, mais nous devons plus réfléchir sur la tactique à suivre, quels combats sont désavantageux à mener, sur quels aspects pouvons-nous marquer des points, quelles formulations sont acceptables pour des progressistes<sup>363</sup>. »

Enfin, sur l'instance de la secrétaire générale Nadine Rosa-Rosso, le parti doit aussi penser les Maisons médicales Médecine pour le peuple comme de potentiels leviers électoraux et politiques. Voilà un espace où des responsables du PTB rencontrent quotidiennement de nombreux citoyens. Pourquoi ne pas en tirer parti électoralement ? Pourquoi ne pas en faire un instrument du recrutement dans la nouvelle catégorie d'adhérents ? Tâche est donc assignée à Médecine pour le peuple de devenir un modèle « dans le domaine du recrutement massif ». Médecine pour le peuple peut aussi servir largement dans la pratique d'enquêtes et de collectes d'informations pour isoler ce qu'attendent les citoyens ou pour affiner les priorités<sup>364</sup>. Enfin, le PTB fixe les « espaces » dans lesquels il convient de puiser des électeurs potentiels et, ce faisant, les partis qui devront faire l'objet d'un maximum de critiques sinon d'attaques. Dans le spectre néerlandophone, trois formations sont citées : le SP, Agalev et le Vlaams Blok. La présence du parti d'extrême droite peut *a priori* surprendre. Mais l'optique n'est pas si étonnante. Le Vlaams Blok a étendu son emprise électorale dès les années nonante dans les milieux populaires, dont certains segments n'échappent pas à une xénophobie latente ou explicite. Pour le PTB, cette observation est un défi. « La montée du Vlaams Blok (aujourd'hui Vlaams Belang, PD.) a incité des patients à quitter notre cabinet », raconte Kris Merckx. « Des patients nous ont dit,

363 *Ibid.*, p. 32.

364 *Ibid.*, p. 52.

après le “dimanche noir” de 1991, quand le Blok a réalisé une percée spectaculaire : “X et Y ne viendront plus ici. Ils disent : ‘ce sont de bons médecins mais je ne veux plus m’asseoir dans la salle d’attente avec tous ces Marocains’ ”<sup>365</sup>. » Merckx, l'un des fondateurs d'AMADA et historiquement implanté à Anvers, ne peut d'ailleurs cacher sa déception face à une certaine évolution, singulièrement dans le monde des dockers :

« Pour notre parti qui, depuis la grève des dockers de 1974, s'engage intensivement en faveur des intérêts des travailleurs portuaires, il était pénible de voir comment le Vlaams Blok avait conquis le cœur et les esprits de bien des dockers<sup>366</sup>. »

Dans l'arène francophone sont mentionnés le Parti socialiste, Ecolo et le Parti communiste. En revanche, contrairement à l'espace flamand, l'extrême droite francophone n'est pas citée. Pour mettre ces formations en difficulté, il faut les connaître le mieux possible. Les étudiants du Mouvement marxiste-léniniste sont ainsi invités à réaliser des mémoires de fin d'études « sur l'histoire récente de chacun de ces partis : leurs positions dans toutes les crises importantes, leurs thèses économique, politique, militaire essentielles<sup>367</sup>. »

### ***Les élections, un nouveau tremplin pour le PTB ?***

Ce qui est recommandé dans la résolution de 1999 est expérimenté lors des élections communales de 2000. Tant dans l'es-

365 Kris Merckx, *Médecin du peuple*, *op. cit.*, p. 36.

366 *Ibid.*, p. 241.

367 « Résolution du comité central sur la campagne électorale de 1999, 7 août 1999 », *loc. cit.*, p. 53.

pace francophone que néerlandophone, le PTB-PVDA aborde ce scrutin d'une manière très différente de celle de 1994. L'ambition n'est plus de présenter une liste dans un maximum de localités, mais de mener campagne de façon approfondie et minutieuse dans certaines entités ciblées. « Contre l'avis de tout le monde, j'ai dit que c'était possible d'avoir des élus. Je suis une femme pratique. J'avais dit : Herstal, c'est une commune de 36 000 habitants. On a une Maison médicale depuis vingt ans. On connaît toutes les familles. Zelzate, même chose. [...] Pour moi, c'était mathématique. Dans une commune si petite, où on connaît tout le monde et on a des fichiers, ce n'est pas possible de ne pas avoir d'élus », rapporte Nadine Rosa-Rosso<sup>368</sup>.

En deuxième approche, il importe de connaître l'état et les attentes de l'opinion et de s'y adapter. La démarche se révéla parfois problématique. À Herstal, les militants du PTB apprennent que la demande de fermeture du Centre pour demandeurs d'asile de Vottem est peu populaire. Nombre de répondants font état d'un « racisme latent ». Identitairement, ce constat n'est pas simple à accepter. Mais le canevas doit être respecté. Décision est prise de peu ou de ne pas aborder ces thématiques dans la campagne<sup>369</sup>. À Zelzate, la principale zone de force du parti, les nouvelles directives sont aussi éprouvées. La figure emblématique choisie est déjà bien connue : Dirk Goemaere est délégué syndical à Sidmar. Et nombre d'ouvriers y travaillant résident dans la commune de Zelzate. Une campagne personnalisée est orchestrée autour de sa « figure ». Finis les « textes anonymes et ennuyeux »

368 Entretien avec Nadine Rosa-Rosso, Bruxelles, 4 juillet 2012.

369 Kris Hertogen, « Bilan de la campagne pour les élections communales d'octobre 2000 dans la commune d'Herstal », in PTB, *Apprendre des campagnes électorales à Herstal et à Zelzate*, op. cit., p. 71.

du PTB<sup>370</sup>, tous les documents du parti pendant la campagne sont ornés de la photo de Dirk Goemaere.

Les questions que suscite cette approche ne sont pas cachées. Dans l'organisation, d'aucuns s'interrogent. N'est-ce pas là une voie glissante vers l'opportunisme ? Après une rectification d'une phase jugée sectaire, le propos est sans surprise. Il importe que la « rectification » n'aille pas trop loin :

« Comme dans toute rectification contre le sectarisme, le danger d'une déviation vers la droite existe. On ne doit pas le nier et il faut être vigilant<sup>371</sup>. »

Le PTB ne dépose donc une liste « que » dans 35 communes, dont 12 communes bruxelloises. Pour la première fois, la couverture est plus importante en Wallonie – douze listes – qu'en Flandre – onze listes. Mais la stratégie est payante. Le parti recueille des scores d'estime dans les communes où il s'est présenté. Et dans les localités expérimentales, la progression électorale et le gain de sièges sont au rendez-vous. Le PTB conquiert un deuxième siège dans la commune flamandaise de Zelzate, où il franchit même le seuil de 10 % des suffrages. À Herstal, il décroche deux sièges en obtenant 7,2 %. En revanche, le parti stagne à Anvers.

370 Lydie Neufcourt, « Comment, à Zelzate, le PTB a conquis deux sièges au Conseil communal », in PTB, *Apprendre des campagnes électorales à Herstal et à Zelzate*, op. cit., p. 130.

371 Kris Hertogen, « Bilan de la campagne pour les élections communales d'octobre 2000 dans la commune d'Herstal », in PTB, *Apprendre des campagnes électorales à Herstal et à Zelzate*, op. cit., p. 77.

### Résultats électoraux du PTB aux élections communales de 2000

	Suffrages	%	Sièges
Anderlecht	204	0,49	0
Bruxelles	318	0,59	0
Etterbeek	152	0,85	0
Forest	80	0,38	0
Ixelles	187	0,62	0
Jette	103	0,46	0
Koekelberg	48	0,61	0
Molenbeek *	613	2,17	0
Saint-Gilles	196	1,27	0
Saint-Josse	65	0,94	0
Schaerbeek **	880	2,11	0
Uccle	138	0,37	0
Louvain	479	0,84	0
Ath	178	1,03	0
Charleroi	1 402	1,33	0
Châtelet	431	2,30	0
Courcelles	315	1,95	0
Manage	159	1,28	0
Mons	509	0,99	0
Écaussinnes	56	0,89	0
La Louvière	431	1,07	0
Herstal	1 436	7,22	2
Liège	775	0,78	0
Seraing	885	2,67	0
Namur	257	0,40	0
Anvers	4 847	1,79	0
Heist-op-den-Berg	112	0,42	0
Malines	353	0,72	0
Herselt	176	1,84	0
Bruges	257	0,32	0
Courtrai	180	0,35	0
Zelzate	1 082	12,79	2
Gand	914	0,62	0
Genk	1 299	3,62	0
Hasselt	209	0,44	0

\* liste PTB-PC, \*\* la liste se nomme Claire en référence à Claire Geraets, médecin à la Maison médicale Médecine pour le peuple.

Zelzate et Herstal sont désormais mis en avant comme des exemples à suivre. C'est dans ce contexte positif que le PTB tient son septième congrès.

### 2002, le congrès que le « PTB nouveau » voudrait oublier

Le septième congrès du PTB est un moment d'ouverture dans le parti. En cohérence avec les démarches entamées après les élections de 1999, le parti souhaite sortir de sa mentalité de *forteresse assiégée* et conduire à un « processus radical de transformation<sup>372</sup> ». Sa posture de parti d'avant-garde doit céder la place à une formation plus large. Aussi les militants s'imprégneront-ils de l'IMPACT, acronyme pour mener à bien les missions assignées.

Le « I » réfère à « internationaliser », car la révolution « ne peut être conçue en dehors du processus de la révolution à l'échelle mondiale et européenne ». Le « M » fait écho à « moderniser » ; dépasser les résistances face à l'usage de l'ordinateur et aux nouveaux moyens de communication est un impératif, tant d'un point de vue interne qu'externe. Le « P » se rapporte à « professionnaliser » : le parti et ses organisations périphériques ne peuvent plus se mouvoir dans l'amateurisme ; ce temps doit être révolu : ordre, méthode et organisation doivent être des leitmotiv. Le « A » renvoie à « agrandir » : l'entrée dans le parti est simplifiée ; un ratio de vingt membres pour un cadre est l'idéal à atteindre. Le « C » est mis en avant pour « communiquer » : une communication réellement pensée, suivie et opératoire est un

372. *Le communisme, l'avenir de l'humanité, Documents du VII<sup>e</sup> congrès du PTB*, mars 2002, p. 9.

objectif central. Enfin, le « T » vise au travail « tous ensemble ». L'élargissement est impératif pour aller de l'avant :

« Pour vaincre, la classe ouvrière a besoin de l'alliance des autres classes et couches de la population, et celles-ci peuvent ne pas se reconnaître immédiatement dans la direction du parti communiste. Nous avons le devoir de contribuer à la constitution de fronts avec le même esprit de vaincre que nous travaillons à construire le parti<sup>373</sup>. »

Cette dynamique s'inscrit dans les conclusions tirées des élections de 1999. Elle est pourtant occultée aujourd'hui. À notre sens, trois raisons expliquent ce silence. La première est que le propos rend moins novateur que présenté ce qui sera adopté comme conclusion au huitième congrès de 2008. La professionnalisation, l'organisation cohérente du parti et la qualité de la communication sont autant d'éléments que nous retrouverons dans les assises de 2008. Le *tournant* du huitième congrès est donc très relatif. Plus encore, si on se rapporte à l'expérience de 1979. La deuxième raison tient à l'affirmation nette quant à la création de « fronts ». Il s'agit bel et bien d'un axe voté par le congrès, alors même qu'après 2003, l'échec électoral autour des deux *fronts* sera porté à charge de la seule secrétaire générale. Enfin, la rhétorique et l'approche d'ouverture sous l'impulsion de Nadine Rosa-Rosso ne cadrent pas du tout avec l'histoire et les termes de la crise que rapportera le PTB après 2003, singulièrement l'élimination d'un courant supposé *sectaire et dogmatique*.

373 *Ibid.*, p. 33.

## 13.

### « La » crise du PTB

À l'horizon des élections législatives de 2003, le PTB opte pour une stratégie d'ouverture politique en constituant deux listes de *Front*. Les deux démarches ambitionnent d'illustrer et de dynamiser les choix du congrès de 2002. En vérité, elles serviront d'éléments cristalliseurs de visions et de regards différents sur les chemins du parti et sur l'interprétation à donner à la résolution de 1999 et aux conclusions du septième congrès.

La première est intimement liée au conflit social à la SABENA. Compagnie nationale de transport aérien emblématique, la SABENA avait été confrontée à d'importantes difficultés financières dans les années quatre-vingt et nonante. Une ouverture au capital privé avait conduit à un accord avec SAirGroup, détentrice de 49 % du capital. La gestion de la société suisse mit à mal l'entreprise et, au début de la décennie 2000, la SABENA est au bord de la banqueroute. Un combat social de grande ampleur est mené, mais il ne peut éviter la mise en faillite de l'entreprise à l'automne 2001. Dans ce combat, plusieurs figures syndicales ont été à la pointe et fortement médiatisées. Deux

d'entre elles s'investiront en politique lors du scrutin de 2003. La plus connue, Inge Vervotte, rejoint le CD&V. L'autre, Maria Vindevoghel, accepte de figurer sur une liste du PTB, que le parti nomme Maria, dans les circonscriptions de Louvain et de Bruxelles-Hal-Vilvorde.

La deuxième est celle qui suscita le plus de commentaires. Dans la province d'Anvers, le PTB noue une alliance avec la sulfureuse Ligue arabe européenne (LAE) et présente une liste nommée Resist. Celle-ci est conduite par Dyab Abou Jahjah, alors président de la LAE. La Ligue arabe européenne s'était fait connaître par une radicale mise en cause de la police anversoise et un positionnement pro-palestinien. La LAE avait notamment lancé des patrouilles de *surveillance* de l'activité policière et, fin 2002, Abou Jahjah avait été arrêté pour « rébellion en bande ».

Dans ces deux combats, la LAE et le PTB avaient souvent fait front commun. Et le parti s'était vertement insurgé contre la stigmatisation de la LAE, considérant par exemple que les patrouilles de la LAE n'étaient ni illégales ni inconstitutionnelles. Au nom du parti, Riet Dhont s'élevait contre les démarches hostiles à la LAE :

« Le gouvernement a déclenché une campagne calomnieuse sans précédent contre l'AEL débordant largement la question des patrouilles citoyennes mises sur pied à Anvers pour surveiller les activités de la police. [...] Le Parti du travail de Belgique ne comprend dès lors pas l'excitation du monde politique à moins de prendre en considération que cette agitation se passe dans le climat de guerre latente que nous vivons depuis les guerres contre l'Irak, la

Yougoslavie et l'Afghanistan et surtout depuis l'annonce par Bush de la guerre "globale" contre le "terrorisme". Dans la population belge, et surtout parmi sa partie d'origine immigrée, règne l'inquiétude, mais aussi la volonté de résistance contre cette menace de guerre [...]. Dans cette question, la Ligue arabe européenne défend des positions anti-impérialistes et de soutien à la résistance des peuples irakien et palestinien. En jetant, de façon mensongère, la suspicion sur cette prise de position, le gouvernement veut manifestement intervenir de façon préventive contre toute forme d'opposition radicale à la guerre<sup>374</sup>. »

Le PTB fit ainsi campagne autour de trois personnalités : Colette Moulaert, médecin engagée contre l'invasion en Irak, Maria Vindevoghel et Dyab Abou Jahjah, dans l'espoir de les mener à la Chambre des représentants. Le résultat électoral n'est pas du tout à la hauteur des espérances. Le parti est loin de pouvoir prétendre à un siège où que ce soit. À l'échelle belge, le PTB se situe au même niveau qu'en 1999, soit un peu plus d'un demi pour cent.

#### *Résultats des élections fédérales de 2003 et des scrutins régionaux et européen de 2004*

	2003	2004	2004
	Fédérales	Régionales	Européennes
Anvers	* 0,90	0,70	0,77
Flandre occidentale	0,27	0,43	0,42

<sup>374</sup> Riet Dhont, « Le PTB à propos de la criminalisation de la Ligue arabe européenne (AEL) », 24 novembre 2002.

Flandre orientale	0,50	0,58	0,63
Limbourg	0,62	0,68	0,77
Brabant flamand	** 0,52	0,44	0,44
<b>Flandre</b>	<b>0,58</b>	<b>0,57</b>	<b>0,62</b>
<b>Bruxelles</b>	<b>** 0,60</b>	<b>0,49</b>	<b>0,60</b>
Brabant wallon	0,00	0,44	0,42
Hainaut	0,77	0,73	0,95
Liège	0,76	0,84	1,10
Namur	0,38	0,35	0,49
Luxembourg	0,00	0,00	0,31
<b>Wallonie</b>	<b>0,57</b>	<b>0,62</b>	<b>0,83</b>
<b>Belgique</b>	<b>0,58</b>	<b>0,58</b>	<b>0,68</b>

\* Liste Resist ; \*\* Liste Maria

Comme en 1995 et en 1999, les choix de la direction sont durement critiqués. La liste Resist focalise la plupart des interventions. Certains se félicitent de la démarche et de la mobilisation d'une partie de la jeunesse belge d'origine maghrébine. Mais plusieurs intervenants jugent que l'alliance fut une erreur. Elle aurait coûté le départ d'un nombre appréciable d'adhérents et l'électorat ouvrier du PTB à Anvers se serait détourné du parti. S'il est possible et même vraisemblable que des électeurs occasionnels ou permanents du PTB aient abandonné le parti, soulignons qu'à notre connaissance, aucune donnée ne permet de l'étayer. Le propos sur le comportement électoral est largement une transposition impressionniste de ce qui a été relevé au plan des militants.

Un mouvement est toutefois intervenu. La liste Resist performe mieux que le PTB en 1999 dans les espaces les plus urbanisés, comme Anvers et Malines, mais est très en-deçà des résultats du parti dans le reste de la province.

*Résultats électoraux comparés de Resist en 2003 et du PTB en 1999 dans la province d'Anvers à l'échelle des cantons (en pourcentage)*

cantons	Resist 2003	PTB 1999
Anvers	2,32	1,56
Arendonk	0,18	0,39
Boom	0,79	0,72
Brecht	0,24	0,69
Duffel	0,28	0,51
Heist-op-den-Berg	0,23	0,59
Herentals	0,21	0,56
Hoogstraten	0,23	0,51
Kapellen	0,37	0,76
Kontich	0,37	0,61
Lier	0,40	0,42
Mechelen	1,24	0,71
Mol	0,31	0,55
Puurs	0,28	0,52
Turnhout	0,31	0,48
Westerlo	0,31	0,60
Zandhoven	0,21	0,53

Après ce qui est ressenti comme un grand échec, la tribune de l'hebdomadaire *Solidaire* est ouverte pour la discussion et le comité central a la mission de présenter une analyse et de soumettre une démarche prospective. Le PTB entre alors dans ce qui est sans doute son moment de trouble le plus fondamental.

### ***2003, la « grande crise » du PTB***

Nous avons eu des difficultés pour pleinement saisir ce qui s'est noué dans cette phase. En effet, le PTB a fait une relation

écrite de sa vision de la crise qui l'affecte dans le deuxième semestre de 2003 et début 2004. Elle a été mise en forme par Jan Hasaers, éditeur d'une brochure intitulée « Contribution à la lutte contre la ligne liquidatrice de l'ex-secrétaire générale ». Malgré plusieurs demandes, le parti a refusé de nous la fournir, arguant du statut de *note interne* et non de brochure publiée dudit document. Le parti et son porte-parole semblent oublier qu'elle a été citée dans des documents accessibles. Dont acte. Mais comme la démarche d'un chercheur est d'essayer de trouver, nous nous sommes finalement procuré ladite brochure. Par ailleurs, au terme de plusieurs démarches, nous avons aussi pu consulter des archives inédites. Enfin, nous avons eu un entretien avec les principaux protagonistes, à l'exception de Ludo Martens, décédé en 2011.

Au lendemain du scrutin, la déception est donc palpable. Le message envoyé par Peter Mertens, Nadine Rosa-Rosso et Kris Hertogen est une invitation à mieux articuler les revendications des listes de Front. « Les militants du PTB, les militants de l'AEL et les militants de la liste Maria devraient pouvoir se réunir afin de discuter de la meilleure approche pour un travail de front à l'avenir. Les tâches sont là. Comment faut-il traduire tout cela dans une stratégie électorale, voilà de quoi il nous faut discuter plus avant », suggère Peter Mertens<sup>375</sup>. Après une phase classique de consultations, de prises de parole, de textes envoyés par les cellules ou par des directions provinciales, un projet de résolution, en forme de synthèse des interventions, des motions et des débats, est soumis à la réflexion par la secrétaire générale du parti. Quelle est sa teneur ? Une des idées maîtresses est que le PTB a un rapport trop distendu avec les élections. La participation au

scrutin ne pourrait avoir pour seule fonction et vertu que de propager les idées du parti. Il s'imposerait de revenir aux débats que la direction du parti a entretenus avec le leader syndicaliste Roberto D'Orazio sur une question essentielle qu'il adressait au parti. Le PTB prend-il part aux élections pour propager sa ligne ou se rend-il dans la campagne pour « gagner » ? En d'autres termes, décrocher des élus et faire un travail politique à partir de ces élus ? À ce stade, en ce compris dans la résolution de 1999, le curseur est trop marqué sur la première partie de l'alternative. Le parti est trop resté ancré dans un désintérêt envers le processus électoral. L'erreur serait triple. Elle serait théorique d'abord. Lénine et d'autres marxistes ont montré tout l'intérêt des processus électoraux. Politique ensuite. Les quelques élus que le PTB a décrochés depuis sa naissance ont pour l'essentiel été abandonnés à leur sort. Ce faisant, une bonne partie de leur travail, jugé comme exceptionnel, est perdu et sans portée alors qu'il est de première importance :

« L'indifférence du parti à l'égard de ses élus s'est déjà clairement manifestée vis-à-vis du plus haut mandat que nous ayons jamais conquis. Comme conséquence de la lutte pour faire élire Kris Merckx au Parlement, Maggy Doumen a été élue au conseil provincial en 1985 ; elle a été réélue lors des élections parlementaires anticipées de 1987. « Beaucoup de thèmes du conseil provincial n'intéressaient pas le parti parce que celui-ci n'était pas actif sur ces terrains : la politique du logement par exemple. Les études montraient qu'il fallait plus de logement social. Le SP et Agalev intervenaient pour promouvoir les maisons à acheter. J'étais dans la commis-

375 *Solidaire*, 21 mai 2003.

sion économique qui s'occupait de l'aéroport de Deurne, exigé par le secteur du diamant. On a visité des entreprises comme la Chimie pour le soutien à l'investissement. J'ai fait beaucoup d'interventions et je suis venue régulièrement dans la presse. Il y avait beaucoup d'intérêt chez ces gens pour ce que je faisais. Dans le parti, c'était considéré comme une fonction de trop. Nous n'avons donc pas pu beaucoup l'exploiter. Un mandat ouvre beaucoup de portes. Quand il y avait une manifestation, j'appelais le commissaire et il me donnait toutes les informations<sup>376</sup>. »

Enfin, l'approche serait aussi erronée dans le travail international et les relations internationales du parti. Les organisations avec lesquelles le PTB entretient des contacts réguliers s'enquière du nombre d'élus, en ce compris les partis communistes du pouvoir. Ayant des contacts officiels avec les partis communistes du Laos, du Vietnam, de Corée du Nord, de Chine et de Cuba, les délégations sont régulièrement interpellées à ce sujet. Aussi s'impose-t-il d'aller de l'avant pour poser les jalons d'une stratégie électorale victorieuse. Deux propositions concrètes sont soumises. La première, déjà établie dans la résolution de 1999, est de mettre en évidence des porte-paroles à l'instar de l'avocat Jan Fermon, de Colette Moulaert, de Michel Collon ou de Mohammed Hassan, spécialiste des relations internationales. Ensuite, la question du « Front » est repensée. La tension générée par la liste d'union entre le PTB et la Ligue arabe européenne conduit le comité central à proposer un approfondissement des débats internes et, hypothétiquement, à

376 PTB, *Résolution du 30 juin 2013 du Comité Central sur les élections*, p. 14.

formuler une proposition par la suite à d'éventuels partenaires. Pour autant, la perspective d'un Front n'est pas rejetée, dans la mesure où elle s'inscrit dans les objectifs définis au septième congrès du PTB. Lier la lutte contre l'impérialisme et contre la guerre au combat interne à la Belgique et à l'Europe y fut défini comme un des objectifs prioritaires. Le projet de résolution rappelle d'ailleurs qu'une des plus belles réussites, aux yeux du parti, fut la campagne Objectif 479.917, campagne de Front. Aussi importe-t-il d'envisager à l'horizon de cinq ans de présenter des listes labellisées « PTB » ou d'autres se déclinant dans une dynamique de « Front » :

« En conséquence, le comité central propose à tout le parti de développer, dans les années 2003-2007, une stratégie électorale double qui fera appel simultanément à des listes de parti et à des listes de front. »

Le 16 juin, le Comité central est saisi d'un projet de résolution, amendé le 30 juin. Les voies du PTB semblent ouvertes et l'incertitude prévaut. La posture liminaire de Ludo Martens donne le sentiment à certains cadres que le PTB doit emprunter la voie du SP Nederland – « on reste maoïste à l'intérieur, on est réformiste de gauche à l'extérieur ». Le 3 juillet, le président du parti livre un premier « bilan des élections ». Après un long historique de l'organisation, Ludo Martens plaide pour la « double ligne ». Pourquoi parler de la guerre dans une campagne ? s'interroge-t-il. Concernant l'alliance avec l'AEL, qualifiée d'erreur, Ludo Martens s'en prend à la direction et questionne les racines de cette faute politique :

« Je pense qu'on avait tous les éléments nécessaires pour prévoir qu'à Anvers nous allions perdre une grande partie de notre base électorale, gagnée en trente années de travail. Si nous n'allons pas au fond de cette erreur, nous ne pouvons jamais unifier le parti sur la vérité qu'il faut "une stratégie électorale du parti"... Pourquoi avons-nous, après trente années d'expérience électorale, appliqué à Anvers justement une "anti-stratégie électorale" ? Avons-nous imposé ce qui apparaissait à la direction comme "théoriquement juste" à la base où les militants sentaient que c'était "pratiquement faux" ? Si les opinions dans notre base étaient tellement divisées, est-ce que cela s'est reflété à la direction ? Est-ce qu'il y a eu des cadres à la direction qui ont combattu les points de vue majoritairement adoptés et avec quels arguments ont-ils été mis en minorité ? Si oui, quel est le bilan maintenant de ces luttes et quelles en sont les conclusions ? »

Et Ludo Martens d'annoncer le besoin d'un profond changement : « La direction supérieure devra être renouvelée en grande partie dans la décennie à venir. » En juillet et en août, le leadership du parti retravaille donc le bilan. Une nouvelle proposition est soumise à l'évaluation des membres du bureau politique, fin août. Elle se décline sous la forme d'une autocritique de la direction du parti dans l'appréhension du travail et du scrutin de 2003 et pose d'emblée l'acte de contrition très classique dans le chef du PTB :

« Les résultats des élections du 18 mai 2003 montrent que la rectification du parti, entamée avec la résolution du Comité central de juin 1999, n'a pas été menée à bien. En particulier dans le cas de la liste Resist à Anvers et en Flandre, la direction du parti a mené une politique gauchiste qui nous a coûté une partie importante de notre électorat ouvrier. »

Le 29 août, le président réagit crûment par écrit au nouveau canevas et, d'une manière à peine voilée, déjuge la secrétaire générale. Pour Ludo Martens, le parti est en voie de sombrer dans l'opportunisme et le parlementarisme. Étrangement, son propos reste centré sur le projet de résolution de juin. Celui-ci est condamné pour révisionnisme et Ludo Martens reprend des termes quasiment identiques à ceux qu'il avait utilisés lors du tournant sectaire de 1983 :

« Le texte du 23 juin dit : "Tant que le parti ne perce pas au niveau électorale, il n'est pas considéré par LES masses comme un parti politique à part entière." C'est du révisionnisme à 100 %. [...] Les élections NE SONT PAS DU TOUT "le seul baromètre objectif" pour mesurer le niveau de la conquête des masses ! Le texte demande : "Est-ce que la conquête des masses s'exprime oui ou non lors des élections ?" La réponse léniniste est NON. [...] Bien sûr, les communistes doivent tenter d'arracher des concessions, mais l'essentiel est qu'ils font comprendre aux masses que la dictature du capital, enveloppée dans les draps du parlementarisme, doit être éliminée par la lutte et la révolution.

Dans le Parlement, les communistes doivent “poursuivre une lutte opiniâtre de longue haleine pour dénoncer, dissiper, vaincre les préjugés démocratiques bourgeois et parlementaires”<sup>377</sup>. »

Au Bureau politique du 30 août, où Ludo Martens est présent, le débat est vif. Un nouveau projet de résolution est rédigé le 1<sup>er</sup> septembre et est envoyé par courriel au Congo, où Martens est retourné. Sa réaction, le 8 septembre, est au vitriol.

La crise que vit le PTB en 2003-2004 se cristallise donc dans cette phase. La narration qu’en donne la direction actuelle du parti est une histoire à l’eau de rose. Elle n’est jamais qu’une reconstruction pour occulter ce qui s’est véritablement déroulé. Lydie Neufcourt<sup>378</sup>, membre du Bureau national actuellement, nous a rapporté que Ludo Martens n’avait joué aucun rôle dans ce déroulé ; Jan Fermon, qu’il avait été « extrêmement prudent<sup>379</sup> » ; et Peter Mertens, qu’il avait joué un rôle très secondaire<sup>380</sup>. C’est tout simplement inexact. Le rôle de Ludo Martens fut crucial.

Peter Mertens est d’ailleurs très bien placé pour le savoir. Il a non seulement été un acteur essentiel des débats, il a surtout rédigé deux textes dans la brochure *Contribution à la lutte contre la ligne liquidatrice de l’ex-secrétaire générale*. Le premier s’intitule « La chronologie de 11 mois de débat et de crise », et le second, « Comment mettre le monde à l’envers : les trois mythes fabriqués par Nadine Rosa-Rosso et Luk Vervaet ». Dans ces deux

chapitres, Peter Mertens lui-même détaille le rôle déterminant de Ludo Martens dans cette phase.

La crise a une portée politique, organisationnelle et personnelle. À notre estime, plusieurs éléments sont en jeu. Le premier est le statut de Ludo Martens dans le PTB. À maints égards, il est le père fondateur du parti. Il fut l’un des principaux dirigeants étudiants dans la deuxième moitié des années soixante, celui qui impulsa la formation d’AMADA puis du PTB-PVDA en 1979, et celui qui orienta, plus exactement, dicta tous les tournants de l’organisation. C’est peu dire qu’il a un rôle singulier dans le parti. Personne ne lui a donc jamais porté sérieusement la contradiction. À beaucoup d’égards, les témoignages se recoupent pour le présenter.

D’abord, quant à sa connaissance approfondie des auteurs marxistes-léninistes, singulièrement Lénine, seul périmètre de ses appréciations. « Il a énormément étudié. Nous nous sommes mis en ménage en août 1968. Et pendant deux ans, il n’a fait qu’étudier », relate son ancienne compagne Grace Winter, qui ajoute : « Il a étudié le marxisme par volontarisme. À la fin, il le connaissait par cœur. Il le citait tout le temps. Il citait quand il fallait. Mais pendant deux ans, il n’a fait que ça. » Nadine Rosa-Rosso confirme : « Il a tout lu ! Il a lu tout Lénine et annoté. »

Ensuite, sur la possibilité de discussions informelles. « J’ai eu plusieurs discussions avec Ludo. Il pouvait écouter », témoigne Luc Walley. Mais dans l’organisation et les réunions, Ludo Martens ne souffrait aucune contradiction. Son point de vue devait s’imposer. « Politiquement, c’était un tyran. Il avait l’idée que lui seul savait. Ceux qui étaient d’accord avec lui, c’était bon. Mais ceux qui n’étaient pas d’accord avec lui... », constate Grace Winter, « ce qui est complètement contradictoire avec la manière

377 Ludo Martens, « Sur la résolution de 1999 et le bilan de 2003 », 29-30 août 2003.

378 Entretien avec Lydie Neufcourt, Gand, 20 février 2013.

379 Entretien avec Jan Fermon, Bruxelles, 4 décembre 2012.

380 Entretien avec Peter Mertens, Bruxelles, 9 août 2012.

dont il était dans la vie quotidienne », ajoute-t-elle. « Martens était le leader et le gardien de cette radicalité. Il définissait la ligne, était le seul juge de l'idéologie, et le chef incontesté. Son pouvoir dans l'organisation échappait à toute critique », corrobore Paul Goossens, l'ancien leader étudiant<sup>381</sup>. « En fait, Ludo avait surtout une autorité par ses silences ! Il parlait très peu. Mais quand il parlait, ça tombait ! C'est quelqu'un qui avait réussi à installer une situation où on ne débattait pas avec lui », juge Nadine Rosa-Rosso<sup>382</sup>. « C'était un dictateur idéologique. Absolument. Il déterminait d'après ses lectures la position. Et les autres expliquaient par après pourquoi c'était comme ça. Il avait une telle connaissance des textes de Lénine que quelle que soit la réponse, il te sortait une citation pour montrer que tu avais tort. Donc, on l'acceptait. Personne n'osait vraiment s'opposer à une opinion de Ludo. Jamais. Et d'une certaine manière, les gens avaient peur. Il pouvait se fâcher », relate un haut cadre dans les années quatre-vingt. Il n'a jamais été mis en minorité, constate Luk Vervaet. « Jamais. Il a créé un style qui le mettait au-dessus des autres. Il pouvait y avoir des discussions ou des contradictions. Mais c'est la personne qui allait trancher. En fait, il était un peu au-dessus de la mêlée. De par l'autorité qu'il s'était créée, c'est devenu quelque chose d'intouchable. Avec tous les défauts que cela peut entraîner<sup>383</sup>. » Chille Deman confirme : « Jamais. Il n'y avait personne qui arrivait à le contredire. Je ne dormais pas avec Lénine sous mon oreiller. Dès qu'on commençait à citer Lénine, je devais abdiquer. Mais plusieurs fois, j'ai été à des réunions à Gand ou Bruxelles où j'avais l'intention de critiquer Ludo sur des points. Je ne l'ai jamais fait. J'étais considéré comme

381 Paul Goossens, « Ludo Martens, le dernier communiste », *Politique*, 2011, n° 71.

382 Entretien avec Nadine Rosa-Rosso, Bruxelles, 4 juillet 2012.

383 Entretien avec Luk Vervaet, Bruxelles, 14 août 2012.

quelqu'un qui osait dire ce qu'il pensait et même la construction de la liste à Schaerbeek, c'était une manière indirecte de prendre des distances. Mais affronter directement, non. Contre Ludo, tu ne pouvais pas avoir raison. On était dans un système de pensée où, si tu voulais contredire Ludo, tu devais trouver des éléments chez Marx, Lénine... Ce n'était pas un raisonnement contre un autre raisonnement. C'était dans le cadre du marxisme-léninisme<sup>384</sup>. » Seul l'avocat Jan Fermon nuance cette dernière pièce du puzzle : « Ludo avait une grande influence. Mais dire que, quand Ludo avait parlé, la discussion était finie, ce n'est pas vrai, je pense<sup>385</sup>. »

Ce schéma est mis en cause en 2003. Certains dirigeants, au premier rang desquels Nadine Rosa-Rosso, ne souhaitent plus s'en laisser conter. Ce refus est lié à un élément majeur. Depuis 1997, Ludo Martens passe la plupart de son temps au Congo, officiellement en soutien politique à Laurent-Désiré Kabila. En la matière, le PTB en fit beaucoup. Énormément même. Ludo Martens y consacra beaucoup d'ouvrages<sup>386</sup>, le parti dénonça durement tantôt le Rwanda, tantôt l'Ouganda, tantôt Mandela dans ses propositions d'une solution pacifiée dans une situation troublée<sup>387</sup>. Nelson Mandela est même dépeint comme un agent des Américains, luttant pied à pied pour contrecarrer le combat anti-impérialiste<sup>388</sup>. Seul le soutien à Kabila de Mugabe, président

384 Entretien avec Chille Deman, Bruxelles, 16 décembre 2013.

385 Entretien avec Jan Fermon, Bruxelles, 4 décembre 2012.

386 Ludo Martens : *Une femme ou Congo*, Anvers, EPO, 1991 ; *Pierre Mulele ou La seconde vie de Patrice Lumumba*, Anvers, EPO, 1985 ; *Kabila et la révolution congolaise. Panafricanisme ou néocolonialisme ?*, Anvers, EPO, 2002.

387 *Solidaire*, 2 septembre 1998.

388 Ludo Martens, « La guerre au Congo et en Afrique centrale et la globalisation impérialiste », Contribution au dixième séminaire communiste international, Bruxelles, 2-4 mai 2001.

du Zimbabwe, présenté comme le coordinateur de la lutte anti-impérialiste, trouva grâce aux yeux du PTB. Dans le parti, beaucoup se sont interrogés sur cette situation. Un président de parti absent l'essentiel du temps pour des raisons peu compréhensibles et l'obligation de missions régulières de coopération et d'éducation politique pour nombre de cadres au Congo. Au surplus, certains épisodes de la vie privée de Ludo Martens au Congo suscitent des questions délicates, une gêne indubitable sinon de l'indignation dans les rangs du parti.

Dès lors, le débat sur la motion à soumettre au Comité central s'opère dans des conditions pour le moins surréalistes. Les critiques acerbes de Ludo Martens sont formulées du Congo, sans contact avec des cadres nationaux ou provinciaux. Et la réponse que le président du PTB assène le 8 septembre semble ignorer les transformations qui ont été apportées au nouveau projet de résolution. Normal, répond Peter Mertens, « il apparaîtra – grâce au témoignage d'un autre membre du CC qui résidait également au Congo – que le président n'a pas reçu le texte du 1<sup>er</sup> septembre<sup>389</sup> ! ». Le problème est que ce membre du CC, actuellement membre du Bureau national, a prétendu très précieusement... l'inverse dans un courriel envoyé début septembre. Il y confirme que le président a bien reçu le nouveau texte. « Je viens de transmettre à Ludo ton message, il n'avait pas oublié, mais quand même c'était tout juste », précise-t-il le 3 septembre.

La réponse de Ludo Martens est cinglante. Le président se dédouane de toute posture gauchiste envers le processus électoral. « Pape » de l'interprétation du marxisme-léninisme dans les rangs du PTB depuis les origines, sa *bulle* est sans appel. Le texte coordonné par la secrétaire générale est un acte liquidateur :

389 Peter Mertens, « La chronologie de 11 mois de crise », in PTB, *Contribution à la lutte contre la ligne liquidatrice de l'ex-secrétaire générale*, 2004, p. 44.

« Et c'est dans une telle situation que nous devons apprendre aux militants que des élus sont le remède miracle ? C'est aller tout droit à la démoralisation et à la liquidation. [...] Les élections ne sont pas du tout “le seul baromètre objectif” pour mesurer le niveau de la conquête des masses ! Le texte demande : “Est-ce que la conquête des masses s'exprime, oui ou non, lors des élections ?” La réponse léniniste est non. »

Le conflit s'envenime. Pour Nadine Rosa-Rosso, qui a eu en charge la direction « opérationnelle » du parti depuis 1995, l'heure est venue de mettre le président, qui a en charge la direction « politique », devant ses propres manquements sinon même ses errements, fait inédit pour le parti :

« Le président concède aujourd'hui que le PTB a besoin d'un programme. Il est effectivement assez difficile pour un parti politique (communiste ou libéral, peu importe), de continuer à défendre contre vents et marées qu'il n'a pas de programme et que cela n'est pas vraiment nécessaire. Le président devrait d'ailleurs répondre pourquoi il n'a pas mené cette tâche à bien, tâche à laquelle il s'était formellement engagé en décembre 1997 devant le Comité central. Mais le programme dont nous avons besoin, c'est un programme qui élabore notre stratégie. Dans ce sens, faire une distinction entre un programme “intérieur” et un programme “extérieur” n'a pas beaucoup de sens. [...] Avec le programme de 1979, on avait une stratégie et on la

défendait. C'était notre stratégie qui déterminait (à juste titre) comment nous développions la ligne de masse. »

Face à cette fuite en avant, une majorité du Comité central demande le retour du président pour tenir ses travaux et organiser le débat à partir d'une commission présidée par Boudewijn Deckers. La session se déroule le 12 octobre. Mais, comme nous l'ont confirmé des participants, l'objet est d'esquiver le débat, « d'oublier » les échanges, les problèmes et les questions politiques soumis. Le président restera président, et la secrétaire générale demeurera aussi. Interpellé, un cadre confie : « Ludo Martens a interdit que ce débat ait lieu, car nuisible et dangereux pour le parti<sup>390</sup>. » À sa manière, Peter Mertens corrobore cette information :

« Lors de la seconde rencontre avec la commission, le président a effectivement dit qu'il ne voulait pas mener le combat frontal avec NRR sur le passé, parce que cela serait, dans les circonstances actuelles, nuisible et désavantageux pour le parti<sup>391</sup>. »

Mais pour quelques responsables, c'est simplement inenvisageable. Nadine Rosa-Rosso présente sa démission de sa fonction de secrétaire générale et de membre du Comité central pour pouvoir mener la discussion comme « militante ». Elle est remplacée par Boudewijn Deckers. Dans les faits, le débat n'aura donc pas lieu. Le parti ne le souhaite pas, estimant son existence en danger. Il juge que Nadine Rosa-Rosso et quelques cadres font

390 Entretien avec Nadine Rosa-Rosso, Bruxelles, 4 juillet 2012.

391 Peter Mertens, « La chronologie de 11 mois et de crise », in PTB, *Contribution à la lutte contre la ligne liquidatrice...*, op. cit., 2004, p. 46.

œuvre de fractionnisme, ce qui est interdit. *In fine*, contrairement à ce qu'affirme Raoul Hedebouw<sup>392</sup>, plusieurs responsables sont bel et bien exclus le 3 avril 2004, après une lénifiante résolution du Comité central en 54 points<sup>393</sup> : Jeannine Tips, Jacques Brouckaert, André Engelen, Herman Vermeulen, Luk Vervaet, mais aussi l'ancienne secrétaire générale, qui en garde un souvenir dramatique :

« Et le 3 avril 2004, le jour de mon anniversaire, ils m'ont exclue. Ma fille avait organisé une super fête. Ils ont même essayé de savoir où avait lieu la fête. Heureusement, mes enfants ne savaient pas tout, car mon fils aurait fait un malheur. Il faut se rendre compte, B.P. a plus été chez moi que chez ses parents ; on habitait la même maison. Et ils ont été les plus virulents<sup>394</sup> ! »

D'autres démissionnent à l'instar de Walter Bauwens, Freddy Visconti ou Françoise Thirionet. La crise du parti fut rendue publique début mars par un article de Claude Demelenne dans *Le Journal du mardi*. Sous le titre « Purge au PTB », Demelenne annonce un nouveau tournant sectaire du parti sous l'impulsion de Ludo Martens, ramenant à un parti racrapoté sur sa vision classique de formation d'avant-garde et réglant « à sa

392 Raoul Hedebouw soutient que ces responsables sont partis sans être exclus dans : Raoul Hedebouw : « Le PTB était trop dogmatique, voire sectaire ! », *Le journal du mardi*, 4 mars-1<sup>er</sup> avril 2009, p. 10. Éléments matériels à l'appui, nous pouvons affirmer que ceci est tout simplement faux.

393 « Résolution du comité central du Parti du travail de Belgique. Au sujet de l'ex-secrétaire générale Nadine Rosa-Rosso et de l'ancien responsable de la politique de cadres Luk Vervaet », in PTB, *Contribution à la lutte contre la ligne liquidatrice...*, op. cit., p. 13-33.

394 Entretien avec Nadine Rosa-Rosso, Bruxelles, 4 juillet 2012.

façon la querelle entre “anciens” et “modernes” en éliminant sa secrétaire générale<sup>395</sup> ». Cette audace lui vaudra une *réponse* de Boudewijn Deckers et David Pestieau, tous deux membres de l’actuel Bureau national. La lettre publiée dans *Solidaire* est un modèle ressorti pour toute crise. Ainsi, oser affirmer que le président fait toujours office de « pape » serait un « classique de la littérature d’extrême droite ». Somme toute, comme le parti l’a éprouvé tout au long de son histoire, il aurait été infecté d’espions, de provocateurs et de liquidateurs qu’il est fier d’avoir réussi à démasquer. Il fallait donc repousser « un appel à peine voilé à la liquidation du PTB, comme d’autres l’ont tenté dans le passé, notamment en 1990-1991, où des informateurs et ex-membres dégénérés (*sic*) ont opéré de concert avec des provocateurs policiers<sup>396</sup> ». En interne, le bureau politique envoie une circulaire reprenant des termes du même acabit et tout un chacun est invité à se replonger dans le livre *De Tien an Men à Timisoara* pour comprendre ce qui se passe :

« Qu’aux alentours du parti (et peut-être en son sein) agissent des flics et des agents provocateurs, infiltrés ou composés de (anciens) membres dégénérés qui s’en foutent des statuts, c’est aujourd’hui l’évidence même. Nous n’avons que d’une part, notre clairvoyance, d’autre part, nos statuts, pour préserver le parti de tomber dans ces pièges. Que tout le monde relise entre autres le chapitre 3 du livre *De Tien an Men à Timisoara* ! Pour les anciens,

cela leur rafraîchira la mémoire. Pour les plus jeunes, c’est une formation indispensable<sup>397</sup> ! »

Début avril, *Le Journal du mardi* corrobore ses informations et annonce l’exclusion de sept cadres suite à la réunion du Comité central du 3 avril<sup>398</sup>. Eu égard aux activités supposées de *fractionnisme* et de *scissionnisme*, mais aussi au fait que « chaque individu est soumis à l’organisation » et pour protéger « l’unité et la sécurité » du parti, plusieurs cadres et militants sont exclus. Le 18 avril, deux cents cadres du PTB sont réunis pour écouter un rapport du Comité central à ce sujet. Celui-ci masque bien entendu la vraie dynamique qui a présidé à cette exclusion.

Ludo Martens a de la sorte réorienté l’essence du débat intervenu entre avril et août. Ses critiques contre le travail du Comité central et contre la secrétaire générale sont extrêmement rudes. Certes, les discussions sont régulièrement tendues et loin d’être amicales dans les organes dirigeants et entre responsables. Et Ludo Martens a toujours procédé de la sorte. Mais son propos est cette fois contredit et réfuté par une partie de la direction. C’est que le président n’avait en rien signalé que le choix de Resist était une « anti-stratégie électorale »... avant le scrutin ou au congrès de 2002. Rappelons qu’il est... président du parti. Ses leçons de marxisme-léninisme du Congo choquent d’autant plus que certains de ses interlocuteurs sortent d’une éprouvante campagne et de longs débats. La posture d’un duo dirigeant dans ces conditions n’était plus tenable.

395 Claude Demelenne, « Purge au PTB », *Le Journal du mardi*, 2 mars 1954, n° 154.

396 David Pestieau et Boudewijn Deckers, « Manipulation et esprit critique », *Solidaire*, 17 mars 2004.

397 Bureau politique : pour les membres organisés du parti, p. 4.

398 Claude Demelenne, « PTB, c’était bien une purge », *Le Journal du mardi*, 11 avril 2004, n° 164.

Le deuxième angle est l'existence de visions différentes sur le destin du parti. Un conflit de légitimité est d'ailleurs posé sur deux textes, la résolution de 1999 désormais référée à « Zelzate-Herstal » et le congrès de 2002. Dans une réponse laborieuse à un cadre démissionnaire, le nouveau secrétaire général en convient, mais évacue d'un revers de la main les décisions prises par l'organe souverain du parti :

« Que Resist fut sommairement approuvé par une session du 7<sup>e</sup> congrès montre que ces documents fondamentaux n'avaient pas été suffisamment assimilés par les cadres et les délégués à ce congrès<sup>399</sup>. »

En vérité, nous l'avons observé, ces textes au statut différent ne sont pas antinomiques. Comment d'ailleurs auraient-ils pu l'être ? Mais la focale sur laquelle s'appuient les différentes sensibilités n'est pas la même. Par ailleurs, le contexte a évolué. Le 11 septembre 2001, l'invasion de l'Afghanistan et les préparatifs pour la guerre en Irak réorientent une partie de l'action du parti, qui y voit une nouvelle phase d'un remodelage impérialiste du Proche-Orient. Peter Franssen publie même un ouvrage aux éditions EPO qui accrédite une thèse, sinon complotiste, à tout le moins cynique dans les attentats du 11 septembre<sup>400</sup>.

Là réside un différend important. Si tant est que cela fut possible, il ne peut se résoudre, car le PTB s'est refusé au débat. Boudewijn Deckers le confirme à sa manière : « L'ex-secrétaire

générale voulait imposer au parti un débat dans le but de liquider ses bases fermes<sup>401</sup>. » Quelle est l'essence de cette divergence ?

À notre avis, elle ne porte pas sur la *double ligne* mais sur la vision du parti en ce début de XXI<sup>e</sup> siècle. Face à une vision figurant le parti comme la formation d'avant-garde, s'appuyant toujours sur la classe ouvrière éclairée des grandes entreprises pour mener la révolution socialiste, s'affirme une sensibilité épinglant ce qu'elle considère comme des mutations : l'affaissement de la classe ouvrière en Belgique et l'avènement de nouvelles catégories d'opprimés : les Belges d'origine étrangère et les immigrés, ou encore les travailleurs peu protégés, travaillant pour des sous-traitants. Par ailleurs, la lutte de libération dans les pays en développement a pris de nouvelles dimensions. L'opposition de fond sera menée sur cette base après les exclusions et les démissions du printemps 2004.

399 Boudewijn Deckers, « En réponse à la lettre de démission de Freddy Visconti », in PTB, *Contribution à la lutte contre la ligne liquidatrice...*, *op. cit.*, p. 184.

400 Peter Franssen, *Le 11 septembre. Pourquoi ils ont laissé faire les pirates de l'air ?*, Anvers, EPO, 2002.

401 Boudewijn Deckers, « En réponse à la lettre de démission de Freddy Visconti », *loc. cit.*, p. 183.

## 14.

### Le cadrage théorique et politique vers le « nouveau » PTB

L'exclusion et la démission de plusieurs cadres n'ont pas clos un débat, qui ne s'est pas véritablement tenu. À l'instar de ce que nous avons pu relever dans chacune des crises que le PTB a connues, la direction du parti va présenter une narration pour tirer toutes les leçons marxistes-léninistes qui s'imposent et, de la sorte, procéder au mouvement de rectification adéquat.

Toutefois, les événements de 2003-2004 dévoilent une nouveauté dans ce schéma habituel. Contrairement aux départs ou exclusions précédents, plusieurs des personnalités sorties du PTB poursuivent un travail politique et portent la contradiction au parti. Néanmoins, le registre de la « discussion » change. L'affrontement ne se fixe plus sur les formes et sur les modalités de la crise, mais sur les possibles orientations politiques. Les « réprouvés » proposent leur point de vue sur certaines thématiques.

*Réprouvés* n'est d'ailleurs pas un terme usurpé. Les militants et cadres ayant quitté le PTB doivent en effet assumer une séparation radicale avec leur vie antérieure. Hors les appréciations

– peu flatteuses – parfois portées à l’encontre des partants ou des exclus, interdiction est faite à tout membre d’entretenir le moindre contact avec les *sortants*. Luk Vervae, adhérent d’AMADA depuis 1972, et Nadine Rosa-Rosso depuis 1976, par ailleurs secrétaire générale de 1995 à 2003, n’ont plus eu la moindre relation personnelle avec un seul affilié après leur exclusion.

Le débat de fond postérieur à l’exclusion ou au départ s’articule à plusieurs éléments. Le premier est, en définitive, le refus du Comité central d’engager la discussion sur le fond. Pour Luk Vervae, il est possible que la liste Resist fut une démarche prématurée. Pour autant, elle s’inscrivait dans les orientations définies par le septième congrès. Une réflexion et un approfondissement de la discussion s’imposaient donc, et non ce qu’il juge avoir observé, une démarche radicale de fermeture :

« La liste Resist n’est pas une fin en soi ni la formule définitive pour créer une alliance, mais était-elle un pas nécessaire dans la construction d’un front populaire anti-capitaliste et anti-impérialiste ? Poursuivre le débat au lieu de le clôturer prématurément est la seule perspective raisonnable<sup>402</sup>. »

Le deuxième élément porte sur ce qui générera la réaction la plus forte du PTB : le rôle central de la classe ouvrière. Or, il mériterait d’être interrogé. Le noyau dur de la classe ouvrière est-il toujours l’avant-garde supposée du prolétariat dans un conflit lisse mettant en confrontation détenteurs des moyens de production et d’échange et travailleurs qui vendent leurs forces produc-

402 Luk Vervae, « La ligne Resist en discussion », *Contradictions*, 2004, n° 108, p. 83.

tives ? Sera-ce la seule force initiatrice du processus révolutionnaire et de l’avènement du socialisme ? Si tant est que la réalité ait jamais été celle-là, Vervae la considère comme dépassée tant en Belgique que dans le monde. Les luttes, les conflits, les acteurs et les sujets seraient bien plus variés. Un parti révolutionnaire devrait les embrasser avec l’ambition d’ériger une coalition majoritaire contre le capitalisme et l’impérialisme :

« L’heure n’est pas à l’auto-proclamation de l’avant-garde. Il faut que les communistes se rangent dans les fronts de lutte avec les autres et parmi les autres, et qu’ils prouvent dans la pratique et dans le débat que leur projet de société est valable pour aujourd’hui et pour demain. Sur ce point, Resist a forcé bien des portes. Elle a obligé les communistes et la gauche à s’exprimer clairement sur les sujets brûlants dans la société en confrontation avec une autre conception du monde<sup>403</sup>. »

Dans cette coalition majoritaire, Luk Vervae avance une idée qui sera l’objet d’un développement politique dans les années suivantes. La « nouvelle théologie de la libération » musulmane est un élément déterminant dans la mise en œuvre de cette coalition, car elle « entraîne les masses les plus opprimées dans la lutte contre l’impérialisme »<sup>404</sup>.

Pour l’ancienne secrétaire générale, Nadine Rosa-Rosso, la réorientation du parti dès 2004 est en contradiction avec les orientations du septième congrès. À ses yeux, le cours qui se donne progressivement à voir témoignerait de l’épuisement de la

403 *Ibid.*, p. 89.

404 *Ibid.*, p. 90.

dynamique initiée par TPO-AMADA et poursuivie par le PTB. L'option retenue « liquide ainsi allègrement une trentaine d'années d'engagement révolutionnaire<sup>405</sup> ». Nous y reviendrons, nous ne partageons pas ce point de vue.

Dans la deuxième moitié des années 2000, en cohérence avec cette vision, Nadine Rosa-Rosso, Luk Vervaeke et d'autres *sor-tis* réorientent leur investissement politique dans l'établissement d'une nouvelle formation politique : Égalité. Dès sa naissance, ce parti a suscité nombre de polémiques. D'une manière globale, elles portent sur deux axes. Le premier est l'alliance détonante entre un pan de la gauche radicale et des personnalités axées sur la place de l'islam dans la société. Cela peut avoir trait à des revendications dans le cadre belge, comme les questionnements relativement au port du foulard. Cela peut aussi se fixer dans l'appréciation à l'endroit d'organisations, dont une partie de l'identité se réfère à l'Islam. À l'international, un exemple emblématique est la situation politique qui prévaut dans les relations israélo-palestiniennes et, plus largement, dans le spectre politique au Proche-Orient.

Selon le point de vue des partisans d'Égalité, des organisations comme le Hamas ou le Hezbollah peuvent être des partenaires. Créé en 1987, le Hamas – Mouvement de résistance islamique – est le principal mouvement palestinien implanté dans la bande de Gaza. Quant au Hezbollah, le « parti de Dieu », il fut fondé en 1982 après la pénétration des troupes israéliennes au Liban. Il est principalement implanté dans le sud du Liban.

Le Hamas ou le Hezbollah devraient pouvoir être considérés comme des alliés dans le combat pour la satisfaction des revendications de la population palestinienne et, plus largement, de la lutte contre l'emprise impérialiste. « La question clé de ce forum

405 Interview publiée par *Mudar de Vida*, 29 octobre 2009.

est de savoir comment soutenir la résistance contre l'impérialisme dans le monde entier. En tant que militante communiste belge indépendante, je voudrais mettre l'accent sur la position de la gauche européenne vis-à-vis de cette question. Les manifestations massives dans les capitales européennes et des grandes villes à l'appui de la population de Gaza ont mis en évidence une fois de plus le problème de base : la grande majorité de la gauche, y compris les communistes, accepte de soutenir le peuple de Gaza contre l'agression israélienne, mais refuse de soutenir certaines de ses expressions politiques comme le Hamas en Palestine et le Hezbollah au Liban », défend ainsi Nadine Rosa-Rosso lors d'une rencontre internationale d'organisations de gauche en 2009<sup>406</sup>. Selon elle, nombre de personnalités et de mouvements de gauche auraient une mauvaise compréhension ou une vision statique du rôle de la religion dans les mouvements sociaux tiers-mondistes. La gauche refuserait « de voir les expressions religieuses comme une “contestation de la misère”, comme une protestation contre l'impérialisme, le colonialisme ou le néo-colonialisme<sup>407</sup> ».

La deuxième grande polémique porte sur la personnalité de Nordine Saïdi, l'actuel porte-parole d'Égalité. En effet, Saïdi avait été exclu dans les années 2000 du Mouvement contre le racisme, la xénophobie et l'antisémitisme (MRAX) en raison de posts sur un blog, qui avaient été jugés racistes<sup>408</sup>.

### *La rectification à gauche du PTB*

L'actuel président, Peter Mertens, a pour mission d'apporter la réponse supposée marxiste et analytique à l'argumentaire de

406 Nadine Rosa-Rosso, *The left and the support for anti-imperialist Islamist resistance*, 11 February 2009, [Countercurrents.org](http://Countercurrents.org).

407 *Ibid.*

408 « Égalité, un mouvement raciste d'extrême droite ? », *ResistanceS.be*.

Nadine Rosa-Rosso. Quoique minimisé, le déclin démographique du monde ouvrier n'est pas nié. Mais cela serait sans importance dès lors qu'est élargi le concept de *classe ouvrière*. Le prolétariat industriel, comme avant-garde, demeurerait la « partie prépondérante de la classe ouvrière ». En effet, dans les rangs du PTB, il est un axiome, pour ne pas dire un dogme, à ne jamais oublier : il y a une et une seule ligne de partage. Elle sépare les détenteurs des moyens de production et d'échange – la bourgeoisie – et le prolétariat, qui vend sa force de travail. Comment dans ces conditions inviter les militants du parti à « sortir de l'usine » ? Cette position est à son estime antimarxiste et révisionniste :

« Nadine Rosa-Rosso oublie que la lutte finale tourne autour de la question de savoir quelle est la classe qui possède les moyens de production, quelle est la classe qui décide du mode de production et de la destination à donner à la production. Se soustraire à l'usine, c'est se soustraire à cette lutte. Cela fait plus d'un siècle et demi que les révisionnistes du marxisme plaident pour l'abandon du lieu de travail<sup>409</sup>. »

Implicitement, Peter Mertens convient que les secteurs ouvriers d'implantation du parti sont (très) bien lotis dans le monde ouvrier. Pour autant, il refuse de reprendre à son compte la notion d'*aristocratie ouvrière*. L'implantation dans le monde ouvrier reste la base, car la classe ouvrière sera l'acteur nodal dans l'avènement du socialisme. Aussi est-ce à partir de la conscientisation accomplie dans le monde des entreprises auprès de la classe

ouvrière qu'une extension des terrains de lutte sera possible et même indispensable. Dès lors que des étapes auront été franchies dans un temps indéfini, le prolongement des terrains de lutte sera possible. L'ouverture à d'autres milieux sociaux, à d'autres catégories sociales – les autres couches de la classe ouvrière, les agriculteurs, les couches prolétarisées de l'intelligentsia, les progressistes et les jeunes qui ont choisi le camp des exploités – est envisageable. Ce « noyau » de la classe ouvrière ne devrait pas aller vers les autres milieux pour se « réoxygéner », selon les termes mis en avant par Nadine Rosa-Rosso, « mais pour faire avancer la lutte sociale tout entière »<sup>410</sup>.

Pour le reste, l'essentiel est d'avancer. Dès 2005, les cadres d'action et de pensée sont déterminés. C'est, somme toute, un retour à 1979. Peter Mertens annonce les transformations de la pratique du PTB. Le parti édifiera un « quartier général révolutionnaire, bien préparé à la lutte et au marxisme » et, en parallèle, pratiquera une lutte au jour le jour pragmatique. Bref, imagé « sur un ton badin » par Mertens, « plus marxiste au sein même du mouvement communiste, plus souple à l'extérieur »<sup>411</sup>. Contrairement au jugement porté par Vervae et Rosa-Rosso, le retour aux pratiques d'établis et à l'investissement dans le monde de l'entreprise serait un retour aux fondamentaux de TPO-AMADA et du PTB. En effet, le parti aurait depuis pas mal de temps « négligé le travail réalisé dans les grandes entreprises<sup>412</sup> ». Des militants sont invités à se faire embaucher. La transformation concernera de la sorte plusieurs niveaux. Pour bâtir et faire fonctionner le *quartier général révolutionnaire*, le parti se *prolétari-*

409 Peter Mertens, « La classe ouvrière à l'ère des entreprises transnationales », *Études marxistes*, 2005, n° 72, p. 47.

410 *Ibid.*, p. 48-49.

411 *Ibid.*, p. 69.

412 *Ibid.*, p. 59.

sera, car il faut assumer son statut de « parti ouvrier<sup>413</sup> ». Mais le caractère ouvrier ne suffit pas en soi. Il faut réaffirmer et confirmer la « théorie du socialisme scientifique<sup>414</sup> ».

L'autre facette est de se présenter différemment. Dit autrement, le parti se donnera à voir sous un jour plus avantageux. Cette ambition est centrale. Une ligne de démarcation capitale est tracée : ce qui se fait et s'énonce à l'interne, ce qui se pratique et se dit à l'externe. Dans les murs du parti, l'espace est plein « pour l'analyse marxiste » de même que pour les grands problèmes stratégiques de l'organisation. Hors les murs, il n'est plus possible « d'apporter en permanence toute l'analyse communiste »<sup>415</sup>.

Comme le font les partis bourgeois ou, plus encore, l'appareil d'État, il n'est plus acceptable d'étaler au grand jour sa « popote interne ». Somme toute, comme le grand Lénine lui-même l'a formulé, il convient de louvoyer :

« Lénine disait aussi : “D’où la nécessité, la nécessité absolue pour l’avant-garde du prolétariat, pour sa partie consciente, pour le parti communiste, de louvoyer, des réaliser des ententes, des compromis avec les divers groupes de prolétaires, les divers partis ouvriers et de petits exploitants. Le tout est de savoir appliquer cette tactique de manière à élever et non à abaisser le niveau de conscience général du prolétariat, son esprit révolutionnaire, sa capacité de lutter et de vaincre.”<sup>416</sup> »

413 Peter Mertens, « Pour un avenir socialiste, avec un parti ouvrier souple et ferme dans ses principes », Contribution au 16<sup>e</sup> séminaire communiste international, 4-6 mai 2007.

414 *Ibid.*

415 *Ibid.*

416 *Ibid.*

Enfin, Peter Mertens éclaire d'un jour intéressant les conceptions déclinées comme erronées de Luk Vervaeet et Nadine Rosa-Rosso. Dans la phase de « communication » contemporaine du parti, ces deux anciens cadres sont souvent dénoncés pour *dogmatisme* voire *gauchisme*. Pourtant, dans le propos de Peter Mertens, à l'instar de l'argumentaire que proposa Ludo Martens en 2003, la condamnation est au contraire celle d'un opportunisme droitier et d'une *posture électoraliste*. Somme toute, celle-ci ne serait qu'une resucée du réformisme. Or, et en cohérence avec l'idée de « retour aux fondamentaux », le Parlement et la lutte parlementaire ne recèlent qu'un attrait limité pour la direction du PTB. Nous y reviendrons, le combat électoral ne présente qu'un intérêt fonctionnel pour la « vraie » lutte, celle qui mène au socialisme à travers la lutte des classes :

« Notre capacité à franchir le fameux seuil des 5 % doit être atteinte pour les élections de 2007. Pour pouvoir mener cette tâche à bien, il est nécessaire de critiquer sérieusement les ‘conceptions gauchistes’ à l’égard de la lutte parlementaire”, écrivait Nadine Rosa-Rosso juste avant de quitter le parti. [...] Depuis la fin du 19<sup>e</sup> siècle, les réviseurs du marxisme prétendent qu'ils pourraient modifier les “rapports de force” au Parlement. C’est l’idée d’un long processus (toujours plus long), en plusieurs étapes (de plus en plus nombreuses), de transition paisible vers le socialisme. [...] Le 20<sup>e</sup> siècle a prouvé la faillite de la théorie qui prétend vouloir modifier les rapports de force au sein des Parlements bourgeois<sup>417</sup>. »

417 Peter Mertens, « La classe ouvrière à l'ère des entreprises transnationales », *Études marxistes*, 2005, n° 72, p. 110-111.

En la matière, Lénine est une fois encore mobilisé dans son *dialogue* avec Karl Kautsky pour prouver, suppose-t-on de manière définitive, que la position révolutionnaire est un rejet de tout intérêt du Parlement pour la construction du socialisme ; si ce n'est ses vertus de *tribune* et, même si ce n'est pas énoncé, pour le bénéfice du financement public des partis. Peter Mertens prête le propos suivant à Nadine Rosa-Rosso : « il ne faut pas critiquer trop vite et trop facilement les expériences gouvernementales de la gauche (radicale) ». Cette déclaration établirait son révisionnisme. Le parlementarisme et la participation au pouvoir sont deux voies rejetées :

« La voie parlementaire vers le socialisme, la transition pacifique vers une économie socialiste, la coexistence pacifique entre le socialisme et l'impérialisme constituent les positions clés du révisionnisme<sup>418</sup>. »

Cette condamnation est réitérée en perspective du huitième congrès. La négation de l'avant-garde ouvrière est inacceptable, inaudible, dirions-nous. L'idée supposée de Luk Vervae et Nadine Rosa-Rosso, selon laquelle, « on ne peut plus parler "d'auto-proclamation" de l'avant-garde mais que celle-ci doit se réaliser », établirait bien l'enlisement dans le parlementarisme et la « conciliation » avec le système<sup>419</sup>.

Dans la communication *externe*, c'en est donc fini du *parti des discours*. Le PTB sera la formation des gens « qui agissent ». Non pas, bien sûr, dans le processus décisionnel des institutions *bourgeoises*, mais dans le monde ouvrier, dans les communes,

418 *Ibid.*, p. 137.

419 *Ibid.*, p. 62.

dans les Maisons médicales Médecine pour le peuple. L'ambition est de mettre en évidence des questions secondaires, mais qui *parlent* aux gens et de se focaliser sur ces thèmes. Le parti qui les traitera sera incarné par des « gens vivants, en chair et en os<sup>420</sup> ».

Tel est le contexte politique dans lequel se présente le PTB au scrutin fédéral de 2007, mais aussi dans lequel il organise ses assises en 2008. Un élément supplémentaire doit néanmoins être mentionné. Alors que les autres organisations de la « gauche de la gauche » avaient quasiment disparu de la carte électorale ou de l'espace médiatique, cette période est aussi un moment d'une énième tentative de refonder une plate-forme de la gauche radicale en Belgique.

### *Nouveaux soubresauts de la gauche de la gauche*

Dans la deuxième moitié des années 2000, un mouvement à la gauche du parti socialiste et du Socialistische Partij anders se met en place en marge du PTB-PVDA. Au départ, la démarche est avant tout flamande. Sa cristallisation s'opère dans l'opposition au pacte de solidarité entre les générations et au traité constitutionnel européen<sup>421</sup>. Les personnalités qui lancent le mouvement sont historiquement proches du SP.a. Il y a d'abord Georges Debunne. Secrétaire général de la FGVB-ABVV de 1968 à 1982, il avait été dans une relation très tendue avec les deux formations socialistes dans la deuxième moitié des années septante. Il s'opposait durement aux responsables socialistes, qui souhaitaient recentrer le programme, adopté en 1974. Marquées du mouvement des *Golden Sixties*, les orientations entraient en confrontation

420 *Id.*, « Pour un avenir socialiste, avec un parti ouvrier souple et ferme dans ses principes », *loc. cit.*

421 Julien Dohet et Jean Faniel, « La gauche radicale toujours en quête d'unité », *La revue nouvelle*, mai-juin 2009, p. 7.

avec le début d'une longue phase de stagnation ou de faible croissance économique. Dans les rangs socialistes, plusieurs lui reprochèrent alors d'avoir facilité, par son manque de sens politique, l'avènement du gouvernement Martens-Gol, qui opéra, entre autres, trois sauts d'index. La deuxième personnalité est Lode Van Outrive. Criminologue réputé de la KU Leuven et intellectuel écouté, il avait accepté de rejoindre la liste du SP aux élections européennes de 1989 pour le compte duquel il siégea une législature au Parlement européen. Jef Sleenckx, enfin, fut parlementaire du SP jusqu'en 1999. Les trois lancent un appel contre la ratification du traité constitutionnel européen et récoltent 15 000 signatures à cette fin. Ils présenteront leurs arguments devant la commission des relations extérieures du Parlement flamand, le 8 novembre 2005.

Leur démarche est prolongée avec l'établissement d'un Comité voor een andere Politiek, qui eut bientôt un correspondant francophone, « Une autre gauche est possible ». CAP en Flandre fut soutenu par le Kommunistische Partij, ainsi que par les organisations trotskistes du Socialistische Arbeiderspartij (SAP) et du Linkse Socialistische Partij (LSP). Eu égard à l'accueil positif que rencontre l'initiative, les promoteurs cristallisèrent la naissance du mouvement lors d'un congrès tenu à Bruxelles le 28 octobre 2006. Quelques organisations d'extrême gauche y prennent part. Le congrès adopta une motion en trois points, retenant notamment le principe de la participation aux élections fédérales de juin 2007 et l'hypothèse de la transformation en parti politique à part entière :

« 1. Il est avant tout et surtout nécessaire de poursuivre la construction du mouvement sous la forme d'un programme politique combatif et avec des proposi-

tions concrètes, radicalement opposé à la politique actuelle néo-libérale et pro-capitaliste. Nous nous y attelons dès aujourd'hui avec les propositions qui sortent des 12 groupes de travail.

2. Nous devons aller plus loin et participer aux prochaines élections fédérales, sans par ailleurs rompre avec la dynamique propre au mouvement. Là où les conditions nécessaires seront réunies pour une participation crédible, des listes seront déposées pour les élections fédérales. Nous nous engageons, sur base des propositions de cette réunion et de toutes nos expériences, à soumettre un programme électoral à l'approbation de notre mouvement.
3. Tous les habitants de Belgique intéressés, peu importe la langue qu'ils parlent, sont invités à collaborer de manière aussi intensive que possible. UAG et CAP doivent poursuivre leur collaboration et l'intensifier, tendre à former une solide coordination, et s'élargir selon les besoins. Une période d'expériences communes sera nécessaire avant de décider si notre organisation politique doit devenir un parti ou rester un mouvement. Cette question sera posée lors d'un futur congrès. »

En février 2007, l'option fut prise d'aller de l'avant et de présenter des listes aux élections fédérales. CAP y déclina un programme articulé sur quelques mesures et idées phares : le renforcement de la sécurité sociale, la réduction du temps de travail à 32 heures/semaine, la suppression de la TVA sur les « produits de base », l'introduction d'un impôt sur la fortune... Néanmoins, en l'absence sur les listes des personnalités qui avaient lancé le

projet, le résultat fut insignifiant. En Flandre, CAP décroche 0,39 %. En Wallonie, le score fut plus décevant encore : 0,18 %. La plateforme politique CAP périclité. En 2009, des listes sont déposées, dans l'arrondissement de Mons notamment avec Roberto D'Orazio, mais sans aucun succès.

## 15. 2008, l'avènement d'un nouveau PTB ?

Le 2 mars 2008, le Parti du travail de Belgique clôt son huitième congrès dans le grand auditorium de la VUB, à Bruxelles. Après la crise de 2003, et après une phase de réorganisation, l'orientation anticipée par Peter Mertens dans la « réponse » aux sortants de 2004 et largement mise en œuvre depuis est déclinée. Le congrès est un exercice de communication en lui-même. La mise en scène est réalisée avec professionnalisme.

En première approche, la présentation de ce qu'est le PTB n'augure pas d'un quelconque changement substantiel. Le parti a été, est et demeurera une formation politique engagée dans la lutte pour l'avènement du socialisme :

« Le PTB n'est pas un parti classique ou traditionnel. Nous nous inscrivons dans un concept de parti de type nouveau. Cela se caractérise par notre objectif, notre analyse, nos tâches et nos principes de fonctionnement. L'objectif. Le parti rassemble tous ceux qui aspirent à une société socialiste. Une

société sans exploitation de l'homme par l'homme.  
Nous nous organisons pour atteindre cet objectif  
historique<sup>422</sup>. »

Dans la même veine, le PTB confirme son appartenance à ce qu'il nomme le « mouvement communiste international<sup>423</sup> ». Le terme doit être entendu dans une acception différente de celle qui prévalait jusqu'au vingtième congrès du Parti communiste d'Union soviétique, nous y reviendrons. Quelle est alors la *nouveauté* principale ? L'approche *extérieure* des choses.

Sur les principes, le parti annonce sa dimension et son caractère inébranlables et « fermes ». En revanche, dans la vie au jour le jour, le mot d'ordre est à la souplesse. Cette idée formulée en 1979 et avant ce huitième congrès est largement explicitée. Dans une dynamique d'ensemble, le parti a pour mission d'encore mieux assumer son rôle de « quartier général révolutionnaire » et de s'assumer comme fidèle au marxisme et à ses grands penseurs en cercle clos. Dans l'approche externe des choses, il convient d'être beaucoup « plus souple » et ouvert qu'auparavant. Cette double facette, cette double identité à assurer est un point cardinal pour le PTB, une donnée presque identitaire :

« Certains camarades disent que le principal objectif pour le parti est d'intervenir de façon plus ouverte, plus souple et plus tactique. C'est une erreur. Le principal objectif du parti, c'est d'être ferme sur les principes et d'être souple<sup>424</sup>. »

422 *Ibid.*, p. 63.

423 *Ibid.*, p. 66-67.

424 8<sup>e</sup> congrès du PTB, *Un parti de principes. Un parti souple. Un parti de travailleurs*, 2008, p. 44.

Nous l'avons mis en évidence, dans le temps court et long, le propos n'est ni vraiment ni complètement neuf. Dans les phases les plus « dures » ou les ouvrages les plus « orthodoxes » du PTB, l'importance de la fermeté des principes et de la souplesse dans l'action fut régulièrement affirmée. Dans *De Tien an Men à Timisoara* ou *Le parti de la révolution*, les livres *implacables* que nous avons analysés, Ludo Martens s'appuyait déjà sur la référence centrale qu'est Lénine pour asséner cette *vérité* :

« Lénine a toujours prôné la fermeté dans les principes et la souplesse dans la tactique<sup>425</sup>. »

À notre estime, la nouveauté tient dans le nouvel équilibre de fait mis en place entre les deux visages du parti. La dimension externe expurgée de la matérialité de l'organisation a désormais beaucoup plus d'importance. Au risque, paradoxalement, d'être somme toute très proche de ce que prônaient les réprouvés de 2003 sur l'importance des élections.

À cette fin, le PTB isole une distinction cruciale pour saisir et comprendre ce parti dans la phase contemporaine : la différence entre ce qu'il nomme lui-même la *salle* et la *cuisine*. Dans une *check-list* de trente points que chaque militant appliquera scrupuleusement, c'est le point dix-neuf. À sa manière, son énoncé est limpide :

« Nous faisons la distinction entre ce qui se passe en salle et ce qui se passe en cuisine. Les meilleurs chefs coqs ne révèlent pas tous leurs secrets (je souligne). La situation dans la cuisine est souvent plus chaotique

425 Ludo Martens, *De Tien an Men à Timisoara...*, *op. cit.*, p. 200.

que l'ambiance soignée de la salle. Il faut dans le parti assez d'attention et d'espace pour toutes les questions stratégiques et tactiques. Vers l'extérieur, nous devons savoir ce qui est essentiel. Dans le temps et l'espace limités que les médias nous accordent, nous voulons nous concentrer là-dessus, même si les journalistes s'intéressent souvent plus à notre cuisine ou aux points difficiles de notre programme (je souligne)<sup>426</sup>. »

Même si ces demandes avaient déjà été formulées antérieurement, le parti doit en finir avec la délivrance de « grandes vérités » ou la présentation du « programme complet ». L'essentiel est d'opérer de manière tactique en agençant son comportement à quatre données :

a) élaborer des mots d'ordre et des revendications plus appropriés, en tenant compte « de ce pour quoi les travailleurs veulent vraiment bouger » ;

b) diversifier les formes de luttes et enlever de « petites victoires » ;

c) modifier sa communication qui, à l'avenir, devra être claire et créative, en associant « le sérieux et l'humour » ;

d) rendre le parti plus attrayant et accessible et surtout, « accorder plus d'importance au travail dans les organisations et associations existantes (en premier lieu les syndicats) »<sup>427</sup>.

C'est à la lumière de cette transformation qui vise la forme avant tout que le PTB se lance dans une *vie nouvelle*. Chaque militant est tenu de respecter le catalogue de trente démarches adossées à cette volonté de se donner à voir différemment, à défaut d'être

426 8<sup>e</sup> congrès du PTB, *Un parti de principes. Un parti souple. Un parti de travailleurs*, 2008, p. 92.

427 *Ibid.*, p. 76.

autre chose que par le passé. Au contraire, sur ce plan, nous l'avons pointé, il convient d'être immuable. Épinglons certains de ces repères que le parti et ses militants doivent appliquer. Il importe de « louvoyer et de nouer des compromis » (point 12), de « déterminer le sujet » (point 22) et de s'occuper des « problèmes concrets » des gens (point 14). En effet les « révolutionnaires » seraient « les meilleurs combattants pour les réformes ». Il convient donc de rechercher et de décrocher des « petites victoires » (point 16), en particulier, élément nodal, en menant une politique médiatique « avantageuse » (point 21). Pour ce faire, le parti devra plus encore s'incarner. Il s'agira de mettre en avant des « personnalités reconnaissables et des porte-parole » (point 20). En parallèle, la simplicité sera la règle, singulièrement en termes d'écrits dans la presse ou dans le matériau distribué. Être « compréhensible pour les gens » (point 25) est fondamental. Enfin, le PTB ne s'isolera plus dans la société pour tenir ses positions marxistes-léninistes. Au contraire, la voie est celle de la recherche d'alliances « les plus larges possible » (point 30). Bref, la tactique sera « un art pour le parti » (point 1). Mieux, un « art politique » (point 2).

Au-delà de cette ligne de conduite, le PTB réaffirme la primauté de ce qui a été au cœur de son travail politique entre 2004 et 2007 : la prépondérance de l'action en milieu ouvrier pour conscientiser au premier chef la classe ouvrière. Les membres, les militants, notamment les jeunes sortant des études, sont conviés à mettre en œuvre une politique d'établissements dans les entreprises :

« Le PTB encouragera de jeunes camarades à aller travailler en entreprise et dans les syndicats. Ils peuvent nous aider à nous approcher du vécu des jeunes travailleurs<sup>428</sup>. »

428 *Ibid.*, p. 118.

Cinq ans après la très sévère crise encourue, le Parti du travail accomplit une nouvelle démarche stratégique. Elle se donne à voir comme pleine de paradoxes. Nous l'avons vu en détail, la démarche d'exclusion de Nadine Rosa-Rosso, de Luk Vervaeke et d'autres membres a, pour une part, été fondée sur un rejet opportuniste « droitier » : trop d'importance accordée aux élections et mise en cause du rôle avant-gardiste de la classe ouvrière. Pourtant, le tournant de 2008, si tant est que nous puissions parler d'un tournant, se donne à voir comme un « tournant à droite », une possible désidéologisation du parti, selon Vincent Scheltiens<sup>429</sup>. Plus d'identité communiste ouvertement assumée. Même la qualification *socialiste* ou toute référence à la gauche sont gommées de la très incolore présentation du parti sur le site web :

« Le PTB (Parti du Travail de Belgique) est un parti national et bilingue (connu sous le nom de PVDA en néerlandais), fondé en 1979. Son programme électoral en 25 points est intitulé "Les gens d'abord, pas le profit". Le PTB compte environ 7 000 membres. Il est actif dans 120 entreprises et bureaux et dans plus que 70 villes et communes de tout le pays. Le PTB compte 52 élus dans plusieurs provinces, communes et districts du pays, ainsi que des conseillers provinciaux. Le PTB est dirigé par un Conseil national qui élit un Bureau du parti de 8 personnes. Le président du PTB est Peter Mertens<sup>430</sup>. »

429 Vincent Scheltiens, « Versnipperd links : een terugblik », *Vlaams Marxistisch Tijdschrift*, 2013, n° 3, p. 11.

430 <http://www.ptb.be/qui-sommes-nous/faits.html>, consulté le 26 octobre 2013.

Le parti n'a jamais commis un tournant aussi droitier après une rectification à... gauche, nous ont dit plusieurs anciens membres, souvent amusés.

### *Le Socialistische Partij (SP) des Pays-Bas, une ressource féconde*

Cette focalisation sur la *forme*, au point d'être obnubilante, est dans une large mesure empruntée à une expérience étrangère, celle du Socialistische Partij (SP) aux Pays-Bas. Les noms sont parfois trompeurs et peuvent générer des incompréhensions. Aux Pays-Bas, le parti de la gauche radicale se nomme Socialistische Partij et le parti social-démocrate, Parti du travail (Partij van de Arbeid, PvdA). En Belgique néerlandophone, c'est exactement l'inverse.

Cette influence du SP n'est pas véritablement cachée au PTB, sans pour autant être mise en exergue. Pour preuve, nous la retrouvons mentionnée dans les travaux du congrès de 2008, mais dans... une note infrapaginale. Dans la nouvelle dynamique tactique et de souplesse que doit emprunter le parti, le PTB suggère de se référer aux « règles d'or » du SP :

« Il est intéressant de garder en tête un certain nombre de règles d'or pour l'action. Voici des règles que nous empruntons au SP Nederland, mais qui correspondent bien à notre expérience :

1. Une action, ça se mène avec les gens. Il faut y consacrer beaucoup de temps et d'énergie.

2. L'action est un moyen d'atteindre quelque chose. Adaptez vos moyens aux changements de circonstances.
3. L'action requiert une connaissance des choses et du savoir-faire.
4. L'action, c'est la lutte. Tenez compte des points forts et des points faibles de toutes les parties impliquées.
5. Passer à l'action signifie attaquer. Évitez de vous retrouver sur la défensive.
6. L'action requiert une bonne organisation. La bonne volonté seule est insuffisante.
7. On mène une action pour engranger des résultats<sup>431</sup>. »

Pourquoi cette influence et ces emprunts ? À l'origine, le Socialistische Partij est aussi une organisation marxiste-léniniste, qui s'appuie sur la pensée de Mao. Le parti se nomme d'ailleurs initialement Kommunistiese Partij Nederland/Marxisties Leninisties (KPN-ML), dissidence en 1971 d'un autre mouvement, le Kommunistiese Eenheidsbeweging Nederland (Mouvement pour l'unité communiste – KEN). Le KPN-ML mue en Socialistische Partij en 1972. À l'instar de TPO-AMADA, le SP est, dans les années septante, un parti extrêmement sectaire et dogmatique, et focalisé sur la défense de la « ligne chinoise<sup>432</sup> ».

Peu à peu pourtant, le parti abandonne son référentiel maoïste, puis, en deuxième approche, son identité marxiste-léniniste. Ce faisant, il délaissera aussi la notion de parti d'avant-

431 8<sup>e</sup> congrès du PTB, *Un parti de principes. Un parti souple. Un parti de travailleurs*, 2008, p. 139-140.

432 Gerrit Voerman et Paul Lucardie, *Sociaal-Democratie nu definitief verdeeld: met volwassen SP is het abandonnement van de PVDA op de linkse Stem verlopen*.

garde et, par la suite, celle du rôle supposé central de la classe ouvrière. Le Socialistische Partij se veut le « parti des gens ordinaires<sup>433</sup> ». En octobre 1991, le SP prend la décision de ne se définir que comme « socialiste ». Et la *conversion* du Socialistische Partij se poursuivra. En 1999, dans son nouveau Manifeste, il délaisse le projet de société socialiste et se rallie à la démocratie représentative comme régime politique.

Dans la deuxième moitié des années nonante et la première partie des années 2000, le SP connaît une progression électorale et politique importante sous l'impulsion de son leader, Jan Marijnissen. Le SP endosse alors le costume d'un parti populiste socialiste selon les termes de Luke March. Selon lui, les partis populistes socialistes dévoilent un leadership fort, une organisation relativement faible et une idéologie peu cohérente, qui articule des thèmes de gauche et de droite<sup>434</sup>. En tout état de cause, le SP n'hésite pas à se présenter comme « le » parti *anti-establishment* par excellence. Cette transformation est concomitante à une révision profonde de sa communication politique.

Deux éléments, qui ont fort marqué le PTB, sont alors au cœur de la stratégie du SP : la personnalisation forte des campagnes électorales et politiques, et les initiatives « protestataires » qu'il mène. « Votez contre, votez SP » – *Stem tegen, stem SP* – devient son slogan clé. Il est décliné autour d'une tomate, son nouvel emblème. Elle symbolise à la fois le rouge, couleur de la gauche en Europe, et la contestation, en figurant le lancer de tomate(s).

433 Gerrit Voerman, « Du maoïsme à la social-démocratie », in Jean-Michel De Waele et Daniel-Louis Seiler (Éds), *Les partis de la gauche anti-capitaliste en Europe*, Paris, Economica, 2011, p. 110.

434 Luke March, « Introduction », in Luke March, *Radical Left Parties in Europe*, Londres, Routledge, 2011, p. 19.

Ces choix, payants électoralement, se firent sur la base d'un credo, qui frôla occasionnellement la xénophobie. Ainsi, au nom de la volonté du peuple, le parti plaida-t-il pour une politique d'intégration plus stricte, en soumettant une alternative aux étrangers : un retour pur et simple au pays ou l'assimilation. Cette position suscita d'ailleurs quelques remous internes. Par ailleurs, le parti s'assume pleinement eurosceptique en entretenant parfois un propos visant à arrêter de payer pour les Grecs ou les Portugais. Le SP avait d'ailleurs été à l'avant-garde de la consultation populaire contre le traité constitutionnel en 2005. Le « non » au traité avait été très largement majoritaire dans la consultation populaire organisée aux Pays-Bas.

Dans la phase contemporaine, le SP essaie de se départir de cette image populiste-protestataire, dans la mesure où son aspiration actuelle est l'exercice des responsabilités. Ainsi escomptait-il pouvoir rejoindre le gouvernement après le scrutin anticipé de 2012. Au plus haut dans les intentions de vote à l'entame de la campagne, le SP a toutefois dû déchanter. Au final, il enregistre même un très léger tassement électoral.

#### *Résultats électoraux du SP aux Pays-Bas*

	Pourcentage en voix	Sièges
1989	0,44	
1994	1,32	2
1998	3,53	5
2002	5,90	9
2003	6,32	9
2006	16,58	25
2010	9,82	15
2012	9,65	15

Le PTB a toujours eu des relations avec le SP, quand bien même ce n'est pas lui son partenaire hollandais dans les séminaires communistes internationaux, mais bien le Nieuwe Communistische Partij (NCPN). Trois éléments ont particulièrement marqué les cadres du parti au milieu des années 2000. Nous l'avons souligné, il y a d'abord la démarche et les campagnes protestataires. Celles-ci sont fondées sur la représentation d'une division du monde en deux camps, le petit peuple et les élites. Une révolte des petits, des « gens ordinaires », est largement suggérée dans les campagnes politiques et électorales du SP. Le PTB empruntera beaucoup à cette démarche, singulièrement le slogan « Votez contre ».

Il y a aussi le souci « d'incarnation ». Le SP a construit sa communication autour de Jan Marijnissen, le leader charismatique du parti. Plus largement, le Socialistische Partij porte une grande attention à la communication politique. Autant d'éléments qui furent une source d'inspiration pour le PTB.

Le PTB est aussi extrêmement intéressé par le modèle organisationnel du SP. Le SP a ainsi tenté et réussi un recrutement massif. Celui-ci s'accomplit bien évidemment dans un horizon qui ne recouvre pas le modèle léniniste de parti avant-gardiste. Les simples membres ne doivent pas faire serment « d'engagement total », mais concourir à la notoriété et aux campagnes du parti. En la matière, la progression du SP hollandais a été exceptionnelle. Le parti a ainsi atteint le seuil des 50 000 adhérents en 2007.

#### *Évolution des effectifs du SP aux Pays-Bas*

1973	600
1974	1 200
1975	1 400

1977	12 000
1986	10 000
1992	15 122
1993	15 517
1994	15 978
1995	16 899
1996	17 056
1997	19 926
1998	21 975
1999	25 052
2000	26 198
2001	26 553
2002	27 291
2003	36 406
2004	43 389
2005	44 299
2006	44 853
2007	50 740
2008	50 238
2009	50 444
2010	46 507
2011	46 308

Cet intérêt et ces leçons du SP sont reconnus dans les rangs du PTB. En revanche, le parti n'assume pas du tout les transformations idéologiques de l'organisation hollandaise, tout particulièrement sa volonté récente de faire ses preuves au pouvoir. « C'est très différent de nous. Eux, ce n'est pas le socialisme leur but », souligne Lydie Neufcourt<sup>435</sup>. « Au niveau du Conseil national, il y a consensus sur le fait que nous ne voulons pas suivre le SP hollandais »,

435 Entretien avec Lydie Neufcourt, Gand, 20 février 2013.

nous a précisé Peter Mertens<sup>436</sup>. Pour le PTB, le projet de société socialiste reste la fin à atteindre. Il ne saurait être question d'abandonner son référentiel marxiste-léniniste en interne, marxiste et léniniste en externe, ou encore de reconnaître la démocratie représentative comme le régime politique de référence.

En termes de relations interpartisanes, le SP a d'ailleurs développé ses liens avec les formations de la gauche radicale scandinave et des organisations appartenant au Parti de la gauche européenne (PGE), notamment avec Die Linke en Allemagne. Cette voie n'est pas du tout celle suivie par le PTB, acteur important, pour sa part, de la galaxie des partis marxistes-léninistes.

### *Un nouveau schéma organisationnel*

Lors du huitième congrès, le parti revoit aussi son armature organisationnelle et son organigramme, afin de mieux répondre à ses nouvelles ambitions. À cette fin, il adopte de nouveaux statuts.

Au plan national, l'organe suprême du parti demeure le congrès. Dans les normes belges, celui-ci se réunit très exceptionnellement. Alors qu'il a vu le jour officiellement en 1979, le PTB a célébré le huitième congrès en 2008 – un congrès tous les quatre ans environ – et le prochain, qui devait tenir ses assises en 2014, a été reporté à 2015, soit un laps de temps de sept ans, quand bien même les statuts stipulent qu'il doit être organisé « au moins une fois tous les cinq ans<sup>437</sup> ». Le congrès remplit trois fonctions importantes. D'abord, les congressistes élaborent la « ligne politique, idéologique et organisationnelle » du parti. Ils élisent aussi, à bulletins secrets, les membres du Conseil national.

436 Entretien avec Peter Mertens, Bruxelles, 9 août 2012.

437 PTB, *Statuts du PTB adoptés au 8<sup>e</sup> congrès*, 2008, p. 15.

Enfin, il leur revient de désigner les « membres conseillers » du Conseil national<sup>438</sup>.

Entre deux congrès, l'organe souverain est le Conseil national, anciennement le Comité central. Outre les membres élus au congrès, le Conseil national accueille en son sein deux représentants de l'Organisation des jeunes – COMAC –, mais cet accueil se fait sous le sceau d'un contrôle social fort. En effet, les deux cadres choisis par COMAC doivent recevoir l'aval d'une majorité des deux tiers des membres du Conseil national pour pouvoir siéger effectivement. Les vingt-six membres officiels du Conseil sont des cadres rodés de longue date : Jef Bruynseels, Jo Cottenier, Bert De Belder, Dirk De Block, Boudewijn Deckers, Tom De Meester, Filip Desmet, Gina Desmet, Riet Dhont, Ivo Flachet, Jan Harm Keijzer, Jan Hasaers, Raoul Hedebouw, Herwig Lerouge, Peter Mertens, Nadia Moscufo, Germain Mugemangango, Lydie Neufcourt, David Pestieau, Benjamin Pestieau, Frank Sonck, Dirk Tricot, Wouter Van Damme, Dirk Van Duppen, Joris Van Gorp et Riet Verspreet. Selon nos calculs, seuls quatre membres n'avaient jamais siégé auparavant au Comité central.

Le Conseil national élit par ailleurs les membres de la troisième structure nationale du parti, le Bureau. Celui-ci a en charge la direction du parti entre deux sessions du Conseil national. Le Bureau compte huit membres, dont trois fondateurs du parti : Peter Mertens, Lydie Neufcourt, Raoul Hedebouw, Jef Bruynseels, Jo Cottenier, Boudewijn Deckers, David Pestieau et Tom De Meester. Sans que cela soit inséré dans les statuts, le PTB compte aussi une *direction quotidienne*. Celle-ci est composée de Peter Mertens, Lydie Neufcourt, David Pestieau et Jo Cotonnier.

438 *Ibid.*, p. 16.

Le président coiffe le tout. En 2008, un grand bouleversement intervient en la matière. Ludo Martens malade, président depuis les origines, cède sa place à l'Anversois Peter Mertens. Mertens a été élu par le Conseil national. Dans les indices de démocratie intrapartisan, ce niveau est le plus faible<sup>439</sup>. L'échelle de démocratie intrapartisan s'élève, lorsque le congrès procède au choix du président et, plus encore, quand le président est choisi au suffrage direct des adhérents, comme le pratique la très grande majorité des partis en Belgique<sup>440</sup>. Enfin, plusieurs formations politiques, à l'instar du Parti démocrate italien, optent désormais pour des primaires ouvertes. C'est donc peu dire que le choix du président est réalisé en cercle – très – clos.

Les organes du parti se réunissent relativement peu. Quatre à cinq sessions par an pour le Comité national et une rencontre par mois pour le Bureau national<sup>441</sup>.

Au plan subnational, le PTB est organisé en fédérations provinciales et en groupements de base. Dans la tradition communiste, le principe de cellule – organisation sur le lieu de travail – et de section – organisation sur le lieu de résidence – a régulièrement été parallèle. Le PTB n'opère plus de distinction dans la mesure où le *groupe de base*, « moteur du travail du parti dans le peuple », peut recouvrir des situations très diverses : organisation dans l'entreprise, dans les communes, dans les « services du parti », ou encore sur « d'autres terrains de travail »<sup>442</sup>.

439 Benjamin Von Dem Berg, Thomas Poguntke, Peter Obert et Diana Tipei, *Measuring Intra-Party Democracy*, Heidelberg, Springer, 2013.

440 Pascal Delwit, Jean-Benoit Pilet et Émilie van Haute (Éds), *Les partis politiques en Belgique*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2011.

441 Entretien avec Lydie Neufcourt, Gand, 20 février 2013.

442 PTB, *Statuts du PTB adoptés au 8<sup>e</sup> congrès*, 2008, p. 12.

Chaque groupe de base doit élire un président et procéder à un partage des tâches. Épinglons une fois encore la présence d'un contrôle politique notable. En effet, l'élection du président de groupe « doit être confirmée par la direction provinciale<sup>443</sup> ». C'est que le PTB fonctionne en vertu du *centralisme démocratique*<sup>444</sup> et considère que l'unité du parti et la « lutte contre les menées de division » sont un « principe fondamental » :

« Des fractions ou des groupes qui s'organisent sur base d'autres décisions ou d'autres plates-formes politiques ne sont pas autorisés. De tels fractions ou groupes minent inévitablement l'unité, le fonctionnement démocratique et la force de frappe du parti<sup>445</sup>. »

Et le parti assume sans ambiguïté son centralisme rigide :

« Les décisions des organes de direction et des responsables sont contraignantes pour la totalité de l'organisation<sup>446</sup>. »

Dans cette logique, le PTB fonctionne sur le principe d'un *mandat impératif* fort. Ainsi, l'article 38 stipule que tout mandataire public du PTB doit toujours garder son mandat « à la disposition du parti<sup>447</sup> ». En la matière, notons ce qui peut apparaître comme un paradoxe entre la promotion d'un centralisme démocratique ferme

443 *Ibid.*, p. 14.

444 *Ibid.*, p. 22.

445 *Ibid.*, p. 24.

446 8<sup>e</sup> congrès du PTB, *Un parti de principes. Un parti souple. Un parti de travailleurs*, 2008, p. 66.

447 *Ibid.*, p. 29.

et la valorisation d'extension d'instruments dits de démocratie directe dans la société, en particulier le principe référendaire.

En matière d'adhésion, une double nouveauté est mise en œuvre : la simplification du processus d'adhésion et la diversification des statuts de membre sont confirmées dans la foulée du septième congrès. Selon les termes de l'article 6, rejoindre le Parti du travail sera somme toute un processus et un acte banals. Il suffit d'avoir atteint l'âge de 18 ans, de se « reconnaître » dans le parti et de payer une cotisation<sup>448</sup>. Plus significatives sont la hiérarchie et la diversification des statuts d'adhérent. Trois catégories sont énoncées : le *membre consultatif*, le *membre de groupe* et le *militant*.

Le membre consultatif fait référence à l'adhérent tel que défini dans l'article 6. Aucune autre condition n'est attendue de lui que de se « reconnaître » dans le parti et de verser une cotisation. Nous pouvons largement l'assimiler à ce que la littérature politologique désigne sous le vocable de membre passif : un adhérent qui ne consacre quasiment aucun temps à son parti, mais qui lui marque son soutien par son appartenance et le paiement d'un écot. De fait, le Parti du travail ne sollicite pas trop les *membres consultatifs*. Pourtant, ces adhérents d'un nouveau type présentent plusieurs avantages pour le PTB. D'abord, ils peuvent s'abonner à *Solidaire*, l'hebdomadaire du parti. Outre la *newsletter*, ils sont de la sorte en contact régulier avec le parti et ses messages. La sympathie pour le parti est ainsi entretenue. Ensuite, ils contribuent à la « légitimité du nombre » de membres. Au congrès de 2008, le parti encourageait ses membres à être très proactifs en matière de recrutement :

« Nous voulons que chaque membre ait cinq cartes de membre en poche. Nous voulons que chacun se pose la question : "Ai-je déjà présenté la carte de

448 PTB, *Statuts du PTB adoptés au 8<sup>e</sup> congrès*, 2008, p. 9.

membre du PTB à mes camarades de travail, à mes collègues, au syndicat, à ma famille, dans mon club de sport ou à toute autre occasion ?<sup>449</sup>. »

Depuis, le PTB fait fièrement état de la croissance de son nombre d'adhérents, établissant à la fois la légitimité de la démarche du huitième congrès et celle de son poids nouveau auprès de l'extérieur, envers différents acteurs sociaux, les citoyens et, bien sûr, les médias. La croissance est censée illustrer l'aura grandissante du parti dans la société et galvaniser le parti.

Par ailleurs, les membres passifs peuvent concourir à des tâches simples, comme relayer sur les réseaux sociaux des messages du parti – retweeter ou « liker » sur Facebook –, ce qui augmente la portée de la communication du PTB par cette voie. Au surplus, ils peuvent être mobilisés pour une ou deux actions par an où ils sont physiquement présents – manifestation syndicale ou conseil communal, par exemple. Bien évidemment, ils versent une cotisation et font occasionnellement un don, en particulier en campagne électorale. Enfin, certains d'entre eux peuvent accepter d'être présents sur une liste électorale, par exemple lors des scrutins communaux.

Avec le *membre de groupe*, nous montons d'un échelon dans l'investissement attendu mais aussi dans le contrôle politique. Celui-ci doit, bien sûr, se reconnaître dans le parti, mais il doit aussi prendre part « régulièrement aux réunions du groupe de base ». Ce faisant, ledit groupe de base et « l'organe immédiatement supérieur » doivent approuver cette adhésion de deuxième niveau<sup>450</sup>. Dans les typologies politologiques, cette catégorie s'as-

449 8<sup>e</sup> congrès du PTB, *Un parti de principes. Un parti souple. Un parti de travailleurs*, 2008, p. 120.

450 *Ibid.*, p. 11.

simile au militant de parti : celui qui investit du temps et, souvent, des moyens au profit de son parti d'appartenance.

Avec le *membre militant*, nous atteignons le degré qui s'assimile à des fonctions de cadre ou à des investissements qui s'approchent de « l'engagement » total dans des organisations englobantes. Aux stipulations préalablement fixées pour le membre de groupe s'ajoutent deux conditions supplémentaires : le *membre militant* doit être prêt à « suivre le programme de formation des militants » et doit appliquer les « règles financières fixées »<sup>451</sup>. Qu'est-ce à dire ? Les formations l'initient aux fondements idéologiques du parti – le marxisme-léninisme – et lui font – éventuellement – découvrir les objectifs du parti, la construction d'une société socialiste à partir des acquis de Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao en particulier. On notera néanmoins que, lors du congrès de 2008, ces deux derniers ne sont pas explicitement mentionnés, lorsque le PTB rappelle que sa conception du monde s'agence au marxisme, dont les fondements, précise-t-il, « ont été posés par Karl Marx, Friedrich Engels et Vladimir Lénine<sup>452</sup> ». Pour ce qui est des règles financières, les *membres militants* s'engagent à reverser au parti ce qui est supérieur au barème fixé par le parti. Celui-ci diffère en fonction de la situation familiale, mais il est très modeste.

Depuis cette nouvelle approche, le parti a vu son nombre d'affiliés augmenter. Il faut dire que le PTB tolère la double appartenance. Le *bulletin d'organisation* relate de la sorte comment un dirigeant d'une Union socialiste communale (USC) fut autorisé à rejoindre le parti, avec rang consultatif néanmoins et malgré « la lutte contre le PS<sup>453</sup> ». Les comparaisons sont toute-

451 *Ibid.*

452 *Ibid.*, p. 46.

453 PTB, *Bulletin d'organisation*, mars 2007.

fois complexes. En effet, nous l'avons observé, la notion d'adhérent a évolué lors de l'adoption des nouveaux statuts. Par ailleurs, le nombre réel de membres du PTB avant cette réforme n'est pas facile à établir. En 2003, l'ancienne secrétaire générale Nadine Rosa-Rosso annonçait le chiffre de 2 500<sup>454</sup>, résultat de l'ouverture du parti entreprise à partir de 1999.

Pour la période postérieure, les chiffres annoncés par le parti dévoilent une augmentation à partir de 2008. D'un peu moins de 3 000 membres à cette date, le PTB aurait atteint 6 810 adhérents en 2013, dont un millier environ pour la seule province de Liège<sup>455</sup>. Certes, il faut prendre ces données avec prudence, dès lors que le statut des membres a évolué. Il n'empêche, il témoigne de l'augmentation du rayonnement du PTB dans l'espace francophone et du PVDA en Flandre.

#### *Évolution des effectifs du PTB-PVDA<sup>456</sup>*

2005	2 251
2006	2 335
2007	2 625
2008	2 890
2009	3 154
2010	3 939
2011	4 477
2012	5 602
2013	6 810

454 Cité dans Manuel Abramowicz, *La gauche radicale en Belgique francophone (1963-2004) : impact électoral, politique et social*, mémoire UCL, 2004, p. 143.

455 « Damien Robert (PTB+) : 'On écoute les problèmes des gens et ça dérange !' », <http://infopol.blogs.sudinfo.be/ptb/>, 21 octobre 2013.

456 Chiffres du Secrétariat du parti. Nos remerciements à Raoul Hedebouw.

#### *La nouvelle communication en marche*

Le scrutin régional et européen de 2009 est une première occasion de tester certains éléments dans la nouvelle approche communicationnelle. Le parti calque largement sa campagne sur celle du Socialistische Partij hollandais quelques années auparavant. Le PTB s'y présente sous les atours d'un parti anti-*establishment*, rejetant et dénonçant le « cirque politique ». À l'instar de la tomate de leurs collègues hollandais, les militants du PTB adossent leur campagne à un visuel reconnaissable, le « nez rouge ». Les hommes et les femmes politiques ne seraient somme toute que des clowns. Et mimant plus avant la campagne du SP hollandais, le slogan retenu est « Votez contre ce cirque politique, votez PTB ». Par ailleurs, le parti s'empare de ce scrutin pour aussi incarner plus avant sa démarche. Il l'accomplit en présentant une candidate pour le moins inattendue, Tine Van Rompuy. Tine Van Rompuy est la sœur de celui qui est encore Premier ministre pour quelques semaines, avant de devenir président du Conseil européen, Herman Van Rompuy, et du député flamand Eric Van Rompuy. Troisième candidate sur la liste néerlandophone du parti aux élections européennes et deuxième sur la liste du Brabant flamand aux régionales, sa présence sur les listes du PTB-PVDA frappe les imaginations, et elle recueille un score d'estime, après une couverture médiatique appréciable. À l'Europe, avec 6 337 voix de préférence, son niveau est proche de la tête de liste, le président Peter Mertens (6 981 voix de préférence). À la région, elle recueille le meilleur score préférentiel de la liste avec 1 651 suffrages. Depuis, Tine Van Rompuy est systématiquement candidate. C'est notamment elle qui conduisait la liste néerlandophone du Sénat en 2010, où elle décrocha 12 501 voix de préférence.

En 2009, elle est officiellement présente comme *candidate d'ouverture*. Son adhésion au parti est annoncée quatre ans plus tard, le 1<sup>er</sup> décembre 2013. Ce montage atteste que le PTB est prêt à aller très loin dans sa nouvelle *communication*. C'est que l'idée de candidature d'ouverture était déjà un mensonge par... omission. L'adhésion au 1<sup>er</sup> décembre 2013 est une pure contre-vérité. Tine Van Rompuy est membre du PTB de – très – longue date<sup>457</sup>.

Signalons que cette campagne « nez rouges » n'a pas été sans provoquer des interrogations en interne et des questionnements en externe. Dans une interview postérieure au scrutin communal et régional d'octobre 2012, le porte-parole du parti, Raoul Hedebouw, justifia d'ailleurs la démarche compte tenu d'un contexte que le PTB jugeait singulier :

« En 2009, la campagne “nez rouges” s'est déroulée dans un contexte très spécifique : un blocage total du pays pour des raisons communautaires. Nous avons voulu pointer du doigt l'immobilisme de la classe politique. Aujourd'hui, on ne referait pas une campagne comme ça<sup>458</sup>. »

La campagne de 2010 marque une légère inflexion dans le nouvel axe de communication du PTB. Les *nez rouges* sont abandonnés, mais la métaphore du cirque se retrouve toujours dans le matériel de campagne du parti. « Le Parlement est devenu un

457 Cette information nous avait été rapportée par de nombreux témoignages. Nous avons par ailleurs un document qui établit sans l'ombre d'une ambiguïté l'appartenance de Tine Van Rompuy au parti depuis très longtemps.

458 « Une interview de Raoul Hedebouw : “Les luttes sociales peuvent servir de tremplin à la dynamique politique amorcée...” », LCR, 14 novembre 2012.

grand cirque, avec BHV comme clou du spectacle. Ça ne peut pas continuer. Vous êtes fâchés et vous avez raison », déclame l'introduction du programme de 2010<sup>459</sup>.

La nouvelle démarche n'est pas mise à l'épreuve qu'à l'aune des campagnes électorales. D'autres dimensions peuvent être mises en évidence. L'une d'entre elles est l'*incarnation*. Depuis la tenue du huitième congrès, le Parti du travail a substantiellement travaillé cet aspect des choses. Une des premières décisions fut de clairement mettre en avant une personnalité à titre principal dans le spectre néerlandophone, et une, dans l'arène francophone. En Flandre, le choix s'est tout naturellement imposé en la personne de Peter Mertens, le nouveau président du parti, par ailleurs homme fort du PTB à Anvers. En Wallonie, le choix s'est porté sur Raoul Hedebouw, lui-même homme fort du parti dans la province liégeoise.

En l'espace de quelques années, le PTB a réussi à « imposer » Peter Mertens et Raoul Hedebouw comme les deux figures matérialisant le parti et à faire d'eux des interlocuteurs « normaux » de la presse écrite et audiovisuelle.

Lors de la campagne de 2010 et, plus encore, lors du scrutin communal d'octobre 2012, la personnalisation atteint un niveau exceptionnel. À Anvers, la figure et les photos de Peter Mertens étaient omniprésentes dans le matériel de campagne et le slogan sans ambiguïtés : « Ja. Ik stem Peter in de Gemeenteraad ». À Liège, il n'en fut pas autrement pour Raoul Hedebouw, avec notamment le slogan « Raoul, tu peux compter sur ma voix ». Cette incarnation du parti à travers deux personnalités emblématiques a été bâtie avec minutie à partir de plusieurs points. Quatre méritent d'être mis en évidence.

459 PTB, *Élections 2010. Le programme en 35 points du PTB+. Les gens d'abord, pas de profit*, 2010, p. 4.

Le premier est un patient travail de réseautage. Peter Mertens et Raoul Hedebouw ont pris beaucoup de temps pour rencontrer nombre d'interlocuteurs, se présenter, exposer les supposées mutations du parti. Ce faisant, ils ont progressivement atteint une première étape dans la couverture médiatique, levier d'une deuxième étape qui fut l'invitation à des matinales ou aux débats dominicaux. La troisième est une présence de tous les instants dans leur espace. Ces deux personnalités sont en activité constante et très présents sur leur terrain. Enfin, le parti a aussi construit la notoriété de Peter Mertens et Raoul Hedebouw à travers une politique éditoriale.

Un premier essai fut cosigné, intitulé *Priorités de gauche. Pistes rouges pour sortir de la crise*<sup>460</sup>. Le succès fut mitigé. Mais le parti ne renonça pas à la démarche. La deuxième tentative fut autrement plus fructueuse. En 2011 en néerlandais et en 2012 en français, Peter Mertens publia un ouvrage qui eut un grand retentissement : *Hoe Durven ze ? De euro, de crisis en de grote hold-up (Comment osent-ils ? La crise, l'euro et le grand hold-up)*, par ailleurs préfacé par Dimitri Verhulst, un chroniqueur controversé mais acéré, et connu en Flandre. Le retentissement de cet ouvrage n'est pas particulièrement lié à son contenu. Nombre de travaux scientifiques et de vulgarisation avaient fait l'exégèse d'une grande partie du propos de Peter Mertens. La dynamique autour de l'ouvrage est liée à trois dimensions principales. La première est le registre de l'écriture. L'ouvrage mêle démonstration, incompréhension et indignation de manière habile au détriment d'un volet « propositions ». La deuxième est le titre, tout simplement excellent. Enfin, et c'est peut-être l'essentiel, le parti a « tout fait » pour que l'ouvrage soit un *best-seller*. Soulignons-le, la campagne

460 Peter Mertens et Raoul Hedebouw, *Priorité de gauche. Pistes rouges pour sortie de crise*, Bruxelles, Aden, 2009.

de promotion fut un modèle du genre. Chaque dimension de cette campagne renforçait les autres. Aussi, la dynamique s'auto-entretenait. C'est donc peu dire que cet ouvrage fut une remarquable réussite, dont le PTB peut légitimement être fier : le livre s'est vendu à des dizaines de milliers d'exemplaires. Il a été un formidable vecteur de mobilisation du parti et il a permis de faire entrer Peter Mertens dans le petit monde des personnalités politiques connues. En septembre 2013, il a même fait une apparition dans le baromètre des personnalités politiques flamandes les plus connues du sondage *Le Soir-RTL-De Morgen-VTM-IPSOS*.

À l'horizon des élections fédérales, régionales et européennes du 25 mai 2014, Raoul Hedebouw a lancé la même démarche : produire un ouvrage, en l'occurrence un livre d'entretiens, et mettre en scène sa parution pour en faire un objet d'achat et de débats<sup>461</sup>.

Cela dit, la personnalisation du parti ne s'est pas cantonnée à Peter Mertens et Raoul Hedebouw. Le PTB a approfondi une approche entamée il y a plusieurs années : mettre en avant des porte-parole sur certaines matières considérées comme porteuses et représentant simultanément le parti dans un espace donné. Depuis 2008, plusieurs réussites peuvent être épinglées. Il en est ainsi, par exemple, de Marco Van Hees sur les questions de fiscalité, tant des personnes physiques (IPP) que des sociétés (ISOC). Fonctionnaire au ministère des Finances, Marco Van Hees s'est imposé comme un interlocuteur sur les thématiques ayant trait à ce domaine, singulièrement dans la mise en lumière d'une fiscalité très avantageuse pour nombre de grandes entreprises. Ce domaine n'est pas anodin. Il est au premier rang de questions qui

461 Raoul Hedebouw, *Première à gauche (Entretiens avec Gilles Martin)*, Bruxelles, Éditions Aden, 2013.

parlent à de nombreux Belges. Il est donc aussi médiatiquement porteur. Et le PTB s'est fait une spécialité de distiller, à des moments bien pensés, des informations détonantes sur ces problématiques. Marco Van Hees a aussi la conduite du développement du PTB dans la province de Namur. Il s'est de plus inscrit dans une politique éditoriale fixée sur ces domaines. Marco Van Hees publie régulièrement des ouvrages. Citons notamment *La fortune des Boël : un énorme patrimoine, une immense dette sociale* (2006), *Didier Reynders. L'homme qui parle à l'oreille des riches* (2007), *Le Frankenstein fiscal du Dr Reynders. Tout ce que vous n'auriez jamais dû savoir sur les intérêts notionnels* (2008), *Banques qui pillent, banques qui pleurent. Enquête sur les profits et crises des banques belges* (2010) et, le dernier en date, *Les riches aussi ont le droit de payer des impôts* (2013).

Pour sa part, Tom de Meester se présente comme le « Monsieur Énergie » du PTB. Moins connu du public francophone, il est désormais un interlocuteur régulièrement interrogé dans la presse néerlandophone sur cette thématique. Il est la figure emblématique que le parti met en avant à Gand et, plus largement, dans la province de Flandre orientale. Tom de Meester a aussi très récemment publié un livre : *Opgelicht. De energiezwendel van Electrabel & Co* (2013).

Un autre axe de communication important depuis plusieurs années est la promotion en matière de santé de ce que le parti nomme le « modèle Kiwi ». De quoi s'agit-il ? L'idée est d'initier une pratique d'appel d'offres pour les médicaments et pour les vaccins, et de ne retenir qu'un seul médicament par pathologie en manière telle que les prix des médicaments soient moins élevés. Empruntée à une démarche effective en Nouvelle-Zélande, cette option est critiquée par des groupes de l'industrie pharmaceutique. Ces derniers estiment que l'équivalence des médicaments

non génériques n'est pas établie. Une telle approche conduirait ainsi à une augmentation du prix pour les patients de médicaments plus efficaces mais non retenus pour la pathologie<sup>462</sup>. La personnalité en charge de la communication sur cette thématique est Dirk Van Duppen. Président de Médecine pour le peuple, Van Duppen est aussi investi dans la vie politique anversoise. Il est d'ailleurs conseiller de district depuis 2012. Dès lors qu'il est inconnu du public francophone, le PTB essaie de développer ce combat et cette médiatisation dans cet espace à travers la figure de Sofie Merckx. Fille d'un des fondateurs du parti, Kris Merckx, Sofie Merckx s'est installée à Charleroi où elle est médecin, avec Éric Hufkens, à la maison Médecine pour le peuple de Marcinelle. Plus récemment, le parti a pu se prévaloir de l'adhésion de l'une ou l'autre personnalité connue, comme le juge Christian Panier, porteur tout à la fois de la naïveté et du zèle du converti.

Une importante facette communicationnelle de l'activité du PTB depuis le huitième congrès est l'intense présence et l'activité dans les nouveaux moyens de communication. La très grande majorité des dirigeants et des cadres intermédiaires, de même que de nombreux militants du parti et de COMAC, ont ouvert un compte Facebook et un compte Twitter. Nombre d'entre eux en font un usage particulièrement abondant. Il n'est pas rare que des responsables comme Raoul Hedeboew, David Pestieau ou le président Peter Mertens soumettent 5 ou 10 tweets par jour. Par ailleurs, comme il est enseigné dans les formations du PTB et de COMAC, les messages des dirigeants sont largement « likés », partagés, retweetés pour accroître leur portée. Selon nos calculs, dans la partie francophone, le PTB peut se prévaloir d'une ving-

<sup>462</sup> Voir par exemple *Quelles peuvent être les conséquences d'un modèle Kiwi pour le patient ? N'a-t-il pas tout intérêt à ce que ce modèle soit introduit ?*, [www.pfizer.be](http://www.pfizer.be).

taine de pages Facebook entretenues – de groupes ou fédérations – et dans la partie néerlandophone, de seize. De même avons-nous recensé quinze pages « COMAC », régulièrement alimentées.

Twitter est un instrument presque parfait dans la philosophie de communication du PTB : les tweets ne permettent pas, mieux n'obligent pas, (à) de longs développements. L'expression de l'indignation, du sarcasme, de l'ironie, ou la production d'évidences est au cœur même de la philosophie « communicationnelle » de Twitter. Le message délivré doit se suffire à lui-même sans explication ou approfondissement. On comprend aisément en quoi ce modèle de communication est en phase avec la démarche du PTB et du COMAC, dans une posture *anti-establishment*.

Dans la phase contemporaine du parti, le programme électoral revêt une tout autre réalité et remplit une tout autre fonction qu'auparavant. L'optique n'est plus de présenter les objectifs révolutionnaires de l'organisation, ses ambitions et ses récriminations. Le but est double. Le premier est d'offrir aux électeurs un petit catalogue de prises de position sur des sujets jugés sensibles. Cette sensibilité est mesurée par des enquêtes préalables. Avant chaque scrutin, le parti mène un travail de prise d'avis sur les *préoccupations* de certains secteurs de la population. Mais cette démarche est très cadrée et élaborée sur la seule base d'objectifs préalablement définis. À titre d'exemple, dans le questionnaire pour l'élection fédérale de 2014, les buts par rapport auxquels les citoyens sont invités à prendre position sont tous liés à des positions liminaires du PTB : 1. Comment protéger le pouvoir d'achat ? 2. Comment garantir un emploi pour tous ? 3. La crise : qui doit payer la facture ? 4. Comment donner un avenir aux

jeunes ? 5. Comment avoir des politiques au service des gens ? 6. Comment lutter contre les discriminations ? 7. Comment empêcher la pauvreté ? 8. Comment protéger l'environnement et le climat ? 9. Comment rendre le prix de l'énergie accessible ?

Dans un deuxième temps, quatre propositions ciblées avec une très forte désirabilité sociale et un catalogue de propositions du parti sont soumis à l'avis des répondants : « Pour combattre la crise, l'État doit intervenir dans l'économie. Il doit partir des besoins des gens et pas du profit », « La Belgique doit rester unie. La scission n'a rien d'avantageux pour la population et elle coûtera beaucoup d'argent », « Les loyers à Bruxelles doivent baisser. Pour la création de 50 000 logements publics bon marché », « L'école doit former des enfants bilingues. Pour des classes en immersion dans toutes les écoles ».

C'est donc peu dire que ce questionnaire est un idéal-type de ce qu'il ne faut pas faire dans une enquête sérieuse. À l'image de ce que nous avons épinglé pour la campagne de 2000, les sujets d'intérêt les plus importants sont utilisés à plusieurs fins. Ils sont en première ligne des axes programmatiques du parti. Même si tout est agencé à l'agenda et aux propositions initiales du parti, les réponses orienteront la hiérarchie du programme du parti. Le PTB utilise aussi les questionnaires et les réponses à des fins médiatiques en déclinant ce qui est censé être les sujets de préoccupation des citoyens. Lors du scrutin communal de 2012, l'un ou l'autre média a ainsi produit, sans rire et le plus sérieusement du monde, des articles sur les préoccupations des citoyens de certaines communes sur la seule base de l'« enquête » réalisée par le PTB.

Mais les intérêts ne s'arrêtent pas là. La démarche d'enquête permet d'entrer en contact avec un nombre appréciable de citoyens et de collecter les coordonnées de nombre d'entre eux.

Ce faisant, le parti peut aussi leur envoyer la *newsletter* hebdomadaire et garder le contact. La démarche peut même conduire à des adhésions.

Dans ces conditions, on l'aura compris, les objectifs programmatiques explicites déclinés par le PTB sont d'une très grande modestie eu égard à ses exigences passées. À titre d'exemple, le programme que le PTB soumet aux électeurs lors du scrutin fédéral de 2010 s'assimile dans une large mesure à ce que présenterait à tout scrutin un parti social-démocrate classique dans l'opposition. Présenté sous la forme d'un catalogue, le Parti du travail y égrène ses priorités. Sans surprise, elles ressortissent pour l'essentiel à du contenu socio-économique. On relèvera en particulier : l'introduction d'un minimum légal pour la pension de 1 000 euros pour les isolés et de 1 200 euros pour un ménage ; l'annonce de la création de 100 000 emplois publics dans les domaines de la santé et de l'enseignement et, plus largement, des services publics ; le passage de la TVA sur l'énergie de 21 % à 6 % ; l'introduction du modèle Kiwi en matière de médicaments avec l'horizon d'une diminution de leur prix ; la création d'une grande banque publique ; l'établissement d'un revenu minimum de 1 024 euros, quelle que soit l'essence du « revenu » – revenu d'intégration, allocation de chômage... – ou encore l'individualisation des droits à la sécurité sociale.

Autant de propositions coûteuses donc. Le PTB énonce alors aussi les recettes à même de supporter les dépenses encourues. La principale d'entre elles est l'objet d'un axe de communication intensif depuis 2008, la « taxe des millionnaires ». Certains conseillers communaux l'ont même avancée comme angle de politique communale. Il s'agirait de prélever « annuellement un impôt sur les fortunes des millionnaires, soit environ 2 % de la population. Soit une taxe sur 88 000 ménages millionnaires en

euros<sup>463</sup>. » Pour sa part, la réduction de la TVA sur l'énergie serait portée à la charge d'Electrabel, le principal fournisseur d'électricité. S'ajouterait la « taxation des bénéficiaires des banques au taux nominal de 33,99 % ». Selon les estimations du parti, celle-ci rapporterait un milliard d'euros. À ce milliard, deux milliards supplémentaires seraient adjoints par la suppression de l'ensemble des intérêts notionnels. Ces quelques propositions ne sont pas de nature à perturber un chat capitaliste et sont d'ailleurs parfois des reprises d'autres formations politiques, ou l'inverse.

Plus surprenant encore est l'extrême silence sur des sujets jusqu'alors abondamment abordés. Bien sûr, on épinglera en premier lieu toute la thématique des discriminations ethniques, et du soutien aux immigrés ou aux demandeurs d'asile. Alors que ce fut au cœur de la campagne de 2003, le PTB souhaite atténuer la visibilité de ses positions en la matière, ce qui ne l'empêche pas d'être actif sur ce terrain. Luk Vervaeit voit sévèrement les choses à ce sujet : « Pour moi, la définition actuelle du PTB, c'est des universitaires sociologues, blancs, mâles. C'est une approche sociologique des choses. C'est un peu dénigrant de ma part. Mais c'est ce qu'est devenu le PTB dans sa direction actuelle, alors qu'il y avait une génération qui avait rompu avec tout et qui avait un autre regard et un autre point de départ. » À notre estime, la réalité est différente. Le parti est présent sur le terrain des discriminations, mais dans des registres moins voyants. En interne, il accueille des Belges d'origine maghrébine, et plusieurs ont été élus en 2012. Anvers, où une discrète campagne du parti relative à la question du foulard et de l'abattage rituel fut menée, est un exemple éclairant. Zohra Othman a été élue conseillère communale et est échevine dans le district de Borgerhout. Karima

463 PTB, *Élections 2010. Le programme en 35 points du PTB+*. *Les gens d'abord, pas de profit*, 2010, p. 4.

Amaliki et Abderrazak Irbaiyne ont été élus dans le district d'Anvers, Mohamed Chebaa Animou l'a été dans celui de Merksem, Karima Choukri et Aziza Falki à Deurne, Sadiq Mazghani et Mustapha Ahale à Hoboken. En revanche, il est vrai qu'au niveau des instances centrales, le fait est nettement moins saisissant.

Il en va de même sur les questions de justice et de sécurité. Cela concerne d'ailleurs aussi tout le volet des relations internationales. Seuls trois des trente-cinq points du programme sont consacrés à ces thématiques. Plus précisément, le point 33 énumère quelques positions non développées :

« Pour une politique de paix active. Pas de participation aux guerres de l'OTAN. Solidarité avec la Palestine.

Propositions : – Troupes belges hors d'Afghanistan ; – Armes nucléaires hors de Kleine Brogel ; – Annulation immédiate des accords secrets avec les États-Unis ; Neutralité : la Belgique hors de l'OTAN ; – L'armée ne peut avoir que des missions défensives. Pas de participation à des interventions extérieures ; – Sanctions contre Israël, Solidarité avec la Palestine<sup>464</sup>. »

Nous l'avions noté, le PTB avait opéré une distinction dans ses « réservoirs » de voix entre le Nord et le Sud du pays. Alors qu'en Flandre, l'électorat du Vlaams Belang était présenté comme un socle à entamer, il n'en allait pas de même dans le spectre francophone. Dans la phase contemporaine de la vie du PTB, le parti a revu cette posture. L'électorat « protestataire » est désormais aussi une cible. Le populisme rampant dont fait preuve le PTB après 2008 l'illustre. L'ambition de capter le vote « antipolitique » ou

« apolitique » est présente et, dans une large mesure, assumée parfois au nom de la lutte contre l'extrême droite. « Le PS est confronté au mécontentement grandissant d'une partie de la gauche. Qui se tourne de plus en plus vers notre parti. Et nous devons aussi empêcher que les votes contestataires aillent à l'extrême droite comme ce fut le cas en Flandre », estime de la sorte Peter Mertens<sup>465</sup>. La démarche est somme toute normale. Et les militants veillent au grain. Dans la commune de Liège, les témoins du PTB, François Ferrara et David Ambrosio, introduisirent un recours, à l'occasion des élections communales d'octobre 2012, à l'encontre de la liste « Fédération nationale », pour irrégularités dans l'acte de présentation. Ceux-ci obtinrent d'ailleurs gain de cause. L'une des craintes du parti est que, lors du scrutin de 2014, le « vote anti-parti » ou « protestataire » ne lui profite plus et se fixe sur des formations à l'extrême droite de l'échiquier politique.

### *L'architecture réticulaire du PTB*

Le Parti du travail a constitué un réseau de mouvements ou d'associations travaillant à ses côtés. Ces organisations lui permettent d'avoir une action ciblée vers certains publics, de présenter des points de vue que le parti ne souhaite pas trop mettre en évidence en tant que formation politique, de parfois bénéficier de subsides provinciaux, régionaux ou communautaires, et d'entretenir un socle de (semi-)permanents.

Nous l'avons pointé, le secteur de la jeunesse est depuis le début considéré comme primordial. Non seulement, c'est un vivier militant, où l'on consacre son temps sans compter à la

464 *Ibid.*, p. 48.

465 Peter Mertens, « Un parti qui grandit ne peut pas brûler les étapes », 5 septembre 2012 (<http://www.ptb.be/nieuws/artikel/peter-mertens-un-parti-qui-grandit-ne-peut-pas-bruler-les-etapes.html>).

cause. Mais, c'est aussi des rangs de l'Organisation de la jeunesse que sont issus les cadres intermédiaires, voire supérieurs.

Dans ce domaine, le parti dévoile deux mouvements, les pionniers et COMAC. Les pionniers-De pioners est le « mouvement des enfants du PTB ». L'association organise essentiellement des stages pendant les vacances scolaires et des camps pendant les congés d'été. Elle prend aussi en charge les animations pour enfants lors des grandes réunions du parti, par exemple à l'occasion de la grande fête annuelle, Manifesta. Cette association de jeunes se présente avec certaines vertus et valeurs politico-culturelles, singulièrement le fait d'être « plongé dans un mélange culturel » où se côtoient francophones et néerlandophones et enfants d'origines très diverses<sup>466</sup>. Les pionniers du PTB concourent à la vie en monde clos des militants et des cadres du parti, même si la dynamique est un peu moins saillante depuis la fin des années nonante. Nombre de cadres actuels, souvent enfants de militants, ont initialement fréquenté l'organisation des pionniers.

Pour ce qui a trait aux lycéens et aux étudiants, le PTB a pris la décision en 2003 de fusionner ses deux anciennes structures, le Mouvement marxiste-léniniste (MML), dédié aux étudiants, et Rebelle, destiné aux élèves. C'est ainsi qu'est née l'organisation COMAC. La plupart des adhérents de COMAC ignorent la signification de l'acronyme, « Communistes et actifs ». La référence au communisme est d'ailleurs absente de tout le matériel de l'organisation. Pour autant, selon la présidente Aurélie Decoene, *l'identité communiste* aurait été au cœur du troisième congrès de l'organisation :

« Bien sûr, parler du communisme, ce n'est pas toujours évident. Certains sont plus à l'aise pour en parler et

<sup>466</sup> <http://pionniers.be/>

d'autres moins. C'est pour ça qu'on en a fait de notre identité communiste un axe important du congrès. Les discussions des derniers mois ont ainsi permis d'écrire un texte dont les membres sont très contents<sup>467</sup>. »

COMAC accueille les jeunes de 14 à 30 ans, engagés sur une plateforme en dix points, dont le dernier, « Pour le socialisme », identifie vaguement l'origine et la nature de l'organisation :

« Pour un enseignement gratuit, démocratique et de qualité ;  
 Pour des droits politiques et sociaux égaux pour tous – contre le racisme et les partis d'extrême droite ;  
 Pour la paix et la résistance à la guerre ;  
 Pour la protection et la défense d'un environnement sain et de qualité ;  
 Pour de bons moyens de communication et de bons transports publics gratuits ;  
 Pour des soins de santé et une aide judiciaire accessible à tous ;  
 Pour un travail stable et humain ;  
 Pour la défense des droits démocratiques ;  
 Pour une culture accessible, progressiste et internationaliste ;  
 Pour le socialisme<sup>468</sup>. »

COMAC est extrêmement actif et volontariste sur plusieurs terrains. Et le nombre d'actions organisées est impressionnant.

<sup>467</sup> « Interview : Aurélie Decoene, nouvelle présidente de Comac », <http://www.ptb.be/nieuws/artikel/interview-aurelie-decoene-nouvelle-presidente-de-comac.html>.

<sup>468</sup> Disponible sur le site web de l'organisation : <http://www.chengetheworld.org>.

Dans le spectre universitaire francophone, COMAC fait office de seul réceptacle pour une jeunesse avec des positions de gauche tant soit peu *radicales*. Plus largement, c'est l'unique organisation de jeunesse politique de gauche visible sur les campus. En Flandre, les Actief Linkse Studenten liés au Linkse Socialistische Partij (LSP) disputent plus manifestement à COMAC le statut de première organisation de jeunes de la gauche radicale.

COMAC a pris d'assaut la Fédération des étudiants francophones (FEF), où il a mené une large politique d'entrisme. Militants officiels et clandestins du COMAC y sont majoritaires, ce qui est dénoncé par certaines délégations étudiantes et des enseignants<sup>469</sup>. C'est donc sans la moindre surprise que Michaël Verbauwhede rejoint le PTB en septembre 2013. De la même façon, COMAC est le principal animateur du Comité des élèves francophones (CEF), un syndicat de lycéens reconnu par la Fédération Wallonie-Bruxelles. Le noyautage est on ne plus évident. Et COMAC ne le dément que mollement :

« Certes le CEF a été en partie créé par des gens du COMAC, et COMAC encourage ses membres à adhérer au CEF, mais la majorité des membres ne sont pas de COMAC et sur notre site ([www.lecef.be](http://www.lecef.be)), nous renvoyons vers des sites des diverses organisations de jeunesse politique<sup>470</sup>. »

COMAC compte aujourd'hui un peu plus de 700 membres, principalement étudiants. L'Université libre de Bruxelles et, dans une moindre mesure, l'Université de Gand font office de bastions. À l'ULB, COMAC revendique pas moins de 178 adh-

469 *La Libre Belgique*, 27 janvier 2011 ; *Le Soir*, 4 mai 2011.

470 *La Libre Belgique*, 27 janvier 2011.

rents en 2013. Assez logiquement, l'implantation parmi les écoliers est plus délicate. Le mouvement annonce une centaine de membres dans ce secteur. Longtemps très néerlandophone, l'organisation des jeunes est désormais majoritairement francophone, non seulement en termes relatifs mais aussi absolus.

#### *Évolution du nombre d'adhérents à COMAC<sup>471</sup>*

	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013
Gent	33	58	68	122	79		168	113	114
Leuven	6	23	47	69	106		104	71	71
Anvers	7	15	12	37	40		41	55	50
VUB			8	13	11		19	24	36
ULB	24	56	67	97	123		178	143	178
LLN	9	19	24	19	25		32	31	65
ULG	5	14	16	16	38		18	20	25
UMons	/	/	/	/	/		/	17	29
Autres	13		/	9	6		3	/	1
<b>Total étudiants</b>	<b>97</b>	<b>185</b>	<b>242</b>	<b>382</b>	<b>428</b>		<b>563</b>	<b>474</b>	<b>569</b>
Total écoliers				142	165	140	140	107	104
Bruxelles				44	44		55	32	51
Liège				21	59		60	50	40
Anvers				24	14		13	16	8
Leuven				8	5		8	9	5
Gand				16	8		/	/	
Charleroi				27	18				
Autres				2	17		4	/	
<b>Total écoliers</b>				<b>142</b>	<b>165</b>	<b>140</b>	<b>140</b>	<b>107</b>	<b>104</b>
Bruxelles				27	20		33	28	29
Herstal/Liège				19	68		8	8	
Zelzate				16	15		13	5	7
Autres				/	/		16	7	6
Autres				28	7		6	10	
<b>Total Quartiers</b>				<b>62</b>	<b>103</b>		<b>70</b>	<b>48</b>	<b>42</b>
<b>Total</b>	<b>97</b>	<b>185</b>	<b>242</b>	<b>614</b>	<b>703</b>		<b>779</b>	<b>639</b>	<b>715</b>

471 Nos remerciements à Aurélie Decoene.

Dans les universités, COMAC prend part aux institutions participatives à partir de ce que l'organisation appelle un *courant syndical actif*<sup>472</sup>, nommé « Priorité étudiante<sup>473</sup> ». Priorité étudiante ne fait pas publiquement état de son lien à COMAC, mais ne cache pas une certaine forme d'engagement politique, référant à des points mis par ailleurs en exergue par COMAC et la Fédération des étudiants francophones :

« Priorité étudiante, des délégués qui ne sont pas neutres ? C'est vrai, nous sommes des délégués engagés, pour un enseignement public, de qualité et gratuit. Et nous faisons des 36 h, de l'accessibilité aux supports de cours et du référendum des priorités. Des priorités que vous choisissez et qui sont dans l'intérêt de tous les étudiants. [...] De plus, la plupart des problèmes que nous rencontrons en tant qu'étudiants se retrouvent en fait un peu partout en Belgique. C'est pourquoi nous soutenons les campagnes de la FEF (regroupant les délégués à l'échelle de la Communauté française) et son combat pour un refinancement de l'enseignement à hauteur de 7 % du PIB, pour un enseignement public, de qualité et gratuit. »

Dans l'espace néerlandophone, Voorrang Aan Studenten remplit exactement la même fonction. COMAC est membre de la Fédération mondiale de la jeunesse démocratique, l'organisa-

472 « De la classe jusqu'au niveau national : les délégués étudiants de Comac s'organisent », COMAC, 12 octobre 2011. <http://www.ptb.be/nc/weekblad/artikel/de-la-classe-jusquau-niveau-national-les-delegues-etudiants-de-comac-sorganisent/print.html>

473 <http://www.priorite-etudiante.be/>

tion historique des organisations de jeunesse communiste. Celle-ci rassemble aujourd'hui des mouvements qui se revendiquent du communisme *authentique*. En Europe, il s'agit donc souvent de mouvements lilliputiens, mais avec quelques exceptions comme les jeunes communistes grecs, portugais, tchèques ou chypriotes. Hors d'Europe, la fédération est surtout animée par des organisations de jeunes de partis au pouvoir. Il en est ainsi des jeunes communistes cubains, de l'organisation des jeunes de la ZANU, le parti au pouvoir au Zimbabwe, des jeunes de l'ANC en Afrique du Sud, des jeunes communistes vietnamiens ou des jeunes du Parti du travail en Corée du Nord.

Le réseau de Maisons médicales Médecine pour le peuple est un élément déterminant de l'activité et du rayonnement du parti. La géographie électorale du PTB est étroitement associée aux territoires d'installation de ces Maisons médicales. Par rapport aux années septante, la démarche des Maisons médicales est moins originale. Il en existe aujourd'hui beaucoup plus qu'auparavant. Mais Médecine pour le peuple a poursuivi son expansion. Aujourd'hui, MPLP peut se prévaloir de onze lieux d'implantation : à Deurne et Hoboken en province d'Anvers, à Genk et Lommel dans le Limbourg, à Zelzate en Flandre orientale, à Seraing et Herstal en province de Liège, à La Louvière et Marcinelle dans le Hainaut, et à Molenbeek-Saint-Jean et Schaerbeek en région bruxelloise. Outre le personnel administratif, quarante-six médecins sont à l'œuvre dans ces centres, de même que dix-sept infirmières, quatre diététiciens, quatre physiothérapeutes, deux psychologues, un travailleur social et un logopède. Les plus gros centres se trouvent dans la ville d'Anvers. Pas moins de douze médecins y œuvrent dans les Maisons de Deurne et d'Hoboken. En revanche, la présence dans le Hainaut

est plus limitée. Seuls cinq médecins y sont actifs. MPLP-GVHV est inexistante en Flandre occidentale, en Brabant flamand, en Brabant wallon, de même que dans les provinces du Luxembourg et de Namur. Plus généralement, le PTB a du mal à trouver des médecins issus d'universités francophones. La vocation sacerdotale y est moins prégnante, d'autant que la rémunération est alignée au niveau des membres du parti, bien loin de ce que peut gagner un médecin généraliste, *a fortiori* un spécialiste.

*Personnel soignant et paramédical dans les maisons Médecine pour le Peuple*

	Médecins	Psychothérapeutes	Infirmières	Diététicien	Travailleur social	Psychologue	Logopède
Deurne	7		2	1			
Hoboken	5		2	1			
Genk	5		1		1		
Lommel	3		3	1			
Zelzate	5						
Seraing	3	1	1			1	
Herstal	5	2	2				
La Louvière	3		2			1	
Marcinelle	2	1	2				1
Molenbeek	3		1	1			
Schaerbeek	5		1				

Les relations de Médecine pour le peuple avec différents opérateurs de la santé se sont peu à peu apaisées. À titre d'exemple, les rapports avec la KU Leuven et sa Faculté de Médecine se sont normalisés en avril 2008<sup>474</sup>. L'action du personnel soignant ne se veut pas que curative. La prévention est aussi au cœur de l'activité de MPLP. Cela peut concerner le régime alimentaire ou la pratique sportive. Cela porte aussi sur une démarche de prévention en entreprises. Il existe désormais des

<sup>474</sup> Kris Merckx, *Médecin du peuple*, op. cit., p. 62.

contacts et des rencontres entre des médecins du travail et du personnel médical et soignant de MPLP. Dans la logique de combats exemplatifs et dans la volonté d'incarner le parti, la santé est aussi mobilisée. Ainsi, nous l'avons évoqué, le PTB et Médecine pour le peuple font de la promotion du « modèle KIWI » un axe fort de campagne et de marketing politiques. Soulignons que cette approche n'est pas nécessairement allée de soi et que cette revendication suscita un certain nombre de questions en interne :

« Le fait que Dirk et ses confrères y investissent tant de temps et d'énergie ne fut pas aussi positivement perçu par tout le monde. “Est-ce là la tâche prioritaire par laquelle nous allons faire progresser la lutte ouvrière ?” Ça et là des esprits sceptiques allaient même suggérer que nous avions affaire à une déviance vers l'intellectualisme et l'académisme – la science pour la science, indépendamment de pertinence sociale. La vie même allait bien vite faire un sort à cette critique. En 2003, le coût des médicaments dans le budget de l'assurance-maladie passa aux toutes premières pages de l'agenda politique. Les années précédentes, les dépenses en médicaments avaient en effet augmenté de 7,8 % par an en moyenne<sup>475</sup>. »

Plus généralement, la volonté d'augmenter son expertise dans certains dossiers emblématiques ou sur des problèmes majeurs s'est souvent heurtée à un problème de temps. Soigner, militer et apprendre sont des tâches très prenantes. « Admettons-le, au cours des premières années, j'étais parfois à

<sup>475</sup> *Ibid.*, p. 367.

l'étroit, quand il s'agissait de combiner correctement l'activisme et le savoir-faire. Il est évident qu'entre les deux, ne serait-ce déjà qu'au niveau de l'investissement en temps, il peut y avoir une certaine tension. Je vois cela aussi chez d'autres confrères ; il est bien possible que cela soit en partie inévitable », admet le fondateur de MPLP, Kris Merckx.

À l'origine, le modèle médical de Médecine pour le peuple était clair et énoncé comme tel : la Chine communiste et ce qui se faisait en matière de santé en Union soviétique jusqu'en 1953. Certains « héros » étaient portés au pinacle à l'instar du médecin Norman Béthune, engagé dans la guerre civile espagnole (1936-1939) et puis en Chine avant l'avènement du communisme en 1949. Aujourd'hui, l'État le plus cité pour la qualité de son système de santé est Cuba. L'île d'Amérique centrale est aussi valorisée pour sa « grande solidarité internationale » dans le domaine sanitaire. « Depuis 1960, quelque 126 000 médecins et travailleurs médicaux cubains ont déjà travaillé dans 104 pays, généralement du Tiers Monde. En cette année 2008, il y a 36 735 travailleurs médicaux cubains au travail à l'étranger », soutient Kris Merckx<sup>476</sup>. *A contrario*, la Chine suscite désormais certaines interrogations dans ce domaine. On aurait vu y surgir « des fortes tendances à la privatisation ». Mais dans la phase contemporaine, les choses s'amélioreraient à nouveau dans un sens socialiste<sup>477</sup>.

Le PTB se prévaut aussi d'une organisation de femmes. Celle-ci est dénommée Marianne et est active dans quatre espaces : Anvers, Bruxelles, Charleroi et Liège. L'association Marianne est essentiellement un catalyseur de rencontres avec des femmes belges d'origine étrangère ou des immigrées. La dyna-

mique est néanmoins très mitigée et à notre connaissance, l'association serait dans une large mesure en sommeil depuis 2008.

Le PTB conserve aussi sa maison d'édition, Éducation prolétarienne-Proletarische Opvoeding (EPO)<sup>478</sup>. EPO s'est recentrée sur l'édition d'ouvrages en néerlandais. Le nombre de titres qui paraissent demeure conséquent, mais leur valeur est très inégale. Sur le marché francophone, EPO n'a pu réellement percer en raison de la concurrence de maisons d'édition publiant dans le même créneau. Songeons en particulier à la maison d'édition Luc Pire. En 2000, Gilles Martin, membre du parti, a fondé sa propre maison d'édition, ADEN, très proche du PTB. ADEN se donne, entre autres, pour mission de publier des « contre-histoires, pensées politiques à contre-courant, témoignages, décryptage des religions », se voulant « autant de démarches progressistes »<sup>479</sup>. Elle publie tous les ouvrages inscrits dans la nouvelle stratégie éditoriale du parti, et notamment le best-seller, *Comment osent-ils ?*, de Peter Mertens.

Pour sa part, l'Institut d'études marxistes (INEM) a pour mission d'assurer la formation<sup>480</sup>. Sa vocation est dès lors de « populariser la vie et l'œuvre de Karl Marx, ainsi que celles des grands auteurs marxistes », les grands classiques que nous avons plusieurs fois mentionnés. Jusqu'il y a peu, plusieurs textes étaient téléchargeables. En 2012 encore, les « livres classiques du marxisme-léninisme » disponibles en téléchargement étaient les suivants : *Histoire du parti communiste bolchevik de l'URSS* (1938), attribué à Staline, le *Manuel d'économie politique de l'Académie des sciences de l'URSS*, *Questions du léninisme* de Staline et

<sup>476</sup> *Ibid.*, p. 97.

<sup>477</sup> *Ibid.*, p. 93.

<sup>478</sup> <http://www.epo.be>

<sup>479</sup> <http://www.aden.be>

<sup>480</sup> <http://marx.be/>

*Les principes élémentaires de philosophie* de Georges Politzer. Quant aux « textes classiques », étaient disponibles en ligne l'extrait de la postface de Marx à la deuxième édition allemande du *Capital* (1873), le texte de Ho Chi Minh paru dans la *Pravda* du 27 janvier 1924 à l'occasion de la mort de Lénine, intitulé *Lénine et les peuples coloniaux*, le programme de l'Internationale communiste adopté par le sixième congrès mondial – le 1<sup>er</sup> septembre 1928 à Moscou, les statuts de l'Internationale communiste, Moscou 1928, le compte rendu de la rencontre entre Staline et Maurice Thorez le 18 novembre 1947 au sujet de l'arme atomique, la *Réponse de Staline à une question d'un correspondant de la Pravda*, le 6 octobre 1951, la Lettre de Che Guevara à Armando Hart Dávalos, Dar es-Salaam, Tanzanie (4/12/1965) – en français et en espagnol, et *Sur l'action politique de la classe ouvrière*, Engels et Marx, à l'occasion des élections. Cette sélection n'est pas anodine. Épinglons par exemple que les décisions de l'Internationale communiste en 1928 portent sur le lancement de la stratégie « classe contre classe », où l'ennemi principal est... la social-démocratie. Elle mènera notamment le Parti communiste allemand à la déroute face à la montée d'Hitler, un des pires échecs de la stratégie de l'Internationale communiste.

Nouvelle stratégie de communication oblige, cette partie du site est désormais en – très longue – « reconstruction », mais cette section reste atteignable en cliquant au bas de la page d'accueil sur les « autres documents marxistes » disponibles<sup>481</sup>.

Désormais, quatre ouvrages téléchargeables sont à la disposition des visiteurs : Jacques Gouverneur, *Les fondements de l'économie capitaliste* (2005), Peter Mertens et Raoul Hedebouw, *Priorité de gauche. Pistes rouges pour sortie de crise* (2009), Rosa Luxemburg, *Réforme ou révolution ? Grève de masse, parti et syndi-*

481 <http://marx.be/fr/content/livres-classiques-du-marxisme-l%C3%A9nisme-0>

*cats* – Œuvres 1, 1897-1898, et Jacques Bidet, Eustache Kouvelakis, *Critical Companion to Contemporary Marxism*, 2008.

L'Institut d'études marxistes a aussi pour tâche de faire connaître les réalisations du mouvement communiste international et des États socialistes.

Les formations sont organisées sous la forme d'un séminaire mensuel et de sessions d'hiver de trois jours et d'été d'une semaine. Les séances concernent des problématiques relatives à l'histoire du marxisme<sup>482</sup>. Y sont enseignés les balbutiements du marxisme, toute l'importance de Lénine pour mettre en œuvre un processus révolutionnaire, et les errements de Trotsky. Une analyse des États socialistes est aussi au programme, en particulier de l'histoire et des réalisations de l'Union soviétique. Mais les formations traitent également de problématiques plus contemporaines, comme l'essence du capitalisme actuel. L'Institut d'études marxistes édite aussi la revue théorique du parti, *Études marxistes*, dont le premier numéro a vu le jour en 1988. Celle-ci est un vecteur déterminant de la formation des militants et des cadres intermédiaires.

Le parti du travail a aussi établi une organisation d'avocats, Progress Lawyers Network<sup>483</sup>. Progress Lawyers Network a deux cabinets. Le premier se situe à Anvers. Seize avocats y prestent en tout ou en partie, notamment Zohra Othman, l'actuelle échevine du district de Borgerhout. Le second se trouve à Bruxelles, où douze avocats sont référencés. Singulièrement Jan Fermon, l'une des figures de proue du parti dans le domaine juridique, mais

482 En 2013, le cycle d'été avait par exemple pour titre : « Actualité du marxisme : s'approprier le marxisme afin de comprendre et de changer le monde contemporain ».

483 <http://www.progresslaw.net>

aussi Ivo Flachet, principal bras droit politique du président Peter Mertens. L'action de Progress Lawyers Network et de ses collaborateurs est protéiforme. À l'image de Médecine pour le peuple, les cabinets officient dans le domaine judiciaire au profit de citoyens à faible revenu, voire dans la précarité. Sous cet angle, les avocats de PLN ont souvent été actifs dans la défense des étrangers ou des demandeurs d'asile. Politiquement, certains des avocats du réseau ont parfois défendu des personnes ou des personnalités emblématiques. À titre d'exemple, Jan Fermon, militant historique de TPO-AMADA, fut le conseil de Laetitia Delhez et de Tinny Mast dans le dossier « Dutroux » ou des enfants disparus. Il fut également le conseil de la délégation syndicale des Forges de Clabecq dans les années nonante et il a aussi une intense activité pour des ressortissants engagés dans des combats politiques à l'international. Avec Ties Praken, Jan Fermon a même écrit un livre consacré à ce sujet<sup>484</sup>. Outre le rôle de conseil, Progress Lawyers Network se positionne dans les débats consacrés à la justice sur des thématiques comme la détention préventive ou les libérations conditionnelles. Il est également présent dans le combat pour les « droits de l'homme ». Plusieurs juristes du PTB ont d'ailleurs activement milité dans la Ligue des droits de l'homme ou son correspondant néerlandophone, la Liga voor Mensenrechten, qui fut notamment présidée par Jos Vander Velpen, cadre du PTB. Cet investissement dans ces deux organisations n'a pas été sans susciter quelques remous, eu égard au soutien aux Khmers rouges au Cambodge ou encore à la République populaire de Corée, expériences politiques où la protection des droits de l'homme fut et est tout simplement inexistante.

484 Ties Praken et Jan Fermon, *Politieke Verdediging. Een analyse van historische en actuele politieke strafzaken en de strategie van de verdediging*, Nimègue, Wolf Legal Publishers, 2010.

Intal est l'organisation qui s'est substituée à la Ligue anti-impérialiste. C'est un des espaces où le PTB traite, vers un public ciblé, de politique internationale. L'objectif officiel de l'association est de « mettre sur pied un contre-pouvoir dans le Nord et dans le Sud afin de réaliser ensemble le droit à la santé ». À cette fin, cette association travaille à deux niveaux. Le premier consiste en un soutien à des associations et organisations des pays du Sud. Le soutien peut être financier, mais il peut aussi se décliner comme une aide à la coopération, en particulier en matière sanitaire. En ces circonstances, cela se réalise en partenariat avec une autre organisation satellite, Médecine pour le Tiers Monde. L'action concrète d'Intal est focalisée sur certains pays : les Philippines, le Congo, la Colombie, la Palestine, ou encore le Venezuela. Ajoutons que le site accueille les blogs de plusieurs membres du parti investis dans cette démarche, tantôt pour relater le travail réalisé ou les problèmes rencontrés, tantôt pour faire un suivi d'analyses politiques des espaces considérés.

Le second consiste en des actions de sensibilisation politique en Belgique. À titre d'exemple, Intal est un acteur qui promeut le boycott de l'État d'Israël<sup>485</sup>. À ce titre, Intal relaie la campagne « BDS », Boycott-désinvestissement-sanctions à l'endroit d'Israël, menée sur la base de plusieurs raisons jugées fondamentales : le caractère illégal a) de l'occupation de la Cisjordanie, y compris Jérusalem-Est, b) du blocus de la bande de Gaza, c) de la colonisation des territoires occupés, d) de la construction d'un mur de séparation. S'y ajoutent la négation du droit non négociable du retour des réfugiés palestiniens, l'appréciation que l'État israélien mène une politique discriminatoire envers les Arabes israéliens et qu'Israël serait un État d'apartheid<sup>486</sup>.

485 « Résolution Palestine. 2010 », <http://www.intal.be>.

486 <http://bds-belgium.be>, onglet « Qui sommes-nous ? ».

Dans la foulée de son prédécesseur, la Ligue anti-impérialiste, Intal livre un combat contre l'impérialisme, américain au premier chef. Cela est particulièrement affirmé dans son travail relatif à l'Amérique latine. Enfin, Intal est un acteur actif concernant le Congo, un pays très important pour Ludo Martens jusqu'à son décès et pour le PTB. L'action d'Intal vise à faire reconnaître les fautes de la colonisation belge et celles de Léopold II, à qui des millions de morts sont attribuées. En politique intérieure congolaise, Intal est un défenseur zélé de Joseph Kabila et du régime. Dans les troubles qui secouent régulièrement l'Est du Congo, Intal dénonce les agissements du mouvement M23 et appelle à « l'interdiction de toute livraison d'armements » à l'Ouganda et au Rwanda, qui soutiennent cette organisation, de même qu'à « l'arrêt immédiat de toute forme de coopération militaire » avec ces deux États<sup>487</sup>.

Intal est surtout implanté en Flandre. Ses groupes territoriaux se situent d'ailleurs à Louvain, Gand et Anvers. Mais il existe une participation francophone dans les groupes transversaux, notamment la section « Intal Palestine Bruxelles ».

Relativement aux questions de paix et de sécurité, le PTB agit à travers deux organisations : Vrede<sup>488</sup> et Vrede Actie<sup>489</sup>, exclusivement actives sur le terrain néerlandophone. Le principal message porté par ces deux associations est le refus de toute forme d'intervention, le créneau du PTB dans nombre de dossiers, libyen et syrien notamment. Pendant longtemps, plusieurs responsables ont notamment nié ou sous-estimé les événements armés en Syrie. Ludo De Brabander n'hésita par exemple pas à

487 « Pour un embargo militaire contre le Rwanda et l'Ouganda », [www.intal.be](http://www.intal.be)

488 [www.vrede.be](http://www.vrede.be)

489 <http://www.vredesactie.be>

propos de la Syrie à déclarer que « ce n'est certainement pas un pays en guerre civile<sup>490</sup> ».

En matière de positionnement international, le PTB est très proche de deux sites d'*information*. Le premier, Investig'Action, est coordonné par Michel Collon. Membre du Comité central du PTB, Michel Collon avait refusé de céder un héritage au parti, ce qui a provoqué son départ du CC. Toujours actif au PTB, il est une des principales références dans les formations dispensées par le parti. Il a lancé un site d'information indépendant dénommé Investig'Action. De manière générale, le site a deux objectifs principaux : dénoncer la duplicité supposée des médias et produire de l'*information* alternative sur les questions internationales. Michel Collon pratique dans la sélection des sujets et des articles de la même façon depuis les années septante. Toute donnée qui ne cadre pas avec son positionnement est tout simplement ignorée. Et le traitement est agencé à un principe simple : les ennemis de mes ennemis ne peuvent pas être critiqués. Le deuxième site-web, Dewereldmorgen, est le correspondant néerlandophone, mais est plus organiquement lié au parti. Il succède à Yndimedia.be. Dewereldmorgen se veut aussi un site d'*information* alternative. Outre les articles internationaux qu'il accueille, le site est animé par Christophe Callewaert, Bieke Purnelle, Peter Schelck, Lode Vanoost et Keltoum Belorf.

Enfin, il convient de citer l'organisation Médecine pour le Tiers Monde, m3m<sup>491</sup>. En partenariat avec Intal et Médecine pour le peuple, Médecine pour le Tiers Monde envoie du personnel sanitaire et parraine matériellement plusieurs initiatives dans certains territoires. Globalement, les espaces correspondent aux

490 <http://chengetheworld.be/fr/articles/interview-de-ludo-de-brabander-la-situation-en-syrie-est-bien-plus-nuancee-quon-veut-nous>

491 <http://www.m3m.be>

lieux d'action d'Intal : Cuba et l'Amérique latine, la République démocratique du Congo, les Philippines et le Laos, un État officiellement communiste, et la Palestine.

## 16. Une triple percée

Nous l'avons relevé en introduction, depuis 2008, le PTB-PVDA a réussi une triple percée. La première est ce que nous pourrions nommer une percée *politique*. L'ambition que le parti s'était fixée au lendemain des élections de 1999, cristallisée lors du huitième congrès en 2008, d'offrir une nouvelle image extrêmement formatée est largement rencontrée. Dans le monde des médias, de certains milieux progressistes, de quelques secteurs syndicaux et des citoyens intéressés, le PTB « d'aujourd'hui » n'est plus la formation d'hier, marxiste-léniniste, stalinienne, maoïste et sectaire. Soulignons que, pour une partie des citoyens, il n'y a pas même de notion de « transformation ». Les expressions marxistes-léninistes ou stalinienne publiques datent maintenant d'une dizaine d'années. Nombre de journalistes, d'étudiants ou d'interlocuteurs n'ont plus souvenir ou n'ont tout simplement pas connaissance de cette phase dans la vie du parti.

En lien avec ce que nous venons d'examiner, la deuxième percée est, nous y avons déjà fait écho, la percée *médiatique*.

Tant dans l'espace néerlandophone que francophone, le PTB et le PVDA sont des formations traitées régulièrement et dont les responsables sont désormais des invités réguliers dans la presse audiovisuelle, bien au-delà de leur poids électoral au demeurant. Le parti accepte même de prendre des risques en la matière. À titre d'exemple, le président du parti, Peter Mertens, a accepté un *dialogue de confrontation* ambivalent avec le président du Vlaams Belang, Geert Wilders, dans le magazine *Knack*, une démarche étrangement tue par la tweetsphère petebiste, qui n'a pas outre mesure apprécié – c'est peu dire – que nous nous en étonnions. Le PTB a su occasionnellement « monnayer » certaines exclusivités en échange d'une forme de couverture. La démarche est de bonne guerre et se pratique couramment dans la couverture des faits politiques comme de tous les autres domaines.

Enfin, il convient d'évoquer la percée électorale. Depuis le huitième congrès, le PTB-PVDA a pris part aux élections régionales et européennes de 2009, au scrutin fédéral de 2010 et aux élections communales et provinciales de 2012.

Lors du scrutin de 2009, le parti enregistre un léger rebond par rapport aux élections fédérales de 2007. Celui-ci ne concerne que la Wallonie où le PTB franchit désormais nettement un pour cent des suffrages. En Flandre, il reste cantonné au pour cent. La légère croissance concerne au premier chef les provinces de Liège et du Hainaut. Un an plus tard, le parti croît à nouveau légèrement. À l'échelle belge, le PTB-PVDA avoisine désormais 1,6 % des suffrages. Les avancées sont les plus notables dans les deux espaces où le parti a le plus investi : Anvers incarné par Peter Mertens, et Liège, par Raoul Hedebouw.

*Résultats électoraux du PTB aux élections fédérales de 2007 et 2010 et aux scrutins régionaux et européen de 2009*

	2007	2009	2009	2010
	Fédérales	Régionales	Européennes	Fédérales
Anvers	1,34	1,35	1,26	2,02
Flandre occidentale	0,57	0,66	0,67	0,83
Flandre orientale	0,99	1,06	0,96	1,25
Limbourg	1,67	1,14	1,07	1,62
Brabant flamand	0,52	0,85	0,80	0,85
<b>Flandre</b>	<b>0,98</b>	<b>1,04</b>	<b>0,97</b>	<b>1,36</b>
<b>Bruxelles</b>	<b>0,55</b>	<b>0,88</b>	<b>1,13</b>	<b>1,55</b>
Brabant wallon	0,32	0,49	0,48	1,04
Hainaut	0,43	1,34	1,28	1,68
Liège	1,01	1,82	1,67	3,09
Namur	0,51	0,81	0,75	1,55
Luxembourg	0,00	0,42	0,37	0,74
<b>Wallonie</b>	<b>0,53</b>	<b>1,24</b>	<b>1,16</b>	<b>1,94</b>
<b>Belgique</b>	<b>0,78</b>	<b>1,09</b>	<b>1,04</b>	<b>1,55</b>

En 2012, au plan communal, le PTB a poursuivi sa stratégie de concentration. Le parti dépose moins de listes que dans les années quatre-vingt et nonante, mais opère de manière plus intensive dans quelques-unes. Le PTB s'offre aux électeurs dans six communes bruxelloises, treize wallonnes et vingt-trois flamandes pour un résultat moyen de 2,8 %, 5,6 % et 3,5 %. Surtout, le score dans certaines communes lui a permis une augmentation forte du nombre de ses mandats. Le PTB enlève pas moins de trente conseillers communaux dans douze entités. Le fait le plus marquant est sa progression à Anvers. Le PVDA devance l'OpenVLD et recueille pas moins de quatre conseillers communaux dans la première ville flamande.

Épinglons aussi son ancrage encore plus marquant dans ses trois zones de force de la province liégeoise où le parti communiste avait rejoint ses listes : à Herstal (4 sièges), Seraing (5 sièges) et Liège (2 sièges). Enfin, Zelzate reste le *phare* du PTB. L'organisation franchit le seuil des 20 % et enlève six sièges.

Au scrutin provincial, le PTB recueille 2,8 % à l'échelle de la Wallonie et décroche deux sièges de conseillers dans la province de Liège. En Flandre, le parti atteint 2 % et engrange deux sièges dans la province d'Anvers.

#### Résultats des élections communales en octobre 2012

	Suffrages	%	Sièges	Nombre de candidats sur la liste
Anderlecht	755	1,69	0	15
Bruxelles	989	1,56	0	23
Ixelles	554	1,82	0	11
Molenbeek	1 622	4,52	1	45
Saint-Gilles	670	3,83	0	23
Schaerbeek	1 718	3,35	1	47
Charleroi	3 444	3,42	1	51
Courcelles	416	2,47	0	17
Mons	1 835	3,61	1	19
La Louvière	2 098	4,86	1	41
Anthisnes	143	5,09	0	5
Flémalle	958	6,32	1	12
Herstal	2 865	13,99	4	33
Liège	6 297	6,41	2	49
Saint-Nicolas	611	5,07	0	5
Seraing	4 667	14,07	5	39
Verviers	588	2,04	0	7
Namur	1 867	2,83	0	17

Ohey	64	2,02	0	3
Louvain	1 656	2,84	0	36
Anvers	21 720	7,97	4	55
Hemiksem	225	3,14	0	13
Kalmthout	223	1,97	0	14
Duffel	239	2,01	0	9
Heist-op-den-Berg	371	1,27	0	10
Malines	1 610	3,05	0	13
Willebroek *	472	2,84	0	27
Geel	482	1,85	0	7
Herselt	196	1,91	0	13
Laakdal	368	3,36	0	21
Turnhout	544	2,03	0	12
Courtrai	595	1,18	0	17
Harelbeke	286	1,49	0	7
Kuurne	128	1,43	0	8
Bredene	192	1,66	0	9
Ypres	229	0,96	0	3
Alost	661	1,19	0	21
Zelzate	1 893	22,01	6	23
Gand	4 431	2,91	0	51
Saint-Nicolas	849	1,78	0	20
Genk	3 625	8,84	3	39
Maasmechelen	595	2,53	0	33

\* La liste s'intitule EOS.

Dans l'appréciation d'ensemble, il importe toutefois de nuancer le tableau du développement politico-électoral. Lors du scrutin régional de 2009, fédéral de 2010 et provincial de 2012, le PTB a capté l'essentiel des voix de la gauche radicale. C'était un peu moins le cas dans les élections précédentes. En d'autres termes, rapportée au cumul des partis de la gauche radicale, l'avancée est moins nette.

La nuance sinon le regard critique sont aussi énoncés en interne. Bien sûr, les cadres et les militants se félicitent des résultats engrangés. Mais certaines faiblesses ou attitudes « opportunistes » sont reconnues pour ce qui a trait à l'application de la démarche validée au huitième congrès. Le danger nationaliste est l'illustration la plus pointée. À force de louvoyer et de faire de la tactique, le PTB n'irait plus à contre-courant. Une démarche de rectification doit dès lors s'engager pour faire front à ce danger sous-estimé :

« Il y a au moins six objectifs que nous voulons atteindre dans notre lutte contre le nationalisme :

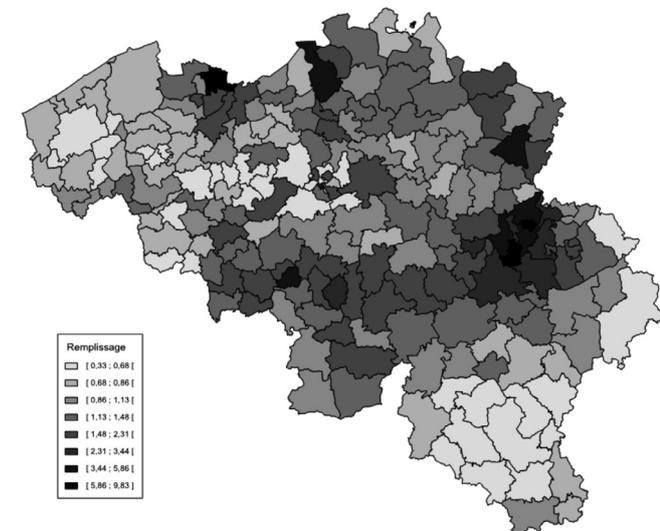
- i. Unifier le parti sur nos thèses sur le nationalisme, sur notre alternative et sur notre choix volontaire pour l'unité du parti ;
- ii. Profiler le parti comme un parti de l'unité, avec un contenu social ;
- iii. Mobiliser l'avant-garde contre la scission, par la formation et par l'édification d'un front social contre la scission ;
- iv. Faire prendre l'initiative aux forces opposées à la scission dans le mouvement syndical ;
- v. Ne pas travailler de manière unidimensionnelle, mais trouver une tactique adaptée à toutes les couches différentes. Trouver une manière de marquer des points chez les autres ;
- vi. Isoler les séparatistes (l'arrière-garde) en démasquant leur programme agressivement asocial et leur volonté de diviser pour régner<sup>492</sup>. »

<sup>492</sup> « Résolution présentée à la conférence nationale du PTB, 26 mars 2011, La crise, la lutte des classes et les grandes opportunités pour le PTB », *Études marxistes*, 2011, n° 34, p. 35.

Mais qui donc vote pour le PTB ? Répondre à cette question est une tâche complexe. Il est en effet difficile de dégager la sociologie et la géographie électorales d'un petit parti. En première approche, la géographie électorale atteste de l'impact fort des Maisons médicales Médecine pour le peuple sur la performance du parti. Certes, il s'impose d'être prudent, car celles-ci sont par ailleurs installées dans des communes ouvrières ou populaires. Il n'empêche, au scrutin de 2010, le PTB décroche ses meilleurs scores dans des cantons où se trouvent ces Maisons médicales. *A contrario*, ses performances sont modestes, voire insignifiantes, dans les espaces où elles sont absentes : Flandre occidentale, Brabant wallon, Luxembourg et Namur notamment.

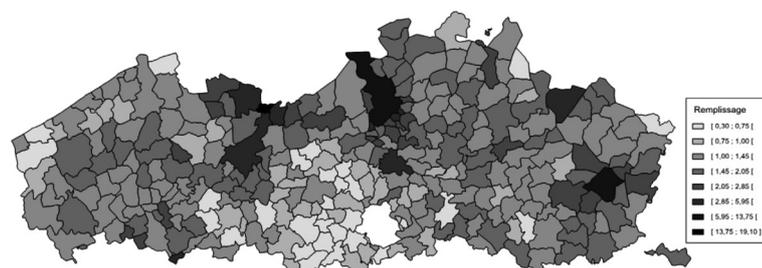
La deuxième observation est que le parti engrange ses meilleurs résultats dans les territoires ouvriers : autour du port d'Anvers et dans la périphérie industrielle de Gand en Flandre, dans les bassins hennuyer et liégeois en Wallonie.

#### Géographie électorale du PTB aux élections fédérales de 2010



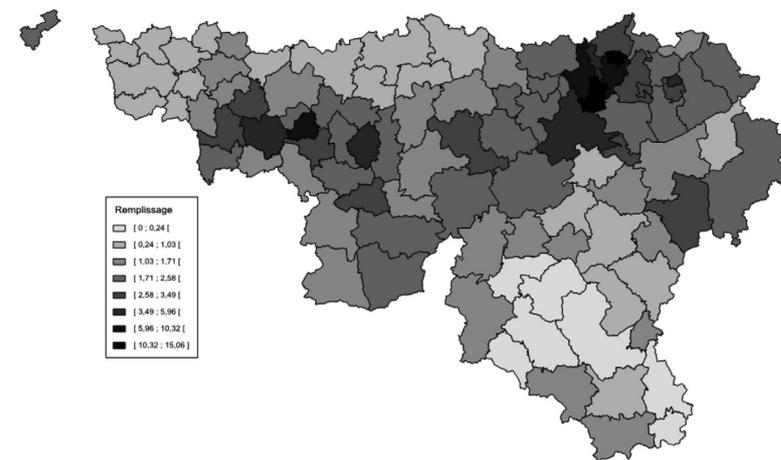
La tenue des élections provinciales en octobre 2012 permet une lecture affinée à l'échelle communale en Flandre. Comme mentionné, les lieux de présence des Maisons médicales Médecine pour le peuple sont des zones de force du parti. Zelzate, où le PTB atteint 19,1 %, Anvers (8,4 %), Genk (7,9 %) et Lommel (3,9 %). Comme nous pouvons le noter, l'influence politique et électorale du PTB dans ces communes percole dans leur proche périphérie. En bordure de Zelzate, le parti enlève 3,7 % à Assenede, 3,4 % à Wachtebeke et 3 % à Gand. De même, le parti recueille à proximité d'Anvers 3,5 % à Hemiksem, 3,1 % à Mortsel, 2,5 % à Wijnegem ou encore 2,1 % à Edegem. Dans les communes limitrophes de Genk, le PTB capte 2,6 % à Houthalen-Helchteren, 2,3 % à Hasselt et à As, et 2,2 % à Diepenbeek. *A contrario*, la Flandre occidentale, le Brabant flamand et l'Est anversois sont des terres de mission pour le parti.

*Géographie électorale du PTB aux élections provinciales d'octobre 2012 en Flandre à l'échelle des communes*



Malheureusement, le résultat des élections provinciales n'est pas disponible à l'échelle des communes en Wallonie. Nous n'avons qu'une présentation moins fine au plan des cantons. L'ancrage liégeois et dans le bassin industriel hennuyer est confirmé. Le PTB capte notamment 6,5 % à La Louvière, 5,2 % à Mons, et 4,5 % à Charleroi. Dans l'espace liégeois, le Parti du travail enlève 15,1 % à Herstal, 7,3 % à Liège et 4,4 % à Dison, de même que 13,3 % dans le canton de Seraing<sup>493</sup>, 6,7 % dans le canton de Flémalle<sup>494</sup> et 5,5 % dans celui de Saint-Nicolas<sup>495</sup>. En revanche, comme nous pouvons l'observer, son implantation est très modeste en Hainaut occidental, dans la botte du Hainaut, dans le Brabant wallon, dans le Namurois et la province du Luxembourg.

*Géographie électorale du PTB aux élections provinciales d'octobre 2012 en Wallonie à l'échelle des cantons*



493 Le canton de Seraing comprend les communes de Seraing et de Neupré.

494 Le canton de Grâce-Hollogne comprend les communes de Grâce-Hollogne, Awans et Flémalle.

495 Le canton de Saint-Nicolas comprend les communes de Saint-Nicolas et d'Ans.

Une enquête « sortie des urnes » que nous avons réalisée à Liège lors des élections communales d'octobre 2012 éclaire plus avant le tableau. Il faut toutefois prendre les données avec prudence, car le nombre d'occurrences reste limité.

L'examen de la structure sociologique de l'électorat du PTB dévoile un biais de genre. Le parti est plus ancré chez les hommes que chez les femmes, peut-être en raison de son investissement dans les entreprises, où le nombre d'hommes est plus important. Pour ce qui a trait à l'âge, la tranche d'âge la plus importante est 45-54 ans. Un tiers des électeurs du PTB y ressortissent. Mais relevons aussi que 18 % de ses soutiens ont moins de 25 ans. Le PTB décroche avant tout un électorat de salariés. Il n'y a pour ainsi dire pas de professions libérales ou de travailleurs indépendants. Parmi les salariés, la catégorie la plus substantielle est celle des ouvriers.

Pour ce qui a trait au capital scolaire, un tiers des répondants se prévaut d'un diplôme du supérieur. Il est néanmoins vraisemblable que cette catégorie intègre les étudiants. En parallèle, un quart de ses électeurs n'est pas détenteur d'un diplôme au moins égal au secondaire supérieur.

L'électorat du PTB se classe clairement à gauche. Sur une échelle qui va de 0, la position la plus à gauche, à 9, la posture la plus à droite, l'autopositionnement moyen se situe à 2,1.

Nous avons par ailleurs procédé à un calcul de positionnement à partir de questions ouvertes. Le premier jeu de questions traitait de thèmes socio-économiques, et le deuxième, de sujets de société. Sur une échelle qui va de - 10 pour la posture jugée la plus à droite à + 10 pour la position la plus à gauche, l'électorat du PTB se situe à 6,2 sur les thématiques socio-économiques. Il est en revanche plus bas sur les questions de société pour lesquelles il se fixe à 3,2.

*Structure socio-démographique de l'électorat du PTB à Liège (en pourcentage)<sup>496</sup>*

<b>Genre</b>	
Homme	57,6
Femme	42,4
<b>Âge</b>	
18-24	17,9
25-34	11,9
35-44	10,4
45-54	32,8
55-64	14,9
65 et plus	12,0
<b>Statut socio-professionnel</b>	
Ouvrier	24,2
Employé	18,2
Fonctionnaire	9,1
Cadre	1,5
Profession libérale	3,0
Commerçant-indépendant	1,5
Demandeur d'emploi	10,6
Homme/Femme au foyer	1,5
Étudiant	15,2
Pensionné	10,6
Invalide	3,0
Bénéficiaire d'un revenu d'intégration sociale	1,5
<b>Niveau de diplôme</b>	
Primaire	6,2
Secondaire inférieur général	7,7
Secondaire inférieur technique	9,2
Secondaire inférieur professionnel	3,1

<sup>496</sup> Enquête réalisée par le Centre d'étude de la vie politique de l'ULB à l'occasion des élections communales d'octobre 2012.

Secondaire supérieur général	18,5
Secondaire supérieur technique	18,5
Secondaire supérieur général	3,1
Supérieur non universitaire	21,5
Universitaire	12,3

## 17. Le PTB, un parti nouveau ?

Venons-en à une question centrale : le PTB est-il devenu une *autre* formation politique à l'issue de son huitième congrès ? A-t-il connu une mutation « de grande ampleur » pour paraphraser Henri Goldman<sup>497</sup> ? Il n'y a pas de réponse univoque à cette interrogation.

Dans la communication politique, le parti a profondément changé son fusil d'épaule dans l'approche des journalistes, des faiseurs d'opinion ou des médias. En la matière, la différence est détonante. Le PTB s'est très largement professionnalisé et est, dans certains domaines, parfois plus performant que certains partis classiques. Sous cet angle, le mérite du parti n'est pas mince. Mais pour l'essentiel, nous sommes dans un registre de forme, qui confine d'ailleurs parfois à l'obsession. Nous l'avons mentionné, le parti excelle dans cette nouvelle approche. En parallèle, le PTB fait un immense travail pour effacer ou gommer ce qui affecterait cette image de *gentil* parti protestataire et anti-*establishment*. Des documents accessibles sont ôtés du net, des sites

<sup>497</sup> *Le Soir*, 16 septembre 2013.

sont fermés et la communication est extrêmement ciblée en fonction du contenu et de l'interlocuteur.

Lorsque le fond est effleuré, les choses sont bien plus complexes. Certes, des références ont été dans une large mesure supprimées. Et, comme il leur a été demandé, les cadres louvoient. Plusieurs exemples en portent témoignage. Riet Dhont, cadre historique qui a accompagné tous les retournements du parti avec un égal bonheur et enthousiasme, relate ainsi comment elle contourne le *problème de Staline* : « Ce n'est pas la question du jour », répond-elle à des ouvriers sceptiques. Et puis, il « n'a pas fait que des mauvaises choses, Staline »<sup>498</sup>. Édulcorer ou passer à autre chose doivent être des attitudes maîtresses. Mais tout n'est pas effaçable et tout ne peut être ignoré. Pour désamorcer les interrogations sur la présence du livre *Le parti de la révolution* au programme de la formation des cadres, le porte-parole du parti répond laborieusement. Vient d'abord une affirmation peu correcte, ensuite vient un propos exact, mais non engageant, et puis, bien sûr, le louvoisement :

« Tout d'abord, je précise qu'il ne s'agit pas ici de nos statuts. Je peux vous le garantir, d'ailleurs tout le monde peut les consulter, que ni Mao ni Staline n'y figurent. Le principe du livre dont vous parlez était de voir un peu (je souligne) comment rester un parti de principes dans la gestion de nos cadres. On a toujours dit que nous n'étions pas un parti comme les autres et nous assumons ! Mais il est évident que le débat quant à l'analyse de notre doctrine doit continuer<sup>499</sup>... »

498 Riet Dhont, « Faire des membres pour notre parti, c'est possible. Faites-le », in PTB, *Bulletin d'organisation*, mars 2007.

499 Raoul Hedebouw, « Les références historiques du PTB doivent changer », publié le 10 janvier 2013, <http://infopol.overblog.com/tag/ptb/>

Une affirmation peu correcte initialement, pointions-nous. Dans les faits, il n'est guère aisé de se procurer les statuts du PTB. Le PTB est la seule formation politique en Belgique dont il n'est pas possible de télécharger les statuts. Il faut donc se déplacer pour se les procurer. Qui plus est, ils sont payants, attitude, elle aussi, tout aussi exceptionnelle parmi les formations politiques en Belgique.

Un propos exact, mais non engageant, soulignons-nous ensuite. Effectivement, la référence à Staline et à Mao est absente des statuts, comme elle l'est des travaux du huitième congrès. Pour une raison simple que nous avons mise en évidence : cela fait désormais partie de « l'identité du parti » d'avoir deux lignes et de ne pas tout mentionner à l'externe. En interne, le PTB ne cache nullement son essence marxiste-léniniste et la proclame fièrement à l'étranger et dans les séminaires communistes internationaux. Mais cette affirmation est totalement absente des statuts ou des textes du huitième congrès.

Le louvoisement enfin. Oui, le PTB n'est pas un parti comme les autres et il doit continuer le débat. Mais qu'est-ce donc à dire ? Que devons-nous comprendre par l'idée qu'il ne s'agit pas d'une formation politique comme les autres ? Nul ne le saura. Ce faisant, soulignons-le, la communication du PTB n'est pas particulièrement originale. Les porte-parole et les responsables politiques de tous les autres partis louvoient aussi.

En revanche, à la question de savoir si le PTB se vit comme un autre parti substantiellement autre, la réponse est plus aisée. Elle est négative. Dès 2005, anticipant les conclusions du huitième congrès du parti, Peter Mertens se prononçait sans ambages :

« Notre stratégie fondamentale reste celle du programme du parti de 1979. Le progrès social durable

et la paix requièrent une société socialiste et une société socialiste requiert une révolution socialiste<sup>500</sup>. »

« Oui, on peut dire, la ligne interne, c'est aller vers le socialisme », confie Aurélie Decoene. L'objectif du PTB, c'est « une société socialiste », ajoute Lydie Neufcourt. Et pour bien appuyer la filiation de ce qui se met en place à l'horizon du huitième congrès, Peter Mertens met ses pas dans ceux de Ludo Martens, endossant et promouvant la littérature postérieure à la chute du mur de Berlin, dont nous avons présenté la teneur :

« Ce n'est pas la stratégie du programme du parti telle qu'elle a été approuvée lors du congrès de fondation du parti qui est erronée, mais bien le troisième chapitre traitant de la condamnation de l'Union soviétique. Par la suite, ces erreurs ont été analysées et rectifiées lors du quatrième congrès du parti en 1990. Le congrès a été suivi par l'ouvrage *L'URSS et la contre-révolution de velours*. Ensuite, l'autocritique du parti s'est approfondie dans le livre *De Tien an Men à Timisoara. Luttés et débats au sein du PTB (1989-1991)* et dans l'article *Sur quelques aspects de la lutte contre le révisionnisme*<sup>501</sup>. »

Nous l'avons vu, ces textes importants sont fondés sur un attachement, plus une filiation inébranlable à Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao.

500 Peter Mertens, « La classe ouvrière à l'ère des entreprises transnationales », *Études marxistes*, 2005, n° 72, p. 113.

501 *Ibid.*, p. 113.

Alors même qu'ils annonçaient au printemps 2007, devant les partis communistes des séminaires communistes internationaux, la teneur des principales évolutions qui interviendraient au huitième congrès du printemps 2008, les dirigeants du PTB réaffirmaient leur foi dans les principes marxistes-léninistes. Combattre l'opportunisme droitier qui se serait infiltré et progresser dans l'édification du parti d'avant-garde sont des points clairement relevés. « L'histoire » l'aurait enseigné, le parti d'avant-garde est le seul modèle organisationnel pour qu'adviennent des victoires socialistes. Avec les autres participants des séminaires communistes internationaux, le PTB le rappelle fièrement à la réunion de 2007 :

« Toute l'histoire des mouvements révolutionnaires du 20<sup>e</sup> siècle, des victoires du socialisme en Europe de l'Est, des révolutions chinoise, vietnamienne, coréenne et cubaine ont prouvé que, sans parti marxiste-léniniste, ni le socialisme ni les révolutions nationales et démocratiques ne sauraient être victorieux. [...] Dans chaque pays du monde, la construction d'un parti léniniste, fidèle à la voie tracée par la révolution d'octobre, reste une tâche prioritaire. [...] Le parti léniniste est un parti d'avant-garde. Le premier objectif du type de parti bolchevique est de conquérir idéologiquement et d'organiser l'avant-garde de la classe ouvrière, la partie consciente et la plus décidée. »

Malgré tout, le PTB fait l'objet de craintes dans le chef de ses « purs » interlocuteurs. Celles-ci sont d'autant plus prégnantes que le cheminement du Socialistische Partij aux Pays-Bas est

sévèrement jugé. Aussi, dans l'espace – presque – clos des rencontres entre partis communistes, les responsables du Parti du travail s'évertuent-ils à rassurer sur leur identité et leur action. Oui, le parti demeure bien un parti marxiste-léniniste, dont l'ambition est l'avènement de la révolution socialiste. Le parti prend très au sérieux les inquiétudes et les possibilités quant à une dérive droitiste. C'est la raison pour laquelle l'éducation marxiste-léniniste reste un point nodal, notamment l'étude du livre *Le parti de la révolution* et tous les ouvrages classiques historiques qui ont jalonné l'histoire du parti. Il a bien deux lignes. Les camarades des partis étrangers ne doivent pas se focaliser sur la communication publique du parti. Celle-ci n'est qu'une facette ou, pour reprendre une image de Boudewijn Deckers, qu'un pied. Mais le parti fonctionne bel et bien avec deux pieds :

« Nous avons décidé de marcher sur deux pieds. D'une part, nous voulons nous débarrasser de la rigidité et du dogmatisme dans notre travail. Nous devons commencer par ce que les gens comprennent aujourd'hui : des exigences adaptées à ce à quoi ils sont prêts à agir – quel que soit le niveau – et le soutien et l'aide au développement des luttes qu'ils entreprennent. Par exemple, nous sommes actuellement engagés dans une vaste campagne pour une taxe des millionnaires, un impôt qui frapperait 72 000 familles millionnaires en euros en Belgique. [...] Le danger de virer à droite existe, bien sûr... Ce serait un risque réel, si nous n'avions aussi décidé de marcher sur l'autre pied : le renforcement de l'éducation marxiste-léniniste dans notre

parti, à travers les formations du parti et notre revue théorique, et à travers des conférences ouvertes<sup>502</sup>. »

Deux ans après cette intervention de l'ancien secrétaire général, le bilan que les responsables posent devant leurs partenaires marxistes-léninistes se veut une fois encore rassurant quant aux progrès du *travail révolutionnaire* :

« Pour préparer le parti aux luttes à venir, le Conseil national a organisé fin mars une conférence nationale pour 320 cadres et militants. Il s'agit de rehausser les responsabilités de chacun, de garantir la fidélité au monde du travail et à la voie révolutionnaire<sup>503</sup>. »

Et en 2012, le parti est plus fier que jamais, après les élections communales, d'annoncer la justesse de sa ligne ; tactique et souplesse à l'extérieur, fermeté marxiste-léniniste à l'intérieur :

« Ni notre approche basée sur la masse de la campagne électorale, ni la plus grande ouverture envers notre parti dans les médias pendant et après les élections n'auraient été possibles sans le renouvellement adopté par notre huitième congrès du Parti, qui s'est tenu en 2008. À cette occasion fut adoptée notre orientation de devenir un vrai parti ouvrier et d'at-

502 Boudewijn Deckers, « The International capitalist crisis and our tasks », *11<sup>th</sup> International meeting of Communist and Workers' Parties*, November 20-22, 2009.

503 « Le renforcement des partis communistes dans la période présente d'aggravation de la crise systémique du capitalisme », Contribution du PTB au 20<sup>e</sup> séminaire communiste international, 13-15 mai 2011.

teindre un public beaucoup plus large, en appliquant des approches tactiques souples, tout en maintenant nos principes de base marxistes-léninistes<sup>504</sup>. »

Mais quels sont et qui sont précisément ces partenaires ?

### *La posture du Parti du travail dans la gauche radicale en Europe*

Pendant très longtemps, l'essentiel du spectre de la gauche radicale européenne a été occupé par les partis communistes. En certaines circonstances, le poids et l'influence des PC étaient massifs. En la matière, les partis communistes italien (PCI) et français (PCF) furent les deux organisations les plus emblématiques. Mais elles ne sont pas les seules à ressortir à cette catégorie. Le communisme en Finlande (LKDL) a aussi été très saillant et très influent. Par ailleurs, le Parti progressiste des travailleurs (AKEL) à Chypre est une organisation substantielle.

Dans d'autres configurations, le parti communiste s'est donné à voir comme une formation avec une influence certaine, mais sans capacité d'avoir tantôt un pouvoir de chantage important, tantôt un potentiel de coalition significatif<sup>505</sup>. Nous pouvons inclure dans cette catégorie deux organisations, le Parti communiste portugais (PCP) et le Parti communiste grec (KKE). S'ils ont pu capter un électorat significatif, leur impact sur le système politique fut limité.

Un troisième groupe rassemble des partis communistes qui ont eu une influence électorale contenue, mais ont pu jouer un

504 WPB, « Strengthen the struggles against escalating imperialist aggressiveness, for satisfying peoples' socio-economic-democratic rights and aspirations, for socialism », Contribution at the 14<sup>th</sup> International Meeting of Communist and Workers Parties, Beirut, 23-25 November 2012.

505 Giovanni Sartori, *Partis et systèmes de partis. Un cadre d'analyse*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2011.

rôle d'aiguillon ou de présence syndicale notable. Il en est ainsi des partis communistes de Belgique (PCB-KPB), du Luxembourg (KPL) et des Pays-Bas (CPN), mais aussi du Parti de la gauche communiste en Suède (VP).

Enfin, plusieurs partis communistes n'ont eu qu'une influence électorale et politique insignifiante, à l'image des partis communistes autrichien (KPÖ) et allemand (DKP) ou de la situation prévalant en Irlande.

À côté de ces partis se déploient quelques formations trotskistes ou des organisations maoïstes dans les années septante. Mais leur influence culturelle ou leur poids politico-électoral sont extrêmement confinés, voire insignifiants dans certains États.

Fin des années septante et tout au long des années quatre-vingt, plusieurs partis communistes connaissent une érosion de leurs performances électorales et un affaïssement de leur influence politique et culturelle. Le questionnement quasi existentiel qui point à ce moment devra intégrer l'événement considérable que constitue l'effondrement des *démocraties populaires* d'Europe centrale et orientale et, deux ans plus tard, de l'URSS. Après 1991, les choses ne seront plus comme avant pour la gauche radicale européenne. Suite à la chute du mur de Berlin et de l'Union soviétique, la galaxie de la gauche radicale a évolué dans des directions extrêmement variées.

### *Évolution des résultats électoraux des partis communistes en Europe occidentale*

	PCI	PCF	PCP	PCE	LKDL	AKEL	PCB-KPB	CPN	KPL	KKE	VP
1970					18,05	16,02					4,76
1971							3,06	3,90			
1972	27,15				17,02			4,47			
1973		21,41									5,33
1974							3,16		8,76		

1975			13,39		18,89					
1976	34,37		15,29	9,35						4,75
1977							2,72	1,73		9,36
1978		20,61					3,29			
1979	30,38		19,51	10,81	17,90				4,86	5,61
1980			19,32							
1981		16,13				32,77	2,30	2,05		10,92
1982				4,04				1,79		5,56
1983	29,89		18,69		13,46					
1984									4,38	
1985			15,97			27,43	1,18			9,89
1986		9,69		4,66				0,63		
1987	26,57		12,46		9,39		0,83			
1988		11,17								5,84
1989				9,13					4,40	

Pour nombre de partis communistes, de formations marxistes-léninistes ou d'extrême gauche, ces péripéties ont tantôt été un coup de grâce, tantôt une opportunité pour se réaligner ou, plus modestement, muer. Cinq scénarios principaux se sont dégagés.

Le premier est celui de la transformation profonde : le parti change d'identité ou se fond dans une perspective plus large. L'exemple le plus net de cette approche est celui du plus imposant parti communiste après la Deuxième Guerre mondiale, le PCI. En 1990, la majorité des congressistes votent la transformation du PCI en une formation sociale-démocrate, le Parti de la gauche démocratique (PDS). Celui-ci se renommera Gauche démocratique (DS), pour se fondre enfin dans l'actuel Parti démocrate (PD). D'autres partis ont procédé de la sorte. Ainsi le Parti communiste des Pays-Bas (CPN) s'est-il fondu en 1990 dans une nouvelle formation, GroenLinks, l'actuel parti vert du pays, constitué de la fusion du CPN, du Parti radical chrétien de gauche (PPR), du Parti pacifiste et socialiste (PSP) et du Parti évangélique de gauche (EVP). Le Parti communiste britannique (CPGB) tenta aussi cette expérience. En novembre 1991, le parti se dissout et porte sur les fonts baptismaux

la Gauche démocratique. Mais elle ne parviendra ni à s'imposer électoralement, ni à rayonner culturellement.

Une deuxième expérience concerne la majorité des formations de gauche radicale en Scandinavie. La plupart de ces partis tentent une mue vers des organisations réformatrices de gauche, intégrant les nouveaux enjeux de l'environnement ou encore des thématiques comme l'égalité hommes-femmes ou la démocratie participative. Telle est la voie qu'empruntent le Parti de gauche en Suède (VP), l'Alliance de gauche en Finlande (VAS), le Parti socialiste populaire danois (SF), le Parti de la gauche socialiste (SV) en Norvège, ou encore le Mouvement gauche-Vert en Islande (V). À la gauche de la social-démocratie, ces partis remplissent régulièrement une double fonction : un rôle d'aiguillon intellectuel et social pour le parti social-démocrate de leur système et celui d'un acteur de « niche » quand elles prennent part au pouvoir, à savoir essayer de marquer leur terrain par une politique publique claire sur une thématique.

Proche de ce cheminement est le mouvement initié par un certain nombre de formations qui fondent, en 2004, le Parti de la gauche européenne (PGE). Le PGE regroupe des partis aux origines diverses. Leur point commun est de vouloir élaborer une identité européenne de gauche radicale, tout en refusant une pure posture protestataire ou un simple positionnement anti-*establishment* ou anti-système. Pour la grande majorité des partis membres du PGE, les référentiels liés à la révolution soviétique, *a fortiori* au régime soviétique, sont dépassés, voire sans intérêt. L'ambition est d'élaborer un nouveau projet, inscrit dans le contexte contemporain, appréhendant les problématiques du XXI<sup>e</sup> siècle et tirant des leçons de l'histoire de la gauche et des expériences socialistes. Les principales formations du Parti de la gauche européenne sont Die Linke en Allemagne, le Parti communiste français (PCF) et le Parti de gauche en France (PG), le Parti de la refondation communiste

en Italie (PRC), la Liste unie rouge-verte du Danemark, le Bloc de gauche au Portugal ou Dei Lenk au Grand-Duché de Luxembourg.

Dès sa naissance, le Parti du travail de Belgique a très durement rejeté le Parti de la gauche européenne. Les objectifs affichés par le PGE seraient incompatibles avec le socialisme et le processus révolutionnaire tels que l'auraient imaginé Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao. Le PGE entrerait dans le registre de la compromission avec le « système » et le capitalisme. « Avec la fondation récente du Parti de la gauche européenne, un certain nombre de partis révolutionnaires au départ se sont empêtrés dans les mailles du système capitaliste », tranche Peter Mertens dès 2005. Pis encore, cette fédération européenne de partis concourrait à l'édification d'un « mythe chauvin européen », accompagnant le processus de formation de l'État européen<sup>506</sup>. Cette appréciation sans nuance de l'actuel président du PTB a perduré. Pour Boudewijn Deckers, le Parti de la gauche européenne n'est somme toute qu'une fédération européenne de partis n'offrant qu'un « projet réformiste et social-démocrate<sup>507</sup> » dans le cadre accepté des institutions européennes. La classe ouvrière et les citoyens n'y trouveraient aucune volonté d'instaurer un projet socialiste de société. Or, la révolution socialiste débouchant sur la propriété collective des moyens de production ou le « dépassement de la logique capitaliste » se donne toujours à voir comme la seule et vraie ligne de démarcation entre « communistes et sociaux-démocrates »<sup>508</sup>. Le parti communiste « sous la direction de Staline » l'a montré : il est possible de bâtir un réel État socialiste. Le Parti de la gauche européenne tourne le dos à

506 Peter Mertens, « La classe ouvrière à l'ère des entreprises transnationales », *loc. cit.*, p. 121-122.

507 Boudewijn Deckers, « Le parti du travail de Belgique et le parti de la gauche européenne. 15 octobre 2005 », *Études marxistes*, 2007, n° 73.

508 *Ibid.*

cette voie *prometteuse* et promue par le PTB. Plus grave, le PGE a même l'audace de reprendre « l'anti-stalinisme à son compte ». Ce faisant, il s'inscrit objectivement « dans le même courant réactionnaire anti-communiste » que tous les acteurs politiques et sociaux, et tourne le dos au socialisme en voulant agir dans les institutions :

« C'est répandre la vieille illusion social-démocrate qu'en développant la démocratie on pourra créer une alliance capable d'imposer une autre politique, un "nouveau contrat social". Certes, les communistes se battent pour défendre et élargir les droits démocratiques du peuple, mais afin de développer la lutte de classe révolutionnaire. Il ne s'agit pas de nier la possibilité de réformes à l'intérieur du système capitaliste<sup>509</sup>. »

Ces appréciations felleuses sont réitérées dans la phase contemporaine du parti. En 2009, l'ancien responsable international du PTB atteste de la pureté révolutionnaire de son organisation face à l'avalissement auquel se prêterait le Parti de la gauche européenne. Que ce soit clair, le PTB ne « collaborera jamais avec ces tentatives de lier les travailleurs avec le capitalisme et l'impérialisme<sup>510</sup> », annonce-t-il de manière péremptoire dans une réunion de « vrais » partis communistes. C'est donc peu dire que le PTB n'est inscrit dans aucune des trois catégories précitées, quand bien même il a pu valoriser la campagne de Jean-Luc Mélenchon lors des élections présidentielles de 2012 en France. Politiquement pourtant, les démarches du PTB et du Front de

509 *Ibid.*

510 Boudewijn Deckers, « The International capitalist crisis and our tasks », *loc. cit.*

gauche ne s'inscrivent pas du tout dans une même dynamique. En Belgique, VEGA, le Mouvement de gauche et Rood sont bien plus proches du Front de gauche en termes de programme et de démarche politique.

Une quatrième expérience détonne, celle du Socialistische Partij (SP), l'ancienne formation maoïste des Pays-Bas. Nous l'avons examiné, le SP a conquis ses lettres de noblesse électorale sur une posture populiste, mais tente aujourd'hui une reconversion qui ne peut être ramenée à ce stade à aucune des trois catégories précédentes.

Pour sa part, le PTB est un acteur majeur d'une autre initiative et d'un autre schéma, les séminaires communistes internationaux. Ceux-ci ont été initiés en 1991 par Ludo Martens<sup>511</sup>. Depuis cette date, le PTB accueille annuellement nombre de partis communistes du monde. En parallèle, le Parti communiste grec a lancé en 1998 une autre réunion annuelle des partis communistes dans un lieu chaque fois différent<sup>512</sup>. L'ambition est de rassembler les partis engagés dans une *cinquième voie*, celle de la fidélité au projet marxiste-léniniste, de même qu'à l'idéal révolutionnaire et socialiste. Le séminaire rassemble quatre catégories de formations politiques. La première agrège des partis politiques marxistes-léninistes à la voilure extrêmement réduite. En Europe, il en est ainsi du Parti communiste du Danemark (DKP), de l'Union des révolutionnaires communistes de France (URCF), du Pôle de renaissance communiste en France (PRCF), du Parti communiste luxembourgeois (KPL), du Parti communiste mal-

tais (PKM), du Parti communiste de Grande-Bretagne – marxiste-léniniste – (CPGB-ML), du Parti communiste allemand (DKP), du Parti communiste des peuples d'Espagne (PCPE), du Parti communiste ouvrier espagnol (PCOE) ou du Parti communiste de Suède (KP). Ces formations totalement évanescences sont souvent inconnues dans leur État. Exceptionnellement, il n'en fut pas toujours ainsi. Par exemple, le Parti communiste luxembourgeois décrocha des résultats électoraux significatifs et eut une influence politique sérieuse dans la classe ouvrière du secteur de la sidérurgie pendant trente ans.

À côté de ce premier pôle se dévoile un deuxième ensemble de formations issues d'anciens partis communistes dirigeants ou d'anciens régimes communistes : le Parti communiste d'Azerbaïdjan (AKP), le Parti du peuple d'Afghanistan, le Parti ouvrier communiste biélorusse, le Parti des communistes bulgares, le Parti ouvrier hongrois, le Parti socialiste de Lettonie (LSP), le Front populaire socialiste de Lituanie (SPF), le Nouveau Parti communiste de Yougoslavie (NKPJ), et trois formations communistes de Russie, le Parti communiste de la Fédération russe (CPRF), le Parti communiste... d'Union soviétique (KPSS), et le Parti ouvrier communiste russe. Pour l'essentiel, ces partis sont aussi, pour reprendre les propos de Sartori, sans *pertinence politique*<sup>513</sup>. Néanmoins, le LSP letton fait exception, assurant une présence aux Parlements national et européen.

Un troisième groupe concerne des formations communistes restées *orthodoxes*, qui ont une influence certaine dans leur État. Il en est ainsi du Parti communiste portugais (PCP), du Parti communiste grec (KKE) et du Parti progressiste des travailleurs à Chypre (AKEL).

511 Les contributions des six dernières années sont disponibles sur le site suivant : <http://www.icseminar.org/>

512 Les contributions et les résolutions sont accessibles sur le site suivant : <http://solidnet.org>

513 Giovanni Sartori, *Partis et systèmes de partis. Un cadre d'analyse*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2011.

Enfin, plusieurs partis au pouvoir prennent part aux travaux des séminaires internationaux. Lors de l'édition 2013, on note ainsi la présence du Parti communiste de Cuba, du Parti révolutionnaire populaire lao et du Parti communiste du Vietnam. Le Parti du travail de Corée du Nord a longtemps été un fidèle des séminaires communistes internationaux, mais n'est plus partie prenante des réunions de Bruxelles. En revanche, il était présent à la réunion de Lisbonne intervenue en novembre 2013, venu expliquer « *The Korean-style socialism, which is the life and soul of our people, has taken deep roots in the minds of the entire population, and our people are full of confidence in the victory of the Korean-style socialism, which is the genuine people's system that provides them with worthwhile and happy lives*<sup>514</sup>. » Quant au Parti communiste chinois, il est régulièrement présent aux réunions coordonnées par le KKE mais, sauf erreur, n'a jamais pris part aux travaux de Bruxelles. Ces réunions de partis communistes accueillent donc des formations à la réalité et à la vitalité radicalement différentes : des partis au pouvoir, l'une ou l'autre formation significative et, surtout, des organisations insignifiantes. Outre des « échanges » et des « apprentissages » mutuels, ces séminaires sont systématiquement l'occasion de rappeler les mérites de la pensée marxiste-léniniste, le drame de la chute de l'Union soviétique ou l'importance de la lutte anti-impérialiste. Cette dernière dimension est un des fils rouges des résolutions adoptées à l'issue de ces rassemblements. Cela s'exprime parfois plateatement. En 1998, la résolution du séminaire se conclut en ces termes :

514 « Statement by the Delegation of the Workers' Party of Korea », Contribution at the 15<sup>th</sup> Congress of Communist and Workers Parties, Lisbonne, 8-10 novembre 2013.

« Les communistes entendent fermement rester fidèles au marxisme-léninisme, organiser les masses populaires en vue des batailles sanglantes auxquelles les peuples seront confrontés, pour montrer leur détermination et un esprit d'héroïsme et de sacrifice de soi, et ils feront du XXI<sup>e</sup> siècle le siècle de la libération nationale et sociale, le siècle du triomphe du socialisme.

Que l'idée et la cause de la Grande Révolution d'Octobre vivent dans les siècles à venir !

Travailleurs et exploités, peuples opprimés, luttons !

Longue vie au marxisme-léninisme, longue vie à l'internationalisme prolétarien !

Prolétaires de tous les pays, unissez-vous !

Le communisme est l'avenir de l'humanité ! En avant vers la victoire<sup>515</sup> ! ».

Ces dernières années, ces dimensions sont plus euphémisées en public. Pour Bert De Belder, le nouveau secrétaire aux relations internationales du PTB, quoique difficile, l'ambition est de rebâtir un mouvement communiste international fondé sur les principes du « marxisme-léninisme », du « combat contre le révisionisme » et de la volonté de faire « avancer l'internationalisme prolétarien »<sup>516</sup>. Quelle est l'utilité de ces réunions pour les participants et, singulièrement, pour le PTB ?

Le contenu des discours des intervenants est pour le moins attendu et révèle peu de surprises. En termes d'activités politiques, le PTB a sans doute peu à apprendre de la diffusion du « communisme » au Vietnam, au Laos ou en Corée du Nord. Pas

515 *Declaration of the International Communist Seminar*, 21<sup>st</sup> of May 1998.

516 Bert De Belder, Interview à Unidad y Lucha, publié le 24 novembre 2013. <http://www.youtube.com/watch?v=K-kzMysY4Ew>.

plus qu'il ne saurait tirer d'enseignements majeurs d'organisations marginales, hors de toute réalité concrète. Certes, des formations communistes comme le KKE ou le PCP comptent, dans une certaine mesure, dans leur système politique. Mais elles sont largement adossées à une posture antisystème. Enfin, la légitimité de l'appartenance à un mouvement plus large n'est plus un point à mentionner, le PTB se gardant bien d'évoquer publiquement cette appartenance ou de convoquer les médias comme il le fait pour d'autres événements.

À notre estime, deux éléments sont importants en la matière. Le premier a trait à la légitimité. Certes, le parti ne fait pas de son appartenance aux séminaires communistes internationaux une donnée de légitimation *externe*, pouvant contribuer à son développement électoral ou politique en Belgique. Mais dans sa sphère *privée* d'activités, son rôle de coordinateur en fait un acteur respecté et écouté de partis qui gardent comme référentiel le marxisme-léninisme. Ce faisant, il est un interlocuteur crédible auprès de partis de régimes communistes – Cuba, le Laos, le Vietnam et la Corée du Nord –, comme de quelques formations bien plus substantielles que lui, à l'instar des partis communistes grec et portugais, ou dans une moindre mesure de l'AKEL chypriote. Cette légitimité interne à la « galaxie marxiste-léniniste » est d'autant plus importante dans la phase contemporaine que le parti s'est engagé dans la voie de la double ligne. Elle lui permet aussi de répondre aux interrogations, parfois aux interpellations et, occasionnellement, aux accusations de révisionnisme, voire de trahison de la cause socialiste et révolutionnaire.

En lien avec cette dimension, cette participation entretient l'appartenance « communautaire », le sentiment d'être de la « famille », tout comme la croyance d'une victoire inéluctable du socialisme.

Récemment, la majorité des partis communistes qui prennent part aux séminaires communistes internationaux et à la conférence annuelle des partis communistes et ouvriers a fondé un groupe informel. Dénommé *Initiative des partis communistes et ouvriers*, ce groupe a pour vocation d'étudier et traiter les questions européennes et de coordonner les activités des partis membres<sup>517</sup>. Le PTB n'a toutefois pas rejoint Initiative, pas plus d'ailleurs que les partis communistes portugais et espagnol.

### *Des postures internationales du PTB inchangées*

Contrairement à ce qui a toujours prévalu, l'activité et le positionnement internationaux du PTB sont faiblement couverts vers l'extérieur. À charge des organisations de la *couronne* de les traiter.

#### *Un rapport toujours ambivalent à la Chine*

Nous l'avons évoqué, la Chine a eu un rôle clé dans la naissance et le développement de TPO-AMADA d'abord, du PTB-PVDA ensuite. Une part substantielle de l'activité politique et militante s'est strictement agencée aux postures du Parti communiste chinois. Avec l'estompement du maoïsme, cette situation s'est modifiée, mais le parti a gardé une attention soutenue pour l'évolution du PCC et du régime chinois.

Comme beaucoup d'autres faits et dimensions, la Chine n'est dans une large mesure plus mentionnée par le PTB dans sa communication publique. Toutefois, dans les rares appréciations portées par des responsables du parti, la Chine reste qualifiée

517 [www.initiative-cwpe.org/](http://www.initiative-cwpe.org/)

d'État socialiste<sup>518</sup>. Dans ses réflexions sur le destin du PTB et de l'avant-garde ouvrière, Peter Mertens le rappelait expressément : il convient de tenir compte de « l'important développement de la Chine socialiste<sup>519</sup> ».

Dans toutes les appréciations contemporaines portées à l'en-droit de la Chine, fussent-elles en filigrane, une donnée est présente de manière récurrente : la Chine a connu un extraordinaire développement comme État socialiste. En 1949, le pays était extrêmement pauvre et massivement rural. Au début du XXI<sup>e</sup> siècle, la Chine peut faire montre d'une capacité et d'une puissance exceptionnelles, plus remarquables encore si son point initial – 1949 – est pris en considération. À cet égard, une comparaison avec le développement de l'Inde est régulièrement mobilisée pour attester de la supériorité du socialisme. Certes, les problèmes d'appréciation que pose la Chine ne sont pas absents des développements :

« Le nombre de capitalistes augmente et peut devenir une force menaçante pour le socialisme. L'histoire dira si les communistes chinois pourront développer de manière correcte et créative le socialisme dans cet immense pays du Sud<sup>520</sup>. »

Plus récemment, Jo Cottonier a pointé sur un ton euphémisant les difficultés, du point de vue socialiste, des décisions importantes prises par le comité central du Parti communiste

518 Boudewijn Deckers, « The International capitalist crisis and our tasks » », *loc. cit.*

519 Peter Mertens, « La classe ouvrière à l'ère des entreprises transnationales », *loc. cit.*, p. 94.

520 8<sup>e</sup> congrès du PTB, *Un parti de principes. Un parti souple. Un parti de travailleurs*, *op. cit.*, p. 24.

chinois en novembre 2013. Après une présentation neutre, Cottonier laisse poindre une interrogation sur l'essence du régime et de la dynamique économique à l'œuvre. Comment combiner un approfondissement de la libéralisation et un État socialiste ?

« Il ne s'agit pas ici d'un aperçu exhaustif des décisions, mais d'expliquer la portée du terme "décisif". Ce seul mot suffit en effet pour affirmer qu'une troisième grande réforme s'entame, après celles de 1978 et de 1992. Une réforme qui rendra encore plus hybride le "socialisme à la chinoise". Celui-ci se dirige vers une économie qui en essence ne diffère pas d'une économie capitaliste (je souligne), avec maintien d'une structure socialiste de l'État et sous la direction d'un parti communiste. Après ce troisième plenum, on peut réellement se demander combien de temps une telle option est tenable<sup>521</sup>. »

Mais la démarche s'en tient au questionnement. Le PTB est néanmoins confronté à quelques difficultés sur le sujet. La première est la temporalité du *boom* chinois. Le développement se fixe généralement sur deux dates : 1949 et le point d'aboutissement. Les textes dédiés à la Chine dans la littérature du parti se gardent bien aujourd'hui d'établir des bilans d'étapes. Les *mérites* du « grand bond en avant » ou de la « révolution culturelle » sont ainsi passés sous silence ou mis sur le compte de « quelques erreurs d'appréciation », comme j'ai pu l'entendre dans une formation dispensée aux membres du COMAC. Le *take-off* de l'économie chinoise après l'arrivée au pouvoir de Deng Xiaoping et, surtout, la large ouverture à l'économie de marché ne sont plus

521 Jo Cottonier, « Où va la Chine ? », *Solidaire*, 25 novembre 2013.

véritablement abordés. Paradoxalement, plusieurs travaux qui se félicitent du développement dans la Chine socialiste omettent de le lier à cette ouverture et, dans le même temps, donnent la parole à « l'aile gauche » du PCC, plutôt critique à l'égard de l'évolution contemporaine. Il n'en a pourtant pas toujours été ainsi. Dans les années nonante, l'actuel secrétaire aux Relations internationales, Bert Debelder, et Dirk Van Duppen, tous deux membres du Comité national, s'en prenaient vertement à Deng Xiaoping dans son approche révisionniste du maoïsme et de la Chine :

« Le socialisme a apporté paix, stabilité, développement à la Chine depuis 1949. Faut-il changer d'orientation ? C'est aujourd'hui l'enjeu majeur de la lutte de classes dans ce pays. [...] Deng a posé les jalons du révisionnisme en Chine. Il a entraîné l'intelligentsia à voir dans l'Occident son modèle. Il a sapé la vigilance révolutionnaire face aux idées capitalistes<sup>522</sup>. »

La deuxième difficulté est le rapport à l'action du PTB en Belgique. Le parti qui s'émeut systématiquement des fermetures d'entreprises est confronté, tout comme avec le cas vietnamien, aux positionnements à présenter sur la thématique de la désindustrialisation en Belgique et en Europe eu égard aux coûts du travail moindres dans l'Est asiatique et à la révolution du transport de masse sur longue distance. Le parti contourne cet obstacle en épinglant l'impact majeur de la Chine dans l'économie mondiale et donc son apport supposé positif pour l'emploi en Europe.

522 Dirk Van Duppen et Bert Debelder, « Après Deng, la Chine à la croisée des chemins », *Solidaire*, n° 9, 26 février 1997.

« Les réformes et la croissance économique de la Chine bénéficient à l'ensemble de l'économie mondiale. De nombreuses études démontrent que le développement vigoureux de grands pays du Sud suscite une telle demande envers les entreprises de nos pays qu'en fait bien plus d'emplois sont sauvés que perdus. [...] En fait, la croissance phénoménale de l'économie chinoise a stimulé la demande de produits occidentaux et par là l'emploi global<sup>523</sup>. »

Le propos est très intéressant à plusieurs égards. D'abord par son côté évasif : « de grands pays du Sud » non cités, ou « de nombreuses études » non référencées. Ensuite, par son côté métaphorique. L'économie chinoise aurait stimulé la demande de produits « occidentaux » et donc accru l'emploi global. Pour autant, là encore, aucun chiffre n'est mentionné. Et aucune idée du solde entre emplois détruits et emplois créés n'est avancée. Il y a pourtant matière à réflexion. Le solde entre importations chinoises en Belgique et exportations belges en Chine est déficitaire. Certes, ce n'est qu'une part de l'histoire, mais une part non anodine pour l'emploi en Belgique.

*Relations commerciales entre la Belgique et la Chine (en milliards d'euros)*<sup>524</sup>

	2008	2009	2010	2011	2012
Exportations	3,424	4,359	5,404	7,329	7,635
Importations	13,402	10,61	12,631	14,741	13,462
Balance commerciale belgo-chinoise	-9,978	-6,251	-7,227	-7,412	-5,827

523 8<sup>e</sup> congrès du PTB, *Un parti de principes. Un parti souple. Un parti de travailleurs*, 2008, p. 25.

524 Belgium Foreign Trade Agency, *Belgium & China*, 2013, p. 2.

Ajoutons, bien évidemment, d'autres problématiques centrales. Il en est par exemple ainsi de la thématique des conditions de travail et/ou salariales. Prompts à dénoncer les régressions en Belgique, en Europe ou dans d'autres États capitalistes, le PTB et son réseau d'organisations périphériques sont pour le moins silencieux relativement à la Chine, alors même que de nombreux problèmes sont soulevés, notamment par le Bureau international du travail. Songeons aussi à la structure inégalitaire des revenus, l'axe principal de dénonciation de Peter Mertens dans son livre *Comment osent-ils ?* L'Institut Hurun recense désormais pas moins de 299 milliardaires en dollars dans le pays en 2013 pour 91 en 2008<sup>525</sup>.

Qui plus est, cette réussite s'accomplirait sans posture impérialiste à l'international. « La Chine a acquis de nouvelles technologies et la capacité de produire elle-même, dans tous les domaines. Grâce à cela elle a pu sortir des dizaines de millions de paysans de la pauvreté et faire progresser le pays entier. Cela lui permet aussi de développer des relations économiques avec un nombre croissant de pays d'Asie, d'Amérique latine et d'Afrique, qui peuvent ainsi diminuer leur dépendance vis-à-vis des multinationales impérialistes. Souvent la Chine leur fournit une aide (je souligne) non négligeable », égrène le PTB lors de son huitième congrès de 2008. Dans une appréciation sur des questions de politique internationale lors d'une conférence nationale du PTB en 2011, la Chine est honorée comme un acteur d'une autre dimension dans les relations internationales. Pas d'exploitation. Pas d'essence impérialiste. Au contraire, un « rôle anti-impérialiste » dans la période contemporaine<sup>526</sup>. Une dynamique purement coopérative :

525 <http://www.hurun.net/usen/HRRL.aspx>

526 « Résolution présentée à la conférence nationale du PTB, 26 mars 2011, La crise, la lutte des classes et les grandes opportunités pour le PTB », *Études marxistes*, 2011, n° 34, p. 27.

« La Chine a de plus en plus de relations économiques et financières avec les pays d'Afrique et d'Amérique latine. Elle conclut des accords de coopération à avantage mutuel, elle prête à des conditions avantageuses, elle construit des infrastructures en échange de matières premières. Ces pratiques sont en contradiction flagrante avec les pratiques impérialistes. À la conférence de Copenhague sur le climat, la Chine a défendu, avec le Brésil, l'Afrique du Sud, et l'Inde les aspirations des pays du Sud et s'est opposée fermement à Obama et à l'Union européenne<sup>527</sup>. »

Plus récemment, le PTB met une fois encore en évidence l'absence de caractère impérialiste de la Chine et son action sur une base de respect mutuel<sup>528</sup>. Le parti est donc silencieux sur le propos d'acteurs qui, au contraire, dénoncent des pratiques d'arrogance, voire de pillage de l'État et du monde entrepreneurial chinois. Il l'est tout autant sur le modèle de développement pour le moins peu écologique et peu social qui consiste à créer, avec le transport maritime de masse, une dette environnementale gigantesque. Enfin, la coopération avec des responsables de régimes autoritaires, notamment en Afrique, n'a rien à envier à celle des États occidentaux *impérialistes*.

#### *Le soviétisme après... l'URSS*

Nous l'avons analysé, *a posteriori*, l'URSS et les *démocraties populaires* d'Europe centrale et orientale ont, de manière impli-

527 *Ibid.*, p. 24.

528 WPB, « Capitalism in crisis, new times for socialism », Contribution to the 15<sup>th</sup> International Meeting of Communist and Workers' Parties, Lisbonne, 8-10 novembre 2013.

cite et explicite, été réévaluées. Au final, il ne s'agissait pas d'États sociaux-impérialistes ou sociaux-fascistes comme ils furent longtemps dénoncés. Certes, après 1991, Gorbatchev fut pourfendu par Ludo Martens. Mais une rhétorique relative aux « anciens États socialistes » pour évoquer l'URSS et les anciennes démocraties populaires s'est perpétuée. On eût pu croire que le propos soit revisité par le *nouveau PTB*. Il n'en est rien. En 2008, les événements de 1989 sont toujours analysés à l'aune de mouvements et de faits « contre-révolutionnaires<sup>529</sup> ». La révolution de velours en Tchécoslovaquie reste dénoncée et présentée comme une « contre-révolution de velours ». Et l'URSS est de temps à autre qualifiée de « bastion socialiste » :

« La contre-révolution de velours, qui est venue à bout du socialisme en Union soviétique et dans les pays d'Europe de l'Est, a eu des conséquences dramatiques. [...] Une fois le bastion socialiste démantelé, une attaque a été lancée contre les acquis sociaux et politiques<sup>530</sup>. »

Cette qualification singulière est très intéressante à plusieurs titres. D'abord par ce qu'elle révèle de l'analyse de ces anciens régimes politiques. Ensuite, en implicite, si l'URSS était « le » bastion socialiste aux yeux du PTB, cela supposerait que la Chine ne l'était pas ou ne le serait plus. Dans la période de la vie actuelle du parti, l'examen des propos nécessite une approche nuancée. Somme toute, nous avons pu recenser très peu de documents du parti traitant de l'appréciation de l'URSS entre 1953 et 1991, en ce compris dans la revue théorique du PTB *Études marxistes*.

529 8<sup>e</sup> congrès du PTB, *Un parti de principes. Un parti souple. Un parti de travailleurs*, 2008, p. 110.

530 *Ibid.*, p. 51.

### *Cuba, le Venezuela et l'Amérique latine*

Cuba est sans doute devenu le principal référent du PTB. Début 2008, Peter Mertens s'en était défendu. « Le régime cubain, par exemple, a fait de bonnes choses, notamment en matière de soins de santé. Mais il a aussi fait certaines erreurs. Ce n'est pas un modèle pour nous, et nous n'avons d'ailleurs pas besoin de modèle<sup>531</sup>. » En réalité, Cuba est bien épinglé comme un modèle, un idéal, une forme d'incarnation des idéaux fraternels et internationalistes du socialisme :

« Le capitalisme abandonne les gens à leur sort, encourage le “chacun pour soi” et dresse les gens les uns contre les autres. Mais le socialisme s'oriente vers “l'intégration des gens”. Il veut le collectivisme, l'humanisme, l'internationalisme et l'antiracisme. Il veut l'honnêteté, la modestie, la justice et le sens des responsabilités. C'est pour cela que 38 000 médecins cubains ont proposé leur aide médicale bénévole dans 92 pays<sup>532</sup>. »

C'est aussi le nouveau lieu de villégiature pour les voyages politico-touristiques de COMAC. Plus globalement, les évolutions politiques en Amérique latine suscitent beaucoup d'attention dans le chef du PTB et de ses organisations réticulaires. La gauche y a opéré une percée d'ensemble notable<sup>533</sup>. Trois pays plus spécifiquement sont suivis de près : l'Équateur, la Bolivie et le Venezuela. C'est que

531 *La Libre Belgique*, 28 février 2008.

532 8<sup>e</sup> congrès du PTB, *Un parti de principes. Un parti souple. Un parti de travailleurs*, 2008, p. 59.

533 Voir à ce sujet Olivier Dabène (Éd.), *La gauche en Amérique latine*, Paris, Presses de Sciences Po, 2012.

l'Équateur sous la présidence de Rafael Correa, la Bolivie sous celle d'Evo Morales, et le Venezuela sous celle d'Hugo Chávez incarnent, aux yeux de nombreux responsables de la gauche radicale européenne, l'alternative. Non pas l'alternance, l'alternative : la possibilité de fonctionner sur une autre base que les pures lois du marché.

Cela dit, l'approche du PTB est prudente. Il n'entretient pas de liens avec le Mouvement vers le socialisme de Bolivie, pas plus qu'avec l'Alliance Pays ou ses composantes en Équateur. Pour ce qui a trait au Venezuela, le partenaire du Parti du travail est le Parti communiste vénézuélien (PCV), présent aux séminaires communistes internationaux. Le PCV a soutenu les candidatures de Chávez à la présidence et celle de Maduro, suite au décès de Chávez. Mais dans d'autres scrutins, le PCV n'hésite pas à s'opposer au parti du président, le Parti socialiste uni du Venezuela. Cela dit, le PTB a accueilli en grande pompe Adán Chávez, le frère d'Hugo lors sa fête annuelle Manifesta de 2012 et appuie la politique du pays. En parallèle, Michel Collon déconstruit les critiques, les analyses ou le manque d'analyses dédiés au Venezuela. Il a d'ailleurs consacré un livre intitulé *Les sept péchés capitaux d'Hugo Chávez*, qui justifieraient les campagnes anti-Chávez, à savoir : « Il leur apprend à lire », « Chacun a droit à la santé », « Chacun peut manger à sa faim », « Il change les règles entre les riches et les pauvres », « La démocratie, c'est plus qu'un bulletin de vote », « Il ne se soumet pas au pouvoir des médias » et « L'homme qui tient tête aux États-Unis »<sup>534</sup>.

#### *Le « difficile » cas de la Corée du Nord*

La Corée du Nord a de tout temps été un partenaire privilégié du PTB, le pays du socialisme à défendre contre les innom-

brables attaques de l'impérialisme américain. Ludo Martens a eu les honneurs de rencontres avec le leader socialiste historique, Kim il Soung. Et le Parti du travail de Corée du Nord a été très longtemps un participant majeur des séminaires communistes internationaux. L'investissement militant a donc été exceptionnel pour appuyer la Corée du Nord. En 2002 encore, Jean Pestieau et Boudewijn Deckers proposent de faire feu de tout bois pour soutenir la « Corée socialiste ». Au nom du PTB, ils envoient une lettre à l'ensemble des participants des séminaires communistes internationaux pour mettre en œuvre un appui affiché à la République populaire démocratique de Corée : édition d'un livre traduit en plusieurs langues, qui défendrait de manière très concrète la « Corée socialiste » et réfuterait point par point les mensonges propagés par les « médias occidentaux », lancement d'une « grande campagne de solidarité » à l'été 2003, site commun utilisable par tous les participants, organisation d'une grande conférence réunissant les progressistes et démocrates souhaitant exprimer leur solidarité avec la RPDC<sup>535</sup>... Cette même année, un groupe de jeunes délivre un reportage lénifiant de leur voyage en Corée du Nord :

« Durant nos visites, nous avons rencontré des Coréens convaincus et motivés. Nous avons appris à comprendre l'idéologie qui sous-tend leur société socialiste, la pensée de Juche. Cela équivaut à "compter sur ses propres forces" et à créer une tout autre mentalité : engagement, fierté, discipline et travail collectif de la terre. Nous avons découvert un peuple courageux. Les gens travaillent dur, mais ils

<sup>534</sup> Michel Collon, *Les sept péchés capitaux d'Hugo Chávez*, Bruxelles, Couleur livre, 2009.

<sup>535</sup> Parti du travail de Belgique, *To the Central Committees of Communist and Workers Parties in Europe*, 24 juillet 2002.

dansent et chantent aussi très volontiers. Le dimanche, ils pique-niquent en famille à la rivière ou dans les montagnes de Myohyang<sup>536</sup>... »

Peter Mertens lui-même prend la Corée du Nord comme modèle pour porter la contradiction aux *thèses liquidatrices* de Nadine Rosa-Rosso. Le monde ouvrier sur le lieu de travail doit être le terrain privilégié du PTB comme l'enseigne l'expérience coréenne :

« Dans le même temps, des expériences comme en Corée nous enseignent que l'organisation et la force de frappe sur les lieux de travail des grandes entreprises sont toujours déterminantes<sup>537</sup>. »

En 2006 toujours, une rencontre entre le Parti du travail de Corée du Nord et le Parti du travail de Belgique se déroule dans une perspective visant à étendre les « relations d'amitié et de coopération entre les deux partis<sup>538</sup> ».

Mais le problème est que la Corée du Nord n'est pas très « présentable » et que les affinités entre les deux partis sont peu propices à valider la *représentation* du *nouveau PTB*. Aussi trois transformations interviennent-elles relativement à ce cas complexe. La première est d'éviter les rencontres publiques. Le Parti du travail coréen ne participera plus aux séminaires communistes internationaux. La deuxième est de louvoyer, bien entendu dans une forme

536 Leen Swinnen, « La Corée du Nord, un État voyou ? Des voyageurs belges sont allés voir sur place », Vrede.be, 26 novembre 2003.

537 Peter Mertens, « La classe ouvrière à l'ère des entreprises transnationales », *loc. cit.*, p. 9.

538 « Talks between Secretary of the CC, WPK and General Secretary of the CC, WPB », Korean Ньюс, 15 février 2006.

désormais classique : une première approche immédiatement nuancée. Peter Mertens distillera ainsi un commentaire critique aussitôt amoindri, sans, bien évidemment, que soit au final précisé le rapport entre le PTB et le Parti du travail de Corée du Nord :

« Pour être clair : la Corée du Nord, militaire, autoritaire, n'est pas notre vision du socialisme. Mais (je souligne) nous sommes anti-impérialistes, même si cela nous coûte des plumes<sup>539</sup>. »

La troisième est d'apporter son soutien à la Corée du Nord, mais de manière discrète. Début 2011, l'agence de presse nord-coréenne (KNCA) relaie ainsi une information, qu'aucun média belge n'aura pourtant reçue. Le PTB y réitère sa solidarité envers le parti et son dirigeant, « condamne l'attitude des États-Unis qui tentent de renforcer leur domination militaire en Asie du Nord-Est », et juge « urgent d'enrayer la machination des impérialistes américains ». Dans ce travail important, le PTB « souhaite une réussite au peuple coréen dans son important combat pour la paix dans la péninsule et dans le reste du monde ». Ce qui devait rester dans la cuisine est ainsi découvert, sans trop de conséquence pour autant. Raoul Hedebouw précisera qu'il s'agit d'une lettre adressée au Parti du travail de Corée du Nord et au Parti travailliste démocratique de Corée du Sud, « afin de soutenir les forces dans les deux camps pour éviter une escalade militaire ». Pour ce qui a trait au régime, le porte-parole annonce ne pas vouloir « se mêler des affaires internes », ce qui est l'exact contraire de ce que pratique le PTB dans les séminaires communistes internationaux ou de ce qu'énoncent et pratiquent les organisations

539 *Le Soir*, 9 février 2012.

périphériques du parti. Néanmoins, il y a un ennemi à combattre et, par ailleurs, on ne saurait victimiser les Nord-Coréens :

« Ce qui est vrai, et je veux politiquement l'assumer, c'est que le PTB considère que les États-Unis d'Amérique ont un rôle majeur dans la situation de tension et de guerre qui existe dans la péninsule coréenne (depuis 1950), comme en Afghanistan, Irak, Moyen-Orient, Amérique latine, etc. Nous n'adhérons pas à la thèse qui remet la faute unilatéralement sur les Nord-Coréens. Le PTB apporte dès lors son soutien à toutes les forces dans le monde qui prennent des initiatives de paix et s'opposent aux interventions militaires expansionnistes en dehors de leurs frontières<sup>540</sup>. »

Pour autant, le « cas » nord-coréen reste très délicat. Lorsque Jef Bossuyt, un des huit membres du bureau national du parti, déclare à la VRT, le 19 décembre 2011, que le modèle nord-coréen est une « inspiration<sup>541</sup> », le PTB s'étrangle face à cette rupture de la double ligne. Il ne peut que limiter les dégâts en expliquant que Bossuyt ne parlait pas au nom du parti, alors même que la VRT ne l'avait pas suggéré. Pour autant, le PTB ne pipe mot sur ledit régime.

En revanche, le PTB assume plus nettement ses relations avec le Vietnam et le Parti communiste vietnamien, un invité régulier des séminaires communistes internationaux. Les relations de parti à parti sont régulières. En 2011, le secrétaire inter-

<sup>540</sup> <http://parlemento.wordpress.com/2011/01/26/hedebouw-le-ptb-soutient-la-coree-du-nord-et-du-sud>.

<sup>541</sup> <http://www.deredactie.be/cm/vrtnieuws/videozone/archief/programmas/te rzake/2.19117/2.19118/1.1180428>

national du PTB manifestait d'ailleurs son admiration pour les réalisations accomplies dans le processus de modernisation, « autant d'encouragement pour le PTB et d'autres forces qui luttent pour la paix, la démocratie et le socialisme dans le monde<sup>542</sup> ».

#### *Anti-impérialisme et non-interventionnisme*

Depuis qu'il ne suit plus à la virgule près les positions chinoises en politique internationale, le PTB a agencé son positionnement international à deux dimensions clés. La première est le soutien à certains États eu égard aux *agressions* et *menaces* dont ils seraient victimes. Nous l'avons observé, le propos est récurrent pour Cuba, le Venezuela ou le Congo. De manière directe dans le chef du parti ou *via* Intal et les sites d'*information alternative*, Dewereldmorgen et Invetig'action, les *attaques* ou les *intimidations* envers ces États sont condamnées. La deuxième est l'affirmation d'un combat anti-impérialiste. La posture de la *galaxie PTB* sur nombre de questions à l'international relève le plus souvent moins d'une appréciation d'un régime ou d'un dirigeant que d'une évaluation à l'aune du *combat anti-impérialiste*.

C'est à la lumière de cette approche que nous pouvons saisir, explicitement ou en creux, nombre de positions du parti. Le printemps arabe fut salué en Tunisie, car sans enjeux géopolitiques majeurs, alors que pour les cas libyen ou syrien, le jugement fut tout autre. Le positionnement des États-Unis, d'Israël ou de certains États européens a fortement orienté le traitement de ces cas. Dans ces situations, l'élément crucial est le rapport à la lutte anti-impérialiste. Cela a amené le PTB à très régulièrement condamner toute forme d'intervention matérielle ou potentielle :

<sup>542</sup> *Belgian worker party delegation visits Vietnam*, 9 décembre 2012.

en ex-Yougoslavie dans les années nonante, en Irak et en Afghanistan au début de la décennie 2000, en Libye, en Syrie ou en Iran dans la période contemporaine. Bref, pour citer Henri Goldman, « la “gauche anti-impérialiste” parle en termes géopolitiques, avec une vision planétaire. [...] L’ennemi des peuples, le bourreau de l’humanité, c’est l’Empire sous ses multiples déclinaisons. Les puissances qui lui résistent et lui font contrepoids – Chine, Russie, Iran, Syrie, Amérique latine... – ne sont peut-être pas des modèles démocratiques, mais en tenant tête aux États-Unis, elles servent la cause des peuples pris globalement. Sur le dos de leur propre peuple ? Ce serait trop cynique de l’envisager. On s’emploiera dès lors à montrer que ces dictatures ne sont pas aussi crapuleuses qu’on prétend, qu’elles ont quelques succès à leur crédit (par exemple en matière de santé, d’éducation, d’émancipation des femmes...), qu’elles ont le soutien d’une partie non négligeable de leur population et qu’en face d’eux cela ne vaut pas mieux<sup>543</sup>. » La résolution adoptée par le PTB et cinquante-deux autres partis communistes relativement à la Libye est très illustratrice du type de positionnement propagé :

« Les assassins impérialistes menés par les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne et l’OTAN dans son ensemble, et cela avec le consentement de l’ONU, ont lancé une nouvelle guerre impérialiste. Cette fois en Libye. Leurs prétextes prétendument humanitaires sont tout à fait mensongers ! Ils jettent de la poudre aux yeux des peuples ! Leur véritable objectif, ce sont les hydrocarbures en Libye. Nous, partis communistes et ouvriers, condamnons l’intervention

543 Henri Goldman, « Irak, Libye, Syrie... : la gauche malade du “campisme” », *La Libre Belgique*, 8 novembre 2013.

militaire impérialiste. Le peuple de Libye doit déterminer lui-même son avenir, sans interventions impérialistes étrangères. Nous appelons les peuples à réagir et à exiger l’arrêt immédiat des bombardements et de l’intervention impérialiste<sup>544</sup> ! »

Dans le parti, cette posture géopolitique anti-impérialiste est surtout prise en charge par le secteur international, incarné par des personnalités comme Boudewijn Deckers, Bert De Belder, Michel Collon ou Mohammed Hassan, ou par son organisation périphérique Intal.

### *Le déni de la démocratie représentative*

« La démocratie bourgeoise, le Parlement et le gouvernement, tout cela n’est qu’un jeu de marionnettes entre les mains de la bourgeoisie<sup>545</sup> », rappelait à l’envi le document de formation des adhérents à la veille du troisième millénaire. La question des *objectifs primaires* du PTB, selon la terminologie de Harmel et Janda<sup>546</sup>, renvoie à l’action dans et la relation à la démocratie représentative. Le nouveau PTB s’est-il rallié à la démocratie représentative comme régime politique ? A-t-il dès lors abandonné le but d’instaurer la dictature du prolétariat ? L’acceptation du régime de démocratie représentative comme étant le cadre d’action du parti n’existe pas à notre connaissance. Au contraire. Le cadre de pensée de responsables l’établit. « Tout ce que les gens ont obtenu dans l’histoire, ce n’est pas par les élections, c’est par

544 « Déclaration commune de 53 partis communistes et ouvriers contre l’agression impérialiste en Libye », <http://www.ptb.be>, 21 mars 2011.

545 Parti du travail de Belgique, *Cycle d’adhésion, carnet de travail*, 1999, p. 37.

546 Robert Harmel et Kenneth Janda, « An integrated theory of party goals and party change », *Journal of theoretical Politics*, 1994, vol. 6, n° 3, p. 259-287.

la lutte. Encore maintenant. Les ouvriers ont-ils obtenu quelque chose par la démocratie représentative ? C'est plutôt par la lutte des classes », souligne Lydie Neufcourt<sup>547</sup>.

Certes, la référence à la *démocratie*, à la qualification *démocratique* est très régulière, abondante même, mais elle ne s'agence pas à la démocratie représentative ou laisse planer le doute suivant l'approche rodée, une affirmation immédiatement nuancée. « Nous sommes un parti démocratique, inscrit dans la démocratie, aucun doute, mais (je souligne) pour nous, les mouvements de masse ont leurs poids dans l'histoire », avertit Peter Mertens<sup>548</sup>. « Oui, on a l'ambition de changer les règles du jeu. C'est assez clair », souligne Aurélie Decoene, confirmant par ailleurs l'absence de cette ambition dans les programmes que le parti soumet aux électeurs<sup>549</sup>. Dans l'ouvrage de référence du parti, *Le parti de la révolution*, le doute n'est pourtant pas permis, l'avènement du socialisme reste l'objectif premier du parti et celui-ci passera par un mouvement révolutionnaire. C'est l'option unique :

« Seules l'insurrection populaire et la révolution socialiste peuvent mettre fin à ce système barbare<sup>550</sup>. »

Plus récemment, le PTB s'est joint aux conclusions des séminaires communistes internationaux pour préciser la piètre estime dans laquelle il porte le parlementarisme et la démocratie représentative :

547 Entretien avec Lydie Neufcourt, Gand, 20 février 2013.

548 *Le Soir*, 1<sup>er</sup> mars 2012.

549 Entretien avec Aurélie Decoene, Bruxelles, 8 novembre 2012.

550 Ludo Martens, *Le parti de la révolution*, Anvers, EPO, 2000 (2<sup>e</sup> édition), p. 12.

« Le caractère distinctif des partis communistes est dans leur fidélité à la voie révolutionnaire et dès lors à la primauté de la lutte de classe. C'est à travers les luttes de classe et la confrontation avec les forces bourgeoises que le parti se renforce et que la classe ouvrière prend conscience de ses tâches historiques. La bataille parlementaire et le travail dans les institutions bourgeoises ne sont pas plus que des moyens précieux pour mieux s'adresser aux masses et diriger les luttes de masse. Les opportunistes qui cherchent à béatifier le système capitaliste, abandonnent la lutte de classe et sont absorbés complètement par le travail parlementaire pour gérer le système<sup>551</sup>. »

Toute idée de *réformisme radical* fondée sur une démarche « parlementaire » est prohibée. Le combat électoral peut être utile, mais comme un levier pour faire avancer les objectifs des organisations politiques. Les formations de gauche qui se prêtent à une croyance parlementaire n'auraient rien compris aux enseignements du marxisme et du léninisme. Dans une contribution récente à *Études marxistes*, Herwig Lerouge s'est d'ailleurs prêté à un réquisitoire contre les formations à la gauche de la social-démocratie inscrites dans une pratique parlementaire et, lorsque cela est possible, d'exercice des responsabilités gouvernementales. Cette voie serait une impasse. « Malheureusement, ces visions d'un brillant avenir pour l'Europe par le moyen des élections ont été dépassées par les derniers résultats électoraux et, fait plus important encore, par l'évolution politique de ces partis », juge-t-il. La démocratie représentative n'est pas un cadre possible d'édi-

551 *Conclusions générales du séminaire communiste international*, Bruxelles, 13-15 mai 2011.

fication du socialisme. Et malheur à ceux qui s'y fourvoient. « Le PRC perdit toute sa représentation parlementaire dans la débâche de la gauche électorale (je souligne). Il s'agit de l'expérience la plus récente des dégâts que le révisionnisme peut occasionner<sup>552</sup>. » Les communistes italiens ne sont pas les seuls en cause. Le parti communiste français n'est pas épargné par Lerouge :

« Prétendre modifier dans l'hémicycle parlementaire l'équilibre du pouvoir en faveur de la population laborieuse est absurde aux yeux de tous ceux qui observent le cirque électoral (je souligne), qui voient les milliers de groupes de pression et autres commissions d'experts payés par les groupes d'affaires afin d'influencer directement les décisions politiques<sup>553</sup>. »

Alors, le Parti du travail se fait le chantre de mécanismes d'autres *démocraties*, la démocratie directe, très peu pratiquée en interne cependant, et la démocratie participative, encore moins. Pour ce qui a trait aux institutions de l'Union européenne, le PTB réclame l'examen obligatoire par l'Assemblée parlementaire de toute proposition de loi qui aurait reçu l'appui d'un million de signatures, ainsi que l'organisation d'un référendum obligatoire lorsqu'au moins cinq millions de citoyens en font la demande<sup>554</sup>. De même réclame-t-il dans le cadre belge, sans autre réflexion, la possibilité d'organiser un référendum obligatoire dès

552 Herwig Lerouge, « La participation des partis communistes au gouvernement : une façon de sortir de la crise capitaliste ? », *Études marxistes*, octobre-décembre 2012, n° 200, p. 41.

553 *Ibid.*, p. 42.

554 8<sup>e</sup> congrès du PTB, *Un parti de principes. Un parti souple. Un parti de travailleurs*, 2008, p. 41.

lors que cent mille citoyens au moins en ont fait la demande. Parallèlement, toute loi votée devrait pouvoir être annulée par voie référendaire. Mais dans ces développements, la démocratie représentative reste la grande absente... Dans la résolution de 1999, un texte, nous l'avons noté, jugé fondateur de l'esprit du « nouveau PTB », la démocratie et le parlementarisme sont stigmatisés et ne sont, pour le moins, pas le régime de référence. Certes, la participation aux élections est importante, mais la pénétration dans les institutions n'est pas un but en soi :

« Nous avons une position de principe à expliquer aux masses. “Ne croyez pas qu'un quelconque Parlement va résoudre vos problèmes. Le pouvoir réel n'appartient pas au Parlement, mais aux grands monopoles et aux forces de répression de la bourgeoisie.” [...] Il faut participer aux luttes électorales pour faire passer quelques idées anticapitalistes dans la masse, démasquer les partis bourgeois et recruter des sympathisants. Elles doivent aider à préparer l'organisation des luttes de classe à venir. [...] Il y a un mécontentement très répandu, un ras-le-bol. Mais cela reste dans le cadre de la démocratie bourgeoise et parlementaire. Voter PTB, c'est au moins commencer à mettre en cause le parlementarisme<sup>555</sup>. »

Peu lue des « profanes », le PTB peut dès lors être moins évasif dans sa revue *Études marxistes* sur l'inadaptabilité de la démocratie représentative comme cadre de déploiement du socialisme. Il peut aussi rappeler cette vérité, cachée en public. Seul un mouve-

555 Résolution du comité central sur la campagne électorale de 1999, 7 août 1999, in PTB, *Apprendre des campagnes électorales à Herstal et à Zelzate*, Documents de base, EPO, n.d., p. 18.

ment révolutionnaire pourra faire advenir une société socialiste, même si le contexte nécessite une démarche longue et adaptée :

« La voie parlementaire vers le socialisme repose sur l'illusion que le grand capital va accepter de se mettre en retrait et qu'il va céder sans coup férir sa machine d'État à la classe ouvrière alors que celle-ci sera suffisamment représentée au Parlement. Naturellement, nous devons être conscients de ce que la majorité des gens en Europe, aujourd'hui, reconnaît l'ordre social actuel comme le seul possible. Un processus révolutionnaire requiert de la flexibilité tactique, une adaptation à la réalité politique, une évaluation adéquate de l'objectif de chaque bataille, une connaissance exacte des contradictions de classe et des rapports de pouvoir, et de larges alliances<sup>556</sup>. »

Et la communication est pour le moins évasive. Interpellé par le journaliste Bertrand Henne sur un de nos propos, Raoul Hedebouw donne une nouvelle fois une réponse qui est un modèle d'esquive, une appréciation aussitôt pondérée :

« BH : – Alors, on va parler un peu des communales et de vos prétentions à ces élections, Raoul Hedebouw. Pascal Delwit est interrogé à votre propos ce matin dans *Le Soir* qui vous consacre deux pages. “La tactique du PTB, dit Pascal Delwit, politologue, c'est de dissocier ce qu'ils servent dans le restaurant et la cuisine interne.” “Et la cuisine interne, il dit, du PTB, c'est une société socialiste

basée sur la dictature du prolétariat.” Vous lui répondez quoi ?

RH : – Il ne faut pas rire ! Le PTB est un parti tout à fait démocratique, et donc la preuve : on participe aux élections, etc. »

Le propos est évacué – « Il ne faut pas rire » –, mais Raoul Hedebouw ne le contredit nullement. Il est vrai qu'il aurait eu du mal, dès lors qu'il était une simple reprise de l'énoncé des textes du dernier congrès en date du PTB. Il n'y a aucune contestation que le principe de la dictature du prolétariat soit toujours le référent.

Sur le rapport au régime, le porte-parole du parti ne dit mot, le simple fait de prendre part aux élections suffit à la démonstration. Sur le fond, bien entendu, cela n'a pas de sens. Un parti qui rejette la démocratie représentative peut parfaitement se présenter aux élections. On ajoutera qu'être présent dans l'arène électorale ne confère guère la qualité « démocratique » au parti. Nous avons pu montrer que l'idée que le PTB est un parti tout à fait démocratique – déclinaison de Ludo Martens tout au long de son existence – ne s'imposait pas comme une évidence à l'aune des standards contemporains dans l'analyse comparée des modèles organisationnels partisans.

Comme à l'accoutumée, le propos liminaire est nuancé : « Mais (je souligne) c'est vrai, je dois quand même dire que notre grille d'analyse est celle que l'histoire sociale de la Belgique ne s'est pas écrite que dans les Parlements. L'histoire sociale de la Belgique s'est écrite surtout par des dynamiques extraparlémentaires. Vous savez, ce n'est pas le Parlement qui a voté la journée des 8 heures (*sic*), c'est le mouvement ouvrier qui l'a imposée et les parlementaires qui ont suivi (*sic*). »

<sup>556</sup> *Ibid.*, p. 42-43.

Plus avant, Bertrand Henne pose la question suivante : – « Vous n’êtes même plus intellectuellement antiparlementariste comme ça a été le cas dans le passé en disant “tous pouvoirs au peuple”, “on ne passe plus par les Parlements qui sont la représentation des bourgeois” ? » (Pour rappel néanmoins, Tout le pouvoir aux ouvriers-*Alle macht aan de arbeiders* se présente pour la première fois aux... élections en... 1974, PD.) La réponse de Raoul Hedebouw n’engage à rien : – « Non, non, ça, c’est clair qu’on ne fait plus partie de cette partie-là... »

Mais Raoul Hedebouw n’en a pas fini. Le journaliste s’interroge quand même : – « Ce cadre-là, il est totalement oublié ? » Le porte-parole ne peut pas complètement occulter la réalité : – « Pas totalement (je souligne). Je vais vous dire clairement : moi, je constate que le Parlement belge n’a jamais eu aussi peu de pouvoirs qu’aujourd’hui, donc c’est une réalité. Quand on voit tout ce qui est imposé par l’Union européenne, quand on voit qu’on ne soumet même pas à la consultation toutes les mesures européennes, les traités européens à la population belge ; oui, le PTB trouve qu’il y a un gros problème de démocratie en Belgique. »

Nouvelle belle esquivé classique, la démocratie représentative ne fonctionne pas bien. Il faut plus de *démocratie*. Mais quelle *démocratie* ? Dans les travaux du huitième congrès, aucune motion relative au régime n’est adoptée, si ce n’est que l’objectif est le « socialisme », que celui-ci sera le « résultat d’une longue période de conflit entre les deux grands camps diamétralement opposés : la classe possédante (le capital) et la classe travailleuse, sur plusieurs terrains<sup>557</sup> ». Nulle précision quant auxdits terrains, si ce n’est, nous l’avons épinglé, l’action dans le monde ouvrier et du monde ouvrier :

557 8<sup>e</sup> congrès du PTB, *Un parti de principes. Un parti souple. Un parti de travailleurs*, 2008, p. 62.

« La force essentielle du mouvement est dans le degré d’organisation des ouvriers dans les “grandes usines”<sup>558</sup>. »

Nulle précision quant à la compatibilité du socialisme et de la démocratie représentative. Mais dans ses statuts adoptés en 2008, le parti se fait le promoteur de la « démocratie socialiste participative » adossée à un « appareil d’État socialiste » (je souligne)<sup>559</sup>.

Pour autant, de manière explicite ou implicite, la référence à la « démocratie » est bien présente dans la rhétorique et la sémantique du PTB. « Comme marxistes, nous luttons contre l’économisme qui ne voit de luttes réellement anticapitalistes que dans les luttes socio-économiques. Le monde ouvrier doit se mettre à la tête de toutes les formes de lutte contre l’exploitation et l’oppression capitalistes. Les communistes se mettent ainsi au premier rang de la conquête et de la défense des droits démocratiques », annonçait ainsi le PTB lors du séminaire communiste international de 2013<sup>560</sup>.

Nous avons interrogé plusieurs cadres ou adhérents sur cette problématique sous différents angles. Dans l’hypothèse où le PTB décroche une majorité parlementaire, est-il clair qu’il réorganise un scrutin au terme de la législature et qu’il cède le pouvoir s’il est battu électoralement ? Nous n’avons jamais pu obtenir une réponse claire. On comprendra aisément que, dans ce contexte, toute participation aux affaires est à peu près exclue. En

558 *Ibid.*, p. 113.

559 PTB, *Statuts, 8<sup>e</sup> congrès du PTB*, p. 8.

560 Parti du travail de Belgique, *Les attaques contre les droits démocratiques et les libertés dans la crise capitaliste mondiale. Stratégie et actions en réponse*, Communication au 22<sup>e</sup> séminaire communiste international, Bruxelles, 31 mai-2 juin 2013.

vérité, le propos est plus subtil. Le principe même de la participation au pouvoir n'est pas *ipso facto* rejeté. Et le PTB peut même s'enorgueillir de l'exemple de Zohra Othman, première échevine dans le district de Borgerhout. Mais si le parti a pu accepter cette évolution, c'est en raison même du contexte institutionnel propre à Anvers. Dans les faits, les districts anversoïses n'ont qu'extrêmement peu de compétences et quasiment aucune marge de manœuvre budgétaire. Le principe de responsabilité ne pourra être retenu. Et c'est d'ailleurs juste. Les choix déterminants s'opèrent à la mairie d'Anvers et non dans les districts. À telle enseigne d'ailleurs que certains estiment que l'expérience des districts est sans intérêt et mériterait d'être stoppée.

Hors ce contre-exemple, la participation aux affaires est un non-horizon pour le PTB. Dans l'interview croisée qu'il a réalisée avec Emile Roemer, président du SP hollandais, Peter Mertens a confirmé cette différence :

« Si on entre dans un gouvernement comme celui-là, on doit alors s'attendre à nous heurter à la politique de l'Union européenne. Et, par conséquent, il faut pouvoir former un gouvernement anticapitaliste solide, avec un programme fort qui ose mobiliser les gens. Si on entre dans un gouvernement sans ces rapports de force, on sait alors qu'on est sur une pente savonneuse. La première tâche reste donc, en ce qui nous concerne, de construire les rapports de force dans la pratique et d'aider les gens à sauter le pas de la passivité vers l'action<sup>561</sup>. »

561 Peter Mertens (PTB) et Emile Roemer (SP, Pays-Bas), « Nous ne sommes pas une gauche de salon, mais une gauche qui agit », PTB, 6 novembre 2013.

Nous l'avons observé, Herwig Lerouge a dressé un réquisitoire sévère pour ceux qui s'y risquent. L'organisation juge en effet sans attrait aucun, sans un quelconque avantage une démarche en ce sens. Au contraire même, la participation des partis de gauche est contre-productive, idée qui est un fil rouge dans les jugements politiques du PTB de 1970 à nos jours. La gauche aux affaires émousse l'ardeur et la résistance de la classe ouvrière. Donc, ses potentialités révolutionnaires. « Tout ce qu'ils purent dire pour leur défense, ce fut l'éternelle rengaine des sociaux-démocrates : "Sans nous c'eût été pire." Non, cela aurait été exactement pareil, ou même mieux, parce que leur participation paralysa une partie du potentiel de résistance », juge ainsi Lerouge à propos de l'organisation Die Linke en Allemagne. Pour autant, les cadres PTBistes n'ont pas vraiment de propos clair lorsque sont épinglés les énormes « reculs sociaux » lorsque la droite est seule aux affaires, en dépit d'une supposée classe ouvrière moins émoussée.

Même dans des circonstances exceptionnelles, le propos est sans concessions. En Grèce, le PTB a ainsi soutenu le point de vue du parti communiste (KKE) qui a refusé toute idée de participation gouvernementale et a même décliné l'invitation que lui fit Alexis Tsípras, leader du parti de la gauche radicale Syriza. Et en juin 2012, malgré un recul sensible du KKE et une progression spectaculaire de Syriza, la rhétorique était inchangée. Qu'importe la situation dramatique de la très grande majorité des Grecs, le fait épinglé était... la *social-démocratisation* de Syriza :

« Néanmoins, certains partis refusent de tirer les leçons de telles expériences. Ils prouvent qu'ils sont devenus de véritables partis sociaux-démocrates, prêts à remplacer les anciens aujourd'hui discrédités.

tés. En Grèce, plus la possibilité d'une victoire électorale semblait réaliste, plus la section locale du Parti de la gauche européenne, Syriza, a rendu son programme le plus acceptable possible pour la direction de l'UE et la bourgeoisie grecque. [...] Nulle part, le système capitaliste n'est mentionné comme la cause de la crise<sup>562</sup>. »

Et pour justifier cette thèse, le propos confine au ridicule. Marx et Lénine auraient ainsi refusé toute participation sauf en cas de... menace fasciste. Voilà que Marx aurait envisagé une menace fasciste... Et même Lénine, qui décède en janvier 1924... avant le premier gouvernement purement fasciste :

« Les expériences confirment les positions de Marx, de Lénine et la Troisième Internationale à ce propos. Ils rejettent tous la participation à l'exception d'une situation où le fascisme constitue une réelle menace<sup>563</sup>. »

De manière intéressante, relevons qu'en la circonstance Friedrich Engels n'est pas mentionné. Contrairement à Marx, Engels a vécu les prémises de la démocratisation de plusieurs États européens. À la fin de sa vie, il a pu juger des potentialités des processus électoraux. Mais Marx, Lénine et l'Internationale communiste ne sont pas les seuls mobilisés. Le Kominform l'est aussi :

562 Herwig Lerouge, « La participation des partis communistes au gouvernement : une façon de sortir de la crise capitaliste ? », *loc. cit.*, p. 50.

563 *Ibid.*, p. 52.

« En septembre 1947, lors d'une réunion où étaient présents des membres du nouvel organe de coordination des partis communistes après la Seconde Guerre mondiale – le Kominform – les participants critiquèrent la ligne opportuniste du PCF et du PCI dans leur politique de front uni durant l'Occupation et leur participation au gouvernement par la suite<sup>564</sup>. »

Qu'importe, bien sûr, que le PCF et le PCI n'aient jamais suivi que les recommandations de Staline, qui auraient donc fait de ces partis des « formations opportunistes ». Qu'importe tout autant que Staline, comme il le fit en de nombreuses circonstances, changea radicalement d'orientation en 1947. La même remarque prévaut d'ailleurs pour l'Internationale communiste, à laquelle il s'agirait de se référer pour apprécier comment et quand prendre part aux responsabilités gouvernementales dans une démocratie représentative. L'ambition serait d'établir un « gouvernement des travailleurs », que nous devons saisir comme le « Front uni de tous les travailleurs, tant dans l'arène économique que politique, pour lutter contre le pouvoir de la bourgeoisie et, finalement, pour la renverser ». Ses tâches premières seraient d'« armer les travailleurs » et de « désarmer les organisations contre-révolutionnaires bourgeoises »<sup>565</sup>. Hors cette configuration, être partie prenante aux affaires « signifie uniquement (je souligne) la participation à la régression sociale » et entretient de « faux espoirs » pour le monde des travailleurs<sup>566</sup>.

Bref, ce qu'il convient de faire est ce que le PTB met en œuvre : repousser les voies du Parti de la gauche européenne, être

564 *Ibid.*, p. 54.

565 *Ibid.*, p. 52.

566 *Ibid.*, p. 56.

souple – la grande innovation du « nouveau » PTB – et mener à la révolution :

« Nous ne devons pas leur proposer une social-démocratie rénovée. Ce qui est nécessaire, c'est un parti révolutionnaire qui prend en compte l'actuel niveau de conscientisation, qui fait siens les problèmes des petites gens, qui parle un langage accessible, qui cherche l'unité avec le groupe le plus large possible dans la lutte. Mais qui ne déroge pas à ses principes, qui maintient le cap vers une société où il n'y aura pas d'exploitation de l'homme par l'homme, une société sans propriété privée des moyens de production de base, une société dans laquelle les travailleurs seront réellement libres et avec un État qui protégera la liberté de la vaste majorité contre l'oppression par la minorité<sup>567</sup>. »

### *Une nouvelle génération ?*

La nouveauté du PTB s'opère-t-elle aussi à travers l'avènement d'une nouvelle génération de dirigeants ? On peut être très circonspect à l'endroit de cette idée. D'abord, la notion de *génération* est relative. Réfère-t-elle à l'âge physiologique des responsables politiques ou à leur âge de militantisme ? D'un point de vue politologique, le deuxième référentiel est le plus pertinent.

L'âge de militantisme peut être analysé à l'aune de plusieurs facettes : le nombre d'années d'adhésion au PTB ou à une de ses organisations réticulaires et le nombre d'années de présence dans les organes dirigeants. N'ayant pas la composition du Comité

central et du Bureau politique de toutes les périodes précédentes, il nous est difficile de nous référer au nombre d'années de leadership. Toutefois, selon nos estimations, seuls quatre des vingt-six membres officiels de l'actuel Comité national n'avaient pas encore siégé au Comité central.

Examiné à l'aune de l'âge de militantisme, on relève dans l'actuel Comité national neuf dirigeants sur vingt-six parmi les adhérents de la première heure, les années septante : Jef Bruynseels, Jo Cottenier, Boudewijn Deckers, Gina De Smedt, Riet Dhont, Herwig Lerouge, Lydie Neufcourt, Dirk Van Duppen et Riet Verspreet. À l'exception des deux représentants du COMAC, Dirk De Block et Joris Van Gorp, les autres membres ont entre quinze et vingt-cinq ans de militantisme dans le parti. Certains ont d'ailleurs été d'ardents défenseurs de la ligne promue par le parti au début des années nonante sur la question de la place Tien an Men ou de l'affaire de Timisoara.

Dans le Bureau national, un membre sur deux est un militant ayant rejoint le parti dans les années septante parfois depuis l'origine. Peter Mertens est membre depuis le début des années nonante. Raoul Hedebouw et David Pestieau, fils de cadres historiques, sont aussi engagés dans le mouvement depuis vingt ans et plus. Il reste Tom De Meester, le plus jeune. Il est inscrit dans la structure du PTB depuis quinze ans. À la lumière de ces éléments, il paraît complexe de suggérer l'avènement d'une nouvelle génération de dirigeants. Tous les responsables du Bureau national ont été socialisés au marxisme-léninisme au plus tard dans les années nonante.

<sup>567</sup> *Ibid.*, p. 57.

## **Pour conclure :** où va le PTB ?

Dans le paysage des organisations marxistes-léninistes d'origine maoïste, le Parti du travail fait figure d'exception. La plupart de ces mouvements ont disparu ou, exceptionnellement, se sont transformés comme le SP hollandais. Pour sa part, le PTB est demeuré indéfectiblement lié à son identité historique, à la promotion d'une société socialiste réfléchie à partir des travaux des cinq « grands » – Marx, Engels, Lénine, Staline et Mao –, qui traversent l'histoire du parti et que le PTB se raconte. Le fait n'est vraiment pas banal. « Près de vingt-cinq ans plus tard, personne, ou presque, ne se réclame plus de Mao : en France, moins de 50 clampins, éparpillés dans quelques groupuscules sans influence. Au Pérou, le très inquiétant Sentier lumineux. En Belgique, une formation incroyablement dynamique, le Parti du travail de Belgique. Et c'est tout », pointait Bourseiller en 2008<sup>568</sup>. Nous ne pouvons saisir cette singularité qu'à l'aune de quatre grandes explications.

<sup>568</sup> Christophe Bourseiller, *Les maoïstes. La folle histoire des gardes rouges français*, Paris, Plon, 2008, p. 20.

La première réfère au rôle capital de Ludo Martens. Missionnaire du marxisme-léninisme, Ludo Martens avait une personnalité et une dimension politiques hors du commun. De sa *rencontre* avec le marxisme-léninisme à son décès en 2011, Ludo Martens est resté *fidèle* au périmètre qui fixe son positionnement initial. Des pères supposés du marxisme-léninisme, il a fait dire beaucoup de choses, extrêmement contradictoires et souvent anachroniques, pour justifier ses positions et les tournants parfois abrupts de l'organisation. Mais l'essentiel n'est pas là. À chaque moment de tension, lors de chaque crise, à l'occasion des principaux ébranlements, il a su forcer la poursuite de la quête du Graal. La voie serait difficile. Mais il ne fallait pas faiblir. « Le chemin vers la révolution socialiste est encore très long. Vraisemblablement, il faudra encore attendre plusieurs dizaines d'années avant que les conditions subjectives et objectives soient mûres pour une révolution socialiste en Belgique », disait-il. Comment dès lors imaginer que le sentier ne soit pas parsemé d'embûches ? Sans la ténacité de Ludo Martens et l'armature idéologique qu'il délivra en toutes circonstances au gré des événements, il est douteux que le PTB ait survécu à ses multiples crises et surtout à l'écroulement de l'idéologie marxiste-léniniste et du système communiste en URSS.

La deuxième explication tient en l'apport initial d'un groupe de jeunes qui, dans une logique de *path dependency*, ont poursuivi l'engagement originel. Une fois le chemin pris et la cause embrasée, ils n'ont pu ou voulu faire marche arrière. Ce faisant, ils ont alimenté le mythe ou l'espoir messianique de la révolution socialiste. Bien sûr, un grand nombre d'adhérents ont abandonné le parti ou ont été exclus. Mais il en resté suffisamment pour entretenir la flamme et le combat : Kris Merckx, Kris Hertogen, Riet Dhont, Jean Pestieau, Boudewijn Deckers, Herwig Lerouge,

Thérèse Michels, Jo Cottenier, Paul De Rammelaere, Maria McGavigan, Hubert Hedebouw, Robert Roeck, Thérèse Michels, Michel Mommerency... pour ne citer que quelques-uns. Beaucoup voient aujourd'hui leurs enfants prendre le relais sur une base passablement identique et convaincre de nouveaux militants d'*entrer en révolution*. C'est le noyau dur du parti. Limité à quelque quatre cents membres d'une foi inébranlable, il permet à l'organisation de *tourner* – notamment financièrement – et de propager la ligne adéquate dans le lieu opportun. Bref, le destin du parti semble se suffire à lui-même. « Pour certains partis – surtout les petits partis idéologiquement animés par un fort militantisme – c'est le parti lui-même avec son histoire et ses traditions, ses héros légendaires et ses mythologies, qui est à lui-même son propre système de référence », isole le politologue français Georges Lavau<sup>569</sup>.

La troisième explication est que les sociétés, l'humanité de manière générale, sont affectées d'injustices de tous ordres, criantes, insupportables, honteuses pour une civilisation. Il se trouve donc des hommes et des femmes pour les honnir et les combattre. La dénonciation et l'indignation sont deux registres importants de la rhétorique et de l'action politiques du PTB. Ce sont donc aussi deux répertoires importants de l'adhésion ou du vote pour le parti. Énormément de membres du COMAC ou du PTB n'ont pas une vraie idée de l'identité réelle du parti ou de la voie qu'il promet. Mais, somme toute, cela a peu sinon pas d'importance. Ils y trouvent leur compte dans la lutte contre ces injustices. Ils y trouvent aussi leur compte dans le bonheur de militer ensemble, dans la solidarité de rejeter une société qu'ils répudient, dans la joie de voir le parti considéré.

569 Georges Lavau, « Partis et systèmes politiques : interactions et fonctions », *Revue canadienne de science politique*, 1969, II, n° 1, p. 183.

Pour autant, un élément supplémentaire doit être ajouté au tableau. Dans cette configuration, le côté strictement binaire du combat est crucial. Les détenteurs des moyens de production et d'échange – la bourgeoisie – s'opposent à ceux qui vendent leur force de travail – le prolétariat. Les méchants contre les bons. Le bien contre le mal. Cet affrontement décliné comme exclusif se donnerait à voir à l'interne des États et dans les relations internationales. Tout un chacun est donc d'un côté ou de l'autre. Point d'entre-deux. Point de neutralité. Pas de nuances. Pas d'autres clivages. Tout au long de l'histoire du PTB, les appréciations explicites ou en creux sont articulées à ce tableau et à la croyance d'un devenir socialiste, le triomphe du bien. Ce rêve, Marx et Engels l'ont pensé, Lénine l'a initié, Staline l'a mis en œuvre et a vaincu le fascisme, et Mao l'a prolongé. Certes, ce fut il y a longtemps. L'Union soviétique s'est effondrée et la Chine de Mao est une relique oubliée. Qu'importe, l'étoile n'a pas été inaccessible. L'histoire est faite d'avancées et de reculs. Et chaque période révèle son lot de conditions pour le sacre du socialisme. De réunions en luttes, de défaites en petites victoires, la situation est presque systématiquement auscultée à l'aune de ses potentialités révolutionnaires. « Le caractère systémique et prolongé de la crise capitaliste mondiale, les changements dans les rapports de force internationaux, les exemples de lutte ouvrière, de lutte du peuple et des révoltes dans le monde soulignent les opportunités croissantes pour le développement des forces révolutionnaires contre celles de la réaction, et accroissent la confiance que nous pourrions voir la progression de la seule alternative sociétale au capitalisme dans le courant du XXI<sup>e</sup> siècle : le socialisme », proclame avec emphase le PTB à la réunion des partis communistes en novembre 2013, comme il le faisait vingt, trente ou quarante ans auparavant dans d'autres contextes. Ce canevas est au cœur du

mouvement et du dispositif du PTB. À l'aune de ce schéma, quel avenir s'offre au parti ?

À court terme, la dynamique est tout entière portée sur quatre ambitions : faire parler du parti, développer son action dans les entreprises, détacher autant que faire se peut les organisations syndicales du PS, du SP.a, voire d'Ecolo et de Groen, et gagner les élections. Nous l'avons noté, le PTB a décroché des succès visibles dans la réalisation de ces objectifs. Et l'espoir de glaner un ou plusieurs sièges à la Chambre, par ailleurs synonyme de financement public des partis, n'a sans doute jamais été aussi proche<sup>570</sup>. Toutes les forces sont désormais tendues vers le scrutin du 25 mai 2014. Paradoxalement d'ailleurs. Ceux-là mêmes qui ont exclu pour opportunisme électoral des cadres en 2004 sont depuis entièrement focalisés sur les scrutins. À tout le moins dans la communication extérieure. Il y a aussi une politique d'établi et une action sociale dans le monde de l'entreprise.

Mais structurellement, le PTB est confronté à une alternative problématique. La difficulté porte sur la perspective. Comment mettre en avant un horizon tant soit peu crédible ? Nous l'avons observé, la communication extérieure du PTB est agencée à titre principal à quelques ressorts. Un ressort *populiste* ou *anti-establishment* d'abord, très présent lors des scrutins de 2009 et 2010. Les élites politiques sont raillées et ne se donnent à voir que comme acteurs d'un cirque. Un ressort d'indignation ensuite. Indignation sélective en réalité, mais indignation *logique*, saine même, face au cours de l'histoire, à certains choix opérés, à des petits déshonneurs et de grandes hontes. L'indignation est

<sup>570</sup> En juin 2013, Peter Mertens annonce espérer de 3 à 4 députés à la Chambre des représentants, *De Morgen*, 17 Juni 2013.

sincère. Mais à force de courir et, plus encore, de communiquer toujours plus d'un *scandale* ou d'une cause à l'autre, dans la même semaine, la même journée sinon la même heure, on finit par s'interroger si l'indignation est encore bien réelle.

Qu'importe, l'essentiel n'est pas là. Vue de gauche, la situation actuelle est dure sinon cruelle. Des acquis sont durement attaqués et ébranlés. Culturellement, la gauche est, au mieux, sur la défensive. Depuis 1945, le rapport des forces n'a sans doute jamais été aussi problématique. Non seulement électoralement et politiquement, mais aussi en raison du cadre nouveau dans lequel s'élaborent et se mènent certaines politiques publiques. Sans projet à l'échelle européenne, la social-démocratie résiste occasionnellement et tant bien que mal au plan national en défendant certains acquis sociaux. En Belgique, le PS et le SP.a, sans véritable programme ou boussole politique, ralentissent ou atténuent les réformes néolibérales du marché du travail et font obstacle aux attaques sur l'indexation automatique des salaires. Avec les Verts, ils ont été en pointe pour la conquête de nouveaux droits sociaux, comme la dépénalisation de l'interruption volontaire de grossesse, le droit de vote des étrangers aux élections communales, l'autorisation du mariage des couples homosexuels ou la possibilité qu'ils adoptent des enfants. Pour autant, leur action s'opère sans combat culturel et sans véritablement penser les voies pour modifier les rapports de force, aussi difficile que cela puisse être. La longue présence au pouvoir du PS et du SP.a – interrompue entre 2008 et 2011 – n'a pu que limiter la révision des acquis sociaux des trente glorieuses.

Dans ce tableau, la voie empruntée par le PTB ne livre pourtant pas véritablement d'alternative. Le parti ne cache pas la difficulté en son sein :

« Nous devons développer une vision de société, pas dans les détails, mais bien nous prononcer sur les questions essentielles comme : quelle place reste au marché, qu'est-ce qui est centralisé, comment intégrer une vision écologique... Ce sont des questions complexes<sup>571</sup>. »

Certes, dans *Priorités de gauche, Comment osent-ils ?*, ou *Première à gauche*, Peter Mertens et Raoul Hedebouw esquissent un slogan, communication toujours, le socialisme 2.0. Mais il n'échappe pas au lecteur que l'épure du socialisme offerte n'est chaque fois qu'une portion très congrue de l'ouvrage, guère différente au surplus de ce que peuvent avancer comme idées générales des formations comme Ecolo, Groen, le PS, voire le SP.a. « Nous avons besoin d'un socialisme intégral, avec démocratie, participation, liberté, sécurité, développement durable, créativité et bien-être. [...] Je n'ai pas de recette toute prête pour cette nouvelle société », énonce évasivement Peter Mertens<sup>572</sup>. Il échappe encore moins qu'aucun argumentaire n'est offert sur les moyens de le mettre en œuvre.

Il y a même un paradoxe étonnant. Les programmes électoraux et les esquisses de programme dans les ouvrages des dirigeants sont somme toute très modestes pour une formation qui aspire à l'instauration du socialisme. Pour autant, le PTB ne souhaite pas – ne peut pas – les mettre en œuvre dans le cadre de la démocratie représentative. Il se refuse à l'exercice des responsabilités et il condamne d'ailleurs durement les partis de la gauche

571 « Résolution présentée à la conférence nationale du PTB, 26 mars 2011, La crise, la lutte des classes et les grandes opportunités pour le PTB », *Études marxistes*, 2011, n° 34, p. 29.

572 Peter Mertens (en collaboration avec David Pestiau), *Comment osent-ils ? La crise, l'euro et le grand hold up*, Bruxelles, Aden, 2012, p. 291-292.

radicale qui s'y essaient. « Dernière chose aussi, qu'on arrête de dire qu'il y a plus ou moins de divergence ou de débats dans la gauche de la gauche et que seule manque l'unité. Les questions sont complexes. Par exemple, la participation de Die Linke, en Allemagne, dans les gouvernements de centre-gauche pose question », avertit de la sorte Raoul Hedebouw<sup>573</sup>.

Et si tant est qu'il change d'opinion, le parti est bien conscient que, dans le cadre belge, à l'échelle fédérale ou au plan régional, une coalition ne pourrait accepter tel quel son programme, comme pour tous les partis d'un gouvernement de coalition.

À cette observation, ajoutons l'interdépendance croissante des économies et des sociétés, et l'importance accrue de l'Union européenne. Plus aucun pouvoir public national ou infranational ne peut ignorer, de fait et de droit, cette réalité. Ce constat est crucial. L'interdépendance croissante et l'Union européenne posent des défis inédits aux partis politiques qui visent à la transformation du monde. « L'Europe crée un problème systémique » pour la gauche radicale, souligne le politologue Gerassimos Moschonas<sup>574</sup>. Il n'existe plus de Palais d'hiver à occuper ou à encercler. La gestion se fait en concertation, en coordination même, dans la nation et dans l'Union européenne.

Qu'importe, le PTB présente un autre but, le passage au socialisme. Celui-ci serait atteint au terme d'un processus de *conscientisation*, point nodal dans l'action du parti aujourd'hui. Il s'agirait d'inculquer que la situation actuelle n'est pas la seule envisageable, qu'il n'y a pas de fatalité à ce système et donc pas de raisons de l'accepter comme un axiome. La lutte est possible, le

573 « Une interview de Raoul Hedebouw : "Les luttes sociales peuvent servir de tremplin à la dynamique politique amorcée..." », *LCR*, 14 novembre 2012.

574 Gerassimos Moschonas, « L'Union européenne et les dilemmes de la gauche radicale. Réflexions préliminaires », *Transform !*, 2012, n° 9, p. 16.

socialisme aussi. Un jour peut-être. Mais ce sera long. Et Peter Mertens de reprendre la litanie de Ludo Martens, du début des années septante à son décès : « Mais poser le débat en ces termes est faux. Parce qu'il écarte un autre choix. Celui de la résistance. Certes, si les rapports de force du moment sont défavorables, la voie de la résistance risque d'être longue et ardue<sup>575</sup>. »

Pour autant, le parti n'est pas très éclairant sur les termes, voire même sur les contours de « ce » socialisme. Or, les questions ne manquent pas. Hors même son exercice dans ce contexte d'entrelacement économique et financier, le lecteur ou le citoyen restent sur leur faim sur le régime politique et l'essence de l'État socialiste belge. Eu égard à des expériences passées qui se sont revendiquées du socialisme, ce silence est difficile à tenir.

Dans la délicate question relative à la mise en œuvre des objectifs explicites ou latents qu'il énonce ou qu'il sous-entend, le Parti du travail de Belgique ne dit rien. Rien, au sens propre du terme. Les dirigeants que nous avons interrogés à ce sujet sont restés silencieux. Somme toute pour une raison bancale : c'est un impensé. À ce stade à tout le moins, la participation au pouvoir dans la démocratie représentative est rejetée. Et la perspective du socialisme est un horizon lointain. Pas besoin donc de longs développements et de réflexions élaborées. L'alternative qui se présente pour le parti est de la sorte assez claire.

Soit il demeure ce qu'il est : un parti marxiste-léniniste, aspirant à la révolution socialiste, qui interviendra dans des dizaines d'années, au terme d'un très long combat. Dans ce cas d'école, le PTB peut, à l'instar de l'un de ses modèles, le Parti communiste grec (KKE), entretenir son positionnement antisystème et une forme de populisme social ou socialiste. Cette option

575 Peter Mertens (en collaboration avec David Pestiau), *Comment osent-ils ?...*, *op. cit.*, p. 270.

a un avantage majeur : le PTB ne risque pas de décevoir à l'épreuve des responsabilités. Au surplus, il peut être porteur électoralement, lorsque les partis socialistes et/ou verts, qui sont ses adversaires politiques, sont au pouvoir. En revanche, son apport à la décision politique, donc à la classe ouvrière – et aux autres catégories sociales –, sera minime. À tout le moins, sans commune mesure en comparaison de celui que les partis verts et sociaux-démocrates, aussi *dégénérés* soient-ils, peuvent faire valoir à la gauche de l'échiquier politique. Par ailleurs, lorsque ces formations seront dans l'opposition, la *valeur ajoutée* du PTB sera ténue et la posture du parti peu originale. Le KKE l'a expérimenté à ses dépens en juin 2012. Lui qui refusa même de se présenter à une invitation d'Alexis Tsipras, leader de Syriza, perdit la moitié de ses voix un mois plus tard, pour avoir refusé de vouloir assumer ses responsabilités.

Soit il sort de cette posture et emprunte la très périlleuse voie d'une formation de gauche radicale, acceptant éventuellement l'épreuve du pouvoir et les immanquables déceptions afférentes. Dans ce cheminement, il s'agirait d'amener pied à pied un exécutif sur les positions les plus à gauche possible, c'est-à-dire bouger un peu. Rien n'interdit de penser que ce soit impossible. Mais c'est une autre identité dont se parerait le parti, un « radicalisme politique » dans la réalité et plus exclusivement dans la rhétorique.

Il est toutefois peu probable que le PTB se résolve aisément à ce deuxième pan de l'alternative. La direction actuelle a construit son identité politique, et souvent personnelle pour chacun de ses membres, sur un autre projet, sur une autre *idée*. Nous l'avons pointé, la très grande majorité des membres du comité national ont au moins vingt ans de parti derrière eux. Ils ont approché les phases et les crises de la même façon, avec le même logiciel. Pour

autant, il n'est pas totalement exclu que la démarche de la *double ligne* produise l'arrivée de nouveaux cadres indifférents ou moins révérencieux envers les oripeaux du marxisme-léninisme et plus enclins à l'innovation politique, ou que l'ouverture du parti crée une dynamique non prévue par la direction.

En 2015, le PTB devrait tenir son neuvième congrès. Celui-ci sera consacré à sa vision du socialisme et à l'évaluation des régimes qui s'en revendiquent ou l'ont fait. C'est peu dire que le propos sera instructif.

## Aux Éditions Luc Pire

*100% Nature. Comment définir la biodiversité ?*, de Carlo Di Antonio,  
avec la collaboration de Jean-Paul Procureur

*Abus sexuels dans l'Église. Paroles libérées*, de Karine Lalieux

*André Cools au fer rouge*, de Louis Maraite

*De la ville aux bassins de vie*, de Paul Furlan, entretiens avec Marcel Leroy

*Égaux ? Pièges et réussites de l'égalité hommes-femmes*, de Céline Fremault

*Grandeur et misère de l'idée nationale*, de Paul Magnette, entretiens avec  
Jean Sloover

*L'hégémonie contrariée. Obama, deux ans après*, de Guy Spitaels

*Hymne pour une Europe insoumise. Les citoyens à la manœuvre*, de  
Isabelle Durant et Gesine Schwan

*Joëlle Milquet. Femme de combat, femme d'État*, de Christian De Bast

*Le monde à l'envers. Chroniques pour une sortie de crise*, de Paul Magnette

*Le Parlement européen. Une voie vers la solidarité*, de Frédéric Daerden

Retrouvez tous les ouvrages des Éditions Luc Pire sur  
[www.lucpire.be](http://www.lucpire.be)

Achevé d'imprimer en mars 2014 par l'imprimerie Snel (Belgique)